LA FIN

DE

LA FRONDE A PARIS

SCÈNES HISTORIQUES.

SECONDE PARTIE. [1]

Mazarin revient à Paris : sa réception au Louvre le 3 février 1653. — Presque tous ses anciens ennemis soumis, la Palatine, Mme de Chevreuse, les Vendôme, les Bouillon, etc. — Appréciation de la conduite de l'aristocratie dans la fronde ; si la fronde est une anticipation de la révolution française ou une imitation de la révolution d'Angleterre ; soumission de l'aristocratie, et à quelles conditions. — Le parlement, vice radical de sa constitution : le mélange de la justice et de la politique ; ses griefs contre Mazarin, ses actes pendant la fronde. — Nicolas Fouquet et Matthieu Molé. — Déclaration royale du 22 octobre 1652 ; Mazarin soumet à la fois le parlement et le satisfait. — Soumission empressée de la bourgeoisie, rétablissement du crédit, grandes fêtes dans Paris, triomphe solide et définitif de la royauté et de Mazarin.

VI.

Mazarin aurait bien eu le droit d'accompagner à Paris, le 21 octobre 1652, Louis XIV et Anne d'Autriche, et de partager la joie de leur victoire sur la fronde, car il en était le véritable auteur. C'est lui qui, en se retirant à propos, en livrant la fronde à elle-même, l'avait laissée montrer tout à son aise ses fureurs et son impuissance ; c'est lui qui, du fond de son exil, avait rassemblé des troupes, rallié autour de lui des généraux accrédités, marché au secours du jeune roi et de sa mère, relevé le drapeau de la monarchie, et de succès en succès l'avait porté jusqu'à Paris. Mais en y reparaissant trop tôt, Mazarin pouvait ranimer des rancunes mal éteintes. Lui-même

(1) Voyez la livraison du 1er mars.

avait été d'avis de seconder l'effet de l'amnistie de la nouvelle de son éloignement momentané, afin de ne laisser aucun prétexte à ceux qui si souvent avaient promis de se rendre, s'il quittait le royaume. Sûr du jeune roi, plus sûr encore de sa mère, leur laissant ses instructions et des conseillers éprouvés, Mazarin s'était effacé, et s'était retiré d'abord à Bouillon, un peu au-delà de la frontière; puis, à mesure que le gouvernement du roi se consolidait à Paris, il s'était rapproché et était venu à Sedan; puis il était allé ouvertement rejoindre l'armée royale, amenant avec lui de puissans renforts, des munitions, des vivres, de l'argent. Admirablement servi par Turenne et par La Ferté-Senneterre, il avait forcé la petite armée de Condé et celle du duc de Lorraine de battre en retraite peu à peu du côté des Pays-Bas. Actif, résolu, infatigable, il n'avait pas hésité à prolonger la campagne au-delà de ses limites ordinaires, jusqu'à la fin de décembre et même jusqu'en janvier 1653. Il n'avait quitté l'armée qu'après avoir vu l'ennemi abandonner le territoire français et avoir mis la frontière de Champagne et de Picardie à l'abri de tout retour offensif. C'est alors seulement qu'il avait établi ses troupes dans leurs quartiers d'hiver, et que lui-même, précédé et soutenu par ces solides succès, il avait pris le chemin de Paris.

Il y avait à peu près deux ans qu'il en était sorti, en février 1651, objet de la haine universelle, condamné par le parlement, proscrit par l'aristocratie, presque maudit par le peuple, et ne sachant où il trouverait un lieu pour reposer sa tête. Le 3 février 1653, il y fit une rentrée vraiment triomphale. Le jeune roi, accompagné de son frère, le duc d'Anjou, alla plus d'une lieue au-devant de lui, le reçut avec les plus grandes tendresses, le fit mettre dans son carrosse, et ils entrèrent ensemble, à côté l'un de l'autre, par la porte Saint-Denis, à deux heures après midi, en grande pompe, à travers les flots joyeux et les cris d'allégresse de ce même peuple qui, deux ans auparavant, le poursuivait de ses imprécations. Le cardinal fut ainsi conduit jusqu'au Louvre, où l'attendait Anne d'Autriche.

Il la revit, cette reine admirable, que l'histoire, abusée par les écrivains imposteurs de la fronde, a trop méconnue, cette amie courageuse, exemple unique entre toutes les reines, et presque entre toutes les femmes, d'une fidélité à l'épreuve de l'une et de l'autre fortune; qui de bonne heure, en 1643, avait reconnu les grandes qualités de Mazarin et discerné en lui le seul homme capable de bien conduire les affaires de la France; qui, après lui avoir dû cinq longues années de gloire, l'avait en 1648 et 1649 défendu contre l'aristocratie, le parlement et le peuple réunis; qui plus tard n'avait consenti à sa retraite que parce que lui-même l'avait jugée nécessaire; qui pendant son absence avait résisté à toutes les séductions

comme à toutes les menaces, et n'avait jamais cessé de se gouverner par ses conseils; qui l'avait appelé à Poitiers; qui, à Gien, apprenant la déroute de Bleneau pendant qu'elle était à sa toilette, la continua paisiblement, quand tout le monde parlait de fuir, disputant de courage et de sang-froid avec Mazarin lui-même. En se retrouvant dans la demeure des rois après tant de séparations douloureuses, après s'être vus si souvent à deux doigts de leur perte, ils pouvaient être fiers de leur constance, qui avait mérité et amené les prospérités de ce grand jour, et rêver ensemble pour la fin de leur vie un repos glorieux.

Autour de la reine, le cardinal rencontra un brillant cortége de grands seigneurs et de grandes dames, naguère ennemis du successeur de Richelieu, et qui venaient le complimenter sur son heureux retour.

Parmi ces dames était au premier rang la Palatine, Anne de Gonzague, une des personnes les plus éminentes du XVIIe siècle, d'une admirable beauté (1), qui servait en quelque sorte de parure à l'esprit le plus solide, aussi capable de prendre part à des délibérations d'hommes d'état qu'à des assemblées de beaux esprits ou à de galantes intrigues, cherchant, il est vrai, ses avantages, mais avec une loyauté parfaite, qui, sans trahir la royauté, avait donné à la fronde les plus judicieux conseils, et l'aurait sauvée, si la fronde avait pu l'être. Comme elle avait toujours entretenu avec Mazarin la meilleure intelligence, elle pouvait fort bien s'associer à son triomphe (2).

Elle était là aussi, cette autre politique, d'un ordre encore plus relevé, aussi belle et aussi galante, d'un esprit moins gracieux, mais plus fort peut-être, plus capable encore de grandes entreprises, et ne s'arrêtant ni devant aucun danger ni devant aucun scrupule : la veuve du connétable de Luynes, Marie de Rohan, duchesse de Chevreuse (3), qui autrefois avait mis la main dans tous les complots ourdis contre Mazarin, et, de concert avec la Palatine, avait proposé la seule mesure qui pût mettre ensemble tous ses ennemis et former un grand parti aristocratique en état de tenir tête à la royauté : le mariage du fils de Condé avec une fille du duc d'Orléans, et celui de sa propre fille avec le prince de Conti (4). Ce double mariage ayant échoué, dégoûtée d'un parti où les conseils de la politique étaient toujours sacrifiés à la passion et le véritable

(1) Voyez son portrait à Versailles au-dessus de celui de Mme de Longueville.

(2) L'oraison funèbre de la princesse Palatine mérite une entière confiance, bien entendu le ton du panégyrique admis. Toutes les fautes sont indiquées, et les éloges se peuvent justifier par les témoignages les plus certains, et par celui de Retz lui-même.

(3) Voyez *Madame de Chevreuse* dans la *Revue* du 15 décembre 1855.

(4) *La Société française au dix-septième siècle*, t. Ier, chap. Ier, p. 54.

intérêt à la vanité, Mme de Chevreuse, habilement et doucement conduite par son dernier ami, le marquis de Laigues, que Mazarin avait su gagner, était revenue à sa première amie, Anne d'Autriche, et s'était résignée au pouvoir d'un homme qui savait au moins ce qu'il voulait, et dont la forte ambition ne chancelait pas au gré des événemens. Le crédit et les honneurs qu'elle pouvait attendre de la fronde, Mazarin les lui avait offerts, et en retour Mme de Chevreuse apportait à la royauté l'appui déclaré de ses trois illustres familles, les Rohan, les Luynes et les Lorrains. C'est elle qui, toujours puissante sur le duc de Lorraine, avait ménagé un traité secret entre le cardinal et lui, et qui tour à tour l'avait fait mouvoir en des sens si contraires. Rentrée dans toute la faveur de la reine, Mme de Chevreuse était au Louvre, à côté d'elle, applaudissant au retour de l'heureux cardinal.

Après Mme de Chevreuse, Mazarin n'avait pas eu de plus dangereux adversaires que les Vendôme et les Bouillon. Et pourtant dans cette mémorable journée du 3 février 1653 il pouvait considérer les chefs de ces deux puissantes familles comme les plus fermes appuis de sa grandeur.

César, duc de Vendôme, fils naturel d'Henri IV, était plus redoutable encore par son esprit, sa valeur et ses artifices que par sa naissance. Il n'y avait pas jusqu'aux vertus de sa femme, réputée une sainte, qui ne profitassent à l'ambition de son mari. Sa fille, la belle Mlle de Vendôme, avait épousé ce brillant duc de Nemours, qui venait de finir si tristement. Son fils aîné, le duc de Mercœur, était un prince sage et estimé, et le duc de Beaufort, son cadet, était l'idole du peuple de Paris. C'est Beaufort qui, en 1643, poussé par Mme de Montbazon et Mme de Chevreuse, avait formé le dessein d'assassiner Mazarin (1). Le duc de Vendôme avait été soupçonné d'avoir eu la main dans cette affaire; il avait du moins donné asile en son château d'Anet à tous les complices de son fils, et, forcé de quitter la France pour prévenir la menace d'une arrestation, il avait erré plusieurs années en Italie et en Angleterre, faisant partout des ennemis au cardinal. Celui-ci reconnut qu'il valait beaucoup mieux acquérir un fils d'Henri IV, en y mettant le prix, que de le persécuter sans le moindre avantage. Après tout, que désirait le duc de Vendôme, et qu'avait-il demandé au début du ministère de Mazarin? Ou qu'on lui rendît le gouvernement de Bretagne, que lui avait destiné son père Henri IV, et que possédait son beau-père, Philibert-Emmanuel de Lorraine, ou qu'on lui donnât l'amirauté, une des plus grandes charges de l'état. Mazarin avait repoussé ces

(1) *Madame de Chevreuse* dans la *Revue* du 15 décembre 1855.

prétentions en 1643, il les accueillit en 1652; il fit le duc de Vendôme grand-amiral, lui conféra même le titre de ministre d'état, avec entrée dans le conseil d'en haut, après s'être assuré que Vendôme, arrivé où il avait toujours voulu parvenir, le servirait aussi fermement qu'il l'avait autrefois combattu. Il avait un gage infaillible de sa fidélité. Le fils aîné du duc de Vendôme, le loyal et pieux duc de Mercœur, avait épousé une des nièces du cardinal, l'aimable et vertueuse Laure Mancini, en sorte que la maison de Vendôme était intéressée et inséparablement unie à la fortune de Mazarin. Aussi le 3 février 1653 le grand-amiral César de Vendôme était occupé à poursuivre la flotte espagnole dans la mer de Gascogne, entrait dans la Gironde, et menaçait à Bordeaux les restes de la fronde. De son côté, le duc de Mercœur, nommé gouverneur de Provence, gardait au roi et à Mazarin cette importante province, tandis que le duc de Beaufort, qui autrefois avait voulu porter la main sur le cardinal, et qui, tout récemment encore, s'était montré son implacable ennemi, couvert et protégé par les services de son père et de son frère, se retirait à Anet, sans y être le moins du monde inquiété, content de voir Mme de Montbazon contente parce qu'on lui avait donné beaucoup d'argent, et attendait tranquillement le moment où il succéderait à son père dans le commandement de la flotte, et donnerait son sang pour le service du roi.

Les Bouillon n'étaient guère moins considérables que les Vendôme. Le duc de Bouillon était un politique et un homme de guerre du premier ordre, capable de conduire un gouvernement ou une armée, et qui n'avait qu'un sentiment et une pensée dans la tête et dans le cœur, l'agrandissement de sa maison. Déjà prince souverain de Sedan, poussé par sa femme, encore plus ambitieuse que lui, il avait en 1641, dans l'espérance d'accroissemens nouveaux, traité avec l'Espagne, pris part à la révolte du comte de Soissons, et gagné contre l'armée royale la bataille de La Marfée. En 1642, il était entré dans la conspiration du duc d'Orléans et de Cinq-Mars, et arrêté, jeté dans les fers à Pierre-Encise, il n'avait sauvé sa tête de l'échafaud qu'en abandonnant sa principauté. Depuis, il n'avait cessé de remuer pour ressaisir ce qu'il avait perdu. Il avait redemandé Sedan à Mazarin en 1643, et n'ayant pu obtenir de ce grand serviteur de la couronne que, pour satisfaire un intérêt particulier, la France renonçât à une de ses meilleures places fortes du côté des Pays-Bas, il s'était rangé parmi les ennemis du cardinal, et, forcé de s'enfuir d'abord, comme le duc de Vendôme, à peine rentré en France il avait embrassé avec ardeur la fronde, bien entendu sans la moindre conviction, et dans la seule espérance d'obtenir aisément d'elle ce qu'il n'avait pu arracher à la royauté. Il avait engagé avec lui dans la

fronde son frère Turenne, dont il disposait absolument, et qui était tout aussi ambitieux, tout aussi passionné pour la grandeur de leur famille, mais à sa manière, et selon la tournure de son caractère froid, réfléchi et profondément dissimulé. A la paix de Ruel, en 1649, le duc de Bouillon avait demandé (1) « son rétablissement dans Sedan, si mieux n'aimoit la reine en faire faire présentement l'estimation à un prix certain; le rang promis et dû à sa maison; pour lui, le gouvernement d'Auvergne, et pour son frère le gouvernement de la Haute et Basse-Alsace, avec celui de Philipsbourg, et le commandement de toutes les armées d'Allemagne. » Mazarin avait fait alors la faute de ne pas contenter l'ambitieuse et puissante maison; de là en 1650 la conduite du duc de Bouillon en Guienne et celle de Turenne à Stenay et en Flandre. L'un et l'autre avaient bien compté que, pour prix de tant de services, la fronde victorieuse leur accorderait ce que leur avait refusé Mazarin. La fronde hésita; mais cette fois Mazarin n'hésita pas, et il traita sérieusement avec le duc. Ne voulant à aucun prix lui rendre Sedan, il accorda l'équivalent demandé, un grand domaine à Château-Thierry, plus riche encore que celui de Sedan, et, sans souveraineté effective, ce titre de prince, si cher à la vanité des Bouillon, que le chef de la famille ne devait pas seulement transmettre à ses enfans, mais qui devait s'étendre jusqu'à son frère Turenne. Mazarin acquit ainsi la seconde épée de France et la meilleure tête de la fronde. Le duc de Bouillon, ayant une fois pris son parti de servir le roi, le fit avec la même énergie qu'il avait déployée à Paris et à Bordeaux. Il ne quitta plus Mazarin, l'assista de ses conseils, et paya même plus d'une fois de sa personne, avec sa vigueur accoutumée et l'ardeur opiniâtre de son pays et de sa race. Lui-même, le soir du combat de Bleneau, il amena des renforts à Turenne, qui venait d'arrêter Condé. C'est encore lui, qui, le 2 juillet 1652, pour bien faire voir à Mazarin qu'il lui était acquis sans retour, se joignit au cardinal pour presser Turenne, contre toutes les règles de la guerre, de ne pas attendre les troupes de La Ferté-Senneterre. Un témoin véridique, et l'un des principaux acteurs de cette sanglante journée, Navailles (2) affirme même que le duc de Bouillon prit part à l'affaire, et qu'il était à l'attaque où périt Saint-Mégrin. Si Bouillon eût vécu, avec son ambition démesurée et sa capacité égale à son ambition, se serait-il toujours contenté du second rang, et serait-il demeuré le serviteur dévoué du cardinal?

(1) *Mémoires de Madame de Motteville*, t. III, p. 233, etc.

(2) *Mémoires*, p. 134. « Je me mis en bataille dans un fond où M. de Bouillon et M. le marquis de Saint-Maigrin me joignirent... Notre infanterie avoit toujours marché... M. de Bouillon, sans considérer qu'elle étoit hors d'haleine, nous pressa d'attaquer les ennemis. »

Nul ne le sait : le duc de Bouillon n'a pas rempli toute sa destinée, il est mort le 9 août 1652, il n'a pas joui de ces biens, de ces honneurs qu'il avait tant souhaités; mais avant de se fermer ses yeux les virent passer sur la tête de ses enfans. Turenne, particulièrement ménagé et caressé, fut fait à la mort de son frère gouverneur d'Auvergne, et la vicomté de Turenne érigée en principauté. Bientôt même il reçut le titre de ministre d'état. Mazarin alla plus loin : voulant combler l'illustre capitaine dont il connaissait depuis longtemps l'honnêteté et l'ambition, voulant en même temps s'attacher en sa personne tout le parti protestant par des actes décisifs, en établissant d'une manière éclatante que quiconque servirait bien serait fidèlement récompensé, sans distinction de religion, l'habile et politique cardinal fit le duc de La Force, protestant et beau-père de Turenne, maréchal de France, comme l'avait été son père. Aussi, le 3 février 1653, Turenne était-il au Louvre, à côté de Mazarin, y représentant tous les siens, et déjà occupé des préparatifs de la campagne qui devait s'ouvrir au printemps prochain dans les Pays-Bas, et où il devait commander l'armée française.

Mais si Mazarin avait pris soin de gagner successivement les chefs des importans et des frondeurs dans lesquels son œil exercé avait reconnu de sincères dispositions à une soumission loyale, il s'était bien gardé cette fois de se laisser séduire à de vaines apparences, et il ne s'était pas fait faute de frapper ou du moins d'écarter de Paris ceux qu'il désespérait d'acquérir. Il s'était prêté de bonne grâce à l'accommodement demandé par le duc d'Orléans : il n'avait pas voulu donner à la France et à l'Europe le spectacle de l'oncle du roi maltraité, et le contraindre peut-être à aller de nouveau chercher un asile à l'étranger; mais en le ménageant comme il convenait, il avait pris ses sûretés envers lui, et s'étant convaincu que trop de douceur ne ferait que l'enhardir à se mêler de nouvelles intrigues, il n'avait pas souffert qu'il restât à Paris, lorsque le roi y revint, de peur qu'en son palais du Luxembourg, entouré de conseils perfides, tout en prodiguant d'abord de grandes marques de déférence à la reine et au jeune roi, il n'entretînt et ne ranimât dans l'occasion les espérances de la fronde. Ainsi le duc d'Orléans dut quitter Paris la veille du jour où le roi y rentra, et se retira d'abord à Limours, puis à Blois, refuge ordinaire de ses trahisons et de ses lâchetés, où, nullement persécuté, mais surveillé et contenu, il acheva dans l'indifférence publique le reste de sa triste carrière. Mademoiselle demeura aussi quelque temps en disgrâce à Saint-Fargeau et se consola peu à peu de la ruine de ses diverses prétentions avec sa grande fortune et sa petite cour. Le cardinal de Retz, faisant bonne mine à mauvais jeu, ou abusé par la feinte retraite de Mazarin, s'était rendu

des premiers à Compiègne auprès du roi à la tête du clergé de Paris, et il lui avait adressé une harangue hardie et artificieuse, dans le genre de celle de César dans l'affaire de Catilina, couvrant habilement la défaite de son parti, recommandant la modération au nom de la politique, rappelant à plusieurs reprises la conduite d'Henri IV avec les ligueurs, et de peur qu'on ne comprît pas assez qu'il entendait parler pour lui-même, citant les paroles pacifiques d'Henri IV à son grand-oncle le cardinal de Gondi. Il y avait même dans ce discours (1) de grands complimens pour la reine, comme s'il avait repris ses anciennes espérances. Après le retour du roi, il avait poussé l'audace jusqu'à se présenter au Louvre pour rendre, comme un sujet fidèle, ses hommages à leurs majestés. Le 1er décembre, il avait prêché avec éclat à Notre-Dame, et recommençait son train de vie de 1648, faisant de pieux sermons dans les intervalles de ses galans rendez-vous, le matin à l'église, le soir en bonne fortune, et renouant dans l'ombre la trame de ses vieilles intrigues. Mais Mazarin le connaissait : il était persuadé que Retz était incapable de se renfermer dans ses fonctions ecclésiastiques, incompatibles avec ses habitudes dissipées et déréglées, avec sa nature inquiète et remuante, et c'est par ses conseils qu'au moindre soupçon le roi le fit arrêter au Louvre même, le 19 décembre 1652.

Mazarin était trop avisé pour traiter ainsi La Rochefoucauld. Il savait à merveille que, séparé de Condé et de Mme de Longueville, qui faisaient toute son importance, La Rochefoucauld n'était plus à craindre, et qu'il n'était pas d'humeur à se faire le champion et le martyr d'un parti vaincu. La grave blessure que La Rochefoucauld avait reçue au combat de Saint-Antoine lui tourna pour ainsi dire en avantage. Atteint d'une balle qui lui traversa les deux joues et lui ôta momentanément la vue, il lui était impossible de continuer la guerre et de suivre l'armée. Il ne trahit donc pas Condé en n'acceptant point le commandement des troupes qui restaient à la fronde, commandement qui à son défaut fut offert au prince de Tarente. Il devait avant tout soigner sa blessure, et ce motif très réel couvrant sa lassitude et des dégoûts déjà anciens, il n'alla pas, comme Bouteville et Vauban, retrouver le prince en Flandre. D'autre part il ne réclama point l'amnistie, et on ne put pas ne pas le comprendre dans la déclaration royale lancée le 13 novembre contre Condé, le prince de Conti, Mme de Longueville et leurs principaux adhérens (2). Mazarin se garda bien pourtant de l'inquiéter dans la retraite où il alla se faire oublier quelque temps et goûter le repos dont il avait

(1) Il nous a été conservé. — *Relation contenant la suite et la conclusion de tout ce qui s'est passé au parlement*, etc., p. 163.

(2) *Relation*, etc., p. 252.

grand besoin. Puis il sortit de sa retraite et reparut à Paris. Il lui fallait revenir de bien loin pour rentrer en grâce; il y réussit en sauvant les apparences, et en ménageant habilement la transition, comme on dirait aujourd'hui. Il fit sa paix avec le politique et débonnaire cardinal, monta dans son carrosse, en disant avec autant de raison que d'esprit : Tout arrive en France. Il s'arrangea pour faire entrer son fils Marsillac dans l'intimité du jeune roi, et, chose admirable, il obtint de Mazarin, en dédommagement des pertes qu'il avait éprouvées en lui faisant la guerre, une bonne pension de huit mille livres (1).

VII.

Si le temps nous permettait de parcourir ainsi successivement la liste de tous les grands seigneurs qui autrefois avaient mis la main dans la fronde, il nous serait aisé de faire voir que, le 3 février 1653, les plus ardents et les plus illustres, et ceux que nous avons cités, et bien d'autres, tels que le duc d'Elbeuf et ses enfans, le duc de Guise, le maréchal de Lamothe Houdancourt, presque tous enfin étaient rangés autour de Mazarin, et combattaient avec lui et pour lui, et cela par une seule raison, mais très suffisante : c'est que l'habile cardinal avait su leur faire comprendre où était leur intérêt véritable.

L'intérêt, l'intérêt, voilà, à bien peu d'exceptions près, le mobile unique de l'aristocratie dans la fronde, et La Rochefoucauld n'a fait qu'ériger en maxime et généraliser même avec excès ce qu'il avait vu pratiquer autour de lui. On peut juger par là si, comme on le répète sans la moindre connaissance des faits, la fronde est une grande cause généreuse à laquelle la fortune a manqué. Non, c'est tout simplement une coalition puissante d'intérêts particuliers, et il s'en faut tellement qu'elle soit une anticipation avortée de la révolution française, que si l'on veut à toute force y trouver un dessein général, c'est bien plutôt celui d'étouffer dans leur berceau les principes de cette révolution.

Que voulait en effet la France en 1789? En un seul mot, l'abolition définitive du régime féodal. La royauté avait devancé et guidé la nation dans cette longue et difficile entreprise. Henri IV avait fait les premiers pas décisifs; Richelieu avait continué l'œuvre d'Henri IV, et Mazarin celle de Richelieu. Tous les trois avaient eu naturellement pour adversaires les grands du royaume, intéressés à maintenir leurs antiques priviléges, leur haute et basse justice, les places fortes où ils trouvaient au besoin un asile, les régimens qu'ils levaient, sou-

(1) Bibliothèque impériale, papiers de Gaignières, n° 771, p. 567 : « Pension de huit mille livres au duc de La Rochefoucauld, le 11 juillet 1659. »

doyaient et commandaient eux-mêmes, pouvant ainsi former dans l'état bien des états différens et entraîner les populations dans leurs querelles, comme si ces populations leur appartenaient, ayant à leur solde de petits gentilshommes qui les servaient comme des rois, et eux-mêmes toujours prêts à tirer l'épée contre le roi, si le roi ne les contentait pas, et même à conspirer avec l'étranger, les catholiques avec l'Espagne, les protestans avec l'Angleterre. Depuis les premières années du XVIIe siècle, ils s'étaient sentis plus particulièrement menacés, et tantôt sous un prétexte, tantôt sous un autre, selon les circonstances, ils s'étaient efforcés d'arrêter ou de suspendre les progrès de l'esprit nouveau. De là ces célèbres révoltes des grands, diverses dans leurs moyens, toujours dirigées vers le même but. La fronde est la dernière de ces révoltes.

Le premier ancêtre des frondeurs est le maréchal de Biron, sous Henri IV. Vient ensuite la ligue des princes, Marie de Médicis à leur tête, contre le connétable de Luynes; puis, sous Richelieu, Mme de Chevreuse, Chalais, Rohan et Soubise, les Vendôme, Henri de Montmorency, le comte de Soissons et le duc de Bouillon. Croyez-vous par hasard que ce soient là des patriotes méconnus par l'histoire, des philosophes et des démocrates qui ont payé de leur défaite le noble tort d'être venus avant le temps? On aurait bien fait sourire ces grands seigneurs et ces grandes dames, ou plutôt on leur aurait fait horreur, si on leur eût parlé des principes qui ont fait battre le cœur à nos pères, et qu'il nous a fallu conquérir avec des flots de notre propre sang. Lorsqu'en 1641, pour ne point remonter plus haut, le comte de Soissons et le duc de Bouillon levèrent à Sedan l'étendard de la révolte en s'appuyant sur l'Espagne, et livrèrent à la royauté la bataille de La Marfée, ils ne rêvaient point la liberté et l'égalité future, l'accessibilité de tous à tous les emplois, l'impôt proportionnel, l'émancipation de la bourgeoisie et du peuple : ils songeaient à l'agrandissement de leurs maisons; ils se proposaient le démembrement du pouvoir royal au profit de principautés indépendantes. L'insurrection de 1641 s'est renouvelée en 1642. Le duc d'Orléans et Cinq-Mars traitent encore avec l'Espagne, et c'est encore le duc de Bouillon qui est l'âme et l'épée de l'entreprise. Que voulait Bouillon? Nous l'avons vu : vainqueur, sa principauté de Sedan se serait étendue en une sorte de petit royaume; vaincu, il perdit sa principauté et cessa d'être un souverain féodal, un vassal indépendant. Après la mort de Richelieu, que prétendaient ceux qui s'opposèrent à l'établissement de son successeur? Quel objet poursuivait en 1643 la faction des importans? Il n'y a point à s'y tromper : c'est bien la même cause, car ce sont les mêmes hommes. Ici tous les voiles sont levés, et nous avons mis dans une irrésistible lumière les intentions, les desseins, les intrigues des importans;

ils continuaient l'œuvre de leurs devanciers, et ils eurent recours aux mêmes armes (1). On avait tenté d'assassiner Richelieu, on tenta d'assassiner Mazarin. On réclama de celui-ci ce qu'on avait espéré arracher à celui-là, des principautés indépendantes, des places fortes, des gouvernemens héréditaires. L'hérédité des charges et des gouvernemens, voilà le seul principe qui s'agite dans ces tristes querelles. Le duc de Bouillon veut ravoir sa principauté de Sedan; Vendôme, le gouvernement de Bretagne, comme héritage de son beau-père; La Rochefoucauld, le gouvernement du Poitou, parce que son père l'avait occupé. La royauté fait effort pour résister à ces prétentions et pour faire prévaloir le principe que les charges sont personnelles et émanent de la couronne. Maintenant n'est-il pas évident que les importans de 1643 sont les frondeurs de 1648? Encore une fois, c'est la même cause servie par les mêmes hommes. Mme de Motteville nous a conservé les demandes des chefs de la fronde et les conditions auxquelles ils consentaient alors à désarmer et à se soumettre. Le catalogue de ces demandes (2) est fort long : nous avouons n'y avoir rien trouvé qui ressemble au bill des droits et aux principes de 1789. Des charges de cour, des gouvernemens, des pensions, tel est l'unique sujet de toutes ces demandes, qui fatiguent de leur uniformité et révoltent par leur impudence.

Si on veut voir clair dans la fronde et connaître un peu le dessous des cartes, il faut lire les correspondances confidentielles, les lettres échappées dans l'action même et où les cœurs et les intentions véritables se montrent à découvert, et ne se fier qu'avec une grande circonspection aux manifestes officiels, surtout aux mémoires. Les mémoires en effet ne sont pour la plupart que des apologies mensongères, des plaidoyers composés après l'événement pour se défendre soi-même ou pour attaquer les autres, et en imposer à la postérité, qui se laisse prendre aux apparences comme les contemporains, et, comme eux et plus qu'eux peut-être, cède au prestige du talent. Or il n'y a point de meilleurs écrivains que Retz et La Rochefoucauld, en attendant Saint-Simon. Leur style a toutes les grâces de la plus fine aristocratie : pas la moindre rhétorique, le dédain des règles pédantesques, une simplicité et une vivacité charmantes, et ce grand air si puissant sur la bourgeoisie dans les livres comme dans le monde. On ne se lasse point de les relire, et à force de les admirer on les croit. C'est là ce qui protége et protégera toujours la fronde auprès de la postérité. Mais résistez un peu, s'il vous est possible, à la séduction de ces récits entraînans, de ces portraits inimitables, et cherchez ce que nous disent de leurs desseins Retz

(1) Voyez *Madame de Chevreuse* dans la *Revue* du 15 décembre 1855.
(2) *Mémoires de Madame de Motteville*, t. III, etc.

et La Rochefoucauld. Qu'y trouvez-vous? Rien de net : ils se bornent à accuser Richelieu et Mazarin d'avoir porté atteinte à l'ancienne constitution de la France. Or cette accusation, bien comprise, absout et relève Richelieu et Mazarin aux yeux de tout juge impartial, et elle accable les importans et les frondeurs, car qu'était-ce que cette fameuse constitution de la France avant Richelieu, sinon le reste des dominations du moyen âge, le gouvernement féodal affaibli, mais formidable encore, avec des tempéramens de peu d'importance?

Est-il plus vrai que la fronde, comme on l'a aussi prétendu, est un contre-coup, une sorte d'imitation malheureuse de la révolution qui agitait alors l'Angleterre? Pas le moins du monde : cette autre erreur, plus étrange encore que la précédente, repose sur une fausse et trompeuse analogie, cet ordinaire écueil des considérations et des comparaisons historiques. Au fond, la première révolution d'Angleterre était presque toute religieuse, tandis que chez nous les querelles religieuses ne sont point intervenues dans la fronde, grâce à la protection éclairée dont jouissaient les protestans. On leur avait, il est vrai, enlevé leurs places fortes de Montauban et de La Rochelle, refuge commode aux ministres fanatiques et aux chefs ambitieux qui poussaient les peuples à la révolte; mais ils exerçaient librement leur culte, ils pouvaient parvenir à tous les emplois, ils étaient même admis dans les parlemens dont le ressort comprenait un grand nombre de religionnaires, et dans l'armée leur mérite et leur fidélité les élevaient aux plus hautes dignités, à ce point qu'un jour on avait vu cinq protestans en même temps maréchaux de France : La Force, Chatillon, Gassion, Rantzau et Turenne. Tout au contraire l'Angleterre n'avait pas alors la moindre idée de la liberté religieuse, et ce qu'elle appelait, et appela même longtemps ainsi, n'était pas autre chose que le droit de persécuter à son aise les catholiques, de les exclure de tous les emplois publics, de la chambre des lords, de la chambre des communes, et même des universités, le droit enfin de les traiter à peu près comme on traitait les Juifs au moyen âge. La reine elle-même, la noble fille d'Henri IV, n'avait-elle pas été indignement tourmentée par un Buckingham, et plus tard livrée aux plus basses calomnies, complaisamment recueillies par les historiens protestans, pour avoir réclamé en faveur du libre exercice de sa religion les garanties solennellement stipulées dans son acte de mariage, et qui en France étaient reconnues et inviolablement respectées dans le plus humble membre de la communion de la minorité? Il n'y avait donc aucune vraie ressemblance dans la situation des deux royaumes. On oublie toujours que la France de 1648 à 1653 ne voyait pas au-delà de la Manche la glorieuse monarchie constitutionnelle fondée par le génie de Guillaume III : elle n'y voyait qu'une anarchie san-

glante, nulle ombre de liberté, ni civile ni religieuse, l'oppression des catholiques, l'Irlande mise à feu et à sang, toutes les divisions et les extravagances du calvinisme victorieux, la prison et l'échafaud de Charles Ier, les sombres intrigues et la tyrannie de Cromwell. Voilà le spectacle que donnait alors l'Angleterre : en vérité il n'était pas contagieux, et le triste rôle que joua l'aristocratie anglaise à cette époque n'était guère propre à séduire la nôtre.

Pour revenir à l'aristocratie française, il est certain qu'elle ne laisse paraître aucun autre dessein dans la fronde que de ressaisir la puissance qu'elle exerçait à la fin du XVIe siècle, et à laquelle Richelieu avait porté de si rudes coups. L'altier cardinal, patriote et despote, comme l'a très bien dit M. Guizot, eût tenté peut-être d'exterminer par l'épée cette nouvelle conspiration comme il avait fait les précédentes; peut-être il eût relevé pour les chefs des importans et des frondeurs l'échafaud de Chalais, de Montmorency et de Cinq-Mars. Son habile successeur s'y prit d'une façon plus douce et plus sûre. Voyant qu'il avait affaire, non pas à des principes, mais à des intérêts, il entreprit de les gagner en s'adressant successivement à chacun d'eux. Il négocia donc avec ces illustres mécontens, et les acquit l'un après l'autre, en leur accordant à peu près ce qu'ils demandaient, sans rien céder des droits de la royauté, sans rétablir des pouvoirs indépendans, incompatibles avec l'idée naissante de l'état, mais en faisant à propos des concessions nécessaires, plus apparentes qu'effectives, en prodiguant des titres un peu vains et de brillans honneurs de cour, et en se réservant la puissance réelle à lui-même et au roi qu'il représentait. Le traité que fit Mazarin avec les Bouillon et les Vendôme est l'image de ceux qu'il finit par conclure avec tous les autres grands seigneurs de la fronde. Il leur dit en quelque sorte : « Vous désirez l'agrandissement de votre maison et de votre fortune, vous avez raison; seulement vous vous trompez de chemin : celui de la révolte ne peut plus vous réussir comme autrefois; la fidélité et la soumission vous réussiront mieux. Les temps sont changés. Une faible royauté vous avait laissés usurper sur elle ce qu'ensuite elle s'efforçait de vous reprendre; une royauté forte vous donnera sans retour, sous des formes un peu différentes, presqu'autant que vous n'avez jamais eu. » Un pareil langage, qui eût été repoussé en 1648, dans le premier enivrement de l'espérance, était fait pour être écouté dans la lassitude qu'amènent à leur suite les agitations stériles. Mazarin a cette gloire unique que, dans sa longue carrière, parmi les dangers les plus capables de le pousser à de violentes représailles, et quelquefois dans une prospérité qui lui promettait l'impunité, il ne fit monter sur l'échafaud aucun de ses plus acharnés ennemis, pas même ceux qui avaient voulu l'assassiner; il n'en proscrivit aucun, et il les gagna presque tous par des

transactions heureuses, à l'aide de son fidèle allié, le temps. « Le temps et moi, » disait-il souvent. Le temps et lui étaient venus à bout de l'aristocratie française, et le 3 février 1653 elle lui servait au Louvre de rempart et d'ornement.

VIII.

Mazarin avait fait sur le parlement un travail à la fois différent et semblable, et qui fut couronné d'un égal succès.

Nous vénérons le souvenir et jusqu'au nom du parlement de Paris. Jamais nulle autre part l'œil des hommes n'a vu une pareille magistrature, aussi imposante par son indépendance, par son savoir, par la gravité de ses mœurs et la vie austère à laquelle elle était vouée. C'est une institution originale et toute française, qui, sortie un jour, dans une circonstance extraordinaire, des besoins de la royauté (1), s'établit peu à peu, s'enracine, se popularise, et traverse de longs siècles, environnée du respect public, jusqu'au XVIIIe siècle, où elle s'énerve avec tout le reste, et, comme tout le reste encore, succombe sous ses fautes (2) et s'abîme dans le naufrage universel. Mais dans le sein de cette grande institution était un vice qui devait, avec le temps, amener sa ruine après lui avoir donné quelquefois un éclat plein de dangers : nous voulons dire le mélange de la justice et de la politique. En effet, le parlement n'était pas seulement une cour de justice; en tant que cour des pairs, il se transformait en une assemblée politique qui délibérait sur les plus grandes affaires de l'état, et où l'éducation particulière de la plupart des membres, leurs études habituelles, les qualités même qui faisaient l'honneur de leur profession, leur devenaient un écueil. La justice repose sur des maximes inflexibles comme les lois de la morale éternelle; elle demande par-dessus tout à ses interprètes une conscience droite et pure. Il n'en est pas ainsi de la politique : elle n'a point de principes absolus; elle exige donc un tout autre esprit, et les magistrats les plus savans et les plus intègres, les plus capables de bien juger en matière de droit civil, quand ils étaient jetés

(1) « Un jour, un roi de France, ayant besoin d'argent, trouva simple de mettre en vente, quoi? La puissance publique. Elle fut achetée; elle devint la propriété des acheteurs. Qui l'eût cru? De cet opprobre de la vénalité des offices sortit une magistrature admirable, la lumière et la force des derniers siècles de la monarchie. » M. Royer-Collard, discours sur *la septennalité*, le 3 juin 1824.

(2) Rappelez-vous d'abord l'intolérant jansénisme du parlement, puis le parlement Maupeou, enfin la fatale décision que les états-généraux seraient convoqués en leur forme accoutumée, c'est-à-dire en trois ordres différens comme au moyen âge, tandis que le roi, s'il n'eût pas été enchaîné par la déclaration du parlement, aurait pu, en réduisant les trois ordres à deux et en rendant les états-généraux périodiques, donner la monarchie constitutionnelle et éviter une révolution.

dans des questions toutes différentes où il ne s'agissait plus de discerner ce qui était juste, mais ce qui convenait le mieux dans des circonstances mobiles qu'ils connaissaient à peine, y étaient fort embarrassés ou s'y égaraient aisément, et suppléaient mal les états-généraux du royaume, tout autrement composés, et qui étaient la vraie représentation politique de la nation. Il y avait encore dans les attributions supérieures du parlement un autre péril. Dans la cour des pairs, les grands seigneurs prenaient place à côté des simples magistrats, et leur naissance, leur fortune, leurs manières, leur donnaient un ascendant presque irrésistible. On était flatté de se rencontrer avec d'aussi hauts personnages. Un sourire, un mot flatteur, une invitation, étaient des grâces dont on était fier; des grands seigneurs habiles pouvaient entraîner ainsi dans leurs intérêts, et même dans leurs querelles, des gens de robe qui connaissaient mieux leurs livres que le monde, surtout les jeunes conseillers des enquêtes, plus faciles à séduire à des prévenances intéressées. Enfin le parlement était peu favorable en général aux innovations même les plus utiles; il inclinait à la routine, au maintien superstitieux du passé. Il ne comprit donc point toujours et il contraria quelquefois les grands desseins de la royauté, au dedans et au dehors. Les gens du roi, comme on disait, c'est-à-dire le procureur-général et les avocats-généraux, qui représentaient le gouvernement, ne lui étaient pas eux-mêmes d'un grand secours, car, sortis du sein de la compagnie, ils étaient imbus de son esprit, de ses maximes, de ses préjugés même; ils n'entendaient guère mieux les affaires d'état, et dans leurs remontrances ils portaient souvent la parole avec la hardiesse de l'inexpérience.

Henri IV s'appliqua à renfermer le plus possible le parlement dans ses attributions judiciaires, et il avait bien raison, car c'était là qu'étaient sa suprême utilité, sa vertu et sa grandeur; mais, avec sa bonté accoutumée, il se contenta de peser doucement sur ces esprits très peu politiques, par exemple dans l'affaire des jésuites, que le roi rappela, malgré la vive opposition des meilleurs magistrats, par des considérations qui passaient leur portée. D'ailleurs, n'ayant pas eu le temps de commencer ses grandes entreprises militaires, il n'eut à présenter aucun édit pénible à enregistrer. Un peu plus tard, quand Richelieu reprit l'œuvre d'Henri IV, il ne rencontra dans le parlement que des obstacles. Richelieu était sorti des états-généraux, il en était un des orateurs les plus autorisés, et quoiqu'il fît partie de la chambre du clergé, il connaissait et appréciait si bien les vœux du tiers-état qu'il s'y conforma presque toujours dans sa longue administration. Il aimait ces grands conseils nationaux, parce qu'il était sûr de leur faire entendre sa politique toute nationale. En 1626, il assembla les notables, leur soumit ses plans, et les

laissa discuter à Paris, pendant près de deux années, ses vues administratives et financières; mais il désespérait de se faire comprendre d'un corps de magistrats qui la veille jugeaient des procès de mur mitoyen, et le lendemain voulaient traiter avec lui de la paix et de la guerre, sans la moindre connaissance de la France et de l'Europe. Aussi, au lieu d'écouter tranquillement leurs doléances, de supporter et d'user leur résistance, cet impérieux génie préféra la briser, et s'emporta en une suite de mesures illégales et violentes que ses ennemis ont justement relevées, et que nous-même nous condamnons hautement, n'admettant pas du tout que l'excellence d'une cause autorise tous les moyens. Richelieu crut pouvoir se conduire envers le parlement comme envers l'aristocratie, et en cela il eut grand tort, car, l'aristocratie opprimant la nation autant qu'elle entravait la royauté, il avait contre elle l'appui de la nation et de l'opinion, tandis que le parlement, par ses attributions judiciaires, qu'il remplissait admirablement, était populaire et méritait de l'être. Non-seulement Richelieu brava ses remontrances, mais il fit souvent casser ses arrêts par le conseil d'état; il lança des lettres de cachet contre ceux de ses membres dont l'opposition le gênait le plus, et les exila loin de Paris; il enleva à sa juridiction d'illustres accusés, et les fit juger par des commissions extraordinaires, par exemple le maréchal de Marillac, dont le procès pèse encore sur la mémoire du cardinal, et mêle des ombres sinistres à l'admiration que nous inspire la grandeur de son caractère et de ses desseins. Tantôt il amenait le roi au parlement, pour faire enregistrer de force certains édits; tantôt il faisait venir au Louvre, et dans la chambre même du roi, un certain nombre de membres pour leur arracher la condamnation à mort du duc d'Épernon (1). Comment s'étonner que tous ces actes de tyrannie eussent amassé dans le sein du parlement une colère et des haines qui éclatèrent après la mort de Richelieu? Le parlement vit avec peine arriver à la tête du gouvernement un des disciples et des favoris du redouté cardinal, et un assez grand nombre de parlementaires, poussés par les grands seigneurs qui siégeaient avec eux, se jetèrent dans la faction des importans. On ne peut reprocher à Mazarin les violences de son devancier. Pas une seule fois il ne renouvela les commissions extraordinaires du règne passé; il respecta toujours la juridiction du parlement, et c'est à cette juridiction qu'en 1643, dans la tentative d'assassinat formée contre sa personne et qui est aujourd'hui bien démontrée, il remit le procès de Beaufort et de ses complices; il souffrit même que le parlement, moins instruit ou plus indulgent que l'histoire, décidât qu'il n'y avait pas de preuves suffisantes pour condamner. La seule

(1) Voyez les *Mémoires d'Omer Talon.*

mesure à la Richelieu que Mazarin se permit est l'exil de Barillon, un des présidens des enquêtes, juge intègre, homme de bien, mais esprit borné, opiniâtre et violent, qui faisait vanité d'être toujours dans l'opposition, et déclamait à tout propos contre la reine et le cardinal. Ses déclamations ne s'arrêtant pas, on le relégua dans la citadelle de Pignerol, où il mourut.

Mais ce fut un tout autre et moins noble motif qui souleva le parlement contre Mazarin. On sait que dans l'origine tous les membres de la compagnie avaient acheté leurs charges de la couronne, et ils pouvaient les transmettre à leurs enfans ou les vendre à d'autres, plus ou moins cher, selon les circonstances. Moins ces charges étaient nombreuses, plus elles avaient de valeur. Le parlement vit donc de très mauvais œil que la couronne, usant de son incontestable droit, créât de nouvelles charges, et les donnât moyennant finance comme elle avait fait les premières, très souvent dans l'intérêt du service, toujours dans celui du trésor, fort embarrassé pour suffire à des dépenses impérieuses et nécessaires. Il élevait à cet égard des réclamations très peu fondées. L'administration de la justice souffrait-elle donc, parce qu'elle n'était pas resserrée dans un petit nombre de familles? Et même ce fameux droit de la *paulette*, contre lequel les parlemens ont tant protesté, et qu'ils ont fait abolir pendant leur triomphe éphémère, n'était-il pas l'impôt le plus naturel et le plus juste en lui-même? Mazarin ne l'avait pas créé, il en avait hérité, et c'est Henri IV qui en était l'auteur. Les membres du parlement possédaient leurs charges pendant toute leur vie; ils pouvaient même les transmettre à leurs enfans, mais seulement avec la permission du roi : le roi pouvait donc mettre à cette permission des conditions équitables. Henri IV ayant besoin d'argent, un de ses secrétaires, nommé Paulet, inventa un moyen de lui en procurer sans augmenter les impôts ordinaires : il conseilla d'exiger de tout membre d'un parlement qui voudrait transmettre sa place à un de ses enfans de payer chaque année une redevance. C'était là un impôt spécial qui n'atteignait pas le peuple et enrichissait l'état, sans faire grand tort à des familles en général opulentes. Le père du peuple approuva cet impôt, qui du nom de son inventeur fut appelé la *paulette*. Nous le demandons, qu'avaient ici de bien touchant les remontrances des parlemens? Toutes les mutations de propriété, toutes les ventes étaient frappées d'un droit, et les parlemens auraient voulu que la justice leur fût une propriété dont ils pussent disposer sans aucune redevance, et apparemment sans la permission du roi! Voilà pourtant le principal motif de tant de plaintes. Les parlemens criaient à la tyrannie dans l'intérêt d'un monopole; ils se disaient opprimés parce qu'on les forçait de contribuer aussi aux charges accablantes qui

pesaient sur la nation. Leurs murmures contre la multiplication des offices de judicature n'étaient pas plus raisonnables. En vérité ils auraient bien dû indiquer un autre moyen de suffire aux énormes dépenses de la guerre. Auraient-ils mieux aimé qu'on augmentât les impôts? Mais ces impôts n'étaient déjà que trop lourds, et encore on était souvent forcé de les anticiper de la façon la plus fâcheuse. La création de nouveaux offices, presque toujours utile, ne portait préjudice qu'aux priviléges déjà bien grands de quelques familles qui auraient voulu former, non-seulement un corps inamovible, ce qui était juste et nécessaire, mais un corps héréditaire, clos et fermé, absolument indépendant, et que l'état ne pût pas même accroître, parce que cet accroissement du corps tout entier blessait l'amour-propre et l'intérêt des particuliers. Remarquez que ces créations d'office devaient être enregistrées dans les parlemens, qui demeuraient investis de leur droit de remontrances. Si on ne consentait pas à venir au secours de l'état par ces remèdes innocens, il n'y avait plus qu'à faire la paix, et c'était là en effet le mot d'ordre que les chefs des importans et des frondeurs répandaient habilement, bien sûrs de répondre ainsi au vœu naturel de pacifiques magistrats, et se donnant les airs de protecteurs du peuple : lâche habileté, trahison criminelle des intérêts les plus sacrés de la France! Quelle politique que celle qui aurait mis au néant l'entreprise d'Henri IV et de Richelieu, et n'aurait tenu aucun compte des sacrifices de trente années, de tant de sang versé sur tous les champs de bataille de l'Europe pour faire tête à la maison d'Autriche, relever un peu la France, et tâcher de lui acquérir au moins quelques-unes des frontières qui lui sont indispensables! Le parlement et l'aristocratie voulaient la paix, mais Mazarin la voulait aussi; seulement il la voulait solide, glorieuse, utile. Il fallait redoubler d'efforts pour frapper un grand coup, et remporter cette victoire de Lens qui décida le traité de Westphalie et nous donna notre frontière d'Allemagne. La politique, l'honneur, l'intérêt véritable interdisaient tout doute à cet égard; mais le parlement ne connaissait pas le moins du monde les affaires de l'Europe, et les grands seigneurs, travestis en tribuns du peuple, n'avaient pas dans le cœur la noble flamme du patriotisme. En même temps qu'ils invoquaient la paix à Paris, ils l'entravaient à Münster par toute sorte d'intrigues, et leur opprobre éternel sera d'avoir encouragé l'Espagne à ne pas faire la paix en 1648, à ne pas signer le traité qui lui était offert, en la flattant de l'espoir que bientôt allaient éclater des troubles qui arracheraient l'épée de la France des mains de Condé et de Mazarin, et rendraient à l'Espagne sa vieille prépondérance du temps de la ligue. Ils savaient très bien aussi qu'ils

ne pouvaient affronter l'armée royale avec leurs seuls régimens et des bourgeois un moment séduits et égarés; ils savaient que pour l'emporter, pour se soutenir même, le secours de l'étranger leur était indispensable. Ils ne cessèrent de l'invoquer, de demander à l'Espagne de l'argent et des soldats, et les choses en vinrent à ce point qu'un jour sur les fleurs de lis étonnées le parlement de Paris reçut un envoyé de l'archiduc!

Quand on lit avec soin et qu'on examine à la lumière des événemens contemporains toutes les résolutions prises par le parlement pendant la fronde, on n'y trouve guère que des actes de parti et de continuelles usurpations tantôt sur l'autorité royale, tantôt sur les états-généraux. On a beaucoup vanté les délibérations de la chambre de Saint-Louis en juin et juillet 1648 : elles ont pour objet avant tout le maintien et l'agrandissement des priviléges du parlement. Il y est déclaré que « l'établissement ancien des parlemens et des autres compagnies souveraines ne pourra être changé ni altéré, soit par augmentation d'offices et de chambres, ou par démembrement du ressort desdites compagnies pour en établir de nouvelles (1). » Et en conséquence sont révoqués la cour des aides de Saintes et le parlement d'Aix. On a fait grand bruit de cet article que nul « ne pourra être détenu prisonnier passé vingt-quatre heures sans être interrogé et rendu à ses juges naturels, » comme si c'était là une conquête de la fronde, comme si cette excellente et libérale prescription n'était pas depuis longtemps dans toutes les ordonnances, et particulièrement dans la grande ordonnance de Blois! Ajoutez qu'en présence de cet article, protecteur de la sûreté individuelle, on arrêtait arbitrairement quiconque était suspect d'être mazarin, et un jour, comme nous l'avons vu, sur la place de l'Hôtel-de-Ville on avait massacré comme mazarins les magistrats les plus opposés à la cour. De nobles cœurs proposèrent une fois de convoquer les états-généraux, et Mazarin n'y répugnait point; ce fut le parlement qui s'y opposa pour retenir entre ses mains toute l'autorité législative ainsi que l'autorité judiciaire, se portant sans aucun titre, sans aucun mandat, comme le seul représentant et le seul interprète de la nation.

Disons-le donc : la plupart du temps dans la fronde, le parlement a fait paraître le vice secret de son institution. Par le mélange de la justice et de la politique, il est trop souvent sorti de ses grandes attributions judiciaires pour se jeter dans des intrigues politiques à la suite de grands seigneurs ambitieux et mécontens. Avouons-le

(1) *Journal* contenant tout ce qui s'est fait et passé en la cour du parlement de Paris, toutes les chambres assemblées, sur le sujet des affaires du temps présent, p. 19 et 20.

encore, Mazarin commit à son tour de grandes fautes. Sans exercer sur le parlement une autorité aussi dure que Richelieu, il ne le ménagea pas assez, il ne sentit pas assez la nécessité d'enlever à une aristocratie factieuse l'appui d'un corps en possession d'une vieille et légitime influence. Tout occupé de ses grands desseins, passant les jours et les nuits en continuels travaux pour fortifier notre flotte de la Méditerranée, entretenir nos cinq armées d'Italie, de Catalogne, de Lorraine, d'Allemagne et de Flandre, et préparer des victoires nécessaires à la conquête de la paix, il n'aperçut pas la conspiration qui se formait contre lui sur les bancs mêmes du parlement, et pressé par d'impérieux besoins d'argent, il eut trop souvent recours à des créations de nouveaux offices. L'origine de la fronde et des premiers troubles qui éclatèrent à Paris est un édit du surintendant des finances d'Hémery, instituant dix nouvelles places de maîtres des requêtes. Le 8 janvier 1648, les autres maîtres des requêtes réclamèrent, et ils allèrent jusqu'à refuser de faire leur service accoutumé, comme au moyen âge l'église et l'université, au moindre grief, suspendaient l'enseignement public et l'office divin. De même en 1648 les maîtres des requêtes considéraient tellement leurs charges comme leur appartenant en propre qu'ils croyaient pouvoir à leur gré les exercer ou ne les exercer pas. Mandés et sévèrement admonestés par la reine, leur ressentiment n'en devint que plus vif. Le parlement épousa leur cause, et le nouvel édit ne fut enregistré qu'au moyen de la mesure extraordinaire d'un lit de justice. Par-dessus tout diplomate et militaire, Mazarin ne devina pas les orages qui pouvaient sortir d'un conflit du gouvernement avec une compagnie très puissante dans Paris; il ne vit pas derrière elle ses éternels ennemis, les anciens importans, contenus, mais non pas détruits, et qui n'attendaient qu'un prétexte et une occasion pour renouer leurs trames et entreprendre de le renverser à tout prix, aux dépens du repos et de l'honneur de la France, en prenant tous les masques, en parlant tous les langages, en s'appuyant tour à tour sur le parlement et sur la populace, en invoquant au besoin l'or et l'épée de l'étranger. Mazarin manqua ici de prévoyance. A la première résistance du parlement il fit arrêter le vieux président Broussel, comme cinq ans auparavant il avait fait arrêter Barillon; mais la ligue qui s'était formée contre lui n'était pas aisée à désarmer, et ayant envoyé presque toutes les troupes disponibles à la frontière, il se trouva dans Paris hors d'état de faire tête aux frondeurs, qui, à mesure qu'ils voyaient sa faiblesse, s'enhardissaient de plus en plus et se montraient à découvert, en sorte que la glorieuse journée de Lens se rencontra presque avec la triste journée des barricades.

Plus d'une fois dans le cours de la fronde, Mazarin fit la même faute : il méprisa trop ses ennemis et compta trop sur lui-même et sur sa fortune. Éclairé cependant par l'expérience, lorsqu'il revint en France en 1652, il s'appliqua à reconquérir le parlement, et dans toute sa conduite avec l'orgueilleuse compagnie il eut le bon sens de se laisser guider par deux hommes qui la connaissaient bien et y étaient fort puissans, le procureur-général Nicolas Fouquet et le premier président Matthieu Molé.

IX.

Fouquet n'était point un homme ordinaire. Sans doute il n'était pas fait pour le premier rang, et après la mort de Mazarin, lorsqu'un moment il gouverna seul, cette prospérité excessive et venue trop vite l'aveugla. Il fit trop montre de ses richesses et de sa magnificence devant un jeune roi superbe, et l'implacable jalousie de Colbert, secondée par l'intérêt et l'influence de Mme de Chevreuse, profita de ses fautes pour le détruire; mais les illustres amitiés qu'il conserva après sa chute marquent assez qu'il possédait plus d'une qualité éminente. Formé à l'école de Mazarin, il avait l'esprit des grandes affaires; il était capable d'une conduite habile et ferme. Il aimait la gloire et faisait le plus noble usage de son immense fortune, qui n'était guère plus mal acquise que celle de Mazarin et de Colbert lui-même, car apparemment celui-ci n'était pas parvenu à doter les trois duchesses, ses filles, et à bâtir sa magnifique maison de Sceaux avec les économies faites sur ses appointemens. Fouquet avait le tort d'être homme de plaisir comme son frère l'abbé Fouquet; mais l'un et l'autre, pendant toute la fronde, avaient été d'une fidélité exemplaire à Mazarin et lui avaient rendu tout autant de services que Servien, Le Tellier et Lyonne. Fouquet, en qualité de procureur-général, avait une grande autorité dans le parlement. Il était resté sur la brèche pendant les jours les plus difficiles, affrontant avec courage la tempête, et avec les présidens Bailleul, Novion et de Mesmes rappelant et défendant les droits du roi, tandis que son frère entretenait avec Mazarin une correspondance où il l'instruisait du véritable état des affaires et des esprits (1). L'abbé s'était si fort compromis que le 25 avril 1652 il avait été arrêté aux environs de Paris porteur de lettres adressées au cardinal. Le procureur-général alla rejoindre le parlement de Pontoise, et au retour du roi il exerça la plus utile influence. Il fit en quelque sorte la po-

(1) On conserve à la Bibliothèque impériale la correspondance inédite et autographe de Mazarin avec l'abbé Fouquet, qui contient le dessous des cartes de bien des choses et montre l'habileté de l'abbé et la confiance qu'avait en lui Mazarin.

licé du parlement en 1652 et 1653, désignant à Mazarin les amis solides qu'il devait hautement récompenser, les amis douteux qu'il fallait s'attacher davantage, les anciens ennemis qu'on pouvait gagner, et ceux qui étaient trop dangereux pour être épargnés. Cependant l'homme qui servit le plus Mazarin dans cette œuvre de nécessaire sévérité et de judicieuse indulgence fut sans contredit le premier président Matthieu Molé.

Rappelons ici du moins les principaux traits de cette grande figure. Le fils d'Édouard Molé avait par-dessus tout l'esprit et le cœur magistrat. Il aimait sincèrement la vérité et la justice, et son âme droite et ferme craignait Dieu plus que les hommes. Sa piété était profonde, sans aucune ombre de superstition. Ami de Saint-Cyran et de Bérulle, il était au plus haut degré gallican, il défendit constamment la cause de l'université et n'aimait point les jésuites. Sorti d'une famille parlementaire, entré de bonne heure dans la compagnie, il en avait toutes les maximes, et il en chérissait les priviléges. Il avait peu de goût pour les états-généraux, et le parlement était à ses yeux le véritable sénat destiné à servir d'appui et de contrôle à la royauté. Il était né sénateur pour ainsi dire, et nul jamais, à Rome ou ailleurs, ne fut mieux fait pour représenter un grand corps. Sous Louis XI, il eût été Jacques de La Vacquerie. Sa vie privée était simple et grave. Il avait reçu du ciel l'âme la plus conforme à son esprit, sereine, calme, intrépide, et le dedans se réfléchissait admirablement au dehors dans un corps sain et robuste et dans une figure où la force était empreinte (1). Sa parole était concise et ferme, sans nulle élégance, et son ton presque toujours celui du commandement et de l'autorité jusque dans la vie ordinaire. Voilà ce qui a porté plus d'un historien à représenter Matthieu Molé comme un homme tout d'une pièce; mais en général les hommes ne sont pas ainsi faits, et la nature avait mieux traité Matthieu Molé que ne l'ont fait ses panégyristes. Il avait en effet beaucoup d'esprit et de finesse, et il était loin de manquer d'ambition. Il avait appris de son père Édouard à faire sa route à travers les nécessités les plus diverses. Comme lui, il eût accepté d'être le procureur-général de la ligue, sauf à travailler ensuite au rétablissement de la royauté légitime. De bonne heure il avait fait l'apprentissage de la patience et de la longanimité, et Richelieu l'avait accoutumé à faire fléchir quelquefois ses maximes de magistrat sous l'empire des circonstances. Sa jeunesse

(1) On connaît par les deux admirables portraits de Nanteuil et de Mellan le président du parlement de la fronde dans sa verte vieillesse, avec son aspect imposant et sa majestueuse barbe blanche; mais il faut voir le procureur-général Matthieu Molé tel que l'a gravé Michel Lasne : nulle figure ne donne plus l'idée de la force; c'est la tête de Corneille et de Saint-Cyran.

est marquée par un grand acte d'indépendance et de vigueur, où paraissent ses instincts naturels. Il était fort lié avec les Marillac, et quand Richelieu exila le garde des sceaux à Châteaudun, et livra le maréchal à une commission extraordinaire, parfaitement bien composée pour l'envoyer à l'échafaud, le maréchal ayant réclamé la juridiction du parlement, dont il relevait comme grand-officier de la couronne, Matthieu Molé, alors procureur-général, n'hésita pas à accueillir cette réclamation, et il la porta lui-même au parlement. Le cardinal irrité fit rendre au conseil d'état un arrêt qui mettait au néant les conclusions du procureur-général, lui enjoignait de comparaître en personne pour rendre compte de sa conduite, et lui interdisait l'exercice de sa charge. Molé se présenta devant le roi et devant Richelieu avec le calme et la dignité que donne une bonne conscience, et le cardinal, sur lequel le courage ne manquait jamais son effet, l'estimant d'ailleurs et le sachant sans intrigue, trouva bien plus sage d'acquérir un tel homme que de le briser, et fit lui-même sa paix avec le roi. Un des parens de Richelieu, le maréchal La Meilleraye, vit le procureur-général, et dans un entretien qui nous a été conservé par un contemporain véridique, Omer Talon, alors avocat-général, La Meilleraye fit doucement comprendre à Matthieu Molé qu'il fallait s'accommoder au temps. Si Matthieu Molé eût été l'homme tout d'une pièce qu'on a rêvé, il eût répondu à La Meilleraye que la justice est la justice, que Marillac avait un droit certain d'être jugé par ses juges naturels et non par une commission, que cette juridiction légitime, c'était le devoir du procureur-général de la revendiquer, dût-il y périr. Molé ne fit point cette réponse. « Le procureur-général, dit Omer Talon, déféra aux raisons du maréchal La Meilleraye, et commença à rabattre quelque chose de son ancienne sévérité. » Il ploya donc sous la main de fer de Richelieu, et laissa faire ce qu'il ne pouvait empêcher. Il vit avec douleur, mais sans murmurer, Richelieu frapper à coups redoublés sur l'indépendance de la compagnie, casser ses arrêts, exiler et emprisonner plusieurs de ses membres, et fouler aux pieds, particulièrement dans le procès du duc d'Épernon, les formes les plus substantielles de la justice. C'est ainsi qu'en 1641, de procureur-général il devint premier président de la main de celui qui avait fait monter Marillac sur un échafaud, et qui tenait encore Saint-Cyran à Vincennes. Claude Le Pelletier, depuis contrôleur-général des finances, si digne de foi et par sa scrupuleuse probité et par sa haute admiration pour Molé (1), nous apprend

(1) Bibliothèque impériale, *Supplément français*, n° 2431, *Mémoire sur la Vie et les Actions de M. Molé, garde des sceaux de France*. Voici le début de ce curieux mémoire,

que malgré tous les gages de déférence que le procureur-général avait donnés à Richelieu, celui-ci dans sa prudence soupçonneuse, avant de le nommer premier président, lui demanda et en obtint une promesse écrite de sa propre main de ne jamais assembler le parlement sans un ordre exprès du roi. Matthieu Molé passait tellement pour une créature de Richelieu qu'après sa mort, et dans la tempête qui s'éleva en 1643 contre la mémoire et les partisans du terrible cardinal, il tomba en disgrâce, comme La Meilleraye, le duc de Brézé et bien d'autres, et courut risque de perdre sa charge. On parlait déjà, vu son veuvage et sa haute piété, de l'envoyer dans quelque évêché, avec l'espérance du cardinalat (1). Dans cette critique circonstance, Matthieu Molé se conduisit avec la dignité qui était dans sa nature, et avec la prudence et l'habileté que l'expérience lui avait enseignées. Il devait trop à Richelieu pour se joindre à ses ennemis, sans se croire obligé de le défendre : il se ménagea et attendit. A mesure que Mazarin le connut, il discerna sa capacité et le releva aux yeux de la reine. Bientôt ils marchèrent à peu près de concert. Molé vit avec plaisir le parlement reprendre une juste autorité; mais il n'était pas disposé à la mettre au service des importans, et dès lors il se montra aussi modéré que ferme, et favorable au nouveau ministre sans servilité. Voici quelques lignes de Mazarin, qui, dans leur simplicité, contiennent un bien grand éloge : « Il faut caresser le premier président; il aime l'état, et on le peut contenter aisément (2). » Touché de ses services, il s'avertit lui-même « qu'il faut lui faire quelque cadeau, lui accorder quelque gratification, » et il s'assure que « l'austérité de Matthieu Molé ne l'empêchera pas de recevoir volontiers les grâces que la reine voudra bien lui faire (3). » Mazarin ne témoigne pour personne autant d'estime que pour Molé; il l'honore sincèrement, et le sachant sans fortune et resté veuf avec beaucoup d'enfans, il entra dans les soucis du père de famille, il veilla sur les intérêts de l'abbé François

jusqu'ici resté inédit : « La vénération que j'ai toujours eue pour la mémoire de M. Molé, qui a été procureur-général, premier président et garde des sceaux, m'engage à ne pas laisser perdre par ma mort les choses singulières que j'ai sues de ce grand homme. Il avoit honoré feu mon père de son amitié, et il m'a souffert l'approcher lorsque j'étois encore fort jeune... »

(1) *Journal d'Olivier d'Ormesson*, 19 septembre 1643 : « Le soir, M. Pichotel (un des greffiers du conseil d'état) nous dit que l'on parloit de faire le premier président Molé archevêque d'Auch avec promesse du chapeau de cardinal... C'est le bruit de Paris. » Mazarin répète ce bruit dans ses carnets, IIe carnet, page 24.

(2) IIIe carnet, page 12 : « Far carezze al primo presidente, affezionato suddito allo stato; e con facilità si puol contentar. »

(3) VIe carnet, page 22 : « Donar qualche cosa al primo presidente, poichè sono certo che la sua rigidità non l'impedirà di ricevere da S. M. le grazie che vorrà farli. »

Molé, fit vaquer pour lui l'abbaye de Sainte-Croix, de Bordeaux (1), et porta Édouard Molé, déjà trésorier de la Sainte-Chapelle, sur une liste de futurs évêques (2). Enfin, comme le premier président portait un attachement particulier à son fils aîné Champlâtreux, chargé de soutenir et de continuer sa maison, Mazarin, trouvant déjà Champlâtreux conseiller au parlement, lui confia successivement les plus considérables intendances de justice, de police et de finances auprès des armées de Flandre, d'Allemagne et de Catalogne (3).

Quand vint la fronde, Matthieu Molé déploya la grandeur d'âme et la force de caractère à laquelle tout le monde a rendu hommage, et en même temps une habileté consommée, qui n'a pas été assez reconnue. Dans la journée des barricades, il fit voir à la populace soulevée le visage et le cœur d'un grand magistrat, et, au milieu des plus grands périls, une présence d'esprit et une sérénité intrépide que Retz peint à merveille, et qui lui font égaler avec raison le courage de Molé à celui de Condé. Il voulait sincèrement la réforme des abus, et servit souvent d'interprète assez altier à sa compagnie; il demeura néanmoins fidèle à la royauté, et lorsqu'en public il parlait le plus énergiquement à la reine, sous main il lui donnait les meilleurs conseils. Il contribua beaucoup à la paix de Ruel en 1649, mais il n'approuva pas l'arrestation violente des princes en 1650, et quand ils sortirent de prison en 1651 et que Mazarin quitta le royaume, il se serait fort bien accommodé d'un gouvernement nouveau, si ce gouvernement avait pu s'établir. Mais la fronde avait accru le mal au lieu d'y porter remède, et le premier président reconnut à la fin de 1651, comme Mme de Chevreuse et la Palatine, qu'un pouvoir fort était absolument nécessaire à la France; il se sépara de ses collègues, se rendit à Poitiers auprès de

(1) VIIIe carnet, page 20. — François Molé devint en effet abbé de Sainte-Croix de Bordeaux en 1646, et plus tard abbé de Saint-Paul à Verdun. Il ne poussa pas plus loin sa carrière ecclésiastique. Conseiller au parlement en 1650, il fut nommé maître des requêtes en 1657. On en a un très beau portrait, gravé par Nanteuil, de l'année 1649.

(2) *Ibid.*, page 1. — Édouard Molé a été évêque de Bayeux, et il est mort en 1652, à l'âge de quarante-trois ans. On en conserve à Champlâtreux, dans la noble demeure des Molé, un assez bon portrait peint du temps. Le premier président a eu aussi un autre fils, plus jeune, qui s'appelait Matthieu Molé, fut chevalier de Malte, et devint plus tard chef d'escadre. Fronton, chancelier de l'université, qui a prononcé en latin l'éloge de Molé dans l'église de Sainte-Geneviève, dit avec raison que, tout homme de guerre qu'il est, le jeune chevalier de Malte peut très bien prendre pour modèle l'intrépide magistrat auquel il doit le jour.

(3) Voyez aux archives du ministère de la guerre les papiers manuscrits de Le Tellier, particulièrement le tome VIII, fol. 124, où se trouve la commission donnée à M. de Champlâtreux, le 4 mars 1647, auprès de l'armée de Catalogne, rappelant les services qu'il a déjà rendus dans l'intendance des armées d'Allemagne et de Flandre, sous les ordres du duc d'Enghien.

la reine, et se mit à ses ordres. Pendant son exil, Mazarin avait traité avec lui, par l'entremise de Fouquet et de l'abbé son frère, et à son retour à Poitiers, lorsque Châteauneuf se retira, il fit donner la place vacante à Matthieu Molé, le revêtit de la simarre, et ajouta les sceaux à la première présidence, faveur jusqu'alors sans exemple, et qui depuis ne s'est jamais renouvelée, mais qui avait pour Mazarin le double avantage de lui attacher à jamais le premier magistrat du royaume en couronnant sa juste ambition, et de donner à tous les parlemens une garantie certaine pour leurs priviléges et pour tous leurs intérêts, puisque celui qui devait représenter la couronne et le ministère auprès d'eux était précisément l'homme de France qui tenait le plus à leur dignité, et qu'ils auraient volontiers chargé de la défendre. Molé, garde des sceaux et premier président, avait successivement appelé à Pontoise tous ceux de ses collègues qui voulaient rester fidèles à la royauté, et n'avaient cédé qu'à un entraînement passager. Quand le jeune roi rentra à Paris, le 21 octobre 1652, avec une amnistie solennelle, le nom seul du ministre de la justice disait assez que l'amnistie proclamée n'était pas un piége, et qu'elle serait loyalement pratiquée.

Mais Molé n'était pas homme à confondre la loyauté avec la faiblesse. Il était trop éclairé pour ne pas comprendre qu'il fallait profiter sérieusement d'une victoire si péniblement obtenue pour prévenir le retour des calamités passées. Depuis que l'amnistie avait été promulguée le 26 août, plusieurs des membres du parlement de Paris, loin de l'accepter et d'obéir aux ordres du roi, s'étaient jetés encore plus avant dans la révolte et avaient pris part aux actes les plus coupables. Les maintenir au sein du parlement eût été y laisser subsister un foyer permanent d'opposition systématique. Ainsi que nous l'avons dit, on ne les convoqua point au lit de justice du 22 octobre, où l'amnistie devait être vérifiée, et il leur fut enjoint de sortir momentanément de Paris. En tout, ils étaient onze, tant présidens que conseillers. Les plus gravement compromis, le président Viole par exemple, suivirent le prince de Condé jusqu'au bout, et quittèrent la France; tous les autres, et parmi eux le président Broussel, se retirèrent dans leurs maisons de campagne, et n'y furent point recherchés : on se borna à surveiller leur conduite présente. On ne fit donc que ce qui était indispensable, mais on le fit.

Ce qui avait égaré le parlement était, nous l'avons vu, ce commerce assidu avec des grands seigneurs consommés dans l'art de la flatterie et de l'intrigue, qui, en caressant l'amour-propre de magistrats inexpérimentés, les entraînaient aisément dans leurs intérêts et dans leurs querelles. Il était impossible de remédier entièrement

à ce danger sans toucher à la constitution même du parlement : cette constitution fut scrupuleusement respectée ; mais on prit une mesure qui diminua un peu le vice originel que nous avons signalé sans abaisser la compagnie, ou plutôt en rehaussant sa dignité et sa vraie indépendance.

Le mal qu'avait toujours fait le mélange des magistrats et des grands seigneurs avait été porté à son comble pendant la fronde. Les écrivains qui se font les panégyristes du parlement de la fronde ne se doutent peut-être pas que, parmi ces Brutus et ces Caton déclamant si haut contre le premier ministre, les plus emportés étaient aux gages des grands seigneurs leurs collègues, en tenaient des pensions pour avoir soin de leurs affaires de tout genre, souvent même faisaient partie de leur haute domesticité. Qu'on juge de leur indépendance en matière politique, et même en matière civile! Pour couper court à ces honteux abus, le premier président et garde des sceaux crut bien mériter du parlement en lui adressant, dans le lit de justice du 22 octobre, une déclaration royale parfaitement fondée en principe, dont les termes naïfs et forts sont précieux à recueillir : « Considérant que la plus grande partie des désordres a procédé de la liberté que nos officiers se sont donnée de s'intéresser dans les affaires des princes et des grands de notre royaume, soit en prenant la conduite d'icelles, soit en recevant des pensions et gratifications, soit en leur faisant une cour ordinaire au préjudice du devoir et honneur de leurs charges, soit en assistant à leurs conseils, ce qui les a engagés ensuite à avoir une aveugle complaisance pour eux et pour tous leurs desseins, jusques à révéler les secrets des délibérations contre leur propre serment et le service qu'ils nous doivent, et prendre leurs sentimens pour les porter dans les délibérations de leurs compagnies, étant notoire que ceux de nos officiers qui se sont dévoués auxdits princes et grands ont eu l'artifice de les faire assister dans toutes les assemblées pour être fortifiées par leurs présences et ôter à leurs confrères la liberté des suffrages, faisant intimider les uns, interrompre et contredire impérieusement les autres, nous défendons à tous nosdits officiers, de quelque qualité qu'ils soient, de prendre soin ou direction des affaires desdits princes et grands de notre royaume, de recevoir d'eux des pensions, gratifications et autres bienfaits, de leur faire la cour par des fréquentes visites, d'assister à leurs conseils et s'intéresser à leurs desseins, à peine d'être procédé contre les contrevenans selon la rigueur des ordonnances, et ce nonobstant tous brevets et lettres qu'ils pourroient avoir obtenus de nous, que nous révoquons par ces présentes. »

Il ne suffisait pas d'avoir préservé le parlement du commerce con-

tagieux de l'aristocratie, si on lui laissait le droit, qu'il s'était impunément arrogé, de se saisir lui-même des plus grandes affaires de l'état, d'intervenir dans les négociations diplomatiques, de s'ingérer même dans l'administration, et de prendre l'initiative de toute sorte de mesures financières, au lieu d'attendre que le gouvernement soumît à son enregistrement et à ses délibérations des édits de ce genre. On fit donc justice de ce prétendu droit, et on renferma le plus qu'on put le parlement dans ses attributions judiciaires. « Considérant, dit le roi dans la déclaration précitée, que tous ceux qui ont voulu commencer la guerre civile ou exciter quelque révolte dans notre état ont ordinairement essayé de surprendre la religion de notre parlement, en gagnant ou séduisant les esprits de plusieurs particuliers qu'ils ont engagés dans leur parti, auxquels ils ont fait employer l'autorité que nous leur avons donnée, par les charges qu'ils exercent dans la compagnie, pour décrier nos affaires, *dont leur profession leur avoit donné peu de connoissance*, et que, pour faire réussir leurs desseins, ils ont artificieusement suscité des assemblées générales de toutes les chambres, pour y faire délibérer indifféremment sur toutes les propositions que les moindres particuliers ont voulu faire; et voulant éviter que les maux que notre royaume en a soufferts n'arrivent plus à l'avenir, nous avons fait et faisons très expresses inhibitions et défenses aux gens tenant notredite cour de parlement de Paris de prendre encore connoissance des affaires générales de notre état et de la direction de nos finances, ni de rien ordonner ou entreprendre pour raison de ce contre ceux à qui nous en avons confié l'administration, à peine de désobéissance, déclarant dès à présent nul et de nul effet tout ce qui a été ci-devant ou pourroit être résolu et arrêté sur ce sujet dans ladite compagnie, au préjudice de ces présentes, et voulons qu'en ce cas nos sujets n'y aient aucun égard. »

On reconnaît ici le bon sens courageux de Matthieu Molé; mais s'il eût été aussi grand homme d'état qu'il était grand magistrat, il eût proposé au roi et à Mazarin une nouvelle déclaration qui eût dignement couronné toutes les autres : le roi, après avoir ôté à un corps essentiellement judiciaire les attributions politiques qui ne lui appartenaient point, les eût remises à qui elles appartenaient légitimement, et rétabli les états-généraux du royaume, en les rendant périodiques et obligatoires dans certaines circonstances, selon la tradition française, toute vivante encore, un grand nombre des amis et des contemporains de Molé ayant assisté aux états-généraux de 1614 et à la grande assemblée des notables de 1626. Mais la fronde n'était pas digne de l'immortel honneur d'avoir amené la liberté véritable, et les criminelles révoltes d'une aristocratie égoïste

et les déclamations intéressées de gens de loi incapables méritaient le châtiment du pouvoir absolu.

Molé, comme premier président et comme garde des sceaux, prit la plus grande part à ces diverses mesures, avec le chancelier Seguier. Le procureur-général Fouquet les apporta devant le parlement le 22 octobre, et il en enleva l'enregistrement, grâce à la présence du roi. Les frondeurs qui étaient restés à Paris et parurent s'agiter furent contenus et réprimés, et Retz, comme nous l'avons dit, ayant mêlé à ses grandes démonstrations de respect et de soumission des menées suspectes, se vit arrêter en plein Louvre et conduire à Vincennes. Ce coup de vigueur intimida les plus hardis, et le lendemain le vieil archevêque de Paris étant venu avec son clergé adresser à la reine des doléances sur l'arrestation d'un cardinal, il lui fut nettement répondu que, le roi ayant agi dans l'intérêt de l'état, il ne fallait pas s'attendre à ce qu'il changeât rien à ce qu'il avait fait. On publia dans la *Gazette* (1) cette ferme réponse, ainsi que les motifs de l'arrestation de Retz. Le parlement, averti par un tel exemple, garda le silence, se résigna peu à peu à sa condition nouvelle, et reprit les habitudes qui conviennent à l'exercice impartial et paisible de la justice.

Ainsi Mazarin, en revenant à Paris, n'avait plus de tristes sévérités à exercer; Fouquet et Molé les avaient prises sur eux, et sans en avoir l'odieux, il en recueillit le fruit.

Il trouva au Louvre le 3 février 1653 le parlement de Paris, conduit par ses deux chefs, le procureur-général et le premier président, qui venait en corps, avec les autres ordres de l'état, lui présenter ses hommages. Mazarin l'accueillit avec sa bonne grâce accoutumée, et sans avoir l'air de se souvenir qu'à plusieurs reprises depuis 1648 ce même parlement l'avait condamné au bannissement, avait fait vendre à l'encan, sur la place du Châtelet, ses meubles, ses tableaux, sa bibliothèque, l'avait déclaré ennemi de l'état, perturbateur du repos public, et avait mis sa tête à prix. Il eut des sourires pour tout le monde et laissa tout le monde satisfait. Il prodigua sans doute les faveurs à ses amis, mais il n'ajouta pas la moindre rigueur à celles que la politique avait d'abord imposées : il les adoucit plutôt. Les conseillers qui avaient souffert pour sa cause furent promus à des places importantes. En même temps que Servien, Le Tellier et Lyonne recevaient de hautes récompenses de leur fidélité courageuse, le procureur-général Fouquet, nommé ministre d'état, prit séance au conseil d'en haut, et partagea la surintendance des finances avec Servien. Matthieu Molé,

(1) *Gazette* de Renaudot, 1652, n° 149, p. 1175-1176.

déjà comblé d'honneurs, vit sa fille la religieuse pourvue de l'abbaye de Saint-Antoine, et Champlâtreux eut le gouvernement de Vincennes, avec l'assurance d'une charge de président à mortier à la retraite de son père. Quelque temps après, l'illustre vieillard conserva les sceaux et résigna la première présidence. Mazarin aurait pu nommer à cette charge éminente l'un des présidens à mortier qui lui avaient été le plus favorables : il fut assez maître de lui-même, assez politique, pour la donner à l'homme que la compagnie tout entière lui eût désigné, Pomponne de Bellièvre, qui plus d'une fois avait été très vif dans la cause du parlement, et qui désormais allait mettre la haute influence que lui assuraient son habileté et sa grande fortune au service de la royauté et de son ministre. Le parlement fut très flatté de ce choix. Au fond, il n'était pas fort difficile de bien vivre avec des magistrats nourris ordinairement dans le culte de l'ordre public, et qui n'avaient aucune raison de chercher querelle à la royauté. L'aristocratie qui siégeait à côté d'eux les avait égarés en ayant l'air d'entrer dans leurs intérêts pour les engager au service des siens; mais, l'aristocratie vaincue et soumise n'agitant plus le parlement, il rentrait aisément dans son assiette accoutumée, et dès qu'on n'avait plus devant soi que des griefs plus ou moins légitimes, on les pouvait prendre en considération et les satisfaire dans une mesure convenable. Le plus sérieux de ces griefs était la multiplication des offices. N'ayant plus que l'Espagne à combattre depuis le traité de Westphalie, Mazarin avait moins besoin de ressources extraordinaires : il s'abstint donc, autant qu'il put, de créer de nouveaux emplois de judicature, et il respecta plus que jamais la juridiction du parlement. Un des plus fougueux frondeurs, le conseiller Fouquet de Croissy, invité à sortir de Paris avec ceux de ses confrères qui étaient enveloppés dans la même disgrâce, au lieu de suivre l'exemple du président Viole et d'aller conspirer ouvertement à Bruxelles, s'était obstiné à rester dans la capitale, et là, par ses correspondances factieuses et par ses efforts pour raviver le vieux levain de la fronde, il avait en quelque sorte forcé le vigilant Mazarin à le faire arrêter; mais cette arrestation, commandée par la nécessité, fut au cardinal une occasion heureuse de bien faire voir que les anciens abus ne reparaîtraient plus, et que la déclaration du parlement, en juillet 1648, sur la sûreté des personnes serait désormais un peu mieux observée que pendant la fronde. On ne livra point Croissy à une commission extraordinaire, et on ne l'ensevelit point en prison; selon son droit de conseiller au parlement, il fut immédiatement déféré au parlement lui-même, qui procéda à son égard dans les formes accoutumées. Le parlement ne pouvait manquer d'être touché d'une pa-

reille conduite, et il le fut encore davantage de la modération, de la délicatesse même que Mazarin montra envers le fils du fameux président Broussel. Nul n'avait plus persécuté Mazarin que cet ardent et opiniâtre parlementaire. Au milieu de la fronde, il avait été nommé gouverneur de la Bastille, et il avait passé ce gouvernement à son fils Louvière. C'était celui-ci qui, sur l'ordre apporté par Mademoiselle, avait tiré le canon de la Bastille sur les troupes du roi à la fin du combat de Saint-Antoine. Mazarin victorieux laissa le père s'éteindre tranquillement dans la retraite et dans l'oubli, et il aurait bien pu, sans être accusé de violence, destituer au moins le jeune Broussel : il aima mieux tirer doucement de ses mains cette place importante, en lui en payant convenablement le prix, comme cela se faisait alors, afin de ne pas avoir l'air de flétrir un nom qui ne laissait pas d'être cher encore au parlement. On ne pouvait pas mieux établir dans tous les esprits que le passé était effacé, et que les fautes présentes seraient seules punies. C'est par une semblable politique qu'on termine les révolutions sur leur déclin, et qu'on fonde solidement son propre pouvoir en y ralliant tous les intérêts.

X.

Nous pouvons donc le dire en toute assurance : le 3 février 1653, les deux grandes forces de la fronde, l'aristocratie et le parlement, étaient rentrées sous l'obéissance du roi et reconnaissaient l'autorité de son ministre.

Pour la bourgeoisie, depuis longtemps elle était bien revenue de ses premières illusions. Une douloureuse expérience lui avait appris combien elle s'était trompée en se séparant de la royauté, sa fidèle amie depuis tant de siècles, qui jadis l'avait tirée des ignominies du servage féodal, qui avait encouragé et protégé ses pacifiques travaux, et l'avait peu à peu formée à l'art du commandement en lui remettant la police des villes et cette multitude de charges municipales qui lui avaient été autant d'écoles d'instruction politique et d'utiles degrés pour monter plus haut et participer enfin au gouvernement de l'état. La bourgeoisie et la royauté n'avaient pas un seul intérêt contraire; elles avaient grandi ensemble, et elles avaient encore grand besoin l'une de l'autre contre l'ennemi commun. Cet ennemi était l'aristocratie féodale, dont les priviléges héréditaires étaient à la bourgeoisie un joug honteux et à la royauté une chaîne insupportable. Ces priviléges, un peu affaiblis par le temps, subsistaient presque tout entiers au commencement du XVIIe siècle, et composaient un ordre de choses où certes le tiers-état n'était pas rien,

comme depuis l'a prétendu l'abbé Sieyès, mais où il devait à la royauté le peu qu'il était. C'était là ce que les écrivains aristocratiques de la fronde ont appelé l'ancienne constitution de la France. Jamais la royauté ne songea à détruire une aristocratie nécessaire, et il faut bien peu connaître Richelieu pour lui imputer une telle pensée (1). Tout l'effort de la royauté, de Richelieu, et plus tard de Mazarin était de réduire l'aristocratie féodale à une grande magistrature politique et surtout militaire, qui guidât la nation et ne l'asservît point. Et c'était dans une semblable entreprise que la bourgeoisie était venue arrêter la royauté, pour se joindre à qui? aux représentans de ceux qui jadis s'étaient opposés à son émancipation, et qui maintenant refusaient d'échanger une domination qui avait fait son temps pour une puissance bien considérable encore, mais régulière, et ne pouvant impunément fouler à ses pieds le peuple. La bourgeoisie reconnaissait que les ducs et pairs qui l'avaient appelée à la révolte avaient travaillé pour eux et non pas pour elle, que s'ils avaient employé les paroles flatteuses et les belles promesses, tandis qu'autrefois ils procédaient bien différemment, les moyens avaient changé, mais le but était le même. Elle se demandait ce qu'elle avait gagné aux longs désordres de ces derniers temps. Le travail, le commerce, l'industrie, qui faisaient sa force, avaient été interrompus. On avait mis sur elle plus d'impôts qu'il n'en eût fallu à Mazarin pour envoyer deux armées françaises à Bruxelles et à Madrid. Au lieu d'accroître ses libertés municipales, on lui avait imposé comme prévôt des marchands le vieux et incapable Broussel, et le 4 juillet on avait insulté, maltraité, massacré ses magistrats. On lui avait promis une prospérité inouie, et elle était ruinée. Le paiement des rentes de l'Hôtel de Ville, cette épargne sacrée de la médiocrité laborieuse et économe, était depuis longtemps suspendu. La famine était dans Paris, amenée par le ravage incessant des campagnes environnantes; avec la famine étaient venues toutes les maladies et une épidémie qui décimait particulièrement les quartiers pauvres de la capitale. Elle s'était aussi demandé, cette bourgeoisie, si ces grands seigneurs, qui, sous de faux semblans, l'avaient jetée dans une sédition contraire à tous ses intérêts, avaient su diriger une affaire aussi difficile avec le concert et l'habileté qu'on avait droit d'attendre de personnages depuis longtemps accoutumés à commander. Loin de là, elle avait vu tous ces chefs de l'aristocratie divisés entre eux, intriguant les uns contre

(1) Ennemi déclaré de l'aristocratie féodale, Richelieu est en même temps un ami de la noblesse; loin de l'abaisser, il la veut relever, mais en empêchant qu'elle n'opprime le peuple comme elle-même est trop souvent opprimée par les grands. *Testament politique*, chap. III, section 1.

les autres, s'accusant tous de trahison, finissant par se battre entre eux, et même beaux-frères contre beaux-frères. Aussi à quoi avait abouti une entreprise ainsi conduite? On avait commencé par dire bien haut, on avait répandu dans cent pamphlets, on avait écrit dans tous les arrêts du parlement qu'il était honteux de se laisser gouverner par un étranger, à moitié Italien, à moitié Espagnol, comme si Mazarin n'avait pas été depuis plus de douze ans naturalisé Français pour services rendus à la France, selon toutes les formes accoutumées, et par des lettres royales dûment enregistrées (1)! Et contre ce prétendu étranger, quel secours avaient invoqué ces grands patriotes? Le secours de l'étranger. L'aristocratie s'était adressée à un duc de Lorraine, aventurier sans foi, se battant pour quiconque le payait, et traînant avec lui dans nos campagnes désolées le brigandage et la débauche. Elle avait introduit dans le cœur de notre pays une armée espagnole pour faire tête à l'armée du roi. Des régimens espagnols s'étaient avancés à travers la Picardie et la Champagne jusqu'auprès des bords de la Loire, que depuis Charles VII l'œil de l'étranger n'avait pas vus. La fronde avait perdu toutes les conquêtes de Richelieu et de Mazarin. En Flandre, Gravelines, faute d'être secourue, avait été forcée de se rendre le 18 mai 1652, et quelques mois après, le 6 septembre, Dunkerque avait fait de même malgré la belle défense du comte d'Estrades. Le 13 octobre, Barcelone nous était enlevée, la Catalogne nous échappait, le Roussillon était menacé; encore une année, et le drapeau de l'Espagne allait flotter sur les murs de Rocroy (2)! Un tel spectacle n'avait rien qui étonnât et affligeât les princes et les grands, ils y étaient accoutumés, ils y fondaient leurs espérances. Il n'en était pas ainsi de la bourgeoisie; elle en était profondément humiliée, et sa fierté naissante en rougissait, comme si déjà elle eût pressenti qu'un jour, après avoir pendant de longs siècles fécondé de son travail et de ses sueurs le sol de la patrie, elle le défendrait seule au prix de son sang, laisserait bien loin derrière elle tous les exploits du moyen âge, et enfanterait à son tour des héros dignes de figurer dans l'histoire à côté des plus illustres des temps passés!

La bourgeoisie parisienne invoquait depuis longtemps la présence du roi, redevenu à ses yeux le symbole vénéré de la liberté et de l'ordre. Le 21 octobre 1652, elle l'avait reçu avec des transports d'allégresse. Le 3 février 1653, elle reçut de même celui qui par son courage et sa persévérance était parvenu à lui rendre son roi, et

(1) Nous les avons retrouvées aux archives des affaires étrangères, *France*, t. XCI, fol. 115-125, datées d'avril 1639.

(2) Rocroy se rendit aux Espagnols le 30 septembre 1653.

à contraindre tous les étrangers à abandonner le territoire français. Aussitôt que les corps de l'Hôtel de Ville surent que Mazarin était au Louvre, ils s'y rendirent tous sur-le-champ, et, « reconnoissant l'obligation que la France devoit à ses grands et illustres travaux, lui vinrent témoigner leur joie de son heureux retour (1). » On conçoit quel accueil leur fit l'aimable et habile cardinal. Il leur prodigua les paroles bienveillantes; il fit mieux : le même jour, une ordonnance royale annonçait une mesure qui fut bénie par toute la petite bourgeoisie de Paris, le paiement depuis longtemps suspendu de la rente. Cette ordonnance « enjoignoit aux prévôts des marchands et échevins de faire ouvrir au premier jour le bureau pour le paiement des rentes, et d'y faire employer les sommes qui ont été et seront incessamment fournies à cet effet, de semaine en semaine. »

Mazarin voulut aussi que le peuple, depuis si longtemps misérable, et dont la fronde avait eu l'art de tourner les souffrances contre le seul homme qui les pût faire cesser, eût sa part de la joie commune. Pendant deux jours entiers, il fit distribuer aux pauvres d'abondantes aumônes; le soir du 3 février, des réjouissances publiques eurent lieu par ses soins et à ses frais dans les divers quartiers de Paris, et de nombreux feux d'artifice les prolongèrent pendant la nuit tout entière.

Enfin, pour ajouter à l'éclat de ce beau jour, les nombreuses nièces de Mazarin, gracieuse parure de sa puissance, qui déjà même en faisaient partie et devaient tant l'accroître, étaient arrivées à Paris par la porte Saint-Antoine. La princesse de Carignan, la maréchale de Guébriant, et d'autres dames de la plus haute distinction, étaient allées au-devant d'elles et les accompagnèrent jusqu'à l'hôtel Vendôme, où la vieille et respectée duchesse, entourée aussi d'un cortége de grandes dames, les reçut avec mille témoignages d'affection, qu'elle prodigua surtout à sa belle-fille, l'aimable et vertueuse duchesse de Mercœur. De là on les conduisit au Louvre auprès de leurs majestés, qui leur firent le plus gracieux accueil, et voulurent qu'elles logeassent au Louvre ainsi que leur oncle.

Et ce n'était pas là une journée brillante qui pût avoir ses éclipses, une de ces bonnes fortunes du sort souvent suivies de longues disgrâces. Non, le triomphe de Mazarin reposait sur des fondemens solides. Non-seulement il voyait à ses pieds, au Louvre, tous ses anciens ennemis vaincus, mais aucun d'eux ne se pouvait relever, et toute leur force était épuisée. La bourgeoisie fatiguée avait besoin de repos, et mettait dans la royauté toutes ses espérances. Les parlemens, honteux d'avoir laissé surprendre leur

(1) *Gazette* pour l'année 1653, nº 18, p. 139.

vieille loyauté aux trompeuses caresses de grands seigneurs mécontens, rentraient volontiers dans les sages limites de leur institution, satisfaits d'avoir vu le gouvernement reconnaître ce qu'il y avait de légitime dans leurs griefs, et s'engager à respecter leur juste et nécessaire indépendance. L'aristocratie se trouvait encore bien heureuse de s'être ainsi tirée de cette dernière défaite. Elle laissait, il est vrai, sur le champ de bataille quelques-unes de ses prétentions féodales, mais en échange on lui prodiguait les titres, les honneurs, la richesse, et sa vanité pouvait au moins consoler son ambition. La fortune de Mazarin ouvrait aussi les yeux sur son mérite. On ne pouvait s'empêcher d'applaudir à sa constance et à sa capacité. Malheureux, on n'avait vu en lui qu'un second Concini; victorieux, c'était un autre Richelieu sous lequel il fallait bien fléchir, mais qu'on pouvait servir honorablement, parce qu'après avoir montré qu'il était aussi ferme sur les principes de l'état que son impérieux devancier, il n'affectait point la tyrannie, et loin de faire sentir le poids de sa puissance, il s'efforçait plutôt de la dissimuler sous de flatteuses paroles, ne montrait pas le moindre ressentiment des injures passées, tendait la main à qui venait à lui, écoutait toutes les plaintes un peu légitimes, entrait dans toutes les prétentions un peu raisonnables, et semblait disposé à fonder son gouvernement sur des concessions habiles et non sur d'inutiles rigueurs. On croyait à son étoile, on se fiait à sa modération, on s'empressait de participer à son triomphe. Déjà un Vendôme, un petit-fils d'Henri IV, avait épousé une de ses nièces; la plus fière aristocratie allait bientôt se disputer toutes les autres, et le persécuté de la fronde allait placer sa famille sur les marches du trône. La solennelle réception que le roi et la reine firent à Mazarin au Louvre, le 3 février 1653, n'était donc pas une vaine cérémonie. Ce jour-là, Mazarin put comprendre qu'une ère nouvelle se levait pour lui, aussi brillante et plus sûre que celle de 1643, après la défaite du parti des importans, et que cette halte stérile et sanglante dans la route des réformes et dans la marche civilisatrice de la royauté qu'on appelle la fronde était enfin et pour toujours terminée.

V. Cousin.

LA

LOCA CUERDA

RÉCIT DE LA CÔTE DU CHILI.

I.

Le *Méridien* était un beau navire, d'une marche supérieure, grand comme une corvette. Dans ses longs voyages, qui duraient plusieurs années, il traversait les mers les plus lointaines, allant des côtes de la Chine aux ports du Pérou et du Chili. Ce sont là de magnifiques promenades, et je n'en sais pas de plus propres à distraire les esprits mélancoliques. Effleurer la surface du globe et le parcourir en tous sens à la recherche de l'inconnu, poser partout le pied et ne prendre racine nulle part, alimenter ses regards d'horizons toujours nouveaux et agrandir sans cesse le champ de ses observations, n'est-ce pas jouir de la vie dans toute sa plénitude et réaliser, en partie du moins, ce double vœu des imaginations ardentes : voir et savoir?

Il y avait à bord du *Méridien* un jeune médecin qui pensait ainsi. Après avoir achevé ses études à Paris, il était revenu près de ses parens dans une petite ville de la Basse-Normandie, où l'attendait la clientèle que devait lui laisser son père; mais avant de s'enfouir dans les verts bocages du pays natal, il voulut connaître autrement que par les cartes géographiques les contrées mystérieuses dont les voyageurs font de séduisans récits. On blâma sa résolution, cela va sans dire. On lui reprocha de sacrifier à des instincts aventureux une existence tranquille et heureuse, comme s'il existait un bonheur absolu et indépendant de l'imagination de chacun de nous. Le

jeune docteur tint bon; décidé à courir les mers à ses risques et périls, il s'embarqua en qualité de médecin à bord du *Méridien*, prêt à mettre à la voile pour un voyage de deux années. Vingt-cinq personnes, en y comprenant le maître *cook* et son aide, composaient tout le petit monde au milieu duquel vivait le docteur. Lorsque le navire stationnait dans un port, il lui restait du loisir pour faire des excursions dans les terres et rassembler les élémens d'une collection de minéraux, de plantes et d'insectes. Durant les traversées, il avait le temps de mettre en ordre les objets de toute sorte recueillis par ses soins. Quant aux malades, il les tenait là sous sa main, et n'avait qu'à passer de la dunette à l'avant du navire pour leur tâter le pouls. Ainsi, tout en naviguant d'un pôle à l'autre, le jeune médecin trouvait l'occasion de cultiver la science et de rendre service à ses semblables. Eût-il mieux fait dans sa petite ville? Non, sans doute; il n'y eût pas non plus joui d'une plus complète indépendance. A bord du *Méridien*, nul concurrent jaloux ne le troublait dans l'exercice de ses fonctions, et tous les habitans du navire le traitaient avec égard, parce que tous avaient besoin de lui. Les braves marins qu'il soignait avec une égale sollicitude dans le calme et dans la tempête ne s'étaient jamais occupés de savoir son nom; ils le nommaient simplement le docteur. Au Callao et à Valparaiso, où on le connaissait beaucoup il y a vingt-cinq ans, on l'appelait le docteur Henri.

Parti d'Europe par la route du cap de Bonne-Espérance, le *Méridien* devait y rentrer en doublant le cap Horn, et c'était à Valparaiso qu'il était venu mouiller pour prendre de l'eau douce et des vivres. Ces préparatifs demandaient du temps; le docteur Henri mettait à profit cette longue relâche en explorant les environs. Un jour, monté sur un cheval au pas rapide et sûr, il avait gravi les premières rampes qui dominent la ville et la rade de Valparaiso. A sa gauche se creusaient des ravins profonds, aux flancs desquels pendent, la tête en bas, de vieux palmiers déracinés par les tremblemens de terre. Quelques plateaux légèrement inclinés vers l'ouest et coupés de rocs à pic se déroulaient devant lui : paysage étrange et saisissant, qui donne un avant-goût de ces pittoresques campagnes du Chili, formées de rians vallons et de plaines verdoyantes que traversent et hérissent en tous sens des montagnes aux sommets aigus et des croupes prolongées à l'infini, s'élevant toujours et par degré jusqu'à la région des Andes neigeuses. Sur toute cette côte, le sol, bouleversé par des cataclysmes anciens, offre l'aspect d'un affreux désordre; c'est un pêle-mêle de lignes brisées qui présente l'image du chaos, et pourtant, comme le climat est doux, comme les ruisseaux murmurent dans le fond des vallées et entretiennent au milieu des rochers une végétation vigoureuse, l'œil est

plutôt séduit qu'attristé par ces tableaux grandioses. On sent que la nature sourit à travers les horizons sévères qui rappellent ses colères passées; on oublie que demain peut-être la terre tremblera de nouveau, et fera chanceler sur leurs bases les clochers des églises et les rocs gigantesques.

Ce jour-là, le docteur était en quête de plantes; il allait devant lui au hasard, oubliant l'heure et fuyant les routes battues. Arrivé à l'entrée d'un vallon dont le sol profond et friable était cultivé avec soin et planté d'arbres à fruits, le docteur mit pied à terre. Il attacha son cheval aux branches d'un arbre et se mit à cueillir des plantes nouvelles pour lui, qui croissaient sous les rocs, parmi les cactus. Dans sa promenade de botaniste, il parcourait toute la lisière des champs cultivés, foulant avec attention et curiosité les terrains volcaniques et pierreux que le pic et la charrue n'avaient point entamés. Tout occupé de ses plantes, le jeune docteur poursuivait ses recherches la tête baissée et se parlant à lui-même. Quand il eut fait ainsi quelques centaines de pas, il leva les yeux et aperçut, immobile devant lui, une jeune fille qui le regardait avec attention.

— *Señor caballero,* dit la jeune fille en faisant un pas pour s'approcher de lui, sont-ce des fleurs que vous cherchez ainsi?

— Oui, mon enfant, répliqua le docteur.

— Voyons donc!... Oh! les vilaines petites plantes que vous arrachez là!... Qu'en voulez-vous faire?

— C'est mon secret, dit le docteur en souriant; vous êtes curieuse, *señorita.*

La jeune fille rougit un peu et cueillit sur un cactus une magnifique fleur rouge, aux reflets violets, dont les vives couleurs éblouissaient le regard; puis elle se mit à la faire tourner machinalement entre ses doigts.

— Cette fleur est très belle, j'en conviens, dit le docteur, mais je la connais, nous l'élevons en serre dans nos pays, tandis que ces petites plantes sauvages que vous méprisez ont pour moi le charme de la nouveauté.

— Vous êtes sans doute un savant, *caballero?*

— Oh! non, répondit modestement le jeune docteur; les savans restent dans le sanctuaire de leur cabinet; ils sont trop grands seigneurs pour prendre la peine de courir le monde.

— Vous allez dire encore que je suis bien curieuse, reprit la jeune fille, mais je vais vous adresser une autre question : êtes-vous médecin?

— Oui, *señorita,* vous l'avez dit, je suis médecin, et j'étudie la botanique.

— Je m'en doutais bien, dit la jeune fille, et voilà pourquoi j'ai

été assez hardie pour vous aborder en pleine campagne... C'est que voyez-vous, docteur, il y a quelqu'un dans notre maison qui aurait grand besoin de vos soins...

— Je n'ai ni le droit ni le désir d'exercer ma profession dans ce pays, objecta le docteur; vous avez ici des médecins reçus et patentés, et aussi fort habiles, je le suppose...

— Sans doute, mais mon père n'en veut appeler aucun, et ma pauvre sœur va mourir d'une maladie de langueur... Je vous en conjure, docteur, faites-lui une visite. Vous avez bien le droit de vous reposer à la maison, de manger des fraises de la montagne auprès d'une pauvre malade et de prescrire un remède tout en causant...

— Je suis à vos ordres, *señorita*, dit le docteur; mais il est bien entendu que le hasard seul m'aura conduit près de votre sœur...

— Vous serez un étranger, un voyageur égaré qui demande sa route... Allons, suivez-moi, docteur, par ici...

Le docteur Henri prit la bride de son cheval et se mit à marcher à côté de la jeune fille. Celle-ci s'avançait d'un pas leste et rapide, ramenant à chaque instant sur son front le châle de soie que la brise rejetait sur ses épaules. Au tournant d'un sentier, elle montra du doigt au docteur une jolie maison à toit plat, ornée d'une galerie, autour de laquelle s'étendait une cour spacieuse.

— Tenez, dit-elle, voici la demeure de mon père, don Ignacio Moreno; tous ces champs lui appartiennent, ainsi que cette troupe de chevaux que vous voyez galoper là-bas sous la conduite d'une demi-douzaine de cavaliers.

— Mais c'est là une habitation charmante, s'écria le docteur.

— Oh! reprit la jeune fille, vous dites cela par politesse... Moi, je m'y plais parce que j'y suis née. Ma grande sœur Mercedès, qui a été élevée à la capitale, ne peut plus s'habituer ici; d'ailleurs elle est trop belle pour vivre dans la solitude. Toute malade qu'elle est, vous allez voir, docteur, combien elle a de grâce et de beauté.

Don Ignacio arrivait à cheval par un chemin opposé à celui que suivaient le docteur Henri et la jeune fille. Au moment où celle-ci posait le pied sur la première marche du perron conduisant à la galerie, le vieux *hidalgo* descendait de sa monture.

— Holà! Luisa, dit-il à haute voix et d'un ton d'humeur, quel est ce cavalier qui vient à pied, tenant son cheval par la bride?

Luisa, c'était la jeune fille qui avait emmené le docteur. Tandis qu'elle parlait bas à l'oreille de son père, le jeune médecin regardait autour de lui. Du côté de l'est se dressaient de hautes montagnes couronnées de nuages blancs; vers l'ouest s'abaissaient les horizons immenses que l'Océan-Pacifique borde au loin de ses flots bleus confondus avec le ciel.

— Au milieu d'un si beau pays, avec un air si pur et sous l'influence d'un climat aussi choisi, pensa le docteur, comment peut-on être malade! N'est-ce pas là cette vallée qu'on a nommée avec toute raison *Valparaiso*, la Vallée du Paradis?

Comme il parlait ainsi, don Ignacio s'avança vers lui et le pria de venir s'asseoir sous son toit. — Seigneur cavalier, lui dit-il en ôtant son large chapeau de paille, soyez le bienvenu. De quelque point du globe que vous arriviez, tout ce qu'il y a dans cette demeure est à votre disposition.

II.

L'hospitalité, qui a été de tout temps l'une des vertus de la race espagnole, s'exerce encore libéralement envers les étrangers dans l'Amérique du Sud. Accueilli comme un voyageur éloigné de son chemin, le jeune docteur fut invité à prendre sa part du repas copieux servi pour la famille. Don Ignacio quitta le *poncho* blanc, à franges de couleur, qui lui couvrait les épaules, délia ses éperons d'argent aux molettes longues et sonores, et détacha ses bottes faites en poil de vigogne, que des ganses de soie liaient au-dessous de ses genoux. Des servantes métisses, *cholas*, au visage aplati, au teint cuivré, dont les grands yeux, doux et humides comme ceux de l'alpaca, regardaient fixement l'étranger, déposèrent sur la table des plats profonds chargés de tranches de bœuf qui nageaient dans des sauces longues, et de hautes bouteilles remplies de vin de Tarragone. Luisa s'était assise en face de son père et à la gauche du docteur. Sa sœur, doña Mercedès, étendue sur un fauteuil de cuir, à quelque distance de la table, demeurait immobile et silencieuse, portant à sa bouche une orange de Lima, dont elle exprimait le jus. Elle semblait éviter les regards du docteur, qui, de son côté, affectait de se tourner rarement vers elle et s'entretenait avec don Ignacio, essayant de deviner au courant d'une conversation assez peu animée ce qu'étaient ses hôtes, et de quel mal souffrait la belle jeune fille près de laquelle il avait été appelé. Un miroir placé devant ses yeux lui permettait de voir le profil de Mercedès, profil sévère, d'une pureté irréprochable. Aucune altération ne se peignait sur les traits de la jeune malade; son œil noir semblait ne rien voir; elle paraissait en proie à une mélancolie profonde.

— C'est le moral qui souffre, pensa le docteur; une idée fixe est venue se loger dans cette belle tête pleine d'énergie et de fierté. Il y a là un mystère!... Comment l'éclaircir?...

Après le dîner, tandis que don Ignacio roulait une cigarette entre ses doigts, le jeune docteur alla s'asseoir devant un piano qui n'avait pas été ouvert depuis longtemps, et se mit à préluder par quel-

ques phrases mélancoliques. A la première note, doña Mercedès se leva d'un pas grave, et avec la dignité d'une reine elle s'avança au milieu du salon, comme si elle sortait d'un rêve. De lointains souvenirs s'éveillaient dans son esprit; sa respiration devenait plus pressée, et une légère rougeur colorait ses joues, qui avaient peu d'instans auparavant la pâleur transparente du marbre. Don Ignacio la regardait avec surprise, n'osant faire un mouvement dans la crainte de l'arracher brusquement à cette espèce de somnambulisme; sa sœur était là, debout, inquiète, les bras tendus vers elle, comme pour la soutenir.

— Doucement, se dit le docteur, la voilà qui marche... Essayons de redonner complétement la vie à cette statue si gracieuse.

D'une main rapide et exercée, il exécuta brillamment une de ces valses andalouses que les Espagnols ont portées avec eux dans les deux hémisphères. Doña Mercedès, entraînée par le rhythme de la mesure et levant sa main comme si elle l'eût appuyée sur l'épaule d'un cavalier invisible, se prit à parcourir le salon en tournant sur elle-même avec la rapidité d'un tourbillon. Puis, s'arrêtant tout à coup, elle se précipita sur son fauteuil, poussa un cri d'effroi, et retomba dans son immobilité accoutumée. Des larmes coulaient lentement de ses grands yeux, et ruisselaient comme des perles sur ses joues, qui avaient repris leur pâleur.

— Ma sœur, ma chère sœur! s'écria doña Luisa en se jetant dans ses bras. Qu'as-tu, *mi querida?* pourquoi pleurer ainsi?

Elle essuyait les larmes de sa grande sœur, et couvrait de baisers ses froides mains; puis, se tournant vers le docteur : — Oh! mon Dieu, lui dit-elle, qu'avez-vous fait là?...

— J'ai fait ce que vous m'avez demandé, *señorita*, répondit tout bas le docteur; j'ai cherché à connaître de quel mal souffre mademoiselle votre sœur...

Don Ignacio, le visage coloré par l'émotion, s'était placé devant le fauteuil de sa fille. Après l'avoir considérée quelque temps, il leva ses yeux humides sur le docteur, et l'emmenant sous la galerie : — Vous êtes médecin, monsieur? lui demanda-t-il. Eh bien! je me confie à votre discrétion; vous venez d'être témoin d'une triste scène,... et je mourrais de chagrin si un autre qu'un étranger, si un autre que vous, docteur, m'avait vu verser des larmes... C'est la première fois depuis trois mois que ma pauvre fille sort de sa mélancolie, et elle y retombe avec des symptômes plus alarmans encore... Sa raison est égarée!...

— Le cas est grave sans doute, répondit le docteur; mais il n'est pas sans remède peut-être... Quand la raison s'égare, il y a presque toujours une cause...

— Ah! si l'homme savait prévoir les causes, que de malheurs

n'arriveraient jamais! Quand on a des filles, monsieur, il faut les conduire dans le monde!... La danse, et encore la danse, voilà le seul plaisir qu'on peut leur procurer dans nos pays!...

— Et celui qu'elles préfèrent en Europe comme en Amérique, reprit à demi-voix le docteur.

— Il y avait des fêtes à la capitale, à Santiago, l'hiver passé; j'y menai mes deux filles. Luisa n'était encore qu'un enfant, on fit peu d'attention à elle; mais dès que Mercedès parut, elle attira tous les regards... Les jeunes gens s'empressaient autour d'elle, et les hommes sérieux me félicitaient à l'envi. « Ah! don Ignacio, que vous êtes heureux d'avoir une fille aussi belle! » Et moi, monsieur, je vous dis : « Dieu vous préserve d'un pareil bonheur! » Environnée d'hommages, fêtée dans tous les bals, Mercedès devenait folle de danse et de plaisirs. J'essayai de lui adresser quelques observations; mais le moyen de se faire écouter d'une enfant que l'on a gâtée, que l'on a trop aimée!... En elle revivait l'image de sa pauvre mère que j'ai tant pleurée, et quand mes paroles un peu trop vives arrachaient une larme à Mercedès, je croyais les voir couler de ces autres yeux qui sont fermés pour toujours!... Ainsi la faiblesse et la fermeté se combattaient en moi; je donnais à tous les diables l'hiver et ses interminables fêtes!... Et puis, parmi les jeunes gens qui poursuivaient Mercedès de leurs hommages empressés, il y en avait un dont les assiduités me causaient un vif déplaisir. C'était un cavalier de bonne mine, de noble race, j'en conviens; mais toutes les qualités qu'il pouvait avoir disparaissaient à mes yeux devant un impardonnable défaut...

Et se penchant à l'oreille du docteur, don Ignacio ajouta d'une voix creuse : — C'était un *Godo!*

— Un Goth, un Espagnol! répliqua le médecin; quel mal trouvez-vous à cela? N'êtes-vous pas vous-même un Espagnol de race?

— Moi! reprit don Ignacio d'un accent sévère, je suis un *hijo del pais,* un enfant du Chili, un *Americano,* et j'ai juré haine éternelle à cette faction des Goths qui voulaient asservir notre patrie... Ma jeunesse a été employée à les combattre, docteur, et j'aurais permis à l'un d'eux de rechercher ma fille!... Indigné de l'audace de celui-ci, je le montrai du doigt à mon neveu don Ramon, officier dans nos armées, en lui disant : « Si j'avais ton âge, je mettrais à la raison ce fat de *Godo.* » Don Ramon courut droit à l'Espagnol, et vous devinez le reste...

— Ils se sont battus?...

— Nos lois défendent le duel, répondit don Ignacio; au moment où les deux jeunes gens sortaient en se menaçant, la police leur signifia de se séparer sous des peines sévères. Don Ramon dut rejoindre son régiment, qui tient garnison dans les provinces du sud,

et don Agustin, l'Espagnol, reçut l'ordre formel de s'éloigner de la capitale. Ont-ils obéi aux injonctions de la police? Je l'ignore; le bruit a couru qu'une rencontre avait eu lieu. Les partisans de l'Espagnol prétendent que celui-ci a grièvement blessé son adversaire; les amis de mon neveu affirment qu'il a donné une bonne leçon au *Godo*. L'un d'eux est peut-être mort au moment où je parle... Ces nouvelles contradictoires ont vivement ému la société de Santiago; elles sont arrivées aux oreilles de ma fille, et depuis lors elle est tombée dans une mélancolie profonde. Il m'a fallu la ramener à la campagne, et pour avoir eu la fatale idée de lancer dans le tourbillon du monde une enfant chérie, j'en suis réduit à la tenir confinée au milieu des champs, cachant à tout ce qui m'entoure sa folie et mes profondes douleurs... Vous savez maintenant les causes de sa maladie; vous seul êtes instruit de son état misérable. Et dire que c'est un *Godo* qui a plongé dans ces malheurs sans remède une famille qui aurait pu être si heureuse!

Le docteur Henri ne partageait pas l'indignation de don Ignacio contre le jeune Espagnol; il lui semblait même que la vivacité du père avait été la cause directe et immédiate de cet imbroglio, dans lequel la vie de deux jeunes gens de bonne famille et la raison de sa fille étaient en jeu. Gardant pour lui les réflexions qu'il eût été inutile d'exprimer, le docteur se contenta de demander à don Ignacio la permission de retourner un instant auprès de Mercedès. Il la retrouva assise dans son fauteuil, immobile et versant encore quelques larmes silencieuses. Sa jeune sœur Luisa restait à genoux près d'elle, lui prodiguant ses caresses avec un dévouement tout filial.

— Elle est un peu mieux; voilà qu'elle se calme, mon père, dit Luisa en se relevant. N'est-ce pas, docteur, la crise est passée?

Don Ignacio prit dans sa main brûlante la main blanche et froide de sa fille malade. Doña Mercedès leva sur lui ses yeux humides et languissans.

— Mon enfant, ma chère enfant! s'écria son père en la baisant au front, où souffres-tu? qu'éprouves-tu?... Parle, dis-moi un mot, un seul mot; il y a si longtemps que je n'ai entendu le son de ta voix!

Pour toute réponse, doña Mercedès posa sa main sur son cœur, et dit d'une voix étouffée : — Là, je souffre là!... — Puis elle fit comprendre par un geste qu'elle désirait être seule.

— Monsieur le docteur, dit tout bas Luisa, vous reviendrez, n'est-ce pas?... Mon père, priez donc le docteur de revenir; puisque le hasard a fait arriver un médecin auprès de ma pauvre sœur, cachée aux regards de tout le monde, recourons à ses conseils...

Don Ignacio invita poliment le docteur Henri à le visiter de nouveau. — J'avais juré d'ensevelir mes chagrins dans une ombre éter-

nelle, dit-il avec tristesse. Vous ne guérirez pas ma pauvre Mercedès, je le sais bien; mais enfin, puisque vous connaissez tous nos malheurs, votre présence nous consolera, sa sœur et moi. Voyez, docteur; le ciel m'a donné deux filles accomplies : Luisa est une ange de douceur et de bonté; Mercedès est une ange de beauté! J'avais pour celle-ci trop de faiblesse, et il a plu à Dieu de la frapper... Que sa volonté soit faite!

— Il vous la rendra, je l'espère, reprit le docteur; nous essaierons de la rappeler à la santé. Puissé-je dire avant peu, comme notre vieux et savant Ambroise Paré : Je la pansai, Dieu la guérit!

III.

Le soleil se couchait au moment où le jeune docteur, après avoir échangé une cordiale poignée de main avec don Ignacio Moreno, mettait le pied dans l'étrier. Il trotta quelque temps sur un plateau élevé, d'où ses regards s'étendaient vers les cimes des montagnes, nuancées d'une teinte rose par les derniers rayons du jour; puis il s'engagea dans un ravin profond, déjà envahi par l'obscurité du soir. Par instans, le fer de son cheval, heurtant un caillou, en faisait jaillir une vive étincelle. Le docteur regagnait la ville de Valparaiso sans trop se presser, jouissant du plaisir, bien rare désormais, qu'éprouve le voyageur à chevaucher par monts et par vaux à la clarté des étoiles. Tout en suivant sa route, il songeait à la jeune malade près de laquelle le hasard l'avait conduit.

— Voilà un cas difficile, se disait-il en laissant flotter la bride; de la mélancolie à la folie il n'y a qu'un pas, et la folie née de la tristesse dégénère en un affaissement moral qui résiste à tout traitement. Cette jeune fille n'a pas perdu la raison : non, son regard n'a rien d'égaré; elle rêve, elle se souvient et elle souffre... Mais à force de se concentrer dans sa douleur et de s'y renfermer pour nourrir en silence ses regrets et son chagrin, il se peut qu'elle arrive à une véritable folie... Notre pauvre raison humaine est comme un précieux liquide enfermé dans un vase fragile... Il faut si peu de chose pour fêler le vase! L'amour, l'ambition, la peur...

— Halte! cria tout à coup une voix vibrante.

Surpris par cette brusque interpellation, le docteur ne se souvint plus qu'il était porteur d'une paire de pistolets. Il serra si fortement la bride de son cheval que l'animal faillit s'abattre sur les pieds de derrière. Au même instant parut devant lui un cavalier portant le costume complet du *guapo* (1) chilien; un *poncho* de couleur foncée couvrait ses épaules, des bottes en poil d'alpaca enveloppaient le

(1) Homme de la campagne, hardi cavalier. Le *guapo* du Chili fait à peu près le pendant du *gaucho* des pampas.

bas de ses jambes, de grands éperons d'acier pendaient à ses talons. L'inconnu cachait son visage sous les plis d'un mouchoir de soie qui ne laissait voir que ses yeux et ses moustaches.

— Qui êtes-vous? demanda le *guapo* d'un ton d'autorité; votre nom, votre profession?

— Je me nomme Henri Normandin, docteur-médecin de la Faculté de Paris, embarqué à bord du trois-mâts français le *Méridien*.

— D'où venez-vous, s'il vous plaît?

— D'une promenade d'herborisation dans la campagne, répliqua le docteur, de plus en plus intrigué. Je n'ai sur moi d'autre trésor que des plantes, assez rares à la vérité, mais qui n'ont aucune valeur pour vous, mon ami.

— *Amigo*, poursuivit l'inconnu en riant aux éclats, gardez votre trésor... Je n'en veux ni à votre bourse ni à votre montre, dont vous laissez imprudemment flotter la chaîne et pendre les breloques. Rassurez-vous, monsieur le docteur, et touchez là, je vous prie.

Le docteur serra la main que lui tendait le *guapo;* elle était douce comme celle d'un *caballero* habitué à porter des gants. — A qui ai-je l'honneur de parler? demanda le médecin, un peu remis de son premier mouvement de frayeur.

— Votre promenade d'herborisation vous a conduit sur les terres de don Ignacio Moreno, reprit l'inconnu; vous avez pénétré dans sa maison, qui ne s'ouvre à personne depuis longtemps. Vous y avez peut-être entendu parler de don Agustin *el Godo?*

— Don Ignacio m'a entretenu de sa fille...

— Je ne vous demande pas ce qu'il a dit de don Agustin, mais seulement s'il l'a nommé devant vous. Agustin *el Godo*, c'est moi, monsieur; vous comprenez maintenant si je suis désireux d'apprendre des nouvelles de doña Mercedès.

— Voilà qui passe toutes les bornes de l'indiscrétion; je n'ai de compte à rendre à personne, répliqua vivement le docteur. Laissez-moi poursuivre ma route, sinon...

Parlant ainsi, il tirait des fontes de sa selle un long pistolet d'arçon.

— Vous avez des armes et je n'en ai pas, reprit don Agustin; je vous adresse une simple question, et vous me menacez! Vous avez eu peur sans raison, et maintenant que vous êtes assuré de n'avoir rien à craindre, vous me montrez le canon d'un pistolet!... Eh! mon Dieu, je ne vous empêche pas de poursuivre votre route. Continuons de marcher, si vous voulez bien, et veuillez m'écouter. Depuis bien des mois, je suis sans nouvelles de doña Mercedès; vous venez de la voir, et j'insiste près de vous pour savoir ce que vous pensez de son état. Est-ce donc là commettre une grande indiscrétion?

— Son état est grave, alarmant, répondit le docteur.

— Ah! reprit don Agustin, il y a quelque chose de plus alarmant, de plus incurable, c'est l'obstination de son père! Il ne permet à personne de l'approcher. Croyez-vous que Mercedès soit folle?

— Son père le dit, sa sœur le croit.

— Et vous, docteur, qu'en pensez-vous?

— Si elle ne l'est pas tout à fait, elle est peut-être en train de le devenir.

— Don Ignacio a perdu la tête, et il fera mourir sa fille de chagrin!... J'aurais pu tenter un coup hardi, pénétrer sous un déguisement près de Mercedès, obtenir de lui parler, ou au moins de lui écrire, en glissant quelques pièces d'argent dans la main des servantes; ce sont là de tristes moyens, docteur, des ruses de comédie qui répugnent à ma loyauté... Je me permets quelquefois de rôder par ici, comme un exilé qui s'approche furtivement des frontières de sa patrie, voilà tout... Tenez, docteur, pour redonner la vie à cette famille qui végète tristement dans la douleur, il faudrait qu'un homme sensé, intelligent, un homme de cœur, fît connaître à don Ignacio et à Mercedès le dénoûment fort simple et peu dramatique de l'imbroglio dont vous savez le premier acte... Voulez-vous être cet homme, docteur?... Ce serait une cure qui vous ferait le plus grand honneur.

— Je ne suis qu'un étranger, un inconnu, que le hasard a conduit au milieu de cette famille.

— Le hasard! reprit vivement don Agustin, dites plutôt la Providence et le bon ange de la maison, doña Luisa. Ne m'avez-vous pas dit que c'est elle qui est allée vous chercher au milieu de votre promenade? Oh! la charmante enfant! Et sa vie se passe entre deux grandes douleurs dont elle porte tout le fardeau!

— Eh bien! demanda le docteur, que faudrait-il donc faire?

— D'abord il faut bien comprendre la situation et avoir une connaissance exacte du caractère des deux malades. Je dis les deux malades, docteur, car don Ignacio ne jouit pas de la plénitude de sa raison. Il est obsédé par une idée fixe, la haine qu'il porte aux *Godos*. Au fond de son cœur, il est bon, il aime tendrement sa fille, il s'en veut de ce mouvement de colère qui a amené un duel entre don Ramon et moi; mais il est de l'école des pères absolus, et croirait compromettre, humilier sa dignité paternelle, s'il consentait à s'expliquer sur cet incident fâcheux. Il a beau se répéter à lui-même qu'il a eu raison, qu'il agirait de la même manière, si la chose était à recommencer: il a regret de ce qui s'est passé... Plus il a de repentir, moins il veut se l'avouer, et plus il se raidit contre un aveu qui lui rendrait pourtant le calme qu'il a perdu. De son côté, doña Mercedès a été profondément blessée de l'affront que lui a fait

son père; son orgueil de jeune fille a cruellement souffert, mais elle a trop de fierté pour se plaindre. Soumise à la volonté paternelle, mais non résignée, elle se complaît dans le rôle de victime. Entre le père et la fille, docteur, il y a plus qu'un malentendu; don Ignacio ne peut faire à son enfant chérie, à sa Mercedès, qu'il aime de toute son âme, le sacrifice de son amour-propre paternel. — Doña Mercedès, qui a une grande affection pour l'auteur de ses jours, veut lutter avec lui de silence et de raideur. Non, je vous le jure, sa raison n'est pas égarée; tout au plus serait-elle ce que nous appelons une *loca cuerda*, une folle de bon sens; elle se revêt de sa douleur pour dire à son père, sans sortir du mutisme auquel elle se condamne : « Voilà dans quel état vous m'avez mise! » — Et son père, au lieu d'y regarder de plus près, au lieu de lui tendre la main et d'interroger son cœur, se laisse tromper lui-même, et répète : « Elle est folle! » Oh! non, docteur, doña Mercedès n'a point perdu la tête; mais elle souffre, et Dieu sait si sa raison résisterait jusqu'au bout à une pareille lutte. Et la pauvre petite Luisa, la voyez-vous entre ces deux souffrances, entre ces deux orgueils, si vous voulez, s'épuisant en vaines caresses, en prévenances inutiles?

— Oh! oui, reprit le docteur, je l'ai vue aux pieds de sa sœur, dont elle baisait les mains avec une tendresse inexprimable, la pauvre enfant!

— Eh bien! continua don Agustin, entre le père et la fille il s'est creusé un abîme qui va s'élargissant toujours, et à force d'y plonger leurs regards, ils ont l'un et l'autre le vertige. Doña Mercedès a de l'orgueil, je vous l'ai dit; cet orgueil n'est au fond que la délicate susceptibilité d'une jeune fille qui ne reconnaît à personne, pas même à un père, le droit de donner du retentissement à son nom. Don Ignacio s'obstine à abriter derrière la dignité paternelle les vivacités de son humeur et l'impétuosité de son caractère. Qui cédera dans ce conflit? La fille doit-elle se jeter dans les bras de son père, et lui demander pardon du mal qu'il lui a fait?... Après une résistance prolongée, le père viendra-t-il, les larmes aux yeux, reconnaître qu'il a tort d'exécrer les *Godos* et prier Mercedès de retourner au bal pour y recommencer avec moi la contredanse interrompue? Ce serait là une faiblesse impardonnable, et don Ignacio, s'il agissait ainsi, passerait à bon droit pour un vieillard en démence. Combien il eût mieux valu pour don Ignacio et pour doña Mercedès ne pas fuir précipitamment de la capitale, et surtout ne pas venir s'enfermer dans une campagne où ils se trouvent livrés sans distraction, lui à son ressentiment, elle à ses douleurs! Ils auraient su la suite de cet esclandre, qui a été vite oublié ailleurs, et dont ils gardent l'un et l'autre le trop vif souvenir. Des amis discrets leur

auraient dit : — Eh bien! oui, don Ramon et don Agustin, le cousin de Mercedès et le *Godo* se sont battus malgré les menaces de la police, mais ils ne se sont pas fait grand mal. Aux paroles que son oncle lui adressait devant tant de monde, don Ramon a répondu comme jadis le Cid à son père; cependant, le *Godo* n'ayant insulté personne, entre don Ramon et lui il n'y avait aucune animosité. Aussi, après nous être fait l'un à l'autre une légère égratignure, nous nous sommes loyalement donné la main. — Don Agustin, m'a dit le neveu de don Ignacio, vous croyez peut-être que je cherche à épouser ma cousine? Rassurez-vous; j'ai porté mes regards d'un autre côté, et je ne serai jamais votre rival. La police nous cherche, fuyons de compagnie. — Il m'emmena dans la province de Valdivia, près d'une famille espagnole qui y possède de grands biens. J'ai compris alors que les paroles de don Ramon étaient sincères, quand il disait : « Je ne serai jamais votre rival. » Il a épousé la fille du *Godo* qui nous a donné asile, et ne sachant comment annoncer à son oncle don Ignacio une nouvelle qui l'eût bouleversé, il a préféré ne lui en rien dire. Ce silence a aggravé les soucis et accru les préventions de don Ignacio et de doña Mercedès : ils croient l'un et l'autre à quelques grands coups d'épée, à une catastrophe peut-être!... Ah! docteur, c'est une mauvaise tactique de ne point vouloir parler de ce qui nous trouble et nous inquiète; on se crée des fantômes qui obsèdent l'imagination.

— Et vous croyez sérieusement, don Agustin, qu'il est en mon pouvoir de chasser ces fantômes?

— Plus qu'un autre vous le pouvez, répondit don Agustin; vous avez accès auprès de Mercedès et de son père, vous êtes désintéressé dans la question, et votre caractère de médecin vous autorise à parler avec franchise; enfin, si la tâche est difficile, n'êtes-vous pas certain de trouver dans la petite sœur Luisa un auxiliaire intelligent et affectueux?...

— Nous verrons, nous verrons, répliqua le docteur Henri; je voudrais avoir dix ans, vingt ans de plus, pour que mes paroles eussent plus de poids!...

— Ne criez pas si fort après les années, elles viennent, et surtout elles s'en vont assez vite... Adieu, cher docteur, au revoir.

En achevant ces paroles, don Agustin piqua son cheval et se perdit dans les ténèbres. Le bruit de la vague battant la plage avertit le docteur du voisinage de la mer, qui bientôt lui apparut à la clarté des étoiles au fond d'un ravin. La teinte sombre des rochers suspendus de chaque côté de la route rendait plus visible la surface argentée de l'Océan-Pacifique. Un quart d'heure après, il atteignit les premières maisons du faubourg de l'Almendral, et à ses oreilles retentissait la voix du veilleur de nuit jetant au milieu du silence

des rues son cri monotone : *Las doce han dado, sereno; viva Chile indepedente!* « Il est minuit sonné, temps serein; vive le Chili indépendant! »

IV.

Quelques jours après la rencontre que nous venons de raconter, le docteur Henri était allé faire sa visite accoutumée à bord du *Méridien,* mouillé en grande rade : il y a toujours dans un nombreux équipage quelque matelot maladroit qui se laisse choir dans la cale ou se blesse en travaillant aux agrès. Sa tournée achevée, le docteur revenait à terre dans un joli canot poussé par six avirons. La brise fraîche du matin chassait gaiement les vagues vers le rivage, et faisait flotter majestueusement en tête des mâts les pavillons des frégates et des corvettes envoyées en station dans les mers du sud par les grandes puissances maritimes; les navires baleiniers de toutes nations laissaient sécher au soleil leurs voiles usées par les tempêtes du cap Horn. Plus près de la plage s'alignaient, en avant des trois-mâts à la marche rapide qui portent à travers le monde les produits de l'Europe et de l'Amérique du Nord, les bricks et les goëlettes à la fine carène venus du Callao, de Guyaquil ou de Panama; les légères polacres de Marseille, de Gênes, de Livourne, mieux faites pour louvoyer au milieu de l'archipel grec que pour braver les grosses houles de l'Océan-Pacifique, et les bâtimens chiliens chargés de ces belles feuilles de cuivre rouge tirées des mines de Coquimbo, qui reluisent sur le flanc des vaisseaux comme des cuirasses. Il n'y a que la mer qui puisse offrir ces spectacles pleins d'animation dans lesquels se révèlent l'audace et l'énergie du génie de l'homme.

Tout en traversant cette flotte réunie sur un seul point de tous les pays du monde, le docteur laissait errer son regard sur la côte de Valparaiso, si pittoresque, si imposante à voir du large, et qui s'élève par rampes régulières depuis les sables du rivage jusqu'à la Cordillère, cachée sous la nue. Dans un pli de terrain, au second plan de l'immense panorama déroulé devant ses yeux, s'abritait la vallée riante où le hasard lui avait fait découvrir don Ignacio et ses deux filles. Le docteur n'oubliait point qu'il devait aussi une visite à cette famille souffrante. Il songeait au rôle difficile que don Agustin lui avait tracé lors de leur entrevue, et il s'étudiait d'avance à le remplir de son mieux.

Lorsque son canot toucha l'extrémité du môle, le docteur sauta lestement à terre; puis, après s'être arrêté un instant pour s'assurer que les matelots du *Méridien* retournaient à leur bord sans pas-

ser par la taverne, il marcha vers la ville. Un jeune homme au teint brun, à la fine moustache noire, qui l'attendait à la porte de l'hôtel, l'aborda poliment. — Est-ce bien au docteur Henri que j'ai l'honneur de parler?

— Oui, monsieur, répliqua le docteur, un peu surpris; veuillez entrer et me dire le motif de votre visite...

— Vous connaissez don Ignacio et ses deux filles, docteur; vous connaissez aussi don Agustin Herrera, qu'on nomme *el Godo*. Celui qui prend la liberté de s'introduire près de vous n'est autre que don Ramon Hurtado, le neveu de don Ignacio...

— Allons, pensa le docteur, voilà que l'affaire se complique; je ne cherchais que des plantes, et j'ai trouvé des aventures!... Après tout, les aventures font partie des voyages... Eh bien! don Ramon, que voulez-vous de moi? Votre blessure vous ferait-elle souffrir?

— C'était une bagatelle, et je n'y pense plus. Oserais-je vous prier de remettre à don Ignacio la lettre que voici?... Demain, si vous le permettez, je viendrai savoir de vous ce qu'en a dit mon oncle; car, pour une réponse écrite, je suis certain qu'il n'en fera pas!...

Après avoir ainsi parlé, don Ramon se retira, laissant entre les mains du docteur la lettre qu'il lui recommandait de remettre à don Ignacio.

Le docteur fit seller son cheval. — Difficile affaire! pensait-il en attachant ses éperons; j'aimerais mieux avoir à rajuster dix bras et autant de jambes... Don Ignacio a dans le caractère une vivacité sans pareille; il est sanguin, impétueux... Doña Mercedès me paraît avoir une volonté de fer; elle en tient pour son Espagnol, c'est clair... Malgré sa beauté, elle me fait peur. Ah! combien je préférerais sa petite sœur Luisa!... Bah! je n'ai pas le temps d'être amoureux, et si j'ai préféré la vie errante aux douceurs du foyer paternel, ce n'est pas pour abdiquer mon indépendance en pays étranger... Puisqu'on fait de moi aujourd'hui un diplomate, un négociateur, un courrier, à cheval donc!... Et à la grâce de Dieu!

Le docteur partit au grand trot, dispos de corps et d'esprit, beaucoup moins contrarié de son message qu'il ne l'avait cru d'abord. La pureté de l'air et la chaleur vivifiante des premiers jours d'un été pareil à celui de l'Andalousie donnaient à tout son être une joyeuse énergie. Il avait presque oublié qu'au bout de cette promenade pittoresque il devait trouver une famille plongée dans la douleur. Cependant la maison de don Ignacio se montra bientôt à lui, à demi cachée sous les arbres qui l'entouraient, et il ralentit le trot de son cheval pour réfléchir un instant sur la délicate mission qui lui était confiée.

Le docteur mit pied à terre à l'entrée de la cour, et monta les

marches conduisant au salon du pas discret d'un médecin qui ne veut pas réveiller son malade. Les deux sœurs s'y trouvaient seules; Mercedès, assise dans le grand fauteuil de cuir, s'y balançait en agitant son éventail d'une main indolente; Luisa, assise à ses côtés et veillant sur elle avec sollicitude, travaillait à un ouvrage d'aiguille et chantait à demi-voix un refrain plaintif et doux. L'aînée l'emportait sur sa jeune sœur de tout l'éclat d'une beauté souveraine, elle trônait comme une reine auprès de sa suivante; mais si la beauté fière qui a conscience d'elle-même éblouit le regard et subjugue l'imagination, la grâce naïve qui s'ignore produit une impression plus profonde sur les esprits attentifs. En se faisant l'humble servante de sa sœur, Luisa, toute parée des charmes de l'adolescence, mettait sur son front, sans le savoir et sans y prétendre, l'auréole du dévouement et de la résignation. Elle accueillit le docteur avec empressement, heureuse de voir arriver celui qui pouvait soulager les souffrances de sa sœur aînée. Quant à Mercedès, elle cessa d'agiter son éventail en rougissant un peu, et retomba dans une immobilité complète.

— Eh bien! *señorita*, lui dit le docteur en lui tendant la main, comment vous trouvez-vous? — Doña Mercedès fit un geste hautain et garda le silence. — Ah! ah! on fait la grimace, on a juré de garder le silence...

— Prenez garde, docteur, dit tout bas Luisa; ne la tourmentez pas, je vous en prie : elle pourrait avoir une crise.

— Laissez-moi faire, *señorita*, répondit le docteur. — Et s'adressant de nouveau à Mercedès : — Voyons, *señorita*, regardez-moi, s'il vous plaît. Voulez-vous parier que je vous fais recouvrer l'usage de la parole?...

— Jamais, jamais, *nunca, jamas*, répliqua doña Mercedès avec impatience.

— Très bien! voilà déjà deux mots de prononcés... Ah! *señorita*, vous avez un gros chagrin, je le sais, et vous avez juré de ne rien dire jusqu'à ce que... Où est votre père? où est don Ignacio? A faire sa ronde dans ses propriétés? Il a raison; ces promenades sont nécessaires à sa santé. Don Ignacio a le sang vif; il est porté à l'exaltation, et prompt à se mettre en colère... Ces hommes sanguins s'enflamment comme la poudre; ils ont le cœur sensible, ils sont expansifs et affectueux, mais il leur est impossible de raisonner de sang-froid.

En parlant ainsi, le docteur se promenait de long en large dans le salon. Luisa l'écoutait avec étonnement débiter ses aphorismes; Mercedès, gênée par sa présence et un peu effarouchée de la hardiesse de ses paroles, le regardait du coin de l'œil en cachant son visage derrière l'éventail. Au même instant, un bruit de pas se fit

entendre sur la galerie, et don Ignacio entra, donnant le bras à une petite femme âgée, qui s'avança lestement au milieu du salon.

— Ah! voici doña Mariana, la tante et la marraine de mon père, dit Luisa au docteur. — Et elle courut embrasser la petite vieille. Celle-ci avait l'œil vif et la physionomie animée; elle parlait avec assurance, d'une voix sonore, et relevait souvent les boucles de ses cheveux gris pour montrer la petitesse de sa main.

— Eh! bonjour, mes enfans, dit doña Mariana. Vous vivez ici dans une telle retraite qu'il faut venir vous y relancer pour avoir de vos nouvelles. Ignacio, mon neveu, vous avez là de charmantes filles!... Votre Mercedès est bien la plus belle personne de la province, et je ne m'étonne plus qu'elle ait fait sensation dans la capitale...

— Ma tante,... interrompit Ignacio.

— Eh bien! quoi? Elle a fait sensation, votre Mercedès; croyez-vous qu'elle ne le sait pas? Que voulez-vous dire avec vos gestes?... Et la petite!... Viens ici, ma Luisa, que je te regarde; tu as été si prompte à venir te jeter dans mes bras que je n'avais pas eu le temps de te voir. Eh! la voilà toute grande; jolis yeux noirs, beaux cheveux châtains. Elle est charmante, ma foi! Je crois me voir à son âge... Ah! mes enfans, la jeunesse passe vite; profitez-en. Dans mon temps, on savait s'amuser, on était de joyeuse humeur, on aimait le plaisir. Depuis ces grands changemens politiques, il n'en est plus ainsi. Les révolutions rendent-elles les hommes plus sages? Je n'en sais rien, mais à coup sûr elles ne les rendent pas plus gais... — Puis, se tournant vers le docteur : — *Señor caballero*, lui dit-elle, vous qui êtes étranger, que pensez-vous de notre pays?

Le docteur n'eut pas la peine d'articuler la réponse; la petite vieille, s'asseyant auprès de la fenêtre, en face du miroir où elle se plaisait à voir l'image de sa propre physionomie, alluma une cigarette de maïs, et resta bien une demi-minute sans rien dire. Elle se reposait et prenait des forces pour recommencer une conversation dont jusqu'ici elle faisait tous les frais. Don Ignacio et ses deux filles semblaient embarrassés de sa visite; la loquacité désordonnée de la vieille tante pouvait soulever de délicates questions. De son côté, le docteur craignait que la franchise indiscrète de doña Mariana ne compromît le succès des démarches qu'il devait tenter. Il régna donc au salon un profond silence, tandis que la tante de don Ignacio lançait dans l'air les premières bouffées de sa cigarette.

— Ah çà! mes enfans, dit-elle en promenant sur ses petites-nièces des regards surpris, est-ce qu'il est de mode maintenant que les jeunes filles ne parlent pas? Et vous-même, don Ignacio, avez-vous perdu l'usage de la parole? Qu'y a-t-il donc? Que se passe-t-il entre vous?... Suis-je de trop ici?

Don Ignacio lui dit à l'oreille quelques mots qui la firent se retourner vivement vers Mercedès.

— Petite, viens près de moi, viens ici! — Doña Mercedès se leva lentement, fit un pas vers sa grand'tante, et resta debout, l'œil fixe, droite comme une statue. Doña Mariana lui prit la main : — Mon enfant, est-il vrai que tu sois folle?

— Ma tante, ma chère tante, s'écria don Ignacio, pouvez-vous lui faire une pareille question?

— Mais qui donc saura mieux qu'elle si elle est réellement folle? Voyons, Mercedès ma belle, tu n'es pas folle, n'est-ce pas?... Tu pleures, pauvre petite, tu as du chagrin; on t'a fait de la peine... Oh! ne te mets pas à genoux devant moi, tu n'as pas de pardon à me demander...

Mercedès ne s'était pas mise aux pieds de doña Mariana; vivement émue, elle s'était affaissée et reposait sa belle tête sur les genoux de la vieille tante. Une parole affectueuse et tendre avait fait déborder ce cœur ulcéré et fier. Luisa, qui pleurait aussi, s'était rapprochée de son père; elle lui prenait la main, essayant de calmer par ses caresses l'agitation qui se trahissait sur son visage contracté.

— Don Ignacio, mon neveu, réponds-moi, dit doña Mariana; j'ai le droit de te parler comme un grand parent, car si je ne suis ton aînée que de sept ans, je suis la sœur de ta mère, et je t'ai tenu sur les fonts du baptême... Il y a quelque chose entre ta fille et toi!...

— Ma tante, si je suis votre neveu et votre filleul, je suis le père de mes filles, répliqua vivement don Ignacio. Brisons là.

— Voilà bien les hommes!... absolus, tout d'une pièce. Ils veulent que les pauvres femmes se taisent et souffrent. Eh bien! je ne me tairai pas...

— Depuis trois mois, reprit don Ignacio avec exaltation, depuis trois mois, cette fille que j'aime plus que moi-même s'obstine à m'affliger par son mutisme... Pas un mot n'est sorti de sa bouche; à toute heure du jour, elle fixe sur moi ses regards immobiles; j'ai cru, j'ai voulu croire à de la folie!...

— Est-ce vrai, ma chère Mercedès? demanda la tante en pressant la tête de la jeune fille.

— Mais non, continua don Ignacio, il paraît que c'était une vengeance!... Ah! ces filles qui pleurent toujours ont parfois le cœur plus dur que les hommes auxquels on reproche souvent d'être emportés et insensibles.

— Mon père! dit Mercedès en s'accrochant toujours aux genoux de la vieille tante, mon père!... Les sanglots l'empêchèrent de continuer.

— Laisse-moi, s'écria don Ignacio en se débarrassant des étreintes de Luisa, qui cherchait à le contenir, et faisant un pas vers Mercedès : — Ma chère enfant, répète-moi ce mot-là, tu ne me l'as pas fait entendre depuis un siècle!... — Mercedès, se levant, se jeta dans les bras de son père.

— A la bonne heure! dit la vieille tante, à la bonne heure!... Puis, appelant d'un geste le docteur qui se tenait à l'écart : — Vous, monsieur, qui paraissez être l'ami de la maison, dites-moi donc un peu; ne s'agirait-il point de certaine affaire qui a fait du bruit à la capitale l'hiver passé?

— Je le crois, madame, dit brièvement le docteur.

— Ah! j'y suis maintenant; don Ignacio, mon neveu, puisque vous voilà réconciliés, il faut oublier le passé et ne pas garder rancune au jeune homme. Hein?... tu entends. *Godo* ou fils du pays, qu'importe? Il a du bien, il est de bonne famille...

— C'est là un nom qu'on ne doit pas prononcer ici, répliqua don Ignacio.

— Et pourquoi? Il a trouvé ta fille charmante; avait-il tort? Tu as lancé contre lui ton neveu, don Ramon, en plein bal; avais-tu raison?

— J'ai eu tort d'exposer aux coups d'un *Godo* un neveu que j'aime, répliqua don Ignacio; mais j'avais le droit de faire entendre à cet impudent *Godo* que ma fille ne serait jamais à lui. Pauvre Ramon! il a eu affaire à un spadassin, à une fine lame, et depuis lors je n'ai plus reçu de ses nouvelles!...

— Et le *Godo* n'a pas donné des siennes non plus, répliqua doña Mariana. Ce pauvre don Agustin! vous le traitez de spadassin parce qu'il répond à une provocation!

Mercedès était allée reprendre sa place accoutumée dans le grand fauteuil de cuir. Elle baissait la tête et prêtait au dialogue une oreille inquiète. S'approchant d'elle furtivement, le docteur lui dit à voix basse : — Courage, *señorita!* courage; je vais entrer pour vous dans la mêlée... S'avançant entre don Ignacio et doña Mariana, il se prit à dire en souriant :

— Ce pauvre Ramon et ce pauvre Agustin que vous plaignez se portent l'un et l'autre à merveille. Ils sont bons amis; il n'existe entre eux aucune rivalité désormais; il est superflu de tenir la campagne pour deux ennemis dont l'hostilité n'a duré qu'une minute, le temps de se faire réciproquement une légère blessure qui a cimenté leur alliance.

— Que dites-vous là, docteur! s'écria don Ignacio. Vous paraissez bien informé des suites d'une affaire dont vous ne saviez pas le premier mot il y a trois jours? Je ne vous avais pas tout dit : mon neveu, don Ramon, pensait à doña Mercedès, et je l'encourageais dans ses prétentions.

Pour toute réponse, le docteur tira de sa poche la lettre que don Ramon lui avait confiée le matin même, et il la présenta à don Ignacio : — Prenez et lisez !

A mesure qu'il avançait dans la lecture de cette lettre, le visage de don Ignacio se colorait d'une rougeur plus intense. Quand il l'eut achevée, le papier lui échappa des mains, et il se laissa tomber sur un fauteuil dans un état complet d'insensibilité. Luisa et le docteur s'empressèrent de le rappeler à lui; Mercedès, prenant dans ses mains la tête de son père, l'embrassa avec ardeur, comme si elle eût voulu profiter de son évanouissement pour lui demander pardon de ce qu'il souffrait à cause d'elle. La belle et orgueilleuse jeune fille, à peine sortie de sa rêverie profonde, comprenait qu'une humiliation inattendue atteignait don Ignacio dans ses plus chères illusions.

Doña Mariana, en sa qualité de grand'tante, avait ramassé la lettre tombée aux pieds de son neveu, et tandis que celui-ci reprenait ses sens, elle la parcourait à haute voix et la commentait : — Eh bien! mes enfans, votre cousin don Ramon se marie,.. que dis-je! il est marié... Ah! je comprends ta désolation, mon pauvre Ignacio... Il a épousé la fille d'un *Godo!*... Il va donner sa démission du service militaire et vivre de ses revenus,... ou plutôt de ceux de sa femme... Voilà un garçon sensé, et que les préjugés n'empêchent pas de saisir son bonheur là où il le trouve. En vérité, sa lettre est très joliment tournée, et j'y vois des complimens faits galamment à l'adresse de ses aimables cousines... Il est content, on le devine à son style. C'est tout naturel, une femme riche, de l'indépendance...

— Ma tante, dit tout bas Mercedès, grâce pour mon pauvre père! Ne voyez-vous pas combien il souffre?...

— Ah! oui, je l'ai dit, les femmes sont sans pitié comme les enfans, murmura don Ignacio en ouvrant les yeux. C'est une trahison, les *Godos* se donnent le mot pour mettre le siége devant ma famille; mais, sur l'honneur, je me défendrai chez moi comme jadis j'ai défendu contre eux le sol de la patrie... Luisa, ma bonne fille, donne-moi ta main, que je me lève; docteur, aidez-moi à marcher!... Et c'est vous, vous que j'avais accueilli comme un ami, c'est vous, docteur, qui venez jeter une pareille bombe au milieu de ma maison!...

— Ma chère nièce, laisse-le parler, ne l'interromps pas, disait la tante Mariana à Mercedès, qui n'avait à coup sûr aucune envie d'entrer en discussion avec son père, la colère est pour les hommes ce que sont les pleurs pour les femmes... Ça les soulage...

Mercedès jetait sur son père des regards effrayés et n'osait toucher sa main. L'autorité paternelle, contre laquelle elle avait lutté jusqu'à devenir à moitié folle, lui paraissait, vaincue et terrassée par la douleur, digne de tout son respect; mais les paroles douces

et affectueuses qui consolent un cœur blessé ne se pressaient point sur sa bouche, que la fierté avait tenue si longtemps close. Il n'y avait pas d'ailleurs dans son esprit cette sereine candeur qui communique aux autres le calme et la quiétude. Ce rôle charmant de consolatrice, c'était doña Luisa qui le remplissait tout naturellement auprès de son père; ne s'étant jamais comptée pour rien, elle s'était habituée à sortir d'elle-même pour courir au-devant des siens et les assister dans leurs peines.

V.

Il était tard lorsque le docteur Henri se mit en route pour regagner Valparaiso. L'état dans lequel il avait laissé don Ignacio lui causait quelque inquiétude, et il eût volontiers passé la nuit auprès de son hôte, si la tante doña Mariana ne se fût trouvée là pour lui donner des soins. Ce soir-là, le jeune médecin ne fit aucune rencontre sur son chemin; son cheval, impatient de rentrer au gîte, le ramena tout d'une traite à la ville. Au moment où il atteignait les premières maisons des faubourgs, les horloges des églises sonnaient minuit, et à bord des navires endormis sur leurs ancres huit coups frappés sur la cloche annonçaient la fin du dernier quart de la journée. Fatigué de sa longue course, le docteur avait grand besoin de repos; mais, l'esprit troublé par les scènes douloureuses dont il venait d'être témoin, il appelait vainement le sommeil. A la longue il se calma. Depuis longtemps, le jour brillait, et il dormait enfin à *pierna tendida*, comme disent les Espagnols, profondément et tout d'une pièce, quand un petit coup frappé à la porte de sa chambre l'éveilla en sursaut.

— Entrez, dit le docteur; qu'y a-t-il de nouveau à bord? Entrez donc!

La porte s'ouvrit; au lieu des marins de son navire, auxquels il croyait avoir affaire, le docteur vit paraître devant lui deux jeunes gens de bonne mine qui s'avancèrent en s'excusant de le déranger si matin. C'étaient don Agustin *el Godo* et don Ramon Hurtado.

— Eh bien! que se passe-t-il chez don Ignacio? — Comment va doña Mercedès? — Qu'a dit mon oncle à la lecture de ma lettre?

— Messieurs, répliqua le docteur en se frottant les yeux, je ne puis répondre aux questions que vous m'adressez tous les deux à la fois... Veuillez vous asseoir, et j'essaierai de satisfaire votre curiosité. Il se passe chez don Ignacio de telles choses que je ne vous conseille pas de paraître devant lui... Doña Mercedès va mieux, beaucoup mieux que son père maintenant. Ah! don Ramon, votre oncle a été douloureusement surpris de la nouvelle de votre mariage; sa fille, je vous le confesse, en a paru beaucoup moins attris-

tée. Don Ignacio a été si vivement affecté que j'ai craint pour lui une congestion cérébrale. Il est tombé sans connaissance sur un fauteuil; son visage était pourpre, il tremblait dans tous ses membres; je me reprochais de lui avoir remis cette lettre fatale.

— Je ne puis pourtant me reprocher de l'avoir écrite, dit don Ramon avec vivacité; en le faisant, j'accomplissais un devoir. Pour lui obéir, j'ai couru étourdiment provoquer ce brave *caballero* que voici; j'ai risqué ma vie par déférence à ses volontés!... Don Ignacio serait mon père, qu'il n'aurait pas le droit d'exiger davantage. Adieu, monsieur, j'espère que le temps calmera l'irritation de mon oncle, et que sa porte s'ouvrira un jour pour me recevoir ainsi que ma femme; mais vous, monsieur, soyez assuré de la reconnaissance que je vous porte, et recevez mes excuses pour la légèreté avec laquelle je vous ai chargé d'une mission délicate.

— Et sa fille, parlez-moi de sa fille, dit don Agustin lorsque son ami eut pris congé du docteur.

— Laquelle? répliqua celui-ci d'un air distrait... Ah! oui, doña Mercedès; peu vous importe l'autre! Que Luisa pourtant a été charmante dans ces momens difficiles! Il y a des hommes énergiques, fiers, sûrs d'eux-mêmes, qui n'ont d'admiration que pour la beauté; ils recherchent dans le monde les astres qui brillent, comme l'aigle est attiré par le soleil. Vous êtes de ceux-là, don Agustin. Je ne connaissais encore que le son de votre voix, il faisait bien nuit, vous vous rappelez, quand nous nous sommes rencontrés l'autre soir. Maintenant que je vous vois à la clarté du jour, je comprends qu'il y ait entre Mercedès et vous une affinité secrète... Mes réflexions vous font perdre patience? Eh bien! j'arrive au fait. Doña Mercedès va mieux, je vous l'ai dit : elle s'est relevée du même coup qui a abattu son père. La défaite de l'un semblait être la victoire de l'autre. N'allez pas croire cependant que don Ignacio ait capitulé : plus que jamais il se renfermera dans le silence, comme dans les derniers retranchemens de sa dignité offensée. La réflexion, le temps surtout pourra modifier ses dispositions.

— Le temps! interrompit don Agustin, le temps!... Mais il y a plus de trois mois que je n'ai vu doña Mercedès, même de loin!

— Le temps guérit plus de maux que la médecine, reprit le docteur. Résignez-vous, faites comme doña Mercedès. Quand la vérité a brillé à ses yeux, quand elle a compris que don Ramon, en se mariant, laissait son père isolé et sans appui contre d'autres prétentions, elle n'a point fait éclater sa joie. A peine échappée aux angoisses qui l'oppressaient, elle a eu pitié des douleurs de son père.

— Noble cœur! s'écria don Agustin.

— Elle a compris que ces douleurs méritaient d'être respectées,

et que bien des nuages allaient obscurcir son horizon pour longtemps peut-être. Tout en sortant de sa torpeur et de sa mélancolie, elle semblait rêver encore et ne pas croire à un réveil complet. Les choses n'ont donc pas beaucoup changé de face, don Agustin; le jour s'est fait : on sait maintenant que vous n'êtes morts ni l'un ni l'autre, et que vous avez été à peine blessés. C'est quelque chose; mais moins que jamais don Ignacio permettra à qui que ce soit de prononcer devant lui le nom du *Godo*, et cette maison qui renferme toutes vos espérances restera close pour vous.

— Vous avez dit là une dure parole, docteur, répliqua don Agustin. Vous voyez les choses en noir!... Moi, je persiste à croire que la journée d'hier n'a pas été mauvaise. Je reviendrai vous voir; vous le permettez, n'est-ce pas? Si je ne vous avais pas ici pour me donner des nouvelles de Mercedès, peut-être me risquerais-je à en aller chercher moi-même.

— De la patience, don Agustin, de la patience; ne brusquez rien. Il y aurait de la cruauté à braver chez lui don Ignacio malade, attristé...

— Dites plutôt de la lâcheté, interrompit don Agustin, et Mercedès ne me le pardonnerait jamais.

Habitué à la discrétion, le docteur n'avait point parlé de la tante Mariana, qui semblait disposée à favoriser les projets de don Agustin. Il craignait que celui-ci, encouragé dans ses espérances, ne tentât quelque folle équipée. Le même sentiment de délicatesse lui interdisait de faire connaître à doña Mercedès qu'il était devenu le confident de don Agustin. Entre ces deux jeunes gens, attirés l'un vers l'autre par une sympathie passionnée, s'interposait toujours la volonté paternelle. Don Ignacio considérait le mariage de son neveu comme une trahison; il était en proie à une irritation extrême. La tante Mariana essayait parfois de lui faire entendre raison. — Don Ignacio, disait-elle, vous vous rendez malade à plaisir, et vous causerez le malheur de votre fille!... N'y a-t-il donc aucun moyen de s'entendre?

Le père secouait la tête et ne répondait rien.

— En persistant dans cette résistance, reprenait la tante Mariana, vous faites deux malheureux, et vous vous condamnez à voir souffrir votre fille sous vos yeux. En sacrifiant vos antipathies, vos répugnances, vous ramèneriez la joie sous votre toit, et vous renaîtriez vous-même à la santé. Une parole suffirait à changer en bonheur ces tristesses, et vous ne la prononceriez pas!...

Don Ignacio, haussant les épaules avec dédain, allait lentement s'asseoir près de la fenêtre pour respirer l'air frais du dehors, et passait sa main sur son front brûlant. Rebutée du côté du père, la pauvre tante Mariana allait trouver la belle Mercedès, et, lui jetant

les bras autour du cou : — Ma chère enfant, disait-elle, tu l'aimes donc bien, ce... *Godo!*

La jeune fille relevait fièrement son front, et promenait autour d'elle ses regards distraits.

— Ah! petite, reprenait la tante en hochant la tête, c'est ton secret, et tu es trop orgueilleuse pour me le confier. On te croirait folle, et tu ne fais que te plonger dans tes rêves égoïstes; oh! *loca cuerda!* tu ne vois rien de ce qui t'entoure : ton cœur, ton esprit, tes pensées, sont ailleurs!...

Désespérée de ne pouvoir pas plus provoquer les confidences de Mercedès qu'amener le père de celle-ci à une explication, la vieille tante courait vers la petite Luisa et l'embrassait avec effusion. La douceur résignée de cette charmante créature l'attirait et la touchait jusqu'aux larmes; mais elle n'osait dire tout ce qu'elle pensait devant une si jeune fille. Alors, pour donner un libre cours à sa loquacité naturelle, la tante Mariana faisait une promenade solitaire dans le jardin et se parlait à elle-même en agitant l'éventail comme si elle avait eu à convaincre quelqu'un. — Après tout, murmurait-elle, c'est le père qui a tort... A qui s'en prend-il? Les événemens ont détruit ses prévisions, et il se fâche... Vous avez beau résister, don Ignacio, ce qui est fait est fait... Votre neveu a pris la femme qui lui convenait, et vous n'empêcherez pas votre fille de souhaiter un mari qui lui plaise... Bah! les pères ne s'entendent point à conduire les filles! Si j'avais été là, les choses auraient marché tout autrement... La Mercedès a de la tête, j'en conviens; elle est fière... Elle a tort de repousser les consolations que je m'empresse de lui apporter! C'est très mal... Que voulez-vous? sa nature est ainsi. Dans les grands cœurs naissent les grandes passions, et les grandes passions sont impitoyables...

Parfois, tandis qu'elle débitait ces beaux raisonnemens avec une volubilité extrême et des gestes animés, le docteur se montrait de loin, et elle s'empressait d'aller à sa rencontre. Avec lui, elle pouvait parler beaucoup et sans contrainte; ne portait-il pas un intérêt sincère à cette famille dont il connaissait tous les secrets? Cependant il s'élevait souvent entre eux des discussions assez vives. La petite tante Mariana, pétulante malgré son âge et sympathique à la jeunesse, voulait que l'on enlevât de force, pour ainsi dire d'assaut, le consentement de don Ignacio, son neveu. Selon elle, il fallait qu'ils l'attaquassent tous à la fois; au moment où le pauvre père, forcé dans ses retranchemens, n'aurait plus qu'à se rendre, don Agustin paraîtrait tout à coup, tenant doña Mercedès par la main, et, tombant à genoux, ils obtiendraient de don Ignacio attendri et vaincu la permission de s'unir l'un à l'autre. Le docteur répondait que les choses se passent ainsi dans les comédies pour la plus

grande édification des spectateurs, mais qu'on devait d'abord donner à don Ignacio le temps de se rétablir complétement. — Laissez-le se nourrir de son chagrin, de son entêtement, si vous voulez, ajoutait le docteur; montrez de la déférence pour ses volontés absolues. Dans ce caractère impétueux, il s'opérera bientôt un changement facile à prévoir; les sentimens paternels refoulés par la colère prendront le dessus; le cœur comprimé battra avec plus de force, et il se rendra aux vœux de sa fille, parce qu'en cédant il croira faire encore un acte spontané de son autorité!

Quelques semaines se passèrent ainsi, pendant lesquelles le docteur eut beaucoup de peine à empêcher la petite tante Mariana de risquer une attaque imprudente. Les impatiences de don Agustin n'étaient pas moins difficiles à calmer; le jeune homme parlait souvent de la résolution qu'il avait prise de se rendre auprès de don Ignacio et d'essayer de vaincre ses résistances par les plus humbles protestations de respect et de dévouement.

— Dans quinze jours, mon navire aura mis à la voile, je serai parti, répondait le docteur, et alors vous ferez ce qui vous plaira; mais tant que je serai ici, je tenterai tout ce qui est en mon pouvoir pour vous forcer à ne pas compromettre vos plus chers intérêts... Patience, vous dis-je; don Ignacio aime tendrement sa fille; il a beau se raidir, il n'y tiendra pas longtemps.

Ce mot de patience faisait bondir don Agustin, et les raisonnemens du docteur n'avaient pas le pouvoir de le convaincre. Il formait mille projets incohérens pour hâter le dénoûment d'une situation qui lui semblait insupportable, et les exposait à son ami. Celui-ci combattait par des argumens fort raisonnables les plans romanesques de don Agustin, et après chaque entrevue l'Espagnol se retirait en disant avec l'accent du désespoir : — Vous n'aimez pas, docteur, vous avez le cœur froid, vous n'aimerez jamais!

VI.

Un jour don Agustin entra dans la chambre du docteur, plus agité encore que de coutume. Vêtu à la façon d'un *guapo*, il portait à la main sa *chicota* (1), et des éperons d'acier sonnaient à ses talons.

— Docteur, partons, vite à cheval!

— Pour aller où, s'il vous plaît?

— Là-bas, chez don Ignacio... Pourvu que nous arrivions à temps! Tenez, entendez-vous?

— J'entends le bruit d'un chariot qui roule sur les pierres de la rue!

(1) Espèce de fouet en usage dans l'Amérique espagnole.

— C'est un *temblor* (1), vous dis-je, reprit vivement don Agustin, et dans une heure ce sera peut-être un *terremoto*. De grâce, cher docteur, hâtons-nous!

— Soyez franc, don Agustin; n'est-ce point un prétexte que vous inventez pour entrer avec moi sous ce toit?...

— *Por amor de Dios!* s'écria don Agustin, il s'agit bien de prétexte!... Ne sentez-vous pas sous vos pieds l'ébranlement du sol?... Encore une fois, partons avant que les chevaux épouvantés refusent de se laisser conduire.

Le docteur, ayant jeté un regard sur son baromètre, put se convaincre qu'il avait considérablement baissé. Dans la rue s'agitait déjà avec une sourde rumeur la population en émoi, qui observait le ciel assombri et chargé de nuages. Il fit seller son cheval en toute hâte, et sortit au galop, accompagné de don Agustin, qui éperonnait vivement sa monture et criait aux passans de se ranger. Les deux cavaliers avaient dépassé le faubourg de l'Almendral avant que de nouvelles secousses se fussent fait sentir. Tout à coup leurs chevaux inquiets se cabrèrent en frémissant, la terre trembla avec force, et du côté de la ville retentirent les cris de la foule éperdue, qui sortait des maisons en criant : *Misericordia, misericordia!*

— Si j'avais autant de mille piastres qu'il se fait à cette heure de signes de croix à Valparaiso, je serais bien riche! dit don Agustin. Demain matin, on comptera dans la ville plus d'une église lézardée, plus d'une maison écroulée... Écoutez le bruit des vagues qui semblent s'agiter avec frayeur et répondre aux clameurs des hommes!...

Le docteur entendait parfaitement le triple bruit de la mer soulevée, de la terre qui tremblait, et des habitans qui se lamentaient; mais, les écarts de son cheval lui faisant craindre à chaque pas d'être lancé sur les pierres de la route, il ne répondait rien.

— Eh bien? reprit don Agustin, vous restez en arrière! Ah! votre cheval est un vieux routier qui sent le péril! Le mien est un peu plus jeune et partant plus hardi. Si vous voulez, nous les laisserons tous les deux à la première maison qui se rencontrera, et nous continuerons à pied notre course.

— Soit, dit le docteur; mon pauvre vieux poney trébuche comme s'il était ivre...

Les deux cavaliers confièrent leurs chevaux à des gens de la campagne qui se tenaient assis hors de leur demeure, sur le bord de la route, et priaient la tête nue; puis ils continuèrent leur route à pied. La course leur paraissait bien longue à tous les deux; il y avait des

(1) On nomme ainsi, au Chili et au Pérou, les frémissemens qui précèdent un tremblement de terre, *terremoto*.

rampes à gravir, et le bruit sourd de la terre tremblant sous leurs pas à de fréquens intervalles leur communiquait une commotion électrique qui les arrêtait court. La nuit était noire; le docteur faisait de temps à autre sonner sa montre à répétition. — Une heure, deux heures,... disait-il à demi-voix; le jour est loin encore! — Et toujours retentissait aux oreilles des deux amis le roulement de l'orage souterrain, courant à travers les entrailles de la terre et secouant les hautes montagnes, dont les cimes neigeuses recèlent des volcans. Les arbres frissonnaient, quoiqu'il n'y eût pas dans l'air la plus légère brise; les oiseaux volaient dans les ténèbres, et s'élevaient au milieu de l'air avec des cris aigus.

— Voici le jour! s'écria enfin don Agustin, et nous devons être tout près du lieu que nous cherchons...

Le jour se montrait en effet, non pas serein et lumineux comme les matinées précédentes, mais sombre et blafard : on eût dit qu'un astre funèbre répandait sa pâle clarté sur toute cette côte, menacée d'une catastrophe. Les secousses se succédaient à des intervalles plus rapprochés; il y en eut une plus brusque, plus retentissante aussi, qui fit craquer les rocs. La vallée entière oscilla avec ses arbres et ses buissons, comme une houle immense qui balance les navires et les canots. Un ruisseau, qui coulait au fond du ravin, disparut dans une large fissure, comme s'absorbe entre les fentes d'une terre séchée par le soleil l'eau qui s'épanche d'un arrosoir. Au même instant, la maison de don Ignacio se renversait sur le côté, lançant au milieu des airs une poussière épaisse qui l'enveloppa complétement pendant une minute. Les chevaux et les bœufs de l'habitation galopaient éperdus à travers la campagne. Les serviteurs, hommes et femmes, fuyaient au hasard avec des cris de terreur. Don Agustin et le docteur se précipitèrent sur la galerie de cette maison à moitié écroulée, et construite en bois, comme la plupart de celles que l'on bâtit au Chili dans les campagnes. Ses portes brisées et ses fenêtres défoncées lui donnaient l'apparence d'une cage dont un chat a forcé les barreaux pour enlever les oiseaux qu'elle renferme. Les plafonds, à demi effondrés, pendaient par lambeaux, et les escaliers disjoints se détachaient de la muraille pièce à pièce.

— Docteur, dit don Agustin, courez au secours de Mercedès, et montrez-moi la chambre de son père.

— Holà, qui vient ici? Au secours!... criait une voix aiguë, que le docteur reconnut pour celle de la tante Mariana; au secours!... Me voilà suspendue dans les airs, prise entre deux solives!... Je leur disais bien que c'était un *terremoto;* ils n'ont pas voulu me croire... Les gens qui ont du chagrin sont d'une apathie incroyable en face du danger!... Par ici, *caballero!*... Ah! mon Dieu! avec cela que je suis dans un négligé à faire peur...

Le docteur gravit le plus vite qu'il put l'escalier disloqué. Rendu sur le palier de l'étage supérieur, il tendit la main à la tante Mariana, qui se dégagea avec quelque peine de sa position difficile. Sans écouter ni les remerciemens ni les explications de la duègne, qui se vantait un peu tard d'avoir seule prévu la catastrophe, il courut vers l'appartement des deux jeunes filles. La porte s'était ouverte d'elle-même. Dans un coin de la chambre, il aperçut Luisa, qui tenait dans ses bras sa sœur Mercedès, et cherchait à la préserver de la chute des planches déjà presque détachées du plafond.

— Sauve-toi, ma sœur, disait Mercedès, sauve-toi si tu veux, et laisse-moi mourir. Je ne tiens pas à la vie!... D'ailleurs tu n'es pas de force à me garantir.

— O âme trois fois hautaine! murmura le docteur; toujours du dédain, et de la tendresse... jamais! — Il saisit dans ses bras doña Mercedès, un peu effrayée de le voir paraître, et malgré sa résistance il l'emporta sous un hangar légèrement construit qui était resté debout. Luisa et la tante Mariana l'y rejoignirent aussi.

— Et mon père! s'écria doña Luisa, notre pauvre père, l'oubliez-vous, docteur?

A ce mot, doña Mercedès, redressant la tête, s'était levée avec impétuosité. Elle s'avançait hardiment vers l'aile de la maison qu'habitait son père. Arrachée au sentiment égoïste de son chagrin, elle sentait le besoin de braver un grand péril et de faire une action courageuse. Doña Luisa partait avec elle, et la tante Mariana voulait aussi la suivre. Le docteur les retint toutes les trois : — Don Ignacio n'a point été oublié, dit-il avec assurance; quelqu'un a volé à son secours tandis que je songeais à vous sauver.

Pendant que les trois dames, rassurées par la présence du docteur Henri, se tenaient blotties sous le hangar, don Agustin pénétrait, non sans peine, jusqu'auprès de don Ignacio, emprisonné au fond de son appartement par un amas de planches et de solives qui l'enveloppaient comme une palissade. La terre ne tremblait plus, tout danger avait cessé de ce côté; mais la maison, ébranlée jusque dans ses fondemens, craquait encore et s'affaissait toujours.

— Plus vite si c'est possible, disait l'*hidalgo;* qui donc est là? Est-ce toi, Pedro? est-ce toi, Manuel?... Bah! tous ces lâches serviteurs se sont enfuis au moment du danger. Ils nous ont abandonnés ici... Et mes filles, mes pauvres filles!...

— Elles sont en lieu de sûreté, don Ignacio, répondit le jeune homme; je les ai vues traverser la cour et s'abriter sous un hangar. Il y a quelqu'un près d'elles.

— Brave homme, tu me rends deux fois la vie, reprit don Ignacio, qui aidait son libérateur à déblayer le passage. Tu seras récompensé de ta peine... Hélas! ma maison est en ruines. C'est une

grosse perte pour moi... Par ici, par ici, donne-moi ta main, que je la serre à travers ces planches.

Don Agustin baisa respectueusement la main du vieux *hidalgo* et se remit à enlever courageusement les obstacles qui s'opposaient à la délivrance de celui-ci, tout en ayant soin d'étayer les parties les plus chancelantes du plancher.

Ce travail avait demandé du temps. Les deux filles de don Ignacio et la tante Mariana, inquiètes de ne pas le voir sortir, entraînèrent le docteur du côté de son appartement. Quand il entendit à quelques pas de lui la voix de ses deux filles, don Ignacio, qui voyait enfin le passage libre, s'écria avec l'accent de la reconnaissance : — Dieu soit loué, mes enfans! Vous êtes saines et sauves. Remerciez cet homme de bien, ce courageux garçon que le ciel a envoyé vers moi.

Don Agustin portait ce jour-là son costume de *guapo*, mais doña Mercedès le reconnut, quoiqu'il osât à peine se tourner vers elle. La jeune fille poussa un grand cri, et ses bras, qu'elle tenait levés vers le ciel dans un transport d'émotion et de surprise, s'enlacèrent autour du cou de son père. On eût dit qu'elle voulait empêcher celui-ci de reconnaître trop brusquement don Agustin.

— Je vous l'avais annoncé, répétait la tante Mariana; vous n'avez pas voulu me croire.

— Eh bien! eh bien! répliqua don Ignacio, nous avons tous échappé... — Relevant alors la tête, il aperçut le visage de celui qu'il nommait hautement son libérateur. Une rougeur subite colora ses joues; il se recueillit un instant pour maîtriser son émotion. Doña Mercedès avait repris sa pâleur de marbre; elle tremblait. Un grand combat se livrait dans le cœur de don Ignacio; à la vue du *Godo*, il avait frémi de colère et prononcé entre ses dents le mot de trahison; puis, faisant un retour sur lui-même et se résignant à la volonté de Dieu, qui s'était servi du bras d'un ennemi pour l'arracher à un péril imminent, il recouvra la sérénité de son esprit. Après quelques momens de silence, le vieux *hidalgo*, regardant en face don Agustin, lui dit enfin d'un ton lent et solennel : — *Amigo*, j'ai armé contre toi la main de mon neveu don Ramon, et tu as baisé la mienne!... Je t'ai haï, et tu as volé à mon secours!... Tu n'es qu'un *Godo*, mais tu as le cœur noble et généreux... Pourquoi te refuserais-je le prix que tu as mérité? Prends le bras de ma fille, de Mercedès, et allons ensemble chercher un refuge dans les *ranchos* (1) de mon habitation. Ma demeure est détruite... Je suis à moitié ruiné...

— N'en croyez rien, jeune homme, interrompit doña Mariana; je

(1) Cabanes habitées par les serviteurs des grandes exploitations rurales.

donnerai à mon neveu de quoi la faire rebâtir. Vous ne me connaissez pas, *caballero?* Je suis la tante de don Ignacio,... et sa marraine encore!

Doña Luisa prit le bras du docteur; sur celui de don Ignacio s'appuyait la petite tante Mariana, qui n'interrompait ses lamentations sur le négligé de sa toilette que pour admirer sans restriction la bonne mine et les manières distinguées de don Agustin : — Oh! don Ignacio, oh! mon neveu, disait-elle, quel cavalier accompli!... Il a pourtant fallu que la terre tremblât pour vous décider à l'accueillir!

La famille de don Ignacio s'établit comme elle le put dans les *ranchos* dépendans de l'habitation. Après les heures de péril, les serviteurs y revinrent à la hâte, et firent de leur mieux pour effacer par des soins attentifs le souvenir de leur fuite honteuse. La réédification de la maison écroulée ne demanda que quelques mois; elle sortit de terre plus fraîche, plus commode qu'auparavant, grâce aux libéralités de la tante Mariana. Quand les désastres qui avaient désolé la vallée furent complétement réparés, don Agustin *el Godo* épousa doña Mercedès, qui n'avait gardé de sa mélancolie passée qu'une fierté rêveuse et distraite. Le jeune couple alla s'établir à la capitale; ils n'avaient de goût ni l'un ni l'autre pour la vie des champs. Don Ignacio se réconcilia avec son neveu don Ramon, bien qu'il fût devenu l'époux d'une *Goda*. Il l'accueillit, ainsi que sa jeune femme; mais il ne put jamais se décider à les retenir plus d'un jour sous son toit. Par un reste de rancune contre les salons de Santiago, il continua de vivre à la campagne avec sa fille Luisa, et la bonne tante Mariana vint se fixer auprès d'eux.

Tandis que l'heureux don Agustin présentait sa belle Mercedès dans les cercles les plus brillans de la capitale, son ami et confident, le docteur Henri, ballotté par les tempêtes du cap Horn, faisait route pour l'Europe. Le tremblement de terre dont il avait suivi les phases diverses au milieu d'une vallée, à quelques lieues de la mer, devait changer sa destinée. En rentrant à Valparaiso, il avait trouvé des blessés à soigner, tant parmi les équipages des navires jetés à la côte que parmi les habitans des maisons écroulées. Plus heureux que bien d'autres bâtimens de toutes les nations, le *Méridien* en avait été quitte pour de légères avaries; son départ ne fut retardé que de quelques semaines. Cette relâche avait fourni au docteur l'occasion de se rendre utile de plus d'une manière, de se faire connaître et aimer dans le pays; il ne s'en éloigna donc qu'avec regret. Tout en se rapprochant de l'Europe, il se reportait par la pensée vers cette côte du Chili, que l'on ne quitte pas sans tristesse, tant elle est imposante, grandiose et souriante aussi. A travers ses

courses aventureuses, un lieu s'était rencontré dont le souvenir lui revenait sans cesse à la pensée. Et puis sa trentième année venait de sonner; après avoir beaucoup voyagé, il en était arrivé à rêver le repos. A peine de retour en France, il quitta le *Méridien* pour s'embarquer sur un autre navire qui se rendait *en droiture* au Chili. Son cœur battit avec force quand il aperçut, après trois grands mois de traversée, la rade où il lui tardait de jeter l'ancre. Il se découvrit avec allégresse devant cette terre retrouvée; il lui semblait que les rochers, les horizons lointains et les cimes blanches des Andes le reconnaissaient et répondaient à son joyeux salut. Son émotion redoubla quand il revit la demeure de don Ignacio. Doña Luisa, dans tout l'éclat de la première jeunesse, passait obscurément sa vie entre son père et sa vieille tante, sans envier l'existence plus brillante de sa sœur aînée. Comme le paisible héros du conte persan, au lieu de lancer son imagination à la recherche du bonheur, elle l'attendait sous le toit paternel.

Un jour, don Ignacio tenait en main un journal dans lequel il était question des premières découvertes des *placeres* de la Californie. Il le parcourut à haute voix; puis, s'adressant au docteur Henri, qui entrait au même instant : — Eh bien! docteur, dit-il avec un sourire amical, vous n'avez pas envie de faire comme les autres, d'aller à la recherche des trésors?

— Qui vous a dit cela? Si j'ai doublé le cap Horn une fois de plus, ç'a été tout exprès pour retrouver au bord du Pacifique un trésor que je savais y être caché!

Le visage de doña Luisa se couvrit d'une telle rougeur, que son père comprit clairement le sens des paroles prononcées par le docteur. — Mon ami, reprit-il en lui tendant la main, vous ne craignez donc plus d'aliéner cette indépendance à laquelle vous teniez tant?

— Tout bien considéré, répondit le docteur Henri, l'indépendance du cœur convient seulement à l'extrême jeunesse; elle perd son charme quand la réflexion nous fait voir dans cet amour désordonné de la vie errante une des formes de l'égoïsme. Ceux qui m'ont traité d'insensé quand j'ai quitté mon pays pour courir le monde ne manqueront pas de m'appeler un fou parce que je viens chercher ici le bonheur... Eh bien! j'accepte cette qualification, qui n'a rien d'injurieux à mon avis. Quiconque poursuit son idée envers et contre tous est un fou, mais un fou raisonnable, et qui sait ce qu'il fait; c'est un *loco cuerdo!*

TH. PAVIE.

LES

EUROPÉENS DANS L'OCÉANIE

NOS ANTIPODES, LA TASMANIE ET LA NOUVELLE-ZÉLANDE.

I. *Australia, Tasmania and New-Zealand*, by an Englishman, London 1857. — II. *History of Van Diemen's land from 1824 to 1835. — Two years in Victoria with visits to Van Diemen's land*, by W. Howitt, 1858. — III. *New-Zealand or Zealandia, the Britain of the South*, by C. Hursthouse, 2 vol., London 1857, etc.

A l'époque où Tacite écrivait ses *Annales*, la Bretagne était, vers le nord, l'extrême limite du monde. Si alors on demandait aux hommes qui étaient le plus curieux de science et de voyages ce qu'il y avait au-delà de cette terre brumeuse, ils répondaient par quelques noms vagues auxquels s'attachaient des idées plutôt fabuleuses que précises. Dans la Bretagne même, où César avait posé son pied, où les légions reparaissaient presque à chaque règne, la toute-puissante Rome faisait quelques essais d'établissement, mais elle ne réussissait guère, et ne prévoyait point que les habitans de cette île dussent jamais participer à son industrie et à ses lumières, car ils étaient farouches, belliqueux, et ne craignaient pas de verser sur leurs autels le sang des captifs. Eh bien! cette Bretagne inculte, patrie de barbares que n'effrayait pas le sang humain, n'a pas seulement colonisé le monde et fondé partout des empires : jouant à son tour le rôle que Rome remplissait vis-à-vis d'elle, elle essaie de porter la vie à des régions qui gisent bien réellement aux confins du monde, aux antipodes, dans ce groupe de la Nouvelle-Zélande où subsistent les dernières grandes tribus de sauvages belliqueux et

s'abreuvant de sang humain. Pour que ce coin de l'empire romain, qui semblait voué à la barbarie, devînt à son tour un foyer de civilisation, il a suffi de quelques siècles à l'histoire; mais dans cette période de temps la forme de la terre n'a été déterminée, les diverses parties n'en ont été connues qu'à la suite de longues études et de recherches réitérées. Des vérités qui nous semblent simples et faciles, parce que nous les contemplons du haut de la science que nos prédécesseurs nous ont acquise, ont passé par bien des vicissitudes avant de prévaloir, et elles ont eu de longues heures d'obscurcissement et d'oubli. Aujourd'hui que, dans leur pleine possession du globe, les sociétés civilisées ne se bornent plus à tourner vers les régions les plus lointaines un regard furtif et curieux, peut-être, avant d'étudier l'Angleterre transportant à ses pieds, sous un autre ciel, ses habitans, son industrie, sa fécondante activité, ne sera-t-il pas sans intérêt, sans opportunité même, de jeter en arrière un rapide coup d'œil sur les théories plus ou moins judicieuses qu'imagina l'antiquité relativement aux antipodes, et sur les systèmes naïfs ou bizarres que lui opposa l'ignorance du moyen âge.

Lorsque l'homme des sociétés primitives commença à détourner ses regards de lui-même pour les porter sur la création, dans son inexpérience de tout ce qui l'environnait, il s'abandonna aux vaines apparences, et imagina un monde fait aux proportions de sa petitesse. La Grèce, qui nous a transmis par la poésie ses premières idées cosmographiques, se représentait la terre comme un grand disque séparant deux voûtes hémisphériques; l'une, qu'illuminaient les astres, était le ciel; l'autre en dessous, froide et sombre, était le Tartare. Autour du disque terrestre courait le *fleuve Océan*, profond, rapide, tournant sur lui-même, d'où sortaient à l'orient le soleil, la lune et les étoiles, pour s'y replonger à l'occident. Au-delà de ces limites cessait la lumière, et c'est là que se trouvait le séjour des morts. De telles notions ne pouvaient suffire à des esprits observateurs. Bien des hypothèses furent émises : la terre était un cube, un cylindre, une montagne dont la base plongeait à l'infini dans la mer. Enfin un marin, en naviguant de Grèce en Égypte, remarqua que les étoiles du nord s'abaissaient et que de nouvelles étoiles apparaissaient dans le sud, et il s'écria : La terre est ronde!

Cette découverte, qui peut remonter à Thalès ou à Pythagore, ouvrit le champ à de nouvelles conjectures. Si la terre est une sphère, quelle en est la circonférence? Qu'y a-t-il à l'autre bout de son diamètre? Et comme les sciences marchaient d'un pas plus lent que l'imagination, Platon crut à une sphère immense où la Méditerranée n'était qu'une baie imperceptible; puis Aristote, tout en la diminuant, lui donna deux fois encore son volume. Ces hommes de

génie ne faisaient plus, comme les peuples enfans, du lieu de leur habitation le centre du monde, et ne se croyaient plus l'unique objet de la création : leur pensée s'étendait au-delà de l'horizon qu'embrassaient leurs yeux, et les anciens préjugés commençaient à faire place à de plus pardonnables erreurs.

Cependant savans et voyageurs étaient à l'œuvre. Les uns, par la comparaison des ombres solaires, s'efforçaient de mesurer le globe; les autres s'aventuraient au-delà des colonnes d'Hercule, pour jeter un regard curieux sur le monde. Dans le premier siècle de l'ère chrétienne, au temps de Strabon, la sphère terrestre est partagée en cinq zones : l'équateur brûlant, une double ceinture de glaces aux pôles, deux zones tempérées. Si le monde est sphérique, une conséquence doit en résulter, devant laquelle Strabon ne recule pas : c'est qu'en partant de la Bretagne ou de l'Ibérie, et en s'avançant droit devant lui, le navigateur doit arriver aux Indes. De plus, dans la zone tempérée méridionale, est-il invraisemblable qu'il y ait des habitans? Strabon ne le pense pas; seulement ces habitans, sans communication avec les régions que nous habitons, doivent différer de nous.

Telle est, sous forme d'induction, la première mention de ce monde austral, peuplé par les Zélandais, par les Mélanésiens, par des hommes en effet si dissemblables des peuples de la Grèce. Pomponius Mela affirme leur existence : il les appelle les habitans de l'autre terre, *antichthones*, comme aujourd'hui nous les appelons les hommes qui vivent sous nos pieds, les *antipodes*. En ce temps-là, il y a dix-huit siècles, si les terres du monde austral étaient peuplées, comme il est vraisemblable, si les sauvages qui se sont répandus dans la Nouvelle-Zélande et dans l'Australie avaient accompli leurs migrations et leurs mélanges, ils devaient être incultes comme aujourd'hui, et de même se repaître de chair humaine. Ce n'était pas là pourtant ce qu'inventait le génie grec : dans ces régions, séparées des pays connus par le soleil, quelques tronçons de fables et de légendes nous permettent de supposer que la Grèce plaçait, comme dans Thulé, comme chez les Hyperboréens, le séjour des bienheureux. Aux fatigues d'une incessante activité les poètes opposaient, comme image du bonheur, le repos et la facile abondance. C'est ainsi que l'esprit humain conduit toujours son rêve au-delà des réalités, et embellit ce qu'il ne connaît pas. Les traditions confuses qui se rattachent aux antiques déplacemens de nos pères nous racontent de même qu'en descendant des plateaux de l'Asie, ils s'en venaient vers l'Occident chercher des terres fortunées. Pour nous, les régions de l'Inde, où naît le soleil, ont été jadis cette terre d'abondance et de prospérité que l'homme place vers des horizons qui

reculent toujours; là, dans les croyances du moyen âge, était situé le paradis, et la Grèce elle-même, aux plus beaux jours de son existence, cherchait l'idéal du bonheur dans des régions qu'habitaient en réalité la barbarie et la misère.

Un siècle après Strabon et Mela, la science de la terre faisait un grand progrès avec Ptolémée, et la géographie mathématique donnait une base certaine aux découvertes des voyageurs. On pourrait croire qu'à la suite de cet homme, en qui se résume la science géographique de l'antiquité, la connaissance du globe va multiplier ses progrès; mais les Barbares envahissent le monde, le moyen âge abandonne les conquêtes des anciens, la terre n'est plus ronde : la géographie ne sait plus invoquer que les témoignages de Moïse, du roi David et des pères de l'église. Le moine égyptien Cosmas, que ses lointains voyages ont fait surnommer *Indicopleustés*, s'applique à démontrer que croire la terre sphérique est une hérésie. Le seul système qui puisse concilier les apparences, l'Écriture sainte et les récits des voyageurs, le voici : la terre est une plaine oblongue entourée d'une muraille supportant la voûte de cristal que nous appelons firmament. Au-delà roule le cortége des constellations, et le soleil circule à l'intérieur autour d'une haute montagne qui produit les alternatives du jour et de la nuit. Ce beau système n'obtient pas une approbation unanime. Le moine anglais Bède le Vénérable imagine bientôt que la terre est placée au milieu du monde comme le jaune au milieu de l'œuf; elle est enveloppée d'eau comme le jaune est enveloppé de blanc; puis vient l'air, qui en est comme la membrane, et le feu comme la coquille. Avec sa comparaison étrange, celui-ci fait du moins un retour vers la sphéricité. Virgile de Saltzbourg va plus loin : il suppose un hémisphère austral avec des habitans, un soleil, une lune, des saisons, tout un autre monde; mais l'église jugea qu'il touchait à l'hérésie.

C'est ainsi qu'au fond de leur retraite monacale nombre d'hommes, obéissant aux instincts de curiosité qui ont toujours animé l'Occident, s'efforçaient de pénétrer l'ordonnance de la terre. Seulement, détournés de la voie scientifique, lente et certaine, sur laquelle l'antiquité restait délaissée, dépourvus des notions qui auraient pu diriger leur raisonnement, tremblant de ne pas concilier leurs systèmes avec les Écritures, ils cherchaient au hasard et croyaient, dans leur présomptueuse ignorance, tout régler par quelque bizarre invention. Vers le commencement du IXe siècle, un de ces moines, le plus ignorant peut-être et le plus naïf de tous, se trouva posséder à sa discrétion, dans un monastère de Ravenne, des trésors de science, cartes et livres, qui sans doute venaient du grand Théodoric. Il voulut être savant ou du moins le paraître; il réunit et

mêla ces matériaux : des noms de consuls, de personnages fameux, ceux même des Amazones, devinrent sous sa plume grossière des noms d'auteurs, et il créa de la sorte une compilation qui, malgré sa forme aride et son obscurité, est un des plus précieux monumens du moyen âge, grâce aux matériaux à l'aide desquels elle a été composée. Suivant ce barbare, les régions sont disposées sur le bord d'un océan infranchissable qui les enveloppe de son large circuit, et elles présentent dans leur ensemble l'aspect d'une vaste horloge dont le soleil éclaire successivement les divisions. Dans la partie inférieure du cadran se trouvent les douze heures du jour, chacune répondant à une région, et dans la partie supérieure les douze heures de la nuit. Six vents soufflent par les régions de la nuit et six par les régions du jour. Si le soleil qui s'éteint à l'occident reparaît le lendemain à l'orient, c'est parce que, durant la nuit, il a suivi du côté du nord un invisible chemin sous l'océan.

Voilà où en fut la géographie jusqu'au jour où le mouvement des croisades, entraînant les hommes au-delà des limites étroites dans lesquelles ils vivaient, les jeta hors des vaines spéculations dans la pratique des voyages. Les Arabes, dans l'éclat de leur puissance, sillonnaient le monde; les hommes du Nord, sans se soucier de la forme de la terre, lançaient leurs barques aventureuses jusqu'aux rivages qui sont l'avant-garde de l'Amérique. Colomb, cherchant les Indes, trouva le nouveau continent; les Portugais doublèrent l'Afrique, et Magellan fit le tour du monde. Les temps modernes donnaient la main à l'antiquité par-dessus le moyen âge pour renouer la chaîne des saines traditions, et le grand mouvement de conquêtes scientifiques, d'industrie, de colonisation, qui fait la gloire de notre temps, était inauguré.

Pénibles efforts, intuitions du génie, réactions de l'ignorance, longs retards, telle a donc été l'histoire de la connaissance du globe. La vérité a été éclipsée longtemps, mais ne nous plaignons pas : les idées qui s'élaboraient dans quelques têtes ingénieuses et sages, les recherches des savans et des voyageurs n'ont pas été vaines, puisque, mesurant aujourd'hui d'un regard les vastes hémisphères qui s'étendent entre les deux extrémités de notre diamètre terrestre, nous pouvons de Paris et de Londres, foyers de la civilisation contemporaine, écouter à notre aise le bruit de la barbarie qui s'éteint et des sociétés qui s'efforcent de naître au pays des *antichthones*, dans la Tasmanie et dans la Nouvelle-Zélande.

I.

La Tasmanie se rattache entièrement par sa constitution physique à la partie orientale de l'Australie, et la chaîne de montagnes qui la

parcourt n'est que la continuation de la longue cordillère des Montagnes-Bleues. La nature, dans ses convulsions, a brisé un des anneaux de cette chaîne, et, livrant ainsi passage au courant d'eau que nous appelons le détroit de Bass, elle a isolé la Tasmanie de la Nouvelle-Hollande. Cours d'eau nombreux, fertilité, bois et vastes pâturages, cette île possède les mêmes avantages que toute cette portion orientale de l'Australie, qui seule est abondamment arrosée. La Tasmanie n'a pas, il est vrai, les mines d'or de la Nouvelle-Galles. Elle n'est pas cependant entièrement dépourvue du précieux métal, il y a même eu quelques essais d'extraction; mais le produit n'a pas couvert les frais de l'exploitation. En revanche à Fingal, sur la côte, à une distance de soixante-dix milles de Launceston, on vient de découvrir une couche épaisse de houille.

L'hémisphère austral est, on le sait, beaucoup plus froid que le nôtre. Pourquoi? C'est ce que la science n'a pas bien déterminé encore, quoique ce grand courant d'eau chaude, le *gulf-stream*, qui vient des tropiques américains fondre les glaces de la Norvége et chauffer la portion que nous habitons de l'hémisphère boréal, ne soit pas à coup sûr étranger à ce phénomène. La Tasmanie, traversée à peu près dans sa moitié par le 42e parallèle, qui, au sud de l'équateur, correspond à celui qui, au nord de la même ligne, passe à Rome et à Barcelone, ne jouit cependant que d'un climat fort tempéré. Avec ses plaines sillonnées de cours d'eau, ses hauteurs boisées, qui n'ont plus ni la sombre majesté, ni la tristesse aride des montagnes de l'Australie, cette île a rappelé bien des fois aux voyageurs et aux marins de notre nation le nord de la France. Cependant elle a sur notre pays quelques avantages : les saisons y sont moins tranchées, l'air y est plus pur, la moyenne durée des pluies de l'année ne dépasse pas cinquante ou soixante jours, et à l'exception de quelques localités où le voisinage des montagnes amène de brusques changemens de température, cette région, avec sa riche végétation, mêlée de plantes aromatiques, son air tout chargé d'oxygène, est une des plus salubres du monde. Les fruits de l'Europe centrale y viennent en abondance; nos arbustes et nos plantes y ont pu être facilement acclimatés, à l'exception de la vigne; même quelques plantes parasites que le sol ne connaissait pas, et dont les semences étaient mélangées au blé ou à d'autres graines, s'y sont introduites; c'est ainsi que le chardon, se propageant de proche en proche, couvre aujourd'hui de vastes espaces.

Lorsque le Hollandais Tasman découvrit l'île qui porte aujourd'hui son nom, et qu'il prenait pour un prolongement de la Nouvelle-Hollande, il l'appela Van-Diémen en l'honneur du gouverneur des possessions hollandaises dans l'Inde; mais la postérité, plus juste, a restitué à cette terre le nom du navigateur qui l'avait dé-

couverte. Cook et d'Entrecasteaux l'ont depuis visitée. Celui-ci avait été envoyé par l'assemblée nationale en 1791 à la recherche de La Pérouse; il accomplit sur la côte méridionale des découvertes et des reconnaissances importantes, et plus d'un point conserve sur cette terre anglaise, avec des noms français, le souvenir des travaux qui ont marqué le passage de notre expédition. L'île a environ la superficie de l'Écosse, et elle présente à peu près la forme d'un triangle; une chaîne de montagnes y dessine deux principaux bassins, arrosés par les rivières Tamar, qui coule du sud au nord, et Derwent, qui coule du nord-ouest au sud-est. Au fond du long estuaire que forme la première s'élève Launceston, et à l'embouchure de l'autre a été bâtie, dans une position aussi belle qu'avantageuse, la capitale Hobart-Town. Ainsi, en se rendant de l'une à l'autre de ces deux villes principales, on traverse l'île à peu près dans sa longueur.

C'est à Launceston que débarquent d'ordinaire, après avoir franchi le détroit de Bass, les voyageurs et les négocians qui viennent de la Nouvelle-Galles et du Victoria. De Melbourne, le trajet est en moyenne de seize heures. A mesure que se déroulent sur cette partie de la Tasmanie les côtes dominées par des hauteurs boisées que surmontent des pics plus élevés, puis les rives du Tamar, couvertes alternativement de cultures, de rochers et de grands bois, le paysage est de toute beauté. Quand, à partir de Port-Dalrymple, à l'extrémité septentrionale de l'île, on a remonté dans un espace de quarante milles la rivière, Launceston apparaît en amphithéâtre dans une enceinte de hauteurs. Sa position pittoresque et favorable au commerce n'est point toutefois exempte d'inconvéniens; le fleuve s'y rétrécit d'une façon sensible, et un vaste marécage qui en couvre les bords suspend sur la ville, durant l'hiver, un brouillard épais et malsain. A une courte distance, le *South-Esk*, affluent du Tamar, descend avec impétuosité de hauteurs qui ont de sept à huit cents pieds, en formant des cataractes et des rapides. L'eau s'élance d'une gorge de la montagne et se précipite en bondissant à travers un vallon pierreux dans un petit lac; elle en sort divisée par les rochers et court ainsi vers la plaine, qu'elle sillonne lentement jusqu'à ce qu'elle ait atteint le fleuve. Du milieu des arbres séculaires qui y plongent leurs racines et de l'entassement de roches qui dominent les chutes, on voit sortir çà et là quelques rians cottages. Launceston compte environ onze mille âmes: elle a des quais commodes et de vastes magasins; on y voit deux églises épiscopales, une presbytérienne, une catholique, celle-ci bâtie dans le style ogival, une synagogue et des chapelles pour les nombreuses communions vivant pêle-mêle sur ce sol, qui, par les mœurs de ses hôtes et la variété des nationalités, ressemble plutôt à l'Amérique qu'à l'Angleterre. Une cour de justice, une prison, une maison de

correction, complètent l'ensemble des établissemens publics. On trouve encore dans cette jeune cité des banques, des compagnies d'assurance, des sociétés savantes, des imprimeries, des écoles, des hôtels, des *magazines* et deux journaux bi-hebdomadaires; enfin elle a deux loges maçonniques.

Le vice radical de la Tasmanie, aussi bien que des colonies australiennes, c'est l'énorme abus des boissons spiritueuses. La distance de cent vingt milles qui sépare Launceston de Hobart-Town est divisée en vingt stations, à chacune desquelles il y a en moyenne trois auberges; les voitures s'y arrêtent toujours. Le cocher, l'escorte et nombre de voyageurs y descendent pour prendre, disent-ils, un coup de *brandy*, c'est-à-dire un demi-verre d'une liqueur dévorante. Dans toute l'île, pour une population de quatre-vingt-un mille âmes (1), le droit annuel sur les spiritueux s'élève à 90,000 livres sterling. Les classes supérieures ont demandé qu'une limite à ces excès fût imposée par une loi de tempérance, et quelques personnes, allant plus loin, ont proposé l'interdiction absolue des liqueurs. Cette question est, après celle de la transportation, la plus agitée par la presse tasmanienne; mais les mêmes hommes que l'on va voir, sous le nom d'*emancipists*, plaider, et pour cause, les intérêts des anciens *convicts*, sont assez nombreux pour empêcher qu'on ne touche à leurs *grog-shops*, et qu'on ne les prive de porto, de gin et de brandy.

La plupart des petites villes et bourgades sont groupées dans un rayon peu étendu autour de Launceston et d'Hobart-Town; le reste de l'île est couvert de forêts et de pâturages; là un champ moins vaste qu'en Australie, mais encore considérable, est ouvert au *squatterism*. Moyennant une livre annuelle par cent acres, tout homme dont l'honorabilité est constatée peut obtenir une étendue considérable de terres de la couronne pour y promener ses troupeaux. Les établissemens plus réguliers des *settlers* sont épars en grand nombre dans l'intérieur, et tendent à se propager sur la rive gauche du Tamar, vers la pointe occidentale de l'île, dans le bassin fertile de la rivière Mersey. Ces établissemens offrent un remarquable comfort, et leurs propriétaires tirent des profits considérables de la culture du sol et de l'exploitation des bois; malheureusement les bras font défaut : les mines de l'Australie, qui ont rendu à la Tasmanie le service de la débarrasser de la plus grande partie des *convicts* qui l'infestaient, ont aussi enlevé beaucoup d'hommes exercés au travail de la terre. Telle est la pénurie de bras pour l'agriculture que le gouvernement colonial offre des primes à l'immigration : 20 livres pour les adultes du royaume-uni, 16 pour les autres Eu-

(1) Recensement de mars 1857.

ropéens; pour un enfant de trois à quatorze ans, 10 liv., et 8 pour l'enfant au-dessous de trois ans. En 1854, la société d'immigration a envoyé en Écosse un agent avec 3,500 livres pour en ramener cinq mille travailleurs.

Pendant une assez longue période de temps, l'habitation des fermes ne fut pas sans danger; l'île était alors un théâtre de meurtres et de brigandages presque continuels. Avant de disparaître, les derniers indigènes, race plus forte et plus vaillante que celle de l'Australie, ont exercé sur les blancs, qui les poursuivaient comme des bêtes fauves, plus d'une sanglante représaille; il a fallu pour les réduire une guerre qui n'a pas duré moins de sept semaines en 1830. Ce fut une guerre sans merci : tout noir indistinctement était un but pour le fusil du *squatter* et du fermier; mais aussi quelques-uns de ces malheureux parvenaient-ils à se saisir d'un colon, ils le mettaient en pièces, et si dans la nuit ils surprenaient une ferme, les femmes, les enfans, les animaux même étaient égorgés. A la faveur du désordre résultant de cette lutte incessante, des *convicts* évadés, réunis en bandes peu nombreuses, menaient dans les bois une vie à demi sauvage, et portaient partout le ravage et la terreur. Noirs et blancs tombaient également sous leurs coups: poursuivis, ils avaient derrière eux de vastes espaces pour la retraite, de véritables expéditions militaires étaient souvent le seul moyen de les disperser. Enfin l'île s'est débarrassée de ce double fléau : attirés par le bruit de l'or, les bandits ont franchi le détroit, comptant trouver le long des routes par où l'on revient des *placers* de plus amples profits. Quant aux pauvres indigènes, presque anéantis, traqués dans leurs forêts, ils ont écouté les propositions de quelques missionnaires; les derniers survivans ont consenti à gagner Hobart-Town, d'où ils ont été transportés dans les îles Flinders, petit groupe séparé de la Tasmanie septentrionale par le détroit de Banks. C'est là que, déportés au nombre de trois cent dix, hommes, femmes et enfans, les derniers de cette race déshéritée par la nature et persécutée par les blancs se sont éteints dans la misère. La colonie a enfin conquis par ce terrible moyen une tranquillité suffisante, sinon absolue. On peut aujourd'hui juger de sa prospérité par le nombre de villages, de maisons de plaisance qui se pressent dans les environs d'Hobart-Town, sur les bords des rivières et des moindres cours d'eau affluens du Derwent.

Du côté de la terre, on arrive à la capitale par un vallon étroit, enfermé entre deux rangées de hauteurs assez peu escarpées pour être parfois en culture, et offrant les lignes les plus variées; puis on franchit sur le Derwent un pont qui n'a pas moins d'un demi-mille de long. Le spectacle, à mesure qu'on avance, devient plus magnifique : à gauche, le Mont-Direction dresse sa tête abrupte et

solitaire; à droite, le Mont-Wellington projette sa masse énorme. Primitivement on l'appelait *Table-Mount*. Le sommet, entièrement plat, se présente en effet de loin comme une table gigantesque; c'est un plateau de plusieurs milles d'étendue, qui termine brusquement une chaîne de hautes montagnes. Du côté de la ville, il finit à pic par un précipice de près de 1,500 mètres, et ouvre aux yeux une perspective de quarante milles dans l'île et sur l'Océan. De toutes parts se dressent de gigantesques colonnes de basalte, parfois si régulières qu'on les croirait taillées par la main de l'homme, et d'énormes débris gisent entassés comme une image du chaos. De l'autre côté du Derwent se dessinent des montagnes moins abruptes, chargées de bois et de cultures, du milieu desquels se détachent de jolies villas. Au pied même du Wellington, sur des éminences d'où l'œil domine encore le cours de la rivière, apparaissent les premiers établissemens et les maisons de la ville. La pierre qui a servi à les construire est belle et abonde aux environs; les rues sont larges, bien pavées; on y trouve de somptueux magasins et de beaux quais. Le port peut contenir cent soixante-quatorze bâtimens; la population dépasse vingt-trois mille âmes. Enfin, outre la *gazette* du gouvernement, cinq journaux bi-hebdomadaires sont publiés à Hobart-Town. Des bâtimens de cent tonneaux seulement peuvent remonter le Derwent jusqu'à New-Norfolk, petite ville récente, mais déjà industrieuse et prospère, qui est située dans une belle position à vingt et un milles de la capitale. New-Norfolk est renommée pour les magnifiques forêts d'érables et de pins qui l'enveloppent et s'étendent jusqu'aux bords de la rivière à laquelle l'officier français Huon a laissé son nom lors du passage du contre-amiral d'Entrecasteaux. A partir de ce point, le Derwent, qui jusque-là était large et bordé de plaines magnifiques, prend un aspect inégal et torrentueux.

La société d'Hobart-Town paraît se ressentir beaucoup de son origine. Le mélange des anciens *convicts* a exercé sur ses habitudes une fâcheuse influence, et les touristes anglais se plaignent de n'y rien retrouver du calme et de la politesse de la métropole. Un mouvement continu, du bruit, de l'intempérance, quelque chose de la rudesse, pour ne pas dire de la grossièreté des mœurs américaines, tels en sont les caractères. On y discute sans cesse, et avec une ardeur qui ne se lasse jamais, des questions ardues et irritantes. Il y a quelques années, c'était l'*émancipation*, aujourd'hui c'est la *transportation*.

En 1803, l'Angleterre jeta sur l'île ses premiers condamnés; l'année suivante, elle bâtit Hobart-Town. Peu à peu la geôle devint une ville; des employés du gouvernement, quelques colons y constituèrent une classe d'hommes libres, *free men*, comme ils s'appellent avec un orgueil qui blesse profondément les autres. Les condamnés

libérés et rentrés dans le sein de la société, mais avec une tache originelle, forment au-dessous une couche d'année en année plus large, d'où provient la majeure partie de la population actuelle. Enfin les *convicts* composent une troisième classe, qui naturellement est tout à fait distincte des deux autres. Voici quel a été à leur égard le système employé dès l'origine, lequel est encore en vigueur : en arrivant dans la colonie, ceux d'entre eux qui ont les moins mauvais antécédens, ou dont la conduite a été la meilleure pendant la traversée, sont assignés comme serviteurs aux colons. Ceux-ci leur doivent la nourriture, le vêtement, le coucher et des soins hygiéniques. Il est interdit de leur allouer aucune rétribution, leur ration journalière est fixée légalement; en outre, les maîtres donnent, si cela leur plaît, à ceux dont ils sont contens du thé, du sucre et du tabac. Les heures de travail sont également réglées. Tous les ans, les maîtres sont tenus d'adresser à l'administration un rapport circonstancié sur le travail et la conduite des *convicts* à leur service. Le règlement porte aussi qu'ils doivent tendre de tout leur pouvoir, par l'exemple et les conseils, à l'amélioration morale de ces hommes; le dimanche, il faut les conduire à l'église, ou, si la distance pour s'y rendre est de plus de deux milles, leur lire des prières et leur faire une exhortation chrétienne.

Il y a une catégorie de condamnés qui jouit de plus de liberté, ceux qui, au bout d'un certain temps de travail chez les colons ou dans les ateliers du gouvernement, ont obtenu le laissez-passer, *ticket of leave*. Ouvriers ou cultivateurs, ils emploient leur temps à leur profit; placés sous la surveillance de la police, ils sont seulement tenus de répondre à un appel que fait le magistrat à l'église tous les dimanches. Voici à quelles conditions s'obtient cette faveur : selon la durée de la peine, fixée à cinq, sept, quatorze années, ou enfin pour la vie, le condamné doit servir pendant quatre, cinq, six et huit années. Les individus dans cette condition n'ont pas le droit d'acquérir des propriétés, et ils ne peuvent ni poursuivre ni être poursuivis en justice. Beaucoup d'entre eux se font constables et surveillans. Délivrés des obligations du *ticket* par l'expiration de leur peine, ils rentrent dans la jouissance de tous les droits civiques, et c'est ainsi que nombre de *convicts*, leur crime expié, ont acquis souvent de grandes fortunes. Plusieurs d'entre eux ou leurs enfans comptent parmi les plus riches propriétaires de la Tasmanie. Une ligne de démarcation ne les en sépare pas moins des *free men*; le préjugé subsistant contre eux est presque aussi fort que celui qui sépare les blancs des noirs aux États-Unis, et la fille d'un *convict*, si gracieuse, si bien élevée, si riche qu'elle soit, trouve difficilement un mari dans la classe libre de la colonie.

Les statistiques attestent que parmi les hommes qui subissent

leur peine un quart montre une excellente conduite, la moitié une conduite assez bonne, un huitième des mœurs irrégulières; enfin le dernier huitième touche à la dernière limite du crime et de la dépravation. Les femmes sont généralement pires que les hommes : elles vivent à peu près sous la même discipline; elles sont renfermées dans des maisons de correction ou allouées comme servantes aux colons. A Ross, petit village situé sur le Macquarie, affluent du Tamar, non loin de Campbell-Town, entre Launceston et Hobart-Town, il y a un établissement que l'on appelle le comptoir des femmes, *the female factory*; c'est un dépôt considérable dans lequel elles sont employées à des travaux de diverse nature, en attendant que les colons viennent choisir parmi elles des domestiques. L'établissement est bien situé, entretenu avec un soin et une propreté extrêmes, et la surveillance, aidée par l'isolement, y a, dit-on, produit de bons effets. En général pourtant, les femmes qui parviennent à jouir des bénéfices du *ticket of leave* alimentent les maisons de prostitution des deux principales villes, et les autres recherchent toutes les occasions de s'enivrer de *gin*, en dépit des châtimens. Ces châtimens sont ainsi gradués, selon la gravité des délits : réprimande, fouet, condamnation à tourner la roue d'un moulin pendant un temps limité, travaux forcés le jour et emprisonnement solitaire la nuit, travaux forcés sur les grands chemins, travaux forcés dans des escouades, envoi à l'établissement pénal de Port-Arthur. Outre la réprimande, on inflige aux femmes des immersions dans l'eau froide, la prison, le séjour dans un établissement où elles travaillent en silence. Pour les *convicts* employés à la confection des chemins, on dresse des baraques sur le lieu même des travaux; ils y prennent leurs repas, et y sont enfermés le soir par escouades de dix ou douze hommes, sous la surveillance des constables, et des sentinelles sont disposées à des intervalles rapprochés pour empêcher les évasions. A Hobart-Town, ils sont logés dans un vaste édifice, solide construction en pierre, aux sombres et fortes murailles, et on les emploie dans la ville à enlever les immondices et à porter les fardeaux.

Le fameux établissement de Port-Arthur, si redouté des *convicts*, est situé dans un endroit des plus pittoresques, à l'extrémité de la péninsule de Tasman, qui elle-même fait suite à la péninsule de Forestier, au sud-est de l'île. Ce point, théâtre particulier des travaux de l'expédition commandée par d'Entrecasteaux, était en ce temps-là couvert de grandes forêts, vieilles comme le monde, dont subsistent encore d'imposans débris, et sur la plage les indigènes, que ce navigateur ne cesse de louer dans sa relation pour leur bienveillance et leur douceur, venaient durant l'été recueillir les coquilles et pêcher le poisson dont ils faisaient leur nourriture. Aujourd'hui,

au milieu des arbres tombés sous la hache et à côté du long et sombre pénitentiaire, il y a une exploitation de charbon de terre. C'est là que se trouve le puits qui, avant la découverte des couches houillères de Fingal, alimentait seul la colonie. Il a 140 mètres de profondeur; le nombre des *convicts* qu'on y emploie est considérable; cependant les évasions sont rares à cause de la difficulté de vivre dans les bois, et surtout grâce à des précautions multipliées. On trouve à Port-Arthur deux établissemens distincts : celui des hommes et celui des enfans. Celui-ci est bâti à une extrémité de la péninsule que l'on nomme *Point-Puer;* il consiste en une série de baraques en bois, complétement isolées et gardées par une ligne de constables. Cinq cents enfans de douze à dix-huit ans y sont employés dans de nombreux ateliers à des travaux de menuiserie, de charpentage, de chaussure, etc.; ils travaillent en silence sous la direction de constables qui se promènent dans les salles, le fouet à la main. Quelques-uns d'entre eux deviennent, dit-on, de très bons ouvriers; mais le ministre chargé de leur éducation morale se plaint de n'obtenir auprès d'eux que bien peu de succès.

Dans le pénitentiaire des hommes, il y a de sept à huit cents misérables, la lie des bandits de l'Angleterre, ayant subi, pour la plupart, des séries de condamnations au-delà desquelles il n'y a plus que la mort; aussi ne leur épargne-t-on pas les corrections. Un officier de notre marine, M. Demas, qui a été retenu en Tasmanie par une longue convalescence et dont le journal abonde en détails intéressans sur Port-Arthur, vit un jour fouetter un de ces misérables. « Je me trouvais par hasard, dit-il, dans la cour de la prison au moment où on allait fustiger un *convict* que l'on venait de reprendre dans les bois après une évasion de plusieurs jours; il était condamné à recevoir quatre-vingt-dix coups sur les reins. L'exécuteur, armé du terrible *cat*, fouet à neuf branches grosses comme des lignes d'amarrage, frappait à tour de bras; chaque branche laissait sur les chairs un sanglant sillon. Je n'eus pas le courage de supporter cet affreux spectacle : cet homme endurait son supplice sans pousser un cri; seulement à chaque coup tout son corps se tordait, et les muscles de sa figure se contractaient d'une manière hideuse. »

Les évasions sont extrêmement rares; à Port-Arthur cependant, un jour six détenus se saisirent d'une barque et disparurent; on n'en a jamais entendu reparler, il est probable qu'ils ont chaviré en pleine mer. D'autres parvenaient à s'enfuir dans les bois; mais ils y menaient une vie si misérable, que le plus souvent il leur fallait revenir. Deux ou trois néanmoins, surmontant tous les obstacles, se sont faits les chefs de ces bandes déprédatrices qui ravageaient l'île au temps de la dernière guerre contre les indigènes. Pour sor-

tir de la péninsule, le *convict* qui est parvenu à s'évader de la prison et à tromper les postes de constables et la ligne de sentinelles a un terrible pas à franchir : c'est l'isthme qui joint entre elles les presqu'îles de Tasman et de Forestier. Cet isthme est une langue de sable étroite que l'on s'est avisé de couper par une ligne de chiens furieux; leurs chaînes sont juste assez longues pour leur permettre de se flairer le museau; le malheureux qui tente de franchir cette formidable barrière est mis en pièces. Le long des grèves, on a placé à des distances rapprochées, sur des pilotis, des niches dans lesquelles sont établis d'autres chiens qui, en cas d'évasion, donnent l'alarme aux sentinelles échelonnées sur le rivage, et la mer déferle au large avec trop de force pour qu'un homme puisse se hasarder sur les récifs.

La façon dont sont traités les *convicts*, l'obligation qui leur est imposée de travailler gratuitement chez les colons, bien plus encore, le mépris qui les suit lorsqu'ils sont rentrés dans la vie régulière, tout le système en vigueur et les préjugés qui en sont la conséquence inséparable n'ont cessé de provoquer l'indignation de la classe d'hommes que l'on appelle *emancipists*, laquelle se compose de libérés, de leurs enfans et de leurs petits-enfans. Ils n'ont cessé de provoquer des réformes : durant de longues années, les feuilles locales ont retenti de leurs plaintes et quelquefois de leurs menaces; mais que faire? Ils auraient bien pu réclamer en vain pendant longtemps encore; contre des préjugés enracinés par l'usage et entretenus par une continuelle importation de malfaiteurs, il n'y a ni législation, ni actes administratifs qui puissent quelque chose. Enfin un fait impatiemment attendu est venu donner, avec un but plus précis, une nouvelle force à ces demandes : c'est la suppression de la transportation à Sydney. La Tasmanie ne cesse depuis 1840 de solliciter la même faveur; pourquoi la lui refuserait-on? S'en est-elle montrée indigne? Hobart-Town mérite-t-elle moins d'égards que Sydney? La plus belle terre du monde doit-elle toujours être souillée par le contact des bandits? Les *emancipists* se sont jetés avec ardeur dans cette voie de nouvelles réclamations : ils n'auront plus sous les yeux des misérables rappelant toujours par leur présence et leur condition une origine détestée; peu à peu ils se confondront dans la foule des honnêtes gens, émigrans libres affluant de l'Angleterre. Ils ont conquis des partisans et de nombreux auxiliaires dans la classe des *free men*, en général peu satisfaits de voir la métropole se décharger de ses malfaiteurs sur la Tasmanie; mais ils ont aussi, dans la colonie même, des adversaires opiniâtres. Et les ponts, les chemins, les édifices, qui les a bâtis? La Tasmanie tout entière est due à la transportation; faut-il la priver de cette ressource au moment où les bras manquent à la terre et à tous les tra-

vaux, à tel point que l'administration dépense en primes des sommes énormes sans se procurer un nombre suffisant de travailleurs?

Voilà où en est la question. Toutefois les *emancipists* prennent le dessus; les convois de condamnés se dirigent aujourd'hui plutôt vers Perth que du côté d'Hobart-Town. La Tasmanie échange en ce moment sa condition de colonie pénitentiaire contre celle de colonie libre, en attendant le jour peut-être où elle deviendra une province des États-Unis indépendans d'Australie.

II.

C'est dans la Nouvelle-Zélande que subsistent les derniers des sauvages belliqueux, énergiques dans leur hostilité contre les Européens et franchement cannibales. *Que je te dévore la tête! mange ton père!* telles sont leurs imprécations familières. Au surplus, il suffit de jeter les yeux sur les dessins rapportés par Polack ou par quelque autre des nombreux visiteurs de la Nouvelle-Zélande pour saisir toute la différence qui sépare des autres populations océaniennes les énergiques Polynésiens de ce groupe. Leur grande taille, leurs membres agiles et musculeux, de couleur cuivrée, leur visage altier et farouche, au nez droit, aux pommettes saillantes, aux lèvres surmontées de longs poils, le tatouage qui sillonne leur front et leurs joues, leurs colliers d'os, leurs cheveux relevés en touffe et chargés de plumes, leur fière démarche sous leurs nattes de phormium, tout en eux indique la hardiesse et la férocité. On leur croirait quelque parenté avec les Peaux-Rouges plutôt qu'avec les races molles et craintives de l'Australie. Eux-mêmes se donnent le nom de *Maoris*, qui a la signification d'*autochthones* ou indigènes, et ils ne paraissent avoir gardé aucun souvenir des lieux qu'ils ont pu habiter avant de s'être fixés dans l'archipel zélandais.

Aujourd'hui il faut distinguer entre les Zélandais des côtes et ceux de l'intérieur. Ces fiers sauvages n'ont pas plus que les autres échappé aux désastreux effets du contact avec les matelots, et là, comme en tant d'autres régions, l'Europe, en transmettant au sol l'activité qui lui est propre, menace d'en éteindre les habitans. Autrefois les chefs qui abordaient les bâtimens européens se faisaient suivre de quelques femmes esclaves qu'ils livraient aux équipages; aujourd'hui ils prostituent leurs filles et leurs femmes pour un couteau ou un verre d'eau-de-vie. Les liqueurs les ont dégradés : ils ont échangé leurs nattes riches et artistement tressées contre des haillons de laine ou d'indienne, leurs allures et leur industrie native portent, comme leur costume, les tristes empreintes de leur dégradation; mais ils n'auront pas succombé sans résistance : les

Européens ont chèrement payé la possession des rivages, et de loin en loin quelque sanglante catastrophe vient encore jeter l'épouvante au sein des colonies anglaises.

Dès le premier jour, les relations entre les indigènes et leurs visiteurs eurent un caractère hostile. Tasman quittait les terres de Van-Diémen quand il accosta, en décembre 1642, un rivage également inconnu. Ses canots, envoyés à la découverte, revinrent suivis de pirogues longues et étroites, réunies deux à deux, ornées sur les bords et aux extrémités de riches et bizarres sculptures, manœuvrées à l'aide de pagaies longues de deux mètres, et montées par un nombre d'hommes variant de douze à quarante. Indigènes et Européens s'observèrent avec défiance et curiosité; les premiers sonnèrent de la conque marine, les autres répondirent avec la trompette. On était ainsi dans une sorte d'indécision; les sauvages refusaient d'approcher, quand Tasman, qui avait deux bâtimens, détache de l'un vers l'autre un canot monté par sept hommes. Les pirogues se mirent aussitôt en mouvement, se jetèrent sur l'embarcation avec une telle impétuosité qu'elle chavira, et ils assommèrent avec leurs casse-têtes quatre matelots; les trois autres purent se sauver à la nage. L'artillerie des deux vaisseaux fit aussitôt feu sur les pirogues et tua quelques sauvages. Après cette vengeance, n'espérant plus nouer de relations amicales et se procurer des vivres, Tasman fit lever l'ancre, abandonnant ce rivage, qui a conservé le nom de *Baie du Massacre*. Telle fut la découverte de la Nouvelle-Zélande.

Cook et Surville, cent trente ans plus tard, ne furent pas mieux reçus, et en 1772 le capitaine français Marion y fut massacré avec une partie de son équipage, après avoir été accueilli par les démonstrations les plus amicales. L'année suivante, Furneaux, commandant d'un navire qui avait longtemps accompagné celui de Cook, ne voyant pas revenir un canot, envoya à sa recherche. A la vue de l'embarcation armée qui se dirigeait vers eux, les sauvages prirent la fuite vers les bois. Alors, sur la grève restée déserte, on reconnut les débris du canot, puis divers vêtemens européens; plus loin se trouvaient une vingtaine de corbeilles, dont les unes étaient pleines de fougère et les autres de chair humaine rôtie. Parmi ces hideux tronçons, une main portait les lettres T H : c'était la main du matelot Thomas Hill. Il est juste de dire que la plupart de ces faits horribles avaient été provoqués par les injustices et les brutalités des Européens. En traitant les Nouveaux-Zélandais avec justice et bienveillance, en leur épargnant les représailles auxquelles ils s'attendaient, car le talion le plus rigoureux est en vigueur parmi eux, Cook, dans son troisième voyage, parvint à gagner et à s'attacher même quelques-unes de leurs tribus, et il revint disant que si

ces hommes sont des ennemis sanguinaires et implacables dans leur vengeance, ils peuvent être aussi des amis dévoués et courageux. De leur côté, les Zélandais étudièrent les Européens et surent les apprécier; ils se montrèrent reconnaissans des dons en plantes et en animaux que ceux-ci firent à leur sol; puis, comme ils virent que leur supériorité la plus réelle consistait dans la possession des armes à feu, ils n'épargnèrent rien pour s'en procurer. Dans l'origine, ils donnaient jusqu'à douze cochons et des centaines de corbeilles de patates pour un seul fusil.

A partir de ce moment, les rapports furent tantôt bienveillans et tantôt hostiles. Les Zélandais se prêtaient volontiers aux échanges; mais un coup, un meurtre, de la part de ces matelots de baleiniers et de vaisseaux marchands, toujours prompts aux rixes et aux brutalités, devenait le signal d'une série de boucheries humaines. Toutefois, dans ces circonstances même, des blancs ont été épargnés, et il y a deux ou trois exemples d'Européens ayant vécu dans l'île tatoués et soumis aux usages des Zélandais. En janvier 1826, le capitaine d'un brick américain, faisant le commerce dans les mers du sud, avait touché à une des côtes orientales de la Nouvelle-Zélande. Six hommes montèrent à son bord dans le costume indigène; quel ne fut pas son étonnement en voyant à l'un d'eux des cheveux blonds et une peau blanche sous le tatouage qui la recouvrait! « Un Zélandais blanc! » s'écriait-il, quand l'autre, en bon anglais, s'empressa de lui apprendre qu'il avait échappé, il y avait dix ans, au massacre d'un équipage, et que depuis ce temps il avait vécu parmi les sauvages; il ajouta que ceux-ci avaient projeté de saccager le brick, et que le capitaine n'avait rien de mieux à faire que de repartir promptement; il demanda à être emmené et pria qu'on renvoyât sans leur faire de mal ses cinq compagnons, qui étaient un fils de chef et quatre esclaves. Cet homme était John Rutherford, dont les aventures ont eu un grand retentissement en Angleterre.

Rutherford était embarqué sur l'*Agnès*, bâtiment américain de quatorze hommes d'équipage, commandé par le capitaine Coffin, et faisant le commerce de l'écaille de tortue et des perles dans les îles du Pacifique. Après avoir touché à l'embouchure de la Tamise, rivière qui coule du sud au nord dans Eaheïno-Mauwé, l'île la plus septentrionale du groupe, le bâtiment avait été porté par les vents et les courans vers l'extrémité nord-est de l'île. Là il trouva une belle et vaste baie, qui peut bien être Poverty-Bay de Cook, et dans laquelle le capitaine jeta l'ancre, ayant grand besoin d'eau. Il avait à peine mouillé que de tous les points de la côte accoururent des pirogues manœuvrées par une trentaine de rameurs. Ce jour-là, peu d'hommes montèrent à bord; mais les femmes s'entassèrent sur le

pont, s'offrant aux matelots pour quelques bagatelles et dérobant tous les objets qui étaient à portée de leurs mains. Le lendemain, un chef du nom de Aimi aborda l'Américain, avec une pirogue de guerre longue de soixante pieds, montée par cent hommes et chargée d'ustensiles, d'armes et de nattes qu'il apportait, disait-il, pour commercer. Après quelques échanges, le capitaine, qui n'était pas sans inquiétude, craignant de dégarnir le bâtiment d'une partie de son équipage, demanda par signes à Aimi s'il voudrait se charger d'aller chercher de l'eau. Celui-ci y consentit; pendant ce temps, nombre de naturels affluèrent encore, apportant des porcs et des racines de fougère. Jusque-là on n'avait à se plaindre que des vols des indigènes, ils avaient dépouillé l'arrière du bâtiment d'une partie de son plomb et enlevé tous les clous à un canot; néanmoins le capitaine réglait son compte avec le chef pour le transport de l'eau, il lui donnait deux mousquets, de la poudre et du plomb. Il y avait à bord plus de trois cents indigènes armés de leurs *merys*; on appelle ainsi une pierre plate, de couleur verte, longue d'un pied, qui se termine à une extrémité par une poignée, à l'autre par un double tranchant, et dont ces sauvages se servent pour frapper sur l'occiput et sur le cou. A ce moment, de grands feux brillèrent sur les hauteurs, et les naturels se montrèrent en foule sur le rivage. Le capitaine, de plus en plus effrayé, commanda les manœuvres pour le départ; les hommes s'étaient élancés dans la mâture, et le capitaine restait seul sur le pont avec le coq et le maître, quand le chef zélandais se dressa de dessus la natte qui lui servait alternativement de siége et de manteau, brandissant son tomahawk et entonnant un chant de guerre; les autres bondirent à son exemple, entièrement nus, et se livrèrent à une danse furieuse. Un sauvage se glissa derrière le capitaine, qui était penché vers son compagnon, le frappa sur le derrière de la tête et le tua. Le coq voulut se mettre en défense, il fut en un instant massacré; le maître tenta de s'élancer sur une échelle, il reçut un coup sur la nuque qui le fit tomber, sans le tuer tout de suite; puis des sauvages se précipitèrent contre la porte de la cabine, tandis que d'autres montaient dans les agrès pour en faire descendre le reste de l'équipage. Deux matelots se jetèrent à la mer et furent ramassés par les pirogues; les autres ne firent pas de résistance: on les dépouilla de leurs couteaux, de leurs boîtes, de leurs pipes, on leur lia les pieds et les mains, et on les entassa dans une pirogue avec les deux cadavres et le maître, qui râlait horriblement. La pirogue se dirigea vers la terre, et durant tout le trajet un sauvage, agenouillé sur le maître, léchait le sang qui coulait de sa blessure. Les femmes restées à bord coupèrent le câble et gagnèrent la rive à la nage; les voiles avaient été tranchées à coups

de *merys*, le bâtiment vint s'échouer à l'embouchure d'une petite rivière où il fut mis au pillage. Vers le soir, les cadavres et les captifs, au nombre de douze, furent transportés à un village peu distant de la côte. Les survivans furent attachés par les mains, chacun à un arbre, et les trois cadavres (le maître avait expiré) furent suspendus par les talons à des branches pour que les chiens ne pussent y toucher. La nuit était obscure, il pleuvait à verse; des feux allumés tout le long du rivage servirent à diriger les pirogues, qui n'abandonnèrent le vaisseau que quand il n'y eut plus un clou, un morceau de fer, et qui y mirent alors le feu. Au matin, cinq chefs, au nombre desquels était Aimi, suivis d'une foule considérable, vinrent s'asseoir en cercle dans un terrain nu, à côté du rivage, et se mirent à délibérer avec des gestes véhémens et de longs discours. Puis Aimi vint vers Rutherford, le délia lui et un autre, et les fit asseoir. Les quatre autres chefs prirent de même chacun un homme; ensuite, faisant un signe à un indigène qui se tenait à l'écart, ils lui dirent quelques mots. Celui-ci se leva sans hésitation, prit son tomahawk, se dirigea vers les arbres où six hommes étaient encore attachés, brandit six fois son arme, et en abattit un à chaque coup. Les naturels faisaient de hideuses contorsions et poussaient de grands éclats de rire en entendant les cris et les râlemens de ces malheureux, tandis que d'autres brandissaient leurs *merys* sur la tête des survivans. Le carnage achevé, ils creusèrent huit larges trous, profonds d'un pied, les emplirent de bois sec et les couvrirent de pierres plates. Cependant d'autres dépeçaient les cadavres et les coupaient en morceaux; le bois avait été allumé; quand les pierres furent rouges, des membres et des lambeaux de chair, après avoir été lavés dans la rivière, y furent appliqués; puis les sauvages s'assirent en cercle sur un tas de feuilles et procédèrent à leur horrible festin. Pendant qu'ils mangeaient, les enfans se disputaient autour d'eux des ossemens à demi rongés, et les femmes préparaient du poisson et de la racine de fougère pour les captifs. Le lendemain, les chefs, assis en cercle, se firent apporter de grands baquets dans lesquels on avait préparé le restant des cadavres avec du porc et des pommes de terre, et firent une distribution à la multitude. Ensuite, après quelques échanges ou partages de butin, ils se séparèrent.

Quatre des compagnons de Rutherford furent ainsi dispersés, et jamais celui-ci n'eut de leurs nouvelles. Le cinquième, épargné pendant un an, fut assommé au bout de ce temps pour avoir, disait-on, contribué par des maléfices à la mort d'une vieille femme, mère d'un chef; mais on ne le dévora pas, son cadavre fut livré à Rutherford pour être inhumé comme il lui plairait. Quant à notre matelot, qui était alors un jeune homme de vingt-quatre ans (la catastrophe

avait eu lieu le 7 mars 1816), il fut pris en amitié par le terrible Aimi, qui se l'attacha, finit par lui donner deux de ses filles en mariage, et l'éleva à un certain rang. On lui couvrit le corps de tatouages; il se plia aux habitudes de ses hôtes, participa à leurs travaux et fut mêlé à leurs guerres. C'est ainsi qu'il pénétra dans l'intérieur jusqu'au détroit de Cook, qui sépare Eaheïno-Mauwé de la grande île Tawaï-Pounamou. Là il vit le fameux chef Pomaree, qui promenait, avec la conquête, les dévastations sur la côte sud-ouest de l'île. De temps à autre, après une expédition heureuse, quelque chef ami de Rutherford lui envoyait une corbeille pleine de la chair des ennemis tombés sur le champ de bataille. A son tour, il distribuait ce présent entre ses compagnons, qui trouvaient ce mets succulent et plus délicat que la chair de porc. Dans les premiers mois de son séjour, Rutherford essaya de mesurer le temps à l'aide de coches faites à un bâton; mais à la longue il se perdit dans son calcul : il ne réussit pas non plus à se reconnaître dans le comput des indigènes, qui comptent par nuits, par lunes, par mois, et qui, au bout de vingt ou trente de ces périodes, n'ont plus que des supputations très inexactes. Quand le brick américain emmena le matelot, il fut tout étonné d'apprendre qu'il avait dix ans de plus qu'à l'époque du massacre; le temps ne lui avait pas semblé long durant sa captivité.

Quelques années auparavant, en 1809, le *Boyd*, bâtiment anglais dont le capitaine s'était rendu coupable de mauvais traitemens à l'égard d'un indigène du nom de Taara, avait abordé à la baie de Wangaroa, à la pointe septentrionale de Eaheïno-Mauwé. Tippouie, père de Taara, envahit le bâtiment avec les hommes de sa tribu, et massacra l'équipage, malgré les efforts que fit pour l'en empêcher un chef de la Baie des Iles, Tippahee, qui durant plusieurs années avait consenti à naviguer sur un bâtiment européen. Cette fois, comme au massacre de l'*Agnès*, les victimes furent dévorées.

Les causes de l'anthropophagie chez les Zélandais ont été expliquées diversement; on ne saurait attribuer cette horrible coutume à la rareté des alimens, car la Nouvelle-Zélande, située entre le 34e et le 47e parallèle sud environ, jouit, dans sa plus grande partie, du climat le plus tempéré, et si elle a peu de quadrupèdes (seulement une sorte de chien-renard et de gros rats), elle produit en abondance toute espèce de légumes. D'ailleurs les Zélandais n'auraient plus même le prétexte de la rareté des animaux depuis l'introduction des porcs dans leurs îles par Cook. Il est fort probable que l'anthropophagie doit son origine à quelque rite superstitieux, et qu'elle a été entretenue par la fureur que ces sauvages apportent dans leurs guerres et dans leurs rancunes personnelles.

Leurs croyances religieuses sont encore assez peu connues. *Atoua* chez eux, comme dans plusieurs îles plus septentrionales de l'Océanie, représente une divinité supérieure, mal définie, au-dessous de laquelle se rangent, dans une sorte de hiérarchie, des dieux secondaires et des esprits. *Atoua* revêt toutes les formes, mais surtout celle du lézard, et il signale sa présence par un sifflement sourd et léger, qui n'est perceptible que pour le prêtre ou *tahounga*. Celui-ci calme les vents, prévient les orages et surveille la stricte observance du *tabou* ou *tapou*, pratique superstitieuse familière à la plupart des peuplades océaniennes, et dont les moindres détails sont connus par nombre de relations et de récits. Les Zélandais admettent une sorte d'âme, un esprit, *waidoua*, distinct du corps, et, par une singulière analogie avec des croyances jadis familières à des races de l'Europe, ils prétendent que dans les demeures célestes les esprits passent le temps en combats et en festins. Ils se sont fait de la création une idée fort singulière : une de leurs légendes raconte que le ciel et la terre furent longtemps unis dans un embrassement qui ne permettait pas à la lumière de se faire place et d'éclairer le monde. Ce fut un de leurs fils, *Tane-Mahuta*, le père des forêts, qui dans un irrésistible effort, pressant l'un de ses pieds et l'autre de sa tête, a séparé ses parens. Le ciel et la terre en ont gémi, et les Zélandais disent dans une fiction pleine de poésie que c'est en souvenir de cette alliance, en témoignage de leurs regrets, que la terre exhale vers le ciel ses soupirs sous forme de brouillards, et que le ciel répand le matin sur son épouse les pleurs de sa rosée.

Ces sauvages ne connaissent, à part quelques rhythmes religieux, que des danses et des chants de guerre; ils préludent à leurs combats par des cris et des contorsions qui surexcitent leur fureur. Leurs instrumens de musique consistent en une trompe marine et en diverses sortes de flûtes percées d'un petit nombre de trous; ils en tirent, en y soufflant avec les narines, des sons sourds et discordans. Cependant leur langue, dont quelques missionnaires anglais ont fait une étude assez approfondie, ne manque pas d'harmonie, et elle semble féconde en ressources oratoires, à en juger par les vives impressions que les harangues des chefs font passer dans les esprits et sur les visages des guerriers qui les entourent. On sait que le salut des Zélandais consiste, comme chez les autres Polynésiens, dans le frottement des nez. La polygamie règne dans ces îles; l'adultère est sévèrement puni, et l'on a vu que, par une contradiction étrange, les filles ont la liberté de se prostituer à qui bon leur semble jusqu'au moment du mariage. Les femmes sont moins belles et moins fortes que les hommes; ce sont elles, comme chez tous les sauvages, qui se trouvent chargées des travaux pénibles :

elles n'ont pas droit au *moko*, c'est-à-dire à ces incisions profondes et compliquées qui sillonnent le visage des guerriers, attestant par leur multiplicité l'importance et la valeur militaire de chaque individu. Les Zélandais sont plus curieux, plus industrieux que ne le sont en général les sauvages. Ils savent fortifier de solides palissades les huttes quelquefois élégantes qui composent leurs *pas* ou villages. Leurs sculptures sur bois et sur os sont d'une extrême richesse de détails et d'un fini qui peut étonner d'autant plus qu'avant l'introduction du fer dans leurs îles, qui ne date que des relations avec les Européens, ils n'avaient pour les exécuter que des coquilles et des pierres grossièrement taillées. Ils ne répugnent pas aux voyages : plusieurs d'entre eux sont allés de leur plein gré visiter les villes anglaises de l'Australie, et ils écoutent avec une attention et une intelligence peu communes chez des sauvages les récits qu'on leur fait de l'Europe.

Tels sont les hommes au milieu desquels la civilisation anglaise, toujours débordant, est venue s'installer il y a quelques années. C'est en 1840 que la Nouvelle-Zélande, officiellement occupée, est devenue la troisième division de l'Australasie. Le pavillon britannique n'y flottait jusque-là que sur des pêcheries et des huttes de missionnaires; mais depuis longtemps le génie anglais s'était tourné vers ces rivages bien découpés, et préparés par leur situation et leur climat à une colonisation anglaise. La prise de possession de la Nouvelle-Zélande a préoccupé les esprits longtemps avant d'être effectuée, et il n'y a peut-être pas de région sur laquelle il ait été publié chez nos voisins autant d'ouvrages depuis trente ans. « Elle est prédestinée à devenir l'Angleterre des mers australes, » disait l'un. « C'est un vrai paradis ! » s'écriait en plein parlement M. Barrow Montefiore, ancien négociant de Sydney, faisant allusion au climat, aux sites pittoresques et aux avantages commerciaux de l'archipel. « Bien que la dernière acquise, elle n'est pas la moindre dans notre estime, » a écrit en tête de son livre, le dernier publié sur ce sujet, un observateur calme et précis, appartenant à cette famille de touristes anglais que quatre mille lieues n'étonnent pas lorsqu'il s'agit d'étudier une question d'intérêt national. On peut juger en effet de l'importance que l'Angleterre attache à sa récente acquisition par l'activité qu'elle y déploie. Sydney et Hobart-Town, qui sont devenues de grandes villes, surtout la première, n'avaient pas, au bout de dix-neuf années d'existence, le mouvement et la population que nous voyons aujourd'hui à la ville d'Auckland, capitale des colonies de la Nouvelle-Zélande.

Les deux grandes îles Eaheïno-Mauwé et Tawaï-Pounamou ont été seules occupées; la troisième, Stewart, qui est séparée de Tawaï

par le détroit de Foveaux, est d'une étendue peu considérable; elle est coupée par le 47e parallèle sud, et à cette latitude le climat commence à devenir rigoureux dans cet hémisphère austral. Les grandes îles ont été partagées chacune en trois provinces : Auckland, Taranaki ou New-Plymouth et Wellington dans la première; Nelson, Canterbury et Otago dans la seconde. Vers 1839, la France songea à fonder un établissement colonial à la Nouvelle-Zélande; mais elle fut devancée par l'Angleterre, et tout ce qu'elle a pu faire depuis a été d'acquérir un petit territoire sur la presqu'île de Banks, dans l'île Tawaï et dans la province de Canterbury. Là, dans le port d'Akaroa, qui est avantageusement situé, elle a installé un établissement où ses baleiniers viennent se ravitailler; c'est tout ce qu'elle possède sur le riche territoire de la Nouvelle-Zélande. Les établissemens anglais n'occupent que des portions de rivages peu considérables; mais les divisions coloniales embrassent le sol entier, témoignant du désir qu'aurait l'Angleterre de s'étendre dans l'intérieur. Chaque province est administrée, sous le contrôle d'un gouverneur-général, par un surintendant, qu'elle choisit, et par un conseil provincial; de plus, elle envoie des représentans à la chambre législative d'Auckland. La population européenne de la Nouvelle-Zélande se monte à cinquante mille âmes, dont les deux tiers appartiennent aux établissemens d'Auckland et de Wellington.

Auckland est une ville admirablement située, sur le 37e parallèle, avec un port vaste et profond, à l'entrée de l'étroite et longue presqu'île qui termine Eaheïno au nord-ouest. Elle n'est pas vieille de vingt ans, et déjà le long de ses rues, bien alignées, se dressent des hôtels, des églises, des hôpitaux, et toutes les constructions d'utilité publique. Toutefois Auckland, pas plus que Wellington et Nelson, ses voisines et ses émules, ne possède encore ni le luxe ni le comfortable de la métropole; quelque chose de primitif se révèle dans les constructions de ces villes naissantes et dans le caractère plutôt sauvage qu'agreste de leurs environs. Cette physionomie même a son intérêt particulier : telles devaient être à l'origine les capitales des colonies qui forment aujourd'hui l'Union américaine, telle fut Sydney il y a quarante ans. Si nous voulons simultanément embrasser du regard les villes nouvelles, filles de l'Angleterre, aux diverses périodes de leur développement, jetons les yeux à la fois sur l'Amérique et l'Océanie : ici Auckland à l'état d'ébauche, là Sydney grandissant encore, là-bas New-York, une des reines du monde, et à côté d'elles l'or improvisant Melbourne et San-Francisco. La société néo-zélandaise a un caractère particulier et très distinct de celui des autres sociétés australasiennes. Comme l'occupation de la Nouvelle-Zélande avait été préméditée longtemps avant

d'être effectuée et que nombre de publications avaient renseigné l'Angleterre au sujet de cette contrée nouvelle, on n'a pas vu s'y précipiter seulement une population de *convicts* libérés, de mineurs déçus, et les aventuriers des trois royaumes; la Zélande a été mieux partagée : d'honnêtes gens disposant d'un petit capital, des colons sérieux suivis de leurs femmes et de leurs enfans, quelques rejetons même de grandes familles, des officiers retraités de l'armée des Indes, sont venus tenter la fortune, qui ne peut guère, sur cette terre féconde, échapper à l'ordre et au travail. La Nouvelle-Zélande est à cette heure un pays de classe moyenne, où on ne voit ni les fortunes extravagantes que la spéculation sur les terrains a données à quelques habitans de Melbourne, ni la misère et l'abjection profondes que l'on rencontre à chaque pas dans les rues et sur les quais des villes tasmaniennes et australiennes. Le touriste est, à ce qu'il paraît, agréablement surpris lorsqu'il passe du Victoria dans la province d'Auckland, et plus encore dans celle de Wellington, de trouver, au lieu d'une fiévreuse agitation, des mœurs affables et policées, et d'apprendre que le chiffre des crimes et des délits y est deux fois moins considérable. Il y a dans ces faits un indice particulier, comme l'observe fort bien M. Hursthouse : c'est que la colonisation tend à n'être plus seulement dans la mère-patrie la ressource des misérables et des vagabonds, et qu'elle promet de devenir un moyen honorable d'augmenter les ressources et le bien-être de familles qui vivaient dans une honnête médiocrité. Les conditions pour l'acquisition du terrain sont : 10 shillings comptans par acre; on peut acquérir des lots de vingt à cent acres à crédit en payant 1 shilling par acre pendant quatre années, et le surplus la cinquième. D'ailleurs il y a place dans les six provinces pour quiconque a les mains endurcies au travail et ne craint pas la fatigue. Le taux de l'intérêt est de 10 et de 12 pour 100. Une des meilleures spéculations consiste, dit-on, à exploiter dans les villes naissantes un petit capital de 60 à 100,000 francs. D'ailleurs pas de maisons de jeu, peu de représentations scéniques; on défriche, on travaille, on vit en famille. Ce n'est qu'à des époques annuelles, par exemple pour l'anniversaire de la naissance de la reine, que sont donnés quelques bals dans les principaux centres. Il y a aussi des concerts, des lectures. Auckland possède un collége, et partout où sont agglomérées quelques centaines de personnes, on trouve des écoles, des églises, des réunions, sinon des sociétés littéraires et savantes.

C'est ainsi que la colonisation de la Nouvelle-Zélande se distingue, à côté des autres colonisations australiennes, par des tendances vers l'ordre et par un caractère sérieux, et la terre sur laquelle viennent

se déployer ces qualités, assez nouvelles dans l'Océanie, est parfaitement propre à les récompenser. Par sa fertilité naturelle et l'abondance de ses cours d'eau, la Nouvelle-Zélande promet au pâturage et à l'exploitation agricole des ressources encore plus étendues que l'Australie et la Tasmanie. L'orge et le houblon y viennent facilement, et déjà elle envoie à l'Australie diverses sortes de bière. Le lin indigène, ce *phormium* avec lequel les Zélandais fabriquent les belles nattes qui leur servent de vêtement, peut fournir aux métiers anglais une matière première abondante et précieuse. Le sol renferme de la houille, du cuivre, des minerais de fer, que les indigènes ne savaient pas exploiter. On dit aussi qu'au pied de la chaîne, toujours couverte de neige, qui forme l'arête des deux grandes îles, il y a des gisemens aurifères. Il est certain qu'on a trouvé de l'or aux environs d'Auckland, mais en petite quantité. Dans Tawaï, non loin de l'établissement de Nelson, il y a une exploitation de quelque rapport. Que l'on découvre des mines plus productives, et d'ici à peu d'années toutes les espérances que l'Angleterre fonde sur l'acquisition de cette nouvelle colonie pourront être dépassées.

La Nouvelle-Zélande se trouve donc entraînée elle-même dans le mouvement industriel et commercial qui, grâce au génie entreprenant de l'Europe et aux moyens de rapide locomotion dont elle dispose de nos jours, gagne de proche en proche les régions les plus lointaines. D'ici à quelques années, la terre dont les ombrages ont abrité tant de boucheries humaines sera couverte de pâturages, de champs fertiles, de villes populeuses. La conquête du sol s'accomplit au profit de l'Occident industrieux; que deviendront dans ce mouvement les populations indigènes?

On estime aujourd'hui le nombre des Zélandais à soixante ou soixante-dix mille, répartis en une douzaine de tribus qui sont plus particulièrement confinées dans Eaheïno-Mauwé. Depuis soixante ans, le chiffre de cette population a diminué des deux tiers. Est-ce encore une race destinée à périr? Ici cependant les Européens ne se trouvent plus en présence de quelques misérables tribus vagabondes, ne vivant que de chasse ou de pêche, rebelles à l'agriculture, étrangères aux premiers rudimens de l'industrie : les Polynésiens zélandais sont une race autrement vivace et énergique que les Mélanésiens de l'Australie, et leur climat ne les a pas énervés comme les hommes de la même race vivant sous l'équateur. Si beaucoup d'entre eux ont été corrompus par le contact des misérables, rebut de l'Europe et de l'Amérique, qui se sont les premiers mêlés à eux, il en est d'autres qui ont conservé toute leur énergie guerrière, et qui ont tenté de s'opposer à l'invasion des blancs. C'est ainsi qu'en juin 1843, deux chefs, Rauperaha et Rangihaiata, ont exterminé les

colons qui venaient prendre possession de leurs territoires. Ce sanglant épisode a pris le nom de *massacre de Waïroa*, d'une rivière sur les bords de laquelle il s'est accompli, au nord de Tawaï-Pounamou.

Parmi ces indigènes, il en est heureusement un grand nombre qui, animés d'une curiosité intelligente, regardent fonctionner auprès d'eux les sociétés nouvelles, en témoignant un certain désir de s'initier à leurs procédés. Les nouveautés ne leur répugnent pas comme à tant d'autres sauvages; ils ont su se défaire de plusieurs de leurs pratiques héréditaires. M. Hursthouse affirme qu'en 1857 l'anthropophagie avait entièrement cessé parmi les Zélandais. On ne peut néanmoins se dissimuler qu'ils sont dans des conditions défavorables pour s'élever et s'instruire, à cause des habitudes exclusives, peu sympathiques aux races étrangères, qui forment un des traits distinctifs du caractère anglo-saxon. Les colons anglais leur envoient des missionnaires, ils prennent des mesures louables pour les former et leur procurer quelque bien-être, mais ils ne consentiront jamais à les admettre à un niveau d'égalité. Cependant, par plus d'un côté, avec leur intelligence, leurs goûts belliqueux, leurs croyances et leur énergie, ces hommes ont comme une lointaine ressemblance avec nos ancêtres germains. Ceux-ci ont été favorisés par les circonstances; ils se sont imposés en maîtres aux sociétés civilisées de leur temps, et pour vivre les vaincus ont dû s'appliquer à polir et à façonner leurs vainqueurs. Tel est le sort de la barbarie : quand elle envahit la civilisation, elle est conquise par elle; quand au contraire ce sont les hommes civilisés qui vont trouver les barbares, ils ne se donnent pas la peine de les élever jusqu'à eux. Ceux-ci s'éloignent et s'éteignent. Le contact des Européens et leur exemple seront-ils plus profitables aux Zélandais? Les survivans de cette race sont-ils condamnés à disparaître, ou leur sera-t-il donné d'avoir aussi leur histoire, et de prendre un jour quelque part à l'œuvre collective que nos sociétés accomplissent? C'est une de ces questions que l'esprit aime à se poser après avoir étudié les aptitudes et les usages de ces peuples lointains; mais il ne saurait la décider, la solution en appartient à l'avenir. Nous pouvons seulement prévoir qu'il leur faudra pour vivre entrer dans les voies nouvelles de la civilisation : cesser d'être sauvages ou cesser d'exister, telle est l'inflexible alternative qui s'ouvre devant eux.

Quoi qu'il en puisse advenir, soit que la Nouvelle-Zélande doive désormais sa prospérité à des étrangers ou à des indigènes, elle a définitivement pris place dans le mouvement général. Elle est née sous nos yeux, nous la voyons grandir, et déjà nous pouvons entrevoir pour elle un avenir de vigueur et de prospérité qui lui permet-

tra d'aspirer aussi à une vie indépendante et personnelle. Nous voici loin du temps des fabuleux *antichthones*. Ce que sont ces habitans du monde opposé au nôtre, nous ne l'ignorons plus; quelle terre est leur patrie, ce ne sont plus des poètes, inventeurs de légendes, qui le demandent à leur imagination; nos naturalistes et nos géologues, avec des échantillons du sol et des plantes dans la main, sont venus nous le dire, et l'Angleterre a couvert de son commerce et de son industrie cette région lointaine, dernier refuge de la fable et de l'hypothèse. Dans les îles de l'Océan austral, l'or résonne, le *convict* mêle ses réclamations bruyantes aux rudes voix des *squatters;* on entend retentir sous la hache les vieux arbres transformés en charpentes, on voit défiler en bandes innombrables les troupeaux importés d'Europe; l'artillerie tonne, les pavillons se saluent, les vaisseaux débarquent leur peuple d'émigrans, la foule avide se mêle et se presse, et devant ces bruits nouveaux le passé tout entier s'efface, et, avec ses sauvages et pittoresques épisodes, disparaissent aussi les sites incultes, les forêts séculaires, sombres décors de la nature qui servaient de cadre aux danses bizarres, aux coutumes étranges, aux repas de chair humaine. Un grand changement s'effectue de nos jours, au commandement de l'Europe, sur le théâtre du monde : là où il y avait isolement, nous avons imposé les relations et le mélange; aux régions silencieuses de la barbarie, nous avons fait connaître le tumulte de notre civilisation. Il est aisé de pressentir quel intérêt offrira l'histoire des sociétés nouvelles de l'Océanie, si leur avenir répond à leurs commencemens. — Pour signaler tout d'abord l'idée qui domine son livre, le dernier historien de la colonisation zélandaise, M. Hursthouse, l'intitule *Zealandia, the Britain of the south* (la Bretagne du sud), et peut-être a-t-il raison; la Nouvelle-Zélande ne le cédera sans doute en rien dans l'avenir à l'Angleterre. Le beau-père de Tacite, Agricola, se fût bien étonné si on fût venu lui dire : Le sol barbare que foulent vos légions sera un des foyers de la civilisation dans le monde; le petit fleuve au large estuaire, derrière lequel s'abritent les tribus farouches des Angles et des Pictes, baignera les pieds d'une ville grande comme la capitale de l'empire. Pour nous, en présence des faits qui s'accomplissent incessamment sous nos yeux, nous ne sommes pas en droit d'être surpris à la pensée que les générations qui nous auront succédé comptent un jour parmi les centres les plus actifs de leur puissance Hobart-Town, l'industrieuse capitale de la Tasmanie, et Auckland, cette ville qui vient de naître à l'extrémité de la Nouvelle-Zélande.

ALFRED JACOBS.

LE CHEVALIER

DE CHASOT

Mémoires et Souvenirs du chevalier de Chasot, recueillis et publiés par M. Kurd de Schloezer; Berlin, Wilhelm Hertz, 1858.

A Berlin, dans l'un des appartemens du château royal, figure un portrait qu'il est impossible de ne pas remarquer en passant. La toile, peinte par Antoine Pesne, représente un jeune officier aux gardes en costume de bal. Sous le domino rose aux plis flottans apparaît l'élégant uniforme des dragons de Baireuth avec la croix émaillée de bleu de l'ordre *pour le mérite*, que le personnage en question porte attachée au cou par le ruban noir à liséré blanc. La main droite tient négligemment un masque de satin, et la tête est couverte d'un léger tricorne à ganse d'argent. Quant à la physionomie, rien de plus fier, de plus vainqueur : un aplomb à tout braver, l'intrépide assurance d'une âme jeune et superbe dans un corps dispos et bien tourné, quelque chose de hautain, de provocant, d'aventureux, qui trahit le soldat de fortune et l'homme de guerre. — Ce paladin et ce masque, c'est le chevalier François Egmont de Chasot, né à Caen le 18 février 1716, élevé au collége des jésuites de Rouen, puis incorporé aux *cadets gentilshommes*, et qui, après une existence des plus romanesques, après avoir abandonné le service du roi de France pour s'enrôler sous les drapeaux de Frédéric, dont il fut le compagnon d'armes et l'ami, finit à quatre-vingt-un ans (24 août 1797) par mourir à Lubeck commandant de place, lieutenant-général, chargé de titres et d'honneurs récoltés par toute l'Europe.

Les résidences des souverains du Nord sont peuplées de ces figures avec lesquelles le visiteur français aime à se retrouver en pays de connaissance. Je sais parfaitement tout ce qu'on pourrait dire sur la manière au moins étrange dont ce monde-là entendait le patriotisme, mais il faut voir aussi que chez la plupart de ces chevaliers normands ou bourguignons l'esprit du moyen âge survivait, et qu'on serait mal venu de les vouloir juger d'après les notions de la morale actuelle. A mesure qu'on s'éloigne du moyen âge, le nombre de ces héroïques aventuriers diminue; s'ils figurent encore par centaines dans la guerre de trente ans, la guerre de sept ans n'en a que quelques-uns à nous montrer, et au milieu d'eux brille le chevalier de Chasot. Retiré à Lubeck sur ses vieux jours, par suite d'une brouille avec son royal ami, Chasot entreprit d'écrire des mémoires qui, tout incomplets qu'ils fussent restés de son vivant, et en dépit d'altérations causées par la regrettable négligence des divers héritiers qui se les sont transmis, n'en conservent pas moins un intérêt réel pour les amateurs de curiosités historiques. Un archiviste intelligent et qui d'ordinaire a la main heureuse, M. Kurd de Schloezer, vient de remettre en lumière ces fragmens épars et tronqués, qui encore, pour n'être pas une simple découverte de savant, pour valoir quelque chose aux yeux du public, auraient besoin d'être étendus, complétés et reliés entre eux à l'aide de documens recueillis dans les diverses correspondances de l'époque, et surtout dans les souvenirs de famille. Quelqu'un qui de la sorte écrirait la monographie du chevalier de Chasot arriverait peut-être à produire un travail qui, même après l'ouvrage de M. Carlyle, pourrait ajouter quelques pages piquantes à l'histoire de Frédéric et de son temps. Comme prince et comme général d'armée, Frédéric est une de ces figures de premier plan qui ne souffrent pas de voisinage : avec lui, vous pouvez contempler le roi sans songer à ses ministres, le capitaine sans vous informer de ses lieutenans; mais si vous changez le lieu de la scène, si de son existence politique et militaire vous passez à la vie privée du monarque, des conditions toutes contraires se présentent. Ici le tableau succède au portrait, et c'est au milieu du groupe de ses amis qu'il faut voir cet homme pour se rendre compte de son caractère et de son activité.

Que Chasot appartînt à ce groupe, qu'il en fût un des membres les plus importans, les lettres de Voltaire nous le disent assez, et cependant Voltaire ne l'aimait pas. A Rheinsberg, Chasot faisait la pluie et le beau temps; nous l'y trouvons installé en 1740, sans trop savoir comment il y est arrivé. Tout ce qu'il raconte, c'est qu'à l'âge de dix-huit ans, servant à l'armée du Rhin en qualité de lieutenant sous les drapeaux du maréchal de Berwick, il lui arriva de dégaîner avec

un *jeune Parisien à talons rouges*, auquel il jugea convenable de donner une leçon. « Je n'ai jamais été querelleur, et je suis ressorti d'une école de six cents cadets, où il y avait chaque semaine quelques tués ou blessés, sans avoir eu la moindre mauvaise affaire; cependant je ne pus échapper à la mauvaise humeur des Parisiens ferrailleurs, ni soutenir plus longtemps les airs d'arrogance d'un fat à talons rouges, parent éloigné du duc de Boufflers. Il fallut donc se battre encore et laisser mon dangereux adversaire étendu sur la place. » Ce n'est pas le seul duel qui devait venir à la traverse de la carrière de Chasot, et le cas devait se renouveler plus tard, on le verra, sous de non moins fâcheux auspices. Cette fois le malheur voulut que le *petit-maître* laissé pour mort sur le terrain fût le propre cousin du duc de Boufflers, pair de France et propriétaire du régiment de Bourbonnais, où servait Chasot; il fallait déguerpir au plus vite ou risquer d'être fusillé. Chasot, sans même penser à prendre avec lui ses chevaux, passa au camp du prince Eugène. L'accueil qu'il reçut des officiers impériaux fut des meilleurs : tous connaissaient sa bravoure et la parfaite loyauté qu'il avait montrée dans la funeste rencontre dont les suites le condamnaient à l'exil, non à la trahison. Le prince Eugène comprit du moins ainsi la chose, et Chasot, libre de ses mouvemens, n'eut dès lors rien de plus pressé que de se faire présenter au prince royal de Prusse, qui campait sur le Rhin. « Un jour, le prince Frédéric dit à M. de Brender : Si vous avez le temps demain, amenez-moi ce jeune Français. Le lendemain, mon mentor m'ayant fait seller un de ses chevaux, je l'accompagnai chez le prince, qui nous reçut dans sa tente, derrière laquelle il avait fait creuser à trois ou quatre pieds de profondeur une grande salle à manger. Son altesse royale, après deux heures d'entretien et après m'avoir fait cent questions, nous congédia, et m'ordonna en la quittant de revenir souvent la voir. » Quelques jours après, Chasot dînait avec le prince dans cette même salle à manger, lorsqu'un trompette du commandant en chef de l'armée française lui ramena ses trois chevaux, qu'on lui renvoyait galamment. Était-ce assez de courtoisie pour un transfuge? On l'eût assurément fait fusiller de la meilleure grâce du monde; mais lui confisquer ses chevaux, quelle vilenie! On aura beau médire de ce temps, c'était le siècle du savoir-vivre par excellence. Partout mêmes traditions de politesse, même grand air. « Le prince Eugène, qui était présent et de bonne humeur, dit : Il faut vendre ces chevaux-là qui ne parlent pas l'allemand. Aussitôt le prince de Lichtenstein mit un prix à mes chevaux, qui furent vendus sur place trois fois plus qu'ils ne valaient. Le prince d'Orange, qui était de ce repas, me dit un peu bas : Monsieur, il n'y a rien de tel que de vendre ses

chevaux à des gens qui ont bien dîné! » Après cette visite, Chasot se trouva plus riche qu'il n'avait jamais été. Chaque jour, le prince royal lui envoyait un palefrenier avec un cheval de main pour se rendre chez lui et l'accompagner dans ses courses. La sympathie, on le voit, existait déjà de part et d'autre; le temps et les circonstances allaient se charger du reste.

I.

Au printemps de l'année 1735, on se préparait des deux côtés du Rhin à une nouvelle campagne. L'armée française, sous le commandement supérieur du maréchal de Coigny, avait son quartier-général à Spire. Au mois de juin, le prince Eugène rejoignit les troupes impériales et s'établit à Heidelberg. Néanmoins les premiers mois s'écoulèrent sans engagemens sérieux, et ce ne fut guère que vers le milieu d'août que le commandant en chef de l'armée impériale fit mine de se vouloir mettre en mouvement pour le combat.

Cependant le prince Frédéric, installé à Ruppin, suivait de là tout ce qui se passait sur le Rhin, avec quel intérêt fiévreux, on le devine. Frédéric guettait de l'œil les événemens, espérant, au premier coup de canon, obtenir le congé de son père pour voler en personne dans les rangs de l'armée impériale, où le prince Léopold de Dessau s'était déjà porté! « A la fin des fins, écrit-il à sa sœur la margrave de Baireuth à la date du 3 juillet, le roi m'a accordé la permission de faire la campagne. Je compte de partir entre ci et quinze jours. » Toutefois sur ces entrefaites Frédéric-Guillaume changea d'avis, se refusant à croire, en dépit des mille bruits qu'on répandait, que rien de sérieux fût au moment de se passer sur le Rhin, et trouvant qu'il ne convenait pas à un prince royal de Prusse d'assister l'arme au bras à l'inaction forcée des impériaux. Pour le dédommager tant bien que mal de cette campagne manquée, le roi proposa à son fils un voyage d'agrément à travers la Prusse. Frédéric, auquel ce plan souriait peu, l'accepta cependant à la condition de s'adjoindre, en qualité de compagnon de route, le chevalier de Chasot, dont l'esprit, la vivacité, l'humeur aventureuse et fantasque, avaient charmé naguère les longs mois d'hiver passés en garnison à Ruppin. Le but de ce voyage, qui ne devait pas se prolonger au-delà de cinq ou six semaines, était d'inspecter les régimens, d'étudier sur les lieux l'administration et de se rendre compte des réformes devenues nécessaires pour couper court à un état de choses de jour en jour plus déplorable. Le prince s'acquitta de cette mission avec un zèle et une intelligence qui remplirent de joie le cœur de son père, lequel approuva toutes les mesures prises par Frédéric et l'assura « du parfait con-

tentement que cette application et ces lumières lui causaient. » Il paraît même qu'à dater de cette époque de meilleurs rapports s'établirent entre Frédéric-Guillaume et son fils, et qu'on entendit beaucoup moins parler de ces déplorables querelles domestiques qui avaient si cruellement assombri les années de jeunesse du prince royal. Revenu à des sentimens tout paternels, le roi semblait désormais se faire un plaisir de rendre hommage aux saisissantes facultés de son fils, et à mesure que le vieux maître, courbé sur sa canne, s'acheminait en maugréant vers sa fin, les intimes confidens de son petit cercle l'entendaient grommeler volontiers entre ses dents qu'*on ne savait pas tout ce qu'il y avait dans Frédéric*. A cet heureux changement dans les manières de Frédéric-Guillaume envers son fils vinrent bientôt se joindre d'autres favorables circonstances, qui projetèrent sur les années suivantes du jeune prince un bien-être, un calme jusqu'alors ignorés, et qu'il ne devait ultérieurement plus retrouver.

A trois milles environ de Neu-Ruppin s'élève, au sein d'une nature pittoresque, la jolie petite ville de Rheinsberg, célèbre, ainsi que tant d'autres cités de la Marche, par l'hospitalité que, lors de la révocation de l'édit de Nantes, elle offrit à des colonies d'émigrés français, dont quelques-uns s'y établirent définitivement. Sur les bords du beau lac si délicieusement entouré de riches collines boisées, on voyait à cette époque les ruines d'un vieux *burg* appelé Klingenberg. Combien de fois, pendant qu'il avait son quartier à Ruppin, le prince Frédéric s'était plu à diriger ses promenades à cheval du côté de cet aimable Rheinsberg! Le site et les environs le charmaient tous les jours davantage et possédaient le secret de le distraire des occupations uniformes et des monotones plaisirs de la vie de garnison, si bien que l'idée lui vint d'y installer sa demeure. Frédéric-Guillaume accéda pleinement à ce vœu, et quelques mois après le mariage de son fils avec la princesse Élisabeth de Brunswick-Bevern, le domaine de Rheinsberg, acquis à beaux deniers comptans par les ordres du roi, fut retourné de fond en comble et reconstruit de nouveau sous la direction du baron de Knobelsdorff, vieux reître qui avait déposé le harnais militaire pour se vouer entièrement à l'architecture et à la peinture. Tout cela fit qu'aux premiers jours de l'été de 1736 le château se trouvait en état d'être habité, et qu'au mois d'août le prince et la princesse vinrent y fixer leur résidence et s'y installer avec leur cour et leur chapelle, dont le célèbre *maestro* Graun dirigeait la musique. Le 4 septembre, le roi et la reine de Prusse voulurent consacrer par leur présence l'inauguration du château. Pendant trois jours, les chasses, les concerts et les feux d'artifice se succédèrent sans interruption; puis,

leurs majestés étant retournées à Potsdam, Frédéric et sa femme restèrent les seuls maîtres de ces aimables lieux, dont ils allaient enfin librement goûter les charmes en compagnie de quelques amis délicats et raffinés.

Dès l'origine, on trouve le chevalier de Chasot installé à Rheinsberg en qualité de boute-en-train, dirigeant toutes les entreprises, qu'il s'agisse d'un bal ou d'une chasse à courre, d'un spectacle ou d'une mascarade, et se mêlant aux plaisirs du prince, qui la plupart du temps l'associe à ses travaux, et ne perd pas une occasion de raconter à ses correspondans ordinaires le détail des faits et gestes du joyeux chevalier. La chronique de cette petite cour de Rheinsberg ne se retrouve plus guère aujourd'hui que par bribes, et comme disséminée à travers les mille correspondances du temps. C'est en vérité grand dommage, car il y avait là des élémens à foison. Que d'aimables riens et de piquantes anecdotes se sont ainsi perdus faute d'un Dangeau pour les enregistrer! Tant de physionomies diverses allant et venant, tant de caractères plus ou moins originaux offraient à l'œil de l'observateur de curieuses particularités! Ajoutez des distractions continuelles, bals, concerts, spectacles de société, qui faisaient s'entrechoquer tous ces amours-propres. « Nous nous divertissons de rien, écrit Frédéric à sa sœur de Baireuth (février 1737), et n'avons aucun soin des choses de la vie qui la rendent désagréable et qui jettent du dégoût sur les plaisirs : nous faisons la tragédie et la comédie; nous avons bal, mascarade et musique à toute sauce. Voilà un abrégé de nos amusemens. » Mais les représentations théâtrales font surtout la grande occupation de cette cour. Dès qu'il s'agit de mise en scène et de rôles à distribuer, le prince de Prusse est tout zèle et tout flammes. Les soirs où chôment le spectacle et le bal, il y a d'ordinaire concert : la chapelle du prince, composée des meilleurs artistes du temps, se réunit, et les quelques élus admis par invitation spéciale goûtent, entre autres jouissances, l'ineffable bonheur d'entendre Frédéric exécuter sur la flûte traversière tantôt un air de sa composition, tantôt divers morceaux de Quantz, de Hasse ou de Graun.

Si les séances musicales n'ont guère lieu qu'en très petit comité, en revanche au dîner figurent sans restriction et toute la cour et tous les hôtes du théâtre. «Nous avons assez nombreuse compagnie ici, écrit Frédéric à sa sœur pendant l'hiver de 1737. Quand nous sommes rassemblés, notre table est ordinairement de vingt-deux à vingt-quatre couverts. Brandt, M. Kannenberg avec son épouse, Keyserling, le jeune Grumbkow, un certain capitaine Kalnein, quelques officiers de mon régiment, Chasot et Jordan composent notre société. » Après le dîner, le prince et la princesse se retiraient dans

leurs appartemens pour le reste de la journée. Vers six heures, on se réunissait de nouveau au cercle de la princesse, mais seulement les personnes invitées; les autres se rassemblaient chez la grande-maîtresse, qui tenait salon, et là, quand le temps était favorable, on combinait quelque joyeuse promenade en gondole.

Cependant ces aimables passe-temps où se laissaient absorber les esprits superficiels n'étaient point l'unique préoccupation de tout le monde au château de Rheinsberg, et parmi les intimes du prince il s'en trouvait plusieurs que de sérieux desseins animaient en secret. C'est ici le cas de dire un mot d'une association restée assez mystérieuse, et dont le but semblait être, en même temps que l'étude approfondie des sciences militaires et de la discipline, une sorte d'émulation morale pour réaliser le type du parfait soldat. C'est à la France que cette fois encore on emprunte son modèle, et la devise de l'ordre, « sans peur et sans reproche, » nous indique suffisamment l'idéal qu'on se propose. Il y a douze chevaliers, reconnaissant pour grand-maître Fouqué, de qui chacun reçoit l'accolade, sans en excepter le royal fondateur. Parmi les autres membres de l'association, on cite les princes Guillaume et Henri de Prusse, frères de Frédéric, le duc Guillaume de Brunswick-Bevern, Keyserling, enfin Chasot, qui, bien que n'exerçant dans cet état-major du prince aucun emploi défini, donne à son entourage, si l'on en croit un des intimes du cercle de Rheinsberg, le baron Bielfeld, une grande idée de ses talens militaires. « Chasot a, si je ne me trompe, beaucoup de dispositions à devenir un jour un général habile, si jamais il est employé dans le militaire, comme je le suppose. » Tous les chevaliers, en entrant dans l'ordre, prennent un nom de guerre : Frédéric s'appelle *le constant*, Fouqué *le chaste ;* celui-ci s'intitule *le sobre*, celui-là *le gaillard*, et les lettres qu'on s'adresse mutuellement portent l'empreinte d'une bague qui sert de signe de reconnaissance, et sur laquelle sont gravés ces mots : « vivent les sans-quartier! » On marchait ainsi à son but sans rien dire en étudiant l'art et l'histoire de la guerre, en traitant à fond les questions les plus importantes de tactique militaire et de stratégie, en cherchant à se rendre un compte exact et précis des campagnes et des opérations des grands généraux de l'antiquité et des temps modernes. On travaillait de concert en vue de l'avenir, on se mettait en mesure d'aborder dignement l'ère nouvelle que chacun pressentait grosse d'événemens, et qui en effet s'approchait à grandes journées. Depuis le commencement de 1740, l'état de santé du roi devenait de plus en plus critique. Dès le mois de février, Frédéric, alors à Berlin, écrivait à sa sœur de Baireuth : « Selon toutes les apparences, vous ne reverrez jamais le roi. Pour à présent, sa fièvre est

si véhémente qu'il ne peut guère parler et que nous avons tout lieu de craindre une inflammation de bas-ventre. » Trois semaines plus tard, il écrivait encore : « Comme le roi se trouve beaucoup plus mal que par le passé, j'ai cru de mon devoir de vous en avertir. Ne vous faites plus d'espérance de sa guérison, car il a l'inflammation dans les poumons, et il est impossible qu'il en réchappe. »

Vers la fin d'avril, le roi se rendit à Potsdam dans l'espoir qu'un air plus salutaire relèverait quelque peu sa santé; mais là son état ne fit que s'aggraver, à ce point que, sentant sa mort prochaine, il jugea que le moment était venu de mettre au courant des affaires générales du royaume son fils le prince Frédéric, qui sur ces entrefaites s'était rendu à Neu-Ruppin. Un membre du cabinet et deux ministres d'état lui furent dépêchés à cet effet. Frédéric, qui touchait alors à sa vingt-neuvième année, était au niveau du rôle qui l'attendait; le fardeau des affaires n'avait rien qui pût alarmer un esprit tel que le sien. « Vous pouvez bien juger, écrit-il à Suhm, un de ses fidèles amis, que je suis assez tracassé dans la situation où je me trouve. On me laisse peu de repos, mais l'intérieur est tranquille, et je puis vous assurer que je n'ai jamais été plus philosophe qu'en cette occasion-ci. Je regarde avec des yeux d'indifférence tout ce qui m'attend, sans désirer la fortune ni la craindre, plein de compassion pour ceux qui souffrent, d'estime pour les honnêtes gens et de tendresse pour mes amis. »

Le 18 mai 1740, Frédéric est encore à Ruppin, et nous le retrouvons le lendemain au milieu de la petite cour de Rheinsberg; mais déjà les beaux jours de cette résidence tiraient à leur fin. Dans la nuit du 26 au 27 mai, un courrier arrive en toute hâte de Potsdam, apportant la nouvelle que le roi est au plus mal. Immédiatement les préparatifs de départ sont commandés. Chasot prend les devans, et Frédéric, laissant à Rheinsberg la princesse royale, arrive à Potsdam le même jour. Le prince trouva son illustre père dans un état qui ne laissait plus aucun espoir. Les quelques journées qui restaient au père et au fils pour leurs suprêmes entrevues furent pleines d'émotion; la tendresse avec laquelle le roi l'accueillit, l'affectueuse confiance qu'il lui témoigna, prouvèrent à Frédéric qu'il ne restait plus trace d'anciens ressentimens dans le cœur du vieillard moribond. Avant de quitter ce monde, Frédéric-Guillaume voulut exposer longuement à l'héritier de sa puissance la situation de la Prusse vis-à-vis des divers états de l'Europe. L'histoire doit à M. de Podewils, alors ministre, quelques précieux renseignemens sur cette conversation, dont il fut l'unique témoin. Selon l'idée fixe de Frédéric-Guillaume dictant au lit de mort ses dernières recommandations, il y a deux points fondamentaux sur lesquels il importe qu'un roi de

Prusse ait constamment l'œil attaché : l'agrandissement de sa maison et le bonheur de ses sujets; tout dépend d'une pareille règle de conduite, pourvu que l'on se garde en outre des alliances capables de servir un intérêt étranger. Après avoir d'une voix ferme et calme développé ces principes de politique nationale, le roi éleva sa pensée vers Dieu et termina en s'écriant : « Je meurs satisfait, car je connais maintenant la valeur de celui que j'ai pour successeur. » Trois jours plus tard, le 31 mai 1740, Frédéric-Guillaume rendit l'âme.

Cinq mois se sont écoulés depuis la mort de Frédéric-Guillaume, et le jeune roi, qu'un zèle trop ardent aux affaires a rendu malade à son tour, habite de nouveau Rheinsberg, où il vient se délasser des premières fatigues et des premiers soucis du trône et tâcher de se guérir par le changement d'air d'une fièvre qui le travaille obstinément depuis plusieurs semaines. Bientôt la résidence s'anime d'une vie active, le va-et-vient continuel des visites recommence, et voilà les beaux jours du passé qui semblent renaître. Déjà Frédéric s'apprête à reprendre le cours de ses chères études, si souvent interrompues en ces derniers temps par les voyages forcés et les exigences de la politique; déjà les représentations théâtrales sont remises en question. On parle de monter *la Mort de César*, et il ne s'agit de rien moins que de fonder à Berlin une scène française, laquelle doit s'ouvrir au mois de juin de l'année suivante sous la direction de l'acteur La Noue, chargé par Voltaire au nom de sa majesté prussienne d'engager une troupe assez complète pour jouer la comédie et la tragédie, — lorsque tout à coup un événement inattendu renvoie tous ces projets au second plan.

Le 20 octobre, l'empereur Charles VI était mort en son château de *la Favorite* à la suite d'un léger malaise qu'il avait ressenti à la chasse quelques jours auparavant. Au moment où cette nouvelle parvint à Rheinsberg, Frédéric tenait le lit dans un accès de fièvre si violent que l'adjudant-général Finckenstein crut devoir attendre pour lui communiquer la dépêche que la crise eût un peu cédé. A l'annonce de cet événement, Frédéric ne témoigna pas la moindre émotion; il se contenta de sauter à bas de son lit et d'ordonner à son secrétaire intime de mander sur-le-champ à Rheinsberg le feld-maréchal comte de Schwerin et M. de Podewils, ministre de cabinet. Puis il écrivit tranquillement à Voltaire : « Mon cher Voltaire, l'événement le moins prévu du monde m'empêche pour cette fois d'ouvrir mon âme à la vôtre comme d'ordinaire et de bavarder comme je le voudrais : l'empereur est mort. Cette mort dérange toutes mes idées pacifiques, et je crois qu'il s'agira au mois de juin prochain plutôt de poudre à canon, de soldats, de tranchées, que d'actrices, de ballet et de théâtre... Je vais faire passer ma

fièvre, car j'ai besoin de ma machine, et il en faut tirer à présent tout le parti possible. » Sitôt l'arrivée de Schwerin et de Podewils, on tint conseil, et les conférences ayant duré cinq jours, pendant lesquels le roi ne parut pas une seule fois à la table de la reine, on se sépara, et les ministres retournèrent à Berlin sans que personne entrevît le résultat des délibérations. Frédéric cependant avait tout combiné d'avance en prévision de l'avenir, et ce qui devait se passer n'allait être que la réalisation de plans dès longtemps médités, témoin cette lettre que dès le 27 octobre il adressait à Algarotti : « Une bagatelle comme est la mort de l'empereur ne demande pas de grands mouvemens. Tout était prévu, tout était arrangé. Ainsi il ne s'agit que d'exécuter des desseins que j'ai roulés dès longtemps dans ma tête. »

De ces beaux desseins, le plus profondément enraciné, le plus vivace, c'était l'occupation immédiate de certaines provinces sur lesquelles, dans la pensée de Frédéric, la maison de Brandebourg avait les meilleurs droits à faire valoir. Le 23 décembre 1740, l'armée prussienne entre en Silésie, et treize mois après, à la fin de janvier 1742, le pays tout entier lui appartient. On raconte que lorsque le feu roi, dans un moment d'exaspération, s'avisa de vouloir condamner son coquin de fils à mort, le comte de Seckendorff, ministre d'Autriche à la cour de Berlin, remua ciel et terre pour sauver le jeune prince, dont l'intempérant monarque finit par lui accorder la grâce en grommelant ces paroles prophétiques : « Vous le voulez, soit; mais souvenez-vous bien de ce que je vous dis aujourd'hui : l'Autriche ne sait point quel serpent elle réchauffe là. » Et en effet mieux eût valu, pour la fortune des Habsbourg, que la sentence s'accomplît. A dater de ce jour, l'aigle de Prusse prend son vol et ne s'arrête plus. En vain les balles sifflent dans l'air, en vain les traits s'enfoncent dans ses robustes ailes : s'il tombe farouche et sanglant sur le sol, c'est pour se relever aussitôt, plus fier et plus menaçant dans la défaite que dans la victoire. Tandis que Frédéric s'agitait ainsi de corps et d'âme pour sa gloire et l'agrandissement de ses états, ses amis autour de lui ne s'endormaient pas, et le prince Léopold d'Anhalt-Dessau, comme le chevalier de Chasot, comme tous les autres, tâchaient de suffire à la besogne qu'on leur taillait. A la bataille de Mollwitz, la cavalerie ennemie ayant culbuté l'aile gauche de l'armée prussienne, Frédéric s'efforçait de rallier les fuyards, lorsque tout à coup lui et les quelques amis qui formaient en ce moment son état-major se virent investis par un groupe de cavaliers autrichiens. « Le roi, messieurs ! où est le roi ? » s'écriait déjà l'officier ennemi, croyant tenir son prisonnier. A ces mots, Chasot, entraîné par une inspiration soudaine, s'avance résolûment : « Vous demandez le roi,

dit-il, le voici! » La lutte s'engage acharnée, terrible, inégale, car l'intrépide chevalier voit à chaque seconde croître le nombre des assaillans. Il se bat comme un lion, et son courage n'est rien auprès de l'incroyable habileté qu'il déploie à parer les horions qui pleuvent sur sa tête. Encore s'il les évitait tous! mais dans le nombre il suffit d'un qui porte, et celui-là, vigoureusement assené par une lourde latte de cuirassier, va le jeter à bas de sa monture, lorsque fort heureusement ses amis arrivent pour le tirer d'embarras. Deux minutes plus tard, et c'en était fait. On emporte Chasot tout sanglant; sa blessure est profonde, mais le roi est sauvé! Frédéric n'a que des transports de reconnaissance, des hymnes d'action de grâces pour cet héroïque compagnon, proposé pour le moment à l'admiration universelle de l'armée, et dont Voltaire se chargera plus tard de célébrer la gloire en vers détestables :

Il me souvient encor de ce jour mémorable
Où l'illustre Chasot, ce guerrier formidable,
Sauva par sa valeur le plus grand de nos rois.
O Prusse, élève un temple à ses fameux exploits!

On n'éleva point de temple à Chasot, mais on le fit chevalier de l'ordre *pour le mérite*, et on le nomma major du régiment des dragons de Baireuth. Chasot avait alors vingt-six ans, et son dévouement ne devait pas en rester là. Tout le monde connaît l'histoire de la seconde campagne de Silésie au commencement de l'année 1745. L'Autriche s'était liée, par le traité de Varsovie, avec l'Angleterre, la Hollande et la Saxe; les deux puissances maritimes avaient promis de fournir à Marie-Thérèse les subsides nécessaires à une vigoureuse reprise d'hostilités contre la Prusse. Grande fut donc alors la perplexité de Frédéric, qui, de quelque côté qu'il regardât, n'apercevait que des ennemis. La France, en dépit d'un bon vouloir énoncé mainte fois, semblait ne se pouvoir résoudre à attaquer l'Autriche, et à Saint-Pétersbourg un parti très nombreux, qui tirait ses inspirations de la cour de Vienne, se flattait d'amener avant peu l'impératrice Élisabeth à se déclarer ouvertement, elle aussi, contre la maison de Brandebourg. Le roi ne se faisait aucune illusion sur l'état des choses, et sentait qu'il n'avait à s'en remettre désormais qu'à ses propres forces. Un moment l'idée lui vint de s'adresser à Louis XV, pour lui demander son appui; mais lorsqu'il fallut envoyer la lettre, Frédéric hésita, son orgueil se raidit, et plutôt que de consentir à cette démarche, il aima mieux affronter seul la coalition. « La situation présente est aussi violente que désagréable, écrit-il de Neisse, le 19 avril 1745 à son ministre, M. de Podewils. Mon parti est tout pris. S'il s'agit de se battre, nous le ferons en dés-

espérés. Enfin jamais crise n'a été plus grande que la mienne; il faut laisser au temps de débrouiller cette fusée, et au destin, s'il y en a un, à décider de l'événement. Le jeu que je joue est si considérable, qu'il est impossible d'en voir l'issue avec sang-froid. Faites quelques vœux pour le retour de mon heureuse étoile. » Et ailleurs, presque à la même date : « J'ai jeté le bonnet par-dessus les moulins; je me prépare à tous les événemens qui peuvent m'arriver. Que la fortune me soit contraire ou favorable, cela ne m'abaissera ni m'enorgueillira, et s'il faut périr, ce sera avec gloire et l'épée à la main! » Le plan du roi était de se tenir tranquille en Silésie et d'y attendre les mouvemens de ses ennemis, résolu à se porter à leur rencontre avec toutes ses forces, et à provoquer une bataille décisive pour savoir qui, des Hohenzollern ou des Habsbourg, resterait à l'avenir maître de cette province. Toutes les mesures avaient habilement été prises pour amener dans la plaine les Autrichiens et les Saxons, et Frédéric voyait avec joie leurs marches se combiner au gré de sa tactique. On devait livrer bataille le 4 juin. La veille au soir, l'envoyé de Louis XV, M. le marquis de Valori, se fait annoncer chez le roi pour lui donner la nouvelle de l'occupation de Tournay par l'armée française. Frédéric reçoit le marquis dans sa tente; puis, après avoir entendu son rapport : « Je vous en fais mon compliment, » dit-il, et il ajoute avec un accent dont la précision double l'autorité de ses paroles : « J'espère que demain j'aurai de bonnes nouvelles à mander au roi. *Les ennemis sont où je les voulais*, et je les attaque demain. »

Ainsi se leva cette glorieuse journée de Hohenfriedberg. Jamais on n'avait vu plus belle matinée de printemps. Après avoir dormi quelques heures enveloppé dans son manteau, Frédéric tint conseil un peu avant l'aurore; les généraux avaient à peine rejoint leurs divers postes, que déjà grondait la canonnade. L'affaire fut chaude, et malgré les avantages obtenus d'abord par le duc de Brunswick, l'ennemi, soutenu par de nombreux renforts, avait fini par maltraiter les bataillons prussiens de telle sorte qu'on pouvait les croire arrivés à ce degré d'exténuement où il devient facile de calculer combien de minutes va durer encore la résistance. Tout à coup les fanfares éclatent, le sol frémit sous les pieds des chevaux. Hourra! ce sont les dragons de Baireuth qui chargent comme la tempête; le sabre au poing, les voici qui accourent en formant deux colonnes : Schwerin commande l'une, à la tête de l'autre galopent le général Gessler, et près de lui Chasot, qui n'a garde de manquer une si belle fête. L'infanterie autrichienne est pourfendue et culbutée; deux mille cinq cents prisonniers, plus de soixante drapeaux conquis, l'armée alliée regagnant éperdue les montagnes d'où la veille elle

descendait dans l'entière sécurité de la victoire, tels furent les résultats de cette charge héroïque des dragons de Baireuth. Quelques heures après, Frédéric s'écriait en traçant le bulletin de la journée : « Action inouie dans l'histoire, et dont le succès est dû aux généraux Gessler et Schmettau, au colonel Schwerin, et au brave major Chasot, dont la valeur et la conduite se sont fait connaître dans trois batailles également. » Ce fut le plus beau moment de la gloire et de la faveur du chevalier. A dater de ce jour, que Frédéric appelait *le plus décisif de sa fortune*, et auquel Chasot en présence de toute l'armée avait pris une part si active, le chevalier porta l'aigle de Prusse dans ses armes, et le roi s'apprêtait à le nommer colonel de son régiment de Baireuth, lorsqu'une fâcheuse affaire vint se mettre en travers de sa carrière et pour un temps du moins couper court à ses espérances.

Il y avait aux dragons de Baireuth un officier du même grade que Chasot, Polonais de naissance, et nommé Stanislas de Bronickowski. Cet homme, grand, beau, taillé en hercule, avec cela d'un tempérament impraticable, passait pour l'un des plus féroces duellistes de l'armée et professait en outre une souveraine répulsion à l'égard de tout ce qui portait un nom français. A ce seul titre, M. de Chasot lui déplaisait infiniment, et pour s'attirer la haine de ce farouche *bourreau des crânes*, le jeune chevalier n'aurait pas même eu besoin de tant se distinguer. Ici les actions d'éclat étaient un luxe véritablement inutile; la qualité de gentilhomme français suffisait. Plusieurs fois, à propos d'affaires de service, on avait essayé d'escarmoucher, mais sans résultat, et c'était toujours partie remise, au grand mécontentement de Bronickowski, dont la sourde animosité ne désarmait pas. Cependant, comme en pareil cas il ne s'agit que de bien vouloir, l'occasion dépend toujours plus ou moins de celui qui la cherche, et notre homme finit par avoir sa rencontre. Laissons Chasot nous donner lui-même le détail de l'aventure dans un passage de ses mémoires.

« La paix ayant été signée à Dresde le 25 décembre, le régiment de Baireuth, dont le général Schwerin reprit alors le commandement, se mit en marche, et M. de Schwerin eut l'attention que l'escadron du major en question ne se trouvât jamais avec le mien dans le même village. Ce ne fut qu'à Pasewalk que ces mêmes escadrons ne purent éviter de se rencontrer et de passer la nuit. Le lendemain, il y eut un *picnic* en l'honneur des dames du régiment. Le major en question, étant de la garnison de Pasewalk, voulut aussi être du *picnic*, où il se comporta mal, ne nous entretenant que de ses prouesses, de l'ancienneté de sa famille, de sa force et de tous ceux que sa valeur avait envoyés dormir à l'autre monde, et finissant par insulter toute la compagnie l'un après l'autre, ce qu'il continua jusqu'à minuit. Il me fit

l'honneur pendant toute cette fête de me qualifier de *marquis français*, et de me suivre pour m'inquiéter à toutes les places où je me retirais pour m'entretenir avec des personnes à qui j'avais à parler. Je crus m'en débarrasser en lui disant à l'oreille de se tranquilliser jusqu'au lendemain; mais bientôt, le voyant s'adresser à M. de Schwerin et s'approcher très brusquement de lui, je le pris fortement par le bras pour le faire se ressouvenir du respect qu'il devait à son général, et que c'était à un autre qu'il avait affaire. »

Cependant toute la compagnie se retire : Chasot donne la main aux dames, et sitôt libre s'empresse de revenir à son major.

« Je rentrais pour lui faire compagnie, lorsqu'en me demandant si j'étais sorti pour commander mon cercueil, il me porta, à un pas de la porte que j'avais fermée, et sans me laisser le temps de me mettre en garde, un coup de sabre à la tête qui m'atteignit à la tempe droite, et fendit d'outre en outre mon chapeau, garni d'un point d'Espagne très fort en argent, ce qui diminua la force de ce coup mortel. Je tirai mon sabre, et bientôt le combat fut à mon avantage. Après avoir d'un coup de sabre emporté l'*éguillette* et parsemé la salle des lambeaux de son uniforme, je n'ambitionnais que la satisfaction de désarmer un homme plus grand et qui se croyait plus fort que moi. Je lui avais déjà fait faire le tour de la salle jusqu'auprès d'un fourneau, où je voulus lui arracher le sabre de la main; mais le pied me glissa, et je reçus un coup de pointe dans le bras droit qui perça jusqu'à l'os. La douleur que j'en ressentis m'anima trop contre mon adversaire, auquel j'eus le malheur d'enlever le crâne d'un coup de sabre contre la porte où j'avais reçu ma première blessure, et où il tomba raide. »

Chasot écrivit au roi, ne lui demandant d'autre grâce que celle de faire examiner et juger son duel avec toute la sévérité possible, mais en même temps « suppliant sa majesté de se ressouvenir qu'elle seule avait donné lieu à cette malheureuse affaire. » Frédéric prit très mal la chose, et voulut absolument y voir une sorte de complot des officiers du régiment de Baireuth contre un militaire qu'il avait très souvent honoré de sa faveur. « On en veut aux étrangers, écrivait-il à cette occasion au général Schwerin, et c'est un parti-pris de leur rendre la vie impossible dans mon armée. Eh bien! justement Bronickowski sera remplacé dans les rangs par un officier de sa nation, et j'entends que ces messieurs qui se mêlent de faire de l'opposition sachent une fois pour toutes que c'est moi qui suis le maître, et que je puis placer qui il me plaît! » Traduit devant un conseil de guerre, Chasot fut acquitté à l'unanimité; mais le roi, intraitable jusqu'au bout, mit en marge de la sentence : « Un an de forteresse à Spandau. »

Chasot passa deux mois à soigner ses blessures tout en méditant sur l'instabilité des amitiés royales, et le printemps venu, il se mit en devoir d'obéir.

« J'arrivai le soir dans la ville de Spandau, où le régiment du prince de Prusse, frère du roi, était en garnison. J'y passai la nuit. Le lendemain, à dix heures avant midi, je montai dans ma voiture pour me rendre à la forteresse, éloignée de quatre cents pas de la ville. J'avais déjà passé un bout de la chaussée et me trouvais à quarante pas du premier pont-levis, lorsque j'aperçus une quantité de chevaux et entendis une voix qui criait à mon cocher d'arrêter. Cette voix était celle de son altesse royale le prince de Prusse, qui mit pied à terre, s'approcha de ma voiture, m'ordonna d'en descendre et de l'accompagner à la forteresse, où il voulait me livrer lui-même au commandant, nommé M. de Kleist. Celui-ci parut étonné de me voir arriver à côté du prince de Prusse à la tête d'une grande escorte, composée de princes, de généraux et de plusieurs ministres étrangers. Son altesse royale eut la bonté de me mener avec elle sur tout le rempart jusqu'au bel appartement qu'elle m'y avait destiné, et dont elle voulait bien elle-même me mettre en possession. Cet aimable et généreux prince me dit alors ce peu de mots, qui resteront toujours gravés dans ma mémoire et dans mon cœur : « Adieu, Chasot; gardez votre bonne humeur, je viendrai vous voir. Les honnêtes gens vous feront compagnie, et, comme la belle promenade sur le rempart vous donnera à tous de l'appétit, ma cuisine et ma cave en ville ne laisseront rien manquer à votre table, quelque nombreuse que soit votre compagnie. »

Au reste, le séjour dans la forteresse de Spandau, qui s'annonçait, comme on voit, sous les plus favorables auspices, ne devait point se prolonger au-delà de quelques semaines. Le roi, de retour à Potsdam d'une tournée qu'il venait de faire aux eaux de Pyrmont, ne tarda pas à se reprendre au souvenir de son ami captif. Soit revirement d'idée, soit qu'il eût d'avance résolu de s'en tenir à l'impression morale, il écrivait, en date du 17 juin, au général Schwerin : « Quoique je n'aie pas pour habitude de me départir des jugemens et arrêts prononcés par moi, et que bien au contraire j'entende qu'ils soient exécutés dans leur rigueur, j'ai néanmoins décidé, en considération de sa vaillance et de ses bons services, de relever le major Chasot, du régiment de Baireuth, du temps de forteresse qui lui reste à faire, et comme j'ai à lui parler, vous aurez à lui intimer l'ordre de se rendre ici à Potsdam, auprès de moi, pour rejoindre ensuite son régiment, quand je le jugerai convenable. » Quelques jours après, les deux amis se revoyaient. Frédéric essaya bien d'abord de froncer le sourcil et de parler d'un ton bourru; mais Chasot n'était point homme à se laisser déconcerter. Quand il eut exposé les faits tels qu'ils s'étaient passés, et prouvé qu'il avait agi sans reproche et seulement selon ce que l'honneur et les circonstances commandaient, force fut à son royal maître de s'humaniser et de finir la scène comme il n'aurait peut-être pas demandé mieux que de la commencer, en le pressant dans ses bras.

Tout était oublié. Frédéric, partant pour une inspection en Silésie, emmena Chasot dans son état-major. Pendant toute la durée du voyage, le chevalier vécut en intimité avec le prince Ferdinand, frère du roi, et le prince Ferdinand de Brunswick. Ce ne fut qu'au retour à Berlin, et après avoir passé quelques jours au château, qu'on lui permit de prendre congé pour rejoindre son régiment. Les dragons de Baireuth étaient alors casernés à Treptow, sur la frontière du Mecklembourg, et à quelques milles de la jolie résidence d'Alt-Strelitz, où le duc Adolphe-Frédéric III et son élégante compagne, la duchesse Sophie-Dorothée, tenaient leur cour. Chasot n'eut garde de négliger le précieux voisinage, et devint bientôt un des membres les plus assidus de l'aimable coterie. La duchesse, excellente musicienne, avait une chapelle fort renommée; le chevalier de son côté ne haïssait pas la musique, et savait même au besoin mettre à profit les leçons de flûte qu'il avait reçues de Frédéric. Tout cela faisait qu'on s'entendait à merveille et qu'on bénissait chaque jour le sort d'un si ingénieux rapprochement. Chasot dirigeait tout, menait tout; l'orchestre lui paraissant trop peu nombreux, il l'augmenta. Puis, s'étant aperçu qu'il n'y avait point de salle de concert dans le château, il en fit bâtir une, et la duchesse, émerveillée de voir un tel héros jouer si galamment de la flûte traversière, en perdait le boire et le manger. Quant au duc, il ne cessait de se récrier d'admiration, et cédant à l'entraînement général, Jean-Guillaume Hertel lui-même, le maître de chapelle de la cour, écrivait sa *Théorie de la musique pour servir à l'usage de M. le chevalier de Chasot.*

C'était, on l'avouera, échapper galamment aux ennuis de la vie de garnison, qui du reste pour Chasot ne se prolongeait guère au-delà des mois d'automne. Sitôt le carnaval ouvert, le roi rappelait à la cour son favori, et Dieu sait quelle joie on avait alors à se retrouver entre gens de plaisir et de guerre, tous beaux esprits et bons vivans. L'Opéra de Berlin comptait à cette époque parmi les merveilles du genre; Graun et Hasse y donnaient leurs chefs-d'œuvre, qui rencontraient là pour interprètes les plus illustres virtuoses de l'Italie : Salimbeni, Romani, Bruscolini, Porporino, la Venturini et la Masi. Chaque saison voyait au moins se produire deux opéras de Graun; ainsi se succédèrent en quelques années (1744-1748) *Artaxerce, Caton d'Utique, Alexandre et Porus, Lucius Papirius, Adrien en Syrie, Démophon, Caïus Fabricius* et *Cinna.* Frédéric, en amateur expert, ne manquait pas une répétition; il réglait les mouvemens, mettait en scène et faisait manœuvrer le corps de ballet du bout de cette même canne à bec de corbin dont il se servait sur les champs de bataille. Quand la dernière

épreuve avait eu lieu à la satisfaction générale, c'était encore lui, le roi, qui fixait le jour si impatiemment attendu de la représentation.

Ce jour-là, tout Berlin avait la fièvre. A cinq heures s'ouvrait le théâtre, à six commençait la symphonie d'introduction. Il fallait voir en ces solennités les lourds carrosses de gala s'ébranler des quatre points de l'horizon. Aux abords du théâtre, quel tumulte et quel remue-ménage! Peu à peu se remplissent les loges et les galeries de la vaste salle illuminée *a giorno;* à l'entrée du parterre sont apostés deux gardes du corps en habits rouges à broderies d'argent, et de chaque côté de la scène deux grenadiers de Potsdam se tiennent immobiles, l'arme au pied. L'un après l'autre apparaissent dans l'orchestre les divers membres de la chapelle, trente ou quarante exécutans environ, que va diriger le maestró Graun en personne; le voilà qui s'assied au clavecin, perruque en tête et manteau rouge sur l'épaule. Tout à coup la musique des gardes du corps et du régiment des gendarmes, installée dans les loges découvertes du troisième rang, sonne une fanfare: c'est la reine-mère et la reine qui entrent et prennent place avec tout un cortége d'altesses dans la grande loge du milieu. Les princes du sang occupent le parquet et se rangent autour du fauteuil du roi, dressé près de l'orchestre. Les portes s'ouvrent, clairons et timbales de saluer de nouveau: cette fois une émotion parcourt la salle; Frédéric marche droit à sa place, passe la salle en revue du bout de sa lorgnette, s'assied. L'ouverture commence.

Un opéra de Graun était alors le fin régal des connaisseurs; mais le public, tout en professant une juste et profonde estime à l'endroit de ces élucubrations méritoires, réservait son enthousiasme pour d'autres divertissemens: la danse et le ballet par exemple, qu'il ne se lassait pas d'applaudir et de célébrer dans la personne de la Barbarina, leur plus illustre coryphée. Parmi ces reines de l'air et ces étoiles qui brillent un soir et disparaissent dans un nuage de gaze et de tarlatane, je doute qu'il y en ait eu dont la renommée ait fait plus de bruit. Si extraordinaires que soient les succès de ce genre auxquels ont assisté les générations nouvelles, il faut croire que rien de tout cela ne saurait se comparer à la prestigieuse puissance que vers l'an de grâce 1744 exerçait la Barbarina sur le public de Berlin, et certes dans cet immense applaudissement, dans cette acclamation unanime de la ville et de la cour, sa beauté, ses talens, son esprit entraient pour beaucoup; mais alors pourquoi l'aimable virtuose, qui n'en était plus à ses débuts, aurait-elle passé à Paris, à Londres, à Venise, je ne dirai point sans être remarquée, à Dieu ne plaise! mais sans y provoquer ces explosions de fanatisme? C'est qu'à Berlin seulement ces avantages se compliquaient de l'attrait irrésistible

qui s'attache aux aventures romanesques, et qu'ici la ballerine était une héroïne. Il va sans dire que sa majesté le roi de Prusse avait travaillé de son mieux à lui créer cette position exceptionnelle : terrible *impresario* que le grand Frédéric, et qui vous menait tambour battant ses pensionnaires ! Quatre hommes avec un caporal, et huit jours de casemate, c'était sa manière d'avoir raison des enrouemens et des foulures (1), et aussi facilement qu'il vous envoyait une cantatrice à Spandau, il eût mis le feu aux quatre coins de l'Europe pour avoir à Berlin la danseuse qui lui plaisait. *Enlevons Hermione !* ce despote dilettante ne connaissait pas d'autre devise. Comme trait de mœurs, son histoire avec la Barbarina mérite d'être racontée.

En novembre 1743, le comte Cataneo, diplomate au service du roi de Prusse, avait engagé à Venise, au nom de son auguste maître, la belle et triomphante signora Barbarina Campanini. Déjà la nouvelle de la signature du contrat était parvenue à Potsdam, déjà chacun se faisait une fête de voir danser l'étoile au firmament du carnaval prochain, lorsque l'aimable bayadère, ayant subitement tourné la tête à lord Stuart de Mackenzie, un jeune et riche damoiseau qui ne parlait que de l'épouser, déclara au comte Cataneo qu'elle changeait d'avis et n'irait point à Berlin, mais à Londres. Le comte voulut d'abord mettre en avant la question de l'engagement; mais on lui répondit, en pirouettant sur la jambe gauche, qu'on était mariée avec lord Stuart, et que le contrat n'offrait rien de sérieux, n'ayant pas été paraphé de la main du *caro sposo*. Inutile de peindre l'embarras et les perplexités du négociateur. Le plénipotentiaire aux

(1) On sait comment il en agit avec la Mara. Voici en quels termes le *Mercure de France* de 1780 rend compte de cet acte, assez barbare par lui-même pour se pouvoir passer de l'appareil déclamatoire évidemment inspiré au journaliste par les besoins de la polémique du moment. « Mme Mara ne peut chanter, parce que Mme Mara est malade; le roi ordonne qu'elle chante, et en conséquence de cet ordre inique, des soldats viennent l'arracher de son lit de douleur où elle vient de recevoir les sacremens, la jettent dans une voiture qui ne sert qu'à transférer des condamnés au lieu du supplice, et la traînent ainsi jusqu'au théâtre. Là un officier avec ses six dragons la reçoit, et après l'avoir prise des mains du sous-officier de gendarmerie qui escortait la voiture, il l'accompagne jusqu'à sa loge, où il se poste en sentinelle pour voir par ses yeux que Sémiramis ne néglige aucun des soins de sa toilette. Se figure-t-on pareille barbarie : une jeune femme, sans égard pour ce qu'on doit à la pudeur de son sexe, à son orgueil d'artiste, exposée aux regards offensans d'un lieutenant de dragons! Mais ce n'est pas tout. Lorsqu'elle entre en scène, deux grenadiers se placent à ses côtés, et voilà les géans fameux de la garde de Potsdam, l'amour et le joujou de l'ambition du roi de Prusse, qui se mettent à surveiller les sons d'une cantatrice, toujours prêts à l'écraser de leurs baïonnettes au cas où elle ferait mine de vouloir se taire. Et tandis que de telles horreurs, dignes du moyen âge, se passent sur la scène, le docte et philosophique Berlin est assis tranquillement au parterre, et se réjouit de voir son sage roi causer et rire avec un prince du Nord qui le visite en ce moment. En vérité, tout cela semble incroyable, et nous-mêmes n'y ajoutons foi que parce que nous le tenons d'une source irrécusable. »

abois se mit en devoir d'en référer à son souverain, lequel, peu endurant de sa nature, entra dans une colère folle à l'idée d'avoir été bafoué par une ballerine. La réponse de Frédéric fut qu'il fallait réclamer immédiatement l'intervention de la république de Venise en cette affaire, et au besoin employer les mesures coercitives pour amener la signora à remplir son engagement. La sérénissime république déclina sa compétence et allégua pour excuse que le comte Cataneo, n'étant point accrédité en qualité d'envoyé de sa majesté prussienne, n'avait pu agir que comme personne privée. Alors on eut recours, sans réussir davantage, aux ministres de France et d'Espagne. Cependant le carnaval s'avançait, et Berlin continuait à ne pas voir venir sa danseuse; mais le roi n'était point homme à en démordre. Le comte Dohna, son ministre à Vienne, reçut l'ordre péremptoire de régler le différend avec M. de Contarini, envoyé de la république près la cour d'Autriche, et comme le sénat continuait à faire la sourde oreille, les autorités prussiennes s'empressèrent de saisir les équipages de l'ambassadeur vénitien Capello, qui, voulant se rendre à Londres par Hambourg, avait eu l'imprudence de s'aventurer sur les terres de Frédéric. L'attentat produisit au palais ducal l'effet qu'on en espérait, et peu de temps après M. de Contarini était en mesure d'annoncer au comte Dohna que le gouvernement de la république, afin de complaire aux légitimes vœux de sa majesté, venait de faire arrêter la signora Barbarina Campanini.

Restait maintenant à transférer la belle de Venise à Berlin et à la soustraire pendant toute la durée de l'expédition aux tentatives et coups de main du jeune lord, plus éperdûment épris de son idole depuis qu'on la lui enlevait pour le roi de Prusse. La chose était de conséquence, et le cabinet de Saint-Marc, s'éclairant en ce point si délicat des instructions du comte Dohna, n'eut garde de rien négliger pour mener à bien une œuvre si heureusement commencée. A la faveur des ombres de la nuit, ou, si l'on aime mieux, *per amica silentia lunæ*, la brillante signora, dûment accompagnée de sa respectable mère et d'une suivante, fut conduite sous bonne escorte hors de Venise. Puis, une berline de voyage hermétiquement close l'ayant transportée à Palmanuova, elle y trouva, en mettant le pied sur la frontière autrichienne, un ancien intendant du comte Dohna, nommé Mayer, et d'une résolution à toute épreuve. Cet honnête fonctionnaire exhiba aux yeux du commandant militaire vénitien les pleins pouvoirs qu'il tenait de son excellence l'ambassadeur Contarini, et l'aimable captive lui fut à l'instant remise, ainsi que la responsabilité ultérieure du voyage. Outre les mesures de sécurité auxquelles naturellement Mayer avait à pourvoir jour et nuit, le comte Dohna s'était fait un plaisir de lui tracer de sa propre

main les instructions les plus précises au sujet des soins à prendre pour maintenir la demoiselle en belle humeur. Multiplier les complimens et les flatteries, ne rien épargner pour tromper les ennuis de la route, et célébrer sur tous les tons à la jolie voyageuse les beautés de la capitale, les pompes de la cour et la magnificence du grand monarque qui s'apprêtait à la recevoir, tel était le programme auquel maître Mayer se conforma de son mieux et sans trop d'encombre, du moins jusqu'à Goritz. Là, comme on relayait, notre honnête homme d'intendant vit tout à coup apparaître à ses yeux lord Stuart. Ménélas, en compagnie d'un nombreux domestique, arrivait pour délivrer Hélène. Cependant, avant d'en venir aux mains, le courtois chevalier offrit de payer à prix d'or la rançon de la captive; mais l'intendant fut incorruptible et répondit aux propositions du jeune seigneur britannique par une attitude de nature à justifier la confiance qu'on avait placée en lui. En face d'un si sublime désintéressement, lord Stuart comprit qu'il n'avait plus qu'à recourir aux grands moyens, et tandis que ses gens précipitaient le cocher à bas de son siége, il se mit à faire pleuvoir les coups de canne sur le dos de Mayer. Malheureusement pour sa seigneurie, la police était sur ses gardes. Aux premiers cris de la victime, la force armée accourut, et lord Stuart, conduit chez le commandant militaire, ne recouvra sa liberté qu'après avoir signé l'engagement de ne plus arrêter les diligences. Les rapports de Mayer au comte Dohna disent que la danseuse « reprit sa route, mais fort troublée par cet événement et se mourant presque d'amour et de chagrin. »

Le ministre de Prusse à Vienne avait à peine eu le temps d'être mis au courant de l'aventure, qu'un beau matin lord Stuart tombe chez lui, et réussit à l'émouvoir tellement au récit de sa flamme et de ses infortunes, qu'il en obtient un passeport pour Berlin, et, mieux encore, une lettre de recommandation pour l'un des ministres de Frédéric, M. de Podewils, à l'aide duquel notre amoureux espère bien arriver jusqu'au roi. Hélas! jamais héros de roman n'eut plus mauvaise chance. Tandis qu'on se le renvoyait de chancellerie en chancellerie, tandis qu'il brûlait le pavé des routes pour regagner les momens perdus, Barbarina debutait à Berlin aux applaudissemens frénétiques de toute la cour, et le roi, charmé par les talens et la beauté de la danseuse, et sans doute aussi piqué au jeu par tout ce qui venait de se passer dans l'avant-scène, s'inscrivait en tête de ses adorateurs. L'instant, on l'avouera, était bien choisi pour essayer d'attendrir Frédéric. Lord Stuart, avec cette imperturbable étourderie particulière aux amoureux, vint donner tête baissée dans la muraille, et s'y rompit le crâne. Dans ce jeune pair d'Angleterre réclamant à tous les échos sa maîtresse ou sa femme, le roi ne

vit qu'une sorte de maniaque dont il fallait se débarrasser au plus vite. Bientôt, les plaintes de cet Orphée l'ennuyant outre mesure, il lui fit dire poliment que, s'il ne s'empressait de quitter Berlin dans les vingt-quatre heures, on l'enverrait chercher son Eurydice, non point dans les enfers, mais au fin fond d'une casemate, et lord Stuart obéit en invoquant Erinnys. Quelques lettres qu'il écrivit de Hambourg à l'objet de ses feux furent interceptées par la police. Pensant qu'on dédaignait de lui répondre, le jeune lord s'en retourna dans son pays, entra au parlement et y devint l'un des adversaires les plus éloquens de la politique étrangère du roi de Prusse. Quant à la signora Barbarina, les succès, la fortune et la faveur d'un illustre monarque ne tardèrent pas à lui faire prendre Berlin en patience. Tout est bien qui finit bien, a dit le grand Shakspeare, et Danaé se console en bonne fille d'habiter sous les cieux les plus inclémens, pourvu que la pluie d'or en tombe.

Toute reine de théâtre a sa cour. L'hôtel de la Barbarina devint alors le rendez-vous d'une société d'élite; Frédéric y installa ses petits soupers, dont le comte Algarotti, le général de Rothenbourg et le chevalier de Chasot furent les commensaux habituels. Le spectacle terminé, on se réunissait là en cercle tout à fait privé, et, le vin de Champagne aidant, la nuit se prolongeait au milieu des libres propos et des éclats de rire. La Barbarina, phénomène très rare chez les danseuses, ne manquait pas d'un certain piquant dans l'esprit, et sa conversation n'avait rien de décourageant pour les admirateurs de ses charmes et de ses talens chorégraphiques; le roi aimait ses reparties presque à l'égal de ses œillades, et c'était un besoin pour lui de ne voir à la ronde que des cœurs tendrement épris pour la belle sultane. Chasot surtout possédait le privilége de provoquer sur ce point son malicieux persifflage, et peut-être, en ayant toujours à la bouche les prétendus succès de son ami, le monarque trop peu jaloux ne se trompait-il pas tant qu'il en avait l'air. Quant au chevalier, il se laissait berner le mieux du monde, et jamais on ne se prêta plus galamment à la plaisanterie. Le roi criblait de traits aigus le front de sa victime, qui supportait d'ailleurs son sort sans trop d'ennui. Longtemps après que la signora se fut retirée de la scène pour épouser le fils du chancelier Cocceji, la plaisanterie continuait encore; Frédéric, dans son *Épître sur la modération dans l'amour*, s'égayait sur les bonnes fortunes du chevalier, et d'un ton moitié philosophique et moitié paterne s'efforçait de le prémunir contre les dangers et les écueils de la passion.

Ainsi pour l'heureux Chasot s'écoulaient les années dans la faveur et les divertissemens. Le carnaval le ramenait régulièrement à la cour, d'où il ne s'exilait guère qu'au printemps, pour aller rejoindre

sa garnison, et en se promettant bien d'accourir de nouveau dès le premier prétexte. Un opéra, un concert, un ballet, le simple début d'une danseuse, tout lui était occasion de reparaître, et sans lui le *directeur des plaisirs du roi*, le fameux baron de Poellnitz lui-même, n'eût point voulu disposer le programme d'une fête. En 1750, la margrave de Baireuth et son époux étant venus faire visite à leur royal frère, tous les ducs, princes et dynastes relevant plus ou moins de la couronne de Prusse furent conviés. Comme il s'agissait de célébrer dignement la présence de si nobles hôtes, Frédéric ordonna d'immenses préparatifs dans ses résidences de Potsdam, de Charlottenbourg et de Berlin, et pour clore une série de festins, d'illuminations et de représentations théâtrales comme on n'en avait certes jamais vu au pays qu'arrose la Sprée, il imagina un carrousel dont la pompe rappela toutes les splendeurs du règne de Louis XIV. Chasot se plaît à retracer dans ses mémoires les diverses péripéties de cette solennité qui tint en émoi la plupart des cours d'Allemagne, et dont les détails nous initient au train de vie de cette époque.

« Le carrousel attira un nombre prodigieux d'étrangers de toutes les nations à Berlin. Bientôt les villes de Prague, Dresde, Leipzig, Nuremberg, Francfort et autres ne purent fournir la quantité suffisante de grosses perles et de pierreries pour les magnifiques habillemens des chevaliers, pour les harnais de leurs chevaux, couverts de housses brodées et pendantes jusqu'à terre. Pour mon costume, on m'avait envoyé secrètement de Dresde, par le premier danseur, nommé Pitro, une si grande quantité de diamans faux, qu'on aurait pu en garnir deux équipages complets. Ces diamans de toute beauté, montés en argent, appartenaient au roi de Pologne, et étaient destinés pour le théâtre. Le service qu'on me rendit en me prêtant ces pierreries m'épargna une grande dépense et la peine sans doute inutile d'en chercher partout ailleurs. Malgré cependant cette grande épargne, le compte des dépenses occasionnées par le carrousel, par un long séjour, avec beaucoup de chevaux, à Potsdam et à Berlin, pour les exercices ou les répétitions analogues à cette fête guerrière, se montait à onze mille et trois cents écus. L'on ne se trompe certainement pas beaucoup dans son calcul en faisant monter la dépense des chefs de quadrille, surtout celle du prince de Prusse et du prince Henri, à trente-sept et même quarante mille écus pour cette fête. »

A ces galas solennels dont s'occupait l'Europe succédaient les réunions privées, les petits cercles de musique intime. Sur ce champ de bataille comme sur les autres, le grand Frédéric aimait à vaincre. On sait quel habile, quel imperturbable dilettante c'était que ce puissant monarque, et combien il excellait dans l'art de jouer de la flûte traversière. Ce goût, qu'il n'abandonna du reste que fort tard, et lorsque ses doigts, raidis par l'âge et la maladie, se refusè-

rent à toute espèce d'évolution chromatique, — ce goût faisait alors ses délices. La flûte était devenue entre ses mains un terrible instrument de tyrannie. L'entendre, l'applaudir, ne suffisaient point : il fallait encore pouvoir faire sa partie, *concerter*. On n'était son aide de camp et son ami qu'à ce titre; aussi maréchaux, généraux, capitaines, et jusqu'aux simples lieutenans, tout le monde plus ou moins s'en escrimait, et pour enlever un arpége on n'eût point dans l'armée entière trouvé de plus vaillant officier que le colonel de Chasot. Au clavecin était assise l'abbesse de Quedlinbourg, cette aimable et spirituelle princesse Amélie, si cruellement martyrisée par son auguste frère. A côté de la gracieuse accompagnatrice, debout à son pupitre, se tenait le roi, grave, attentif, irréprochable en son maintien, et vis-à-vis de lui, jouant la seconde flûte, le prince héréditaire de Strélitz, virtuose, hélas! trop peccable, dont l'embouchure trahissait la bonne volonté, et qui ne manquait jamais de commettre aux mêmes endroits les mêmes écarts de mesure et d'intonation, ce qui faisait rouler à Frédéric des yeux d'aigle plumé, et causait dans l'auditoire un petit sourire à fleur de lèvres aussitôt comprimé. Comme habitué de ces concerts, et aussi comme exécutant, Chasot avait plus que tout autre qualité pour en parler, et les divers renseignemens qu'il donne à ce propos sur l'organisation générale de la musique du roi offrent un certain intérêt.

« Quelqu'un demande : En quoi consistait donc cette musique si vantée? Cette musique, où j'ai assisté, depuis l'année 1734, à Ruppin, où le roi avait son régiment comme prince royal, à Rheinsberg, où la princesse et toute la cour se trouvaient; enfin en campagne, dans la tente du roi, ensuite à Breslau et partout où sa majesté passait la nuit, — cette musique a toujours été composée des meilleurs musiciens de l'Europe. Le roi savait les règles de la composition et excellait sur la flûte traversière. Le matin, il composait lui-même sur le clavecin, pendant qu'on le frisait, tous les solos qu'il jouait ensuite en perfection sur la flûte. Ses concerts étaient tous de la composition du fameux Quantz, dont il avait été l'écolier... Le roi lui payait trente louis pour chaque concert, vingt louis pour un trio et dix louis pour un solo. Je lui ai vu payer quarante et même une fois deux cents louis pour une flûte avec des sons bien organisés que Quantz faisait lui-même. La main de cet homme était divine, et tous les Italiens sont convenus que jamais compositeur n'a surpassé, peut-être égalé Quantz, en fait de compositions instrumentales, surtout pour la flûte traversière. A Potsdam, le concert journalier se tenait dans un cabinet de vingt et un pieds de diamètre, un peu arrondi dans les angles, de seize pieds jusqu'à la corniche, le tout en boiserie, avec de beaux compartimens magnifiquement dorés, une très belle cheminée de marbre incarnat d'Égypte, et au milieu un superbe et très grand lustre de cristal. Ce concert consistait en un seul premier et un second violon (rarement le double), une basse de violon, un violoncelle, et

pour clavecin un forte-piano de Silbermann, une flûte ou deux, quand le roi jouait des trios avec Quantz. Un ou deux *castrati* et de temps à autre une des meilleures chanteuses de l'Opéra recevaient ordre et une voiture du roi pour son voyage de Potsdam. L'on n'entendait dans ces concerts que des voix ou des flûtes; tous les autres instrumens n'étaient là que pour l'accompagnement. »

Dans cette vie de fête, les tribulations avaient cependant aussi leur part, et Chasot devait bientôt l'éprouver lui-même. « Chasot, ce Chasot que vous avez vu maudissant la destinée doit la bénir; il est major, et a un grand escadron qui lui vaut seize mille francs au moins par an : » voilà ce qu'en 1743 Voltaire écrivait à Mauvillon. Depuis cette époque, le brillant officier de fortune était devenu lieutenant-colonel, et Dieu sait quel chemin il avait fait dans la faveur du maître! Malheureusement Chasot était dépensier et prodigue à l'excès. Nous l'avons vu tout à l'heure dépenser dans une fête onze mille trois cents écus; son train ordinaire était sur ce pied-là. Beau joueur, galant compagnon, viveur superbe et raffiné, il aimait à jeter l'argent par les fenêtres. Et comme ce n'est pas avec les appointemens d'un lieutenant-colonel et douze ou quinze mille livres de rente, qu'il pouvait avoir en son particulier, qu'on subvient longtemps à de pareilles équipées, force fut bien dans les momens trop difficiles de recourir à la munificence du roi et d'implorer les beaux yeux de sa cassette. Frédéric était économe, point avare, et n'avait d'autre souci que d'accroître le nombre de ses soldats. Son armée, on peut le dire, faisait son unique dépense, son seul luxe; il mettait sa gloire à l'augmenter, à l'instruire, à la pomponner, et dès qu'il avait de côté la moindre épargne, il éprouvait une satisfaction d'amateur et de collectionneur à se donner un ou deux régimens de plus (1). Les hommes pratiques (et le roi de Prusse l'était en dépit de Pégase) ont mieux à faire qu'à aider aux folies des dissipateurs. Comme ce géomètre qui disait d'une tragédie de Racine : « Qu'est-ce que cela prouve? » ils veulent, quand ils vident leurs poches, que cela leur serve à quelque chose. Or rien au monde n'est plus inutile que de payer les dettes d'un joueur; c'est le tonneau des Danaïdes, et les finances d'une monarchie y passeraient. A ces demandes d'argent incessamment répétées, Frédéric répondit d'abord d'assez bonne grâce, puis en rechignant, puis enfin il se dit que c'étaient quatre ou cinq régimens de grenadiers qu'il avait perdus à la bataille, et

(1) Dans les occasions où la population de ses états ne fournissait pas au roi de quoi se passer cette fantaisie, il envoyait au dehors des officiers recruteurs. Chasot eut lui-même en 1750 une mission de ce genre auprès des ducs de Mecklembourg-Schwerin et de Mecklembourg-Strelitz, et reçut à cet effet une somme de 90,000 thalers qu'il employa très utilement, s'il faut l'en croire.

que, s'il n'y prenait garde, cette guerre du brelan et du lansquenet finirait par lui coûter plus cher que l'autre. A une grande manœuvre du mois de mai 1751, tous les amis de Chasot furent témoins de sa disgrâce. Le roi ne se contenta pas de lui tourner le dos, mais, lui cherchant querelle à propos de je ne sais quelle prétendue infraction, il l'apostropha d'une façon telle qu'après une pareille scène il devenait impossible au chevalier de rester au service. Plusieurs ont cru voir dans cette boutade du monarque l'effet d'une conversation récente où Chasot, sans doute mécontenté par quelque refus d'argent, aurait parlé de la lésinerie de Frédéric avec une très grande irrévérence, disant : « Je ne sais quel malheureux guignon poursuit le roi; mais ce guignon se reproduit dans tout ce que sa majesté entreprend ou ordonne. Toujours ses vues sont bonnes, ses plans sont sages, réfléchis et justes, et toujours le succès est nul ou très imparfait. Et pourquoi? Toujours pour la même cause, parce qu'il manque un louis à l'exécution! Un louis de plus, et tout irait à merveille! Son guignon veut que partout il retienne ce maudit louis, et tout se fait mal. » Quoi qu'il en soit, la brouille eut lieu; Chasot, fort désireux de faire un voyage en France, mit en avant des raisons de santé, qui furent aussitôt accueillies, bien qu'au fond personne n'y crût. « Pour le major Chasot, écrit Voltaire à Mme Denis (14 novembre 1751), qui a dû vous rendre une lettre, il s'était emmaillotté la tête et avait feint une grosse maladie pour avoir la permission d'aller à Paris. Il se porte bien celui-là, et si bien qu'il ne reviendra plus. Il avait pris son parti depuis longtemps. » Et quelques mois plus tard, toujours à la même personne : « Le roi me disait hier qu'il m'aurait donné une province pour m'avoir auprès de lui. Apparemment qu'il n'a pas promis de province au chevalier de Chasot (1). Je suis très sûr qu'il ne reviendra point; il est fort mécontent, et il a d'ailleurs des affaires plus agréables. »

Cependant peu à peu le vide commençait à se faire autour du roi, et six mois s'étaient à peine écoulés que déjà s'éclaircissait à vue d'œil le groupe intime auquel Chasot avait appartenu. Les uns étaient morts de mort violente, les autres avaient fini par divorcer pour incompatibilité d'humeur : danse macabre s'il en fut, et qu'avait ouverte La Mettrie au sortir de ce joyeux souper chez lord Tyrcon-

(1) J'ai dit que Voltaire n'aimait point Chasot, et peut-être avait-il de bonnes raisons pour cela. Le chevalier, à ce qu'on raconte, s'emportait aisément dans la controverse, et poussa même un jour l'oubli des bienséances jusqu'à vouloir répondre avec sa canne à certaines épigrammes. « J'ai eu le malheur d'être traité par Chasot comme le curé de Mecklembourg. On a dit alors que votre majesté ne souffriroit plus que je logeasse dans son palais de Berlin. *Je n'ai pas proféré la moindre plainte contre Chasot.* Je ne me plaindrai jamais de lui ni de quiconque a pu l'aigrir. » Voltaire, lettre à Frédéric, 1751.

nell! « Il est mort pour une plaisanterie, en mangeant tout un pâté de faisan; il était gai, bon diable, bon médecin et très mauvais auteur! » L'oraison funèbre manque peut-être de cœur, mais elle est d'un grand roi qui n'en eut jamais à revendre, et gardait précieusement le peu de sensibilité qu'il avait pour s'apitoyer sur lui-même dans l'occasion. Quelques semaines plus tard mourut le général de Rothenbourg, un autre affilié à la petite coterie française, dont il était par son éducation, son esprit, et par son mariage avec la fille du marquis de Peschère. « Je ne vois que ma douleur, » écrit Frédéric à sa sœur de Baireuth, et l'affliction causée par cette perte se prolonge encore que déjà son fidèle secrétaire Darget lui demande son congé et part pour Paris, dans la ferme intention de ne plus revenir. Même histoire avec Algarotti, le confident éprouvé que rappelait la France, et que Frédéric ne devait aussi plus revoir. Ici prennent place également à tour de rôle les démêlés avec Voltaire, ainsi que l'ignoble procès du philosophe de Ferney avec le Juif Hirschel et sa scandaleuse querelle avec Maupertuis. « Si vous êtes curieux de nouvelles, je vous apprendrai que Voltaire s'est conduit comme un méchant fou, qu'il a attaqué cruellement Maupertuis, et qu'il a fait tant de friponneries que sans son esprit, qui me séduit encore, j'aurais en honneur été obligé de le mettre dehors (1). » Tant de catastrophes et d'ennuis affectèrent vivement le roi; le moral s'assombrit, de revêche et d'acariâtre son humeur devint mélancolique.

Une seule âme pouvait encore à cette époque s'ouvrir à ses douleurs et tendrement y compatir, c'était cette aimable margrave de Baireuth. « Je roule dans ma tête le moyen de me sauver à Potsdam, où je suis plus à moi-même et où je puis être mélancolique sans que personne y ait à redire. » Et penser que ces paroles venaient à Frédéric en plein carnaval! Une autre fois la généreuse sympathie qu'on lui témoigne le pénètre si à fond que son cœur trouve pour remercier l'expression vraie et sincèrement émue : « Il est toujours bien doux pour moi de trouver dans votre compassion et dans votre sensibilité un soulagement que je ne puis espérer ici de presque personne. Je vous l'avoue, ma chère sœur, la plupart du monde, insensible ou indifférent, trouve l'amitié et ses regrets ridicules; cela oblige à des contraintes qui sont d'autant plus insupportables qu'on s'est fait quelques reproches à soi-même. J'étudie beaucoup, et cela me soulage réellement; mais lorsque mon esprit fait des retours sur les temps passés, alors les plaies du cœur se rouvrent, et je regrette inutilement les pertes que j'ai faites! » Heure mélancolique où les voix les plus aimées des anciens jours manquaient à

(1) Correspondance avec la margrave de Baireuth, décembre 1751.

l'appel : Suhm, Camas, Jordan, Keyserling, Manteuffel, combien s'en étaient allés pour ne plus reparaître! Des joyeux compagnons d'autrefois, des hôtes de Rheinsberg, deux seulement restaient encore, Knobelsdorff et Chasot. Et le roi, déjà fort mal depuis longtemps avec Knobelsdorff, allait voir sa brouille avec Chasot se changer en une rupture complète.

En quittant Berlin, le colonel aux dragons de Baireuth n'avait, quoi que Voltaire en dise, aucunement résolu d'abandonner le service prussien. Il se proposait tout simplement d'aller prendre l'air à Paris et *revoir sa Normandie*, se disant que pendant cette absence la mauvaise humeur de Frédéric aurait le temps de se dissiper, et qu'on n'en serait ensuite que meilleurs amis. Après quelques mois passés à Caen chez sa vieille mère, il revint à Paris, et ce fut là que l'idée le prit de rompre avec son ancien maître. Soit légèreté de caractère, soit lassitude ou rancune, il planta là le roi de Prusse, et avec si peu de façon que pour trouver le cas pendable il n'était en vérité pas besoin d'avoir l'humeur atrabilaire. Au lieu de s'adresser à Frédéric, dont il relevait après tout, ayant depuis vingt ans guerroyé à son service, Chasot estima plus convenable de régler directement la chose avec le roi de France. « Le roi de France crut pouvoir accorder lui-même la démission à un gentilhomme français qui avait servi avec honneur sa majesté prussienne. » On devine comment la nouvelle d'une pareille énormité fut reçue à Potsdam. Aux yeux de Frédéric, une telle violation du code militaire de ses états était un crime sans exemple. Son indignation ne se contenait pas. Les diverses pensions dont jouissait Chasot furent à l'instant supprimées, et le congé si incongrument réclamé lui fut, par ordre exprès du roi, expédié sous forme de révocation. Là ne devait point s'en tenir la colère de Frédéric. Dans le manuscrit originaire de l'*Histoire de mon temps*, terminé par le roi en 1746, le nom de Chasot se trouvait cité à deux reprises : une fois à propos de l'escarmouche malheureuse de Marschendorf, où quatre-vingts hommes avaient péri, l'autre à l'occasion de la bataille de Hohenfriedberg et de cette fameuse charge des dragons de Baireuth, qui, comme on sait, décida du succès de la journée. « Un fait aussi rare, aussi glorieux, mérite d'être écrit en lettres d'or dans les fastes prussiens. Le général Schwerin, le major Chasot et beaucoup d'officiers s'y firent un nom immortel : » tel était le texte primitif, maintenu jusqu'en 1752. A cette époque, le roi raya de ce passage le nom de Chasot, trouvant sans doute qu'il y faisait longueur, et dans le remaniement général que Frédéric fit de son œuvre en 1775, cette omission fut observée. Quant à la rédaction du paragraphe concernant la malheureuse affaire de Marschendorf, inutile d'ajouter qu'elle n'a pas

varié d'un seul mot, attendu qu'un grand monarque écrivant l'histoire de son temps se doit tout à la vérité, et que s'il est parfois permis de raturer d'un trait de plume les hauts faits de nos bons amis, il ne saurait jamais l'être de passer leurs erreurs sous silence.

II.

Nous sommes à Lubeck en l'an de grâce 1759 : le commandant militaire de la ville libre et impériale vient de mourir; il s'agit de nommer son successeur, et de tous les pays voisins les candidats arrivent. A ce nom seul de Lubeck, quelles idées ne se réveillent pas de richesse et de grandeur commerciales! On voit revivre la Venise teutonique avec ses comptoirs opulens, ses factoreries florissantes, ses colonies nombreuses que protége une flotte active, moitié marchande et moitié guerrière, capable, avec le double esprit qui l'anime, de nouer des relations sur tous les points du globe et de maintenir sa suprématie dans la Baltique. Plus de cinquante villes de la Mer du Nord saluaient dans Lubeck leur capitale; là se tenait le conseil suprême, ce sénat de bourgeois non moins habiles à négocier avec les puissances étrangères qu'intrépides à commander le feu dans l'occasion, et dont Ænéas Silvius Piccolomini écrivait au xve siècle « qu'ils avaient assez d'influence dans trois grands pays, la Suède, le Danemark et la Norvége, pour y pouvoir faire et défaire des rois! » Au xviiie siècle, avons-nous besoin de le dire? l'éclat de cette gloire s'était, hélas! terriblement amoindri : de sa couronne anséatique, la ville impériale avait vu choir une perle après l'autre; depuis 1669, Lubeck n'avait pas revu de congrès, et cependant la cité « sérénissime et impériale » brillait encore au premier rang parmi les villes d'Allemagne. A défaut de son importance politique évanouie, il lui restait le crédit que donnent les richesses; sa bourse prospérait, son pavillon faisait partout bonne figure. D'ailleurs on y menait gaiement la vie. Après comme avant, Lubeck était le port par excellence pour passer d'Allemagne en Livonie, à Pétersbourg, en Danemark, en Suède. Les voyageurs qui affluaient là toute l'année ne demandaient pas mieux que de s'y attarder au milieu des vieux souvenirs de la métropole anséatique, qui, par ses monumens et ses églises, par son hôtel de ville, son arsenal, ses remparts, ses ponts, ses forteresses, montrait encore ce qu'elle avait pu être dans le passé. Un autre intérêt que vers cette période la ville de Lubeck offrait à l'observateur, c'était la physionomie originale de sa société, composée non point seulement, comme on pourrait croire, de riches négocians et de patriciens autochthones, mais aussi de ce qu'il y avait de plus élevé dans les diverses aristocraties du voisinage. Appartenir au magnifique chapitre de Lubeck

était alors un honneur que recherchaient les plus illustres, et vous trouvez inscrits sur ce livre d'or tous les noms nobles du Holstein, du Slesvig, du Lauenbourg, du Mecklembourg, des états de Brunswick et de Westphalie. Depuis le XVIe siècle, nulle autre maison que celle des ducs de Holstein-Gottorp n'eut le privilége de fournir des évêques à la hanse. Ces évêques résidaient à Eutin, à deux pas de Lubeck, et tous les membres du chapitre avaient leurs hôtels dans la ville, où, profitant des loisirs respectifs de leurs charges de cour, ils venaient s'installer avec leur suite et faire grande chère. L'effectif de l'armée, infanterie et artillerie, s'élevait en 1759 à un millier d'hommes, dont le gouverneur de la ville, nommé par une commission du sénat, avait le commandement.

C'était donc, ainsi que nous l'avons dit, ce gouverneur qu'il s'agissait de nommer. Le sénat élut sa commission, la commission vota, et qui elle choisit entre vingt, ce fut Chasot, le chevalier François Egmont de Chasot, gentilhomme normand, ancien colonel aux dragons de Baireuth, depuis le 20 juin 1754 devenu bourgeois de la ville libre de Lubeck, et comme tel inscrit sur les registres de l'état civil. Le fait est que Chasot n'y avait pas tenu. Rentré en France après un séjour de près d'un quart de siècle à l'étranger, il s'était dès le lendemain trouvé dépaysé dans sa patrie; esprit aventureux et cosmopolite, n'ayant pour le sol natal proprement dit rien de cette exaltation fiévreuse, de ce sublime enthousiasme qui furent le produit de la révolution française, il se demandait si là où sont les principes et les affections, là n'était point la vraie patrie, et si cette terre d'Allemagne qu'il avait noblement arrosée de son sang, où vivaient ses meilleurs amis, n'était pas pour le moins autant sa mère que cette terre de France où il ne connaissait plus personne. A cette question, la réponse fut qu'il se mourait d'ennui, que l'air de Paris ne lui convenait nullement, et qu'il fallait au plus tôt se remettre à courir le monde. Justement le duc de Mecklembourg venait de mourir (11 décembre 1752). Adolphe-Frédéric III avait pour femme cette charmante Sophie-Dorothée dont Chasot était l'ami, et qu'il visitait si assidûment, quelque dix ans auparavant, pour charmer les monotones solitudes de la vie de garnison. L'auguste veuve, s'étant retirée aux environs de Schwerin, n'eut garde d'oublier Chasot, qui se consola dans cette gracieuse et spirituelle compagnie du chagrin de ne pouvoir rentrer en Prusse, et ce fut alors que le chevalier, pour ne rien perdre de la douceur de cette intimité, songea à s'établir dans le pays.

Lubeck était à peu de distance. Chasot s'y choisit, non dans la ville, mais sur le penchant d'un coteau du voisinage, une agréable maison entourée d'un jardin qu'il appela Marly, et où, comme Cincinnatus, renonçant aux grandeurs de la terre, il s'occupait à tailler

ses poiriers, lorsqu'on vint lui annoncer que le sénat l'avait fait dictateur. C'était du reste la merveille de Lubeck que ce Marly : au dehors, un verger, des promenades, des étangs poissonneux, des fleurs et des fruits en profusion; au dedans, une habitation commode, élégante, bien disposée, chaude en hiver, fraîche en été, beaucoup de livres dans la bibliothèque, beaucoup de vins vieux dans la cave, et la plus belle vue du monde. Un philosophe eût trouvé là son paradis, mais Chasot n'était qu'à moitié philosophe et pensait comme notre père Adam qu'il ne saurait y avoir de paradis sans la femme. Il rêvait donc la solitude à deux, mais une solitude honnête, légitime, et dont un homme de quarante-cinq ans qui se respecte ne puisse avoir jamais à rougir. Il faut bien le dire, Chasot approchait alors du demi-siècle, mais sans que rien chez lui trahît encore l'heure du déclin. Les gens de cette époque ne vieillissaient pas comme ceux de notre temps, et le costume entrait pour beaucoup dans cet avantage. Avec des soins, de l'élégance, et pourvu qu'il sût conserver sa taille, un coureur de Cythère risquait d'aller fort loin sans paraître trop écloppé. Qu'est-ce que la chute des cheveux quand la mode veut qu'on porte perruque? qui s'embarrasse d'une ride que le fard a le droit de masquer? Avoir bon pied, bon œil, c'était la grande et l'unique affaire; le reste ne regardait que le valet de chambre. Les très authentiques fredaines de certains sexagénaires illustres de l'époque ne peuvent même s'expliquer qu'à l'aide de cette espèce de transformation opérée par l'illusion et l'artifice, et c'est seulement du jour où la fiction de la perruque a cessé d'être respectée de tous, que l'âge a repris ses droits sur l'homme. A Dieu ne plaise que rien de ce que nous remarquons là puisse s'adresser à Chasot, resté jeune en dépit des années, et qui, leste et bien découplé, avec son air chevaleresque et sa séduction personnelle, se serait aisément passé au besoin des ressources dont la mode de son temps lui accordait le bénéfice!

Il y avait à Lubeck en ce moment un peintre italien chargé par le sénat de décorer la salle d'audience de l'hôtel de ville. Cet homme s'appelait Stefano Torelli, et rappelait, sinon par le talent, du moins par l'accent vigoureux de sa physionomie et l'âpreté de ses mœurs, le type de l'artiste florentin au XVIe siècle. S'étant pris de querelle à Rome avec un camerlingue, il lui planta son couteau dans le ventre, et dès lors, comme on pense, n'eut rien de mieux à faire que de s'expatrier. L'électeur Auguste III régnait en Saxe, Stefano vint à la cour de Dresde. Il y reçut l'accueil le plus favorable, tant de la part du prince, qui l'avait connu jadis en Italie, que de sa noblesse. Les commandes abondèrent, et en même temps les invitations de toute sorte, car cet artiste passait aux yeux de ce monde pour un gentilhomme déguisé, et, s'il en fallait croire le bruit qui courait, il

n'existait point dans tout le saint-empire de plus grand seigneur que cet honnête étranger vivant de ses chefs-d'œuvre, et rachetant par les cruelles tribulations de l'exil la faiblesse qu'il avait eue d'assassiner un *porporato*. Stefano se rattachait à la lignée princière des Torelli, comtes de Guastalla et de Montechiarugolo, par des liens plus ou moins authentiques; mais nul ne prit la peine de s'en informer. Il y avait d'ailleurs tant d'autres mystères dans l'existence de ce singulier personnage, qu'en vérité à tout ce qu'il disait ou laissait dire, on aimait mieux croire que d'aller voir.

Avec lui, au fond d'une petite maison du faubourg, habitait sa fille, une enfant de seize ou dix-sept ans, dont la mère était morte de bonne heure, et qu'une vieille parente élevait. Comme elle ne sortait que pour se rendre à la messe et fort embéguinée dans ses coiffes, peu de gens auraient pu dire si elle était jolie. Et d'ailleurs il n'eût point fait bon la rencontrer trop souvent sur son chemin, car le Torelli la guettait de près avec cette sollicitude incessante d'un Bartholo farouche, et qui porte à sa ceinture, en guise de trousseau de clés, un poignard teint du sang d'un camerlingue. Quelques rares amis du peintre, ceux que Stefano admettait dans son atelier, prétendaient avoir parfois saisi à travers la cloison les accens d'une voix ravissante; or, comme il semblait difficile d'attribuer ce timbre juvénile et pur à la vieille dame *chargée d'accompagner*, il fallait bien conclure de là que Camille était musicienne. Quant à sa beauté, Dieu merci, rien n'y manquait, ni l'élégance de la taille, ni l'harmonie du visage, ni la suave et mélancolique expression du regard. Stefano ne se lassait pas de la peindre, et pour vivre entouré de cette image chérie, pour l'avoir en quelque sorte toujours sous les yeux, il multipliait ses portraits, mais seulement aux heures où sa porte était dûment fermée à tout venant. Qu'on se figure maintenant quel ennui ce dut être pour le père d'avoir à quitter Dresde et se rendre à Lubeck, où l'appelaient d'importans travaux, dont le patronage de l'électeur de Saxe lui valait la commande. Après bien des hésitations, il consentit cependant à se séparer de sa fille, en se promettant d'arranger les choses de manière à la faire venir avant peu.

Torelli, dès son arrivée à Lubeck, avait naturellement fait la connaissance de Chasot, lequel, en sa triple qualité de militaire, de dilettante et de vert galant, s'était tout de suite pris de sympathie pour cet artiste aventureux, pour cette espèce de luron aux mœurs abruptes. Un soir, le peintre et le chevalier dînaient ensemble chez le comte de Reventlow. Là se trouvaient réunis divers membres du chapitre et quelques-uns des plus notables représentans du patriciat lubeckois. On était à table et le banquet allait son train, lorsque, profitant entre deux services d'un intervalle de liberté, Torelli tire

de sa poche sa tabatière et offre une prise à son voisin le baron de Flessen, grand amateur d'objets d'art, qui demande à examiner la boîte. La chose en valait la peine : c'était un cadeau de l'électeur de Saxe Auguste III, un chef-d'œuvre d'orfévrerie, constellé de pierres précieuses, avec le portrait d'une jeune fille sur le couvercle. Le baron admire et se récrie; tout le monde demande à voir, et la tabatière de voyager. Chemin faisant, elle arrive ainsi jusqu'à Chasot. A la vue de cette miniature, le chevalier se tait et devient pensif; puis, après l'avoir un moment contemplée, il passe la boîte à son voisin et plus ne dit mot. Qui sait quel retour sur lui-même le vieux lion fit à cette heure, quels rêves, quelles espérances, quelles perplexités traversèrent son âme? N'importe, la passion a ses droits sur tous les âges, et, quand elle a sonné la charge, les vieux marchent comme les jeunes; très souvent même, ce sont les vieux qui courent le plus vite. Dès qu'on se fut levé de table, et tandis qu'on prenait le café, Chasot, saisissant Torelli par le bras, l'entraîne à l'écart dans un petit salon, et d'un ton passionnément ému s'informe s'il connaît l'original du portrait peint sur la tabatière. « Si je le connais? répond le peintre; belle question! c'est ma fille. — Votre fille, à vous! mais je ne savais pas que vous fussiez seulement marié. — Ce sont là mes affaires. — Et peut-être bien aussi les miennes, s'il vous plaît. — Que voulez-vous dire? — Qu'il m'a suffi de voir cette figure d'ange pour l'adorer, et que si vous ne consentez à m'avoir pour gendre, je jure de mourir garçon! — A Dieu ne plaise! il n'y aurait donc plus en ce monde de Chasot bataillant pour le roi de Prusse? — Ainsi vous dites oui? — Je ne dis pas non, et c'est tout ce qu'à présent je puis faire, car encore faut-il bien savoir là-dessus le sentiment de la petite. » La conversation en resta là, et les deux amis ne se séparèrent qu'après que Torelli eut promis à Chasot de faire immédiatement venir sa fille et d'écrire à Dresde le soir même à cette intention.

La Saxe entière n'était en ce moment qu'un vaste camp. Depuis le printemps de 1760, les corps d'armée de Frédéric et du maréchal Daun se tenaient en mutuelle observation. Les troupes manœuvraient sur toutes les routes, et le pavé des villes ne cessait d'être ébranlé par les lourds caissons d'artillerie. Voyager à travers de pareils obstacles et sous l'unique sauvegarde d'une vieille parente, ce n'était point, on en conviendra, chose commode pour une personne de l'âge et de la beauté de Mlle Camille Torelli. D'autre part, Chasot regardait sa montre, et sa montre lui disait qu'avec ses quarante-cinq ans il fallait aller vite en besogne, ou ne pas s'en mêler. L'idée lui vint alors de s'adresser directement à son ancien ami le roi de Prusse. Il écrivit donc à Frédéric, et, tout en l'informant de son prochain mariage, le pria d'accorder aide et protection à la jeune fille, et de

faire qu'elle et sa gouvernante n'eussent à subir aucun affront en traversant le camp.

Grâce aux rigides préceptes qu'elle avait reçus de l'auteur de ses jours, l'aimable Camille ne savait que s'incliner et obéir. Sitôt qu'elle eut pris connaissance du message de son père, elle fit ses arrangemens de départ, et quatre jours après quitta Dresde, et se mit en route avec sa tante. Selon les instructions qu'on lui marquait, sa première étape fut au quartier-général du roi. Sur ces entrefaites, Frédéric, ayant reçu la lettre de Chasot, s'était gracieusement empressé de donner des ordres en conséquence. Il reçut la jolie visiteuse dans une cabane de paysan, debout, une main appuyée sur une table, et tenant de l'autre la missive de son ancien favori. Lorsque Camille entra, le roi fixa sur elle son regard d'épervier, puis, après l'avoir longtemps examinée avec complaisance, il lui demanda « si elle n'avait pas eu grand'peur de s'aventurer ainsi à travers le camp. » La jeune fille se contenta de répondre simplement : « Mon père me l'a ordonné, et je suis partie. » Cette candide soumission charma le roi, qui laissa voir aussitôt dans ses grands beaux yeux l'intérêt que lui inspirait la chère enfant. La conversation se prolongea quelque temps encore, lui de plus en plus bienveillant et paternel, elle de moins en moins effarouchée. Puis Frédéric l'exhorta fort à cacher soigneusement ses bijoux et surtout ce délicieux minois, qui, tout autant que l'or et les pierreries, était capable de tenter les bandes de pillards qui battaient le pays, et ne la congédia qu'après l'avoir dûment mise sous la protection d'un de ses officiers, chargé par lui de l'escorter avec un peloton de cavalerie jusqu'à l'extrême limite du camp. Quelques jours plus tard, Camille arrivait à Lubeck saine et sauve, et son père lui présentait Chasot. Soit que le chevalier fût, comme on dit, *bien conservé*, soit que l'éclat de son renom fît oublier la disproportion d'âge, on peut croire qu'il ne déplut point trop, car les choses s'arrangèrent tout de suite. Partie de Dresde aux derniers jours de juin, Camille Torelli épousait le 17 juillet le chevalier de Chasot, joyeux et triomphant d'avoir ainsi trouvé la châtelaine de sa jolie résidence de Marly.

Cette union, commencée en manière de roman, tourna au parfait ménage. Ainsi qu'il arrive souvent aux roués de son espèce, Chasot, qui n'avait jusqu'alors fréquenté que des comédiennes et des beautés faciles, se trouva fort étonné d'aimer pour la première fois de sa vie. C'était sans aucun doute s'y prendre un peu tard; mais dans ce cœur de gentilhomme et de soldat l'enthousiasme avait persisté, et l'adorable enfant fut courtisée avec toute la tendresse dont elle était digne. Elle aussi commençait à connaître l'amour, et l'initiation n'en avait pas moins de charmes, pour lui venir d'un époux

beaucoup plus âgé, mais auquel l'expérience et le renom donnaient cette autorité protectrice où les belles âmes vraiment féminines aiment à s'abandonner. Du reste, pour Chasot, le crédit allait croissant. La situation qu'il occupait à Lubeck, ses relations avec les divers états du voisinage, faisaient de lui une sorte de puissance. Il n'en fallait pas davantage pour que Frédéric sentît revivre ses meilleures dispositions d'autrefois, et ne demandât qu'à se rapprocher d'un ancien ami qui lui pouvait être utile.

Depuis 1756, l'alarme avait repris. On était en pleine guerre de sept ans, au lendemain des journées de Prague, de Collin, de Rosbach, de Lutzen, de Zorndorf et de Kunersdorf. Pour tenir tête aux forces nombreuses que l'Europe envoyait contre lui de tous côtés, le roi de Prusse avait besoin de renouveler incessamment son armée. Or, à ces continuelles levées d'hommes le pays s'étant bientôt épuisé, on avait dû recourir à l'étranger; mais là des difficultés d'un autre genre se présentaient, grâce aux diplomates accrédités par les cours ennemies près les petits états où les officiers recruteurs de Frédéric avaient à manœuvrer. Ce fut dans ces circonstances difficiles que le roi se souvint de son ancien ami. « Il s'agirait, mande Frédéric à Chasot (28 novembre 1760), il s'agirait de me fournir trois ou quatre cents hommes que vous feriez enrôler dans vos cantons pour mon service. Je m'engagerais volontiers à faire payer pour ces gens, lorsqu'ils nous seraient délivrés, dix écus par tête. La délicatesse dans le choix de ces gens pour la tournure serait hors de saison et nullement nécessaire. Au cas que vous voulussiez me témoigner cette complaisance, je vous prierais de me l'écrire d'abord pour que je puisse vous envoyer sans délai un officier de ma part. » Le grand capitaine, comme on voit, n'y faisait point tant de façons: *la délicatesse dans le choix de ces gens pour la tournure serait hors de saison.* En effet, quand on songe à l'emploi qu'il leur destinait, à ces braves gens payés *dix écus par tête,* on ne voit pas quelle raison il aurait eue de se montrer difficile. Napoléon sur la fin ne faisait pas autrement. Ces mangeurs d'hommes ne cherchent qu'à grossir leur catalogue jusqu'au jour où la destinée vient les arrêter dans leurs conquêtes. Chasot ne pouvait en cette occasion que se montrer digne de la confiance qu'on lui témoignait; il recruta donc beaucoup d'hommes qu'il envoya se faire tuer pour le roi de Prusse. *Suave mari magno,* dit le poète; c'était l'opinion du chevalier, qui du haut de son promontoire écoutait mugir à ses pieds vents et marée, et se délectait pendant la bagarre à cueillir les doux fruits de l'hymen. Hier encore, à la suite de l'heureuse délivrance de la jeune princesse Frédéric-Guillaume, le vieux maréchal Wrangel s'écriait: « Il nous est arrivé une nouvelle recrue! » C'est juste ce qu'au printemps de 1761 Chasot écrivait à Frédéric, qui lui répondait à l'in-

stant (8 avril), de son quartier-général de Meissen : « J'accepte volontiers, cher de Chasot, la *recrue* qui vous doit son être, et je serai parrain de l'enfant. Nous tuons les hommes tandis que vous en faites! » Et Chasot, tout fier de l'illustre compérage, de répliquer avec enthousiasme : « Si ce garçon me ressemble, sire, il n'aura pas une goutte de sang dans les veines qui ne soit à vous. » Cependant les événemens devaient bientôt interrompre ces douces joies de la famille. Jusqu'alors, la ville de Lubeck et son territoire avaient à peine ressenti le contre-coup de la guerre; mais l'année 1762 allait amener de nouvelles complications qui, en menaçant l'existence d'un pays qu'il avait reçu commission de défendre, ne pouvaient manquer de réveiller dans l'époux et le père tous les vieux instincts du soldat.

Le 5 janvier 1762, l'impératrice Élisabeth de Russie étant morte, le duc Charles-Pierre-Ulrich de Holstein-Gottorp prit la couronne sous le nom de Pierre III. On sait quel subit revirement produisit ce changement de règne, et comment le nouveau souverain, uniquement préoccupé d'abord de l'idée d'arracher au Danemark les états du Slesvig, n'eut rien de plus pressé que de se rapprocher du roi de Prusse, dont l'impératrice Élisabeth s'était toujours montrée l'adversaire acharnée, et de conclure avec lui un armistice qui presque aussitôt fut suivi d'un traité d'alliance offensive et défensive. En conséquence de ces dispositions, les troupes russes qui se trouvaient sur le territoire prussien reçurent dès le mois de mars l'ordre de suspendre les hostilités, et le maréchal Wolkonski, dont le corps d'armée occupait une partie de la Poméranie, eut à se rendre dans les états de Holstein, où le prince George-Louis de Holstein-Gottorp, oncle du jeune empereur, exerçait le commandement général.

De son côté, le Danemark se préparait vigoureusement à la lutte, et c'était encore un Français qui présidait là comme ministre de la guerre à la levée des troupes, à l'approvisionnement des forteresses, à l'augmentation et à l'armement de la flotte. Où les Français n'étaient-ils pas à cette heure? Dans les conseils des rois et des nations, à la tête de leurs armées, de leurs écoles, soldats, marins, financiers, diplomates, philosophes, vous les retrouvez partout dans le monde, toujours prêts à donner au pays qui les appelle ou les accueille cette intrépide activité, cette puissance initiatrice, progressive et sociable, dont au début d'un autre siècle, quand un niveau de civilisation et de culture intellectuelle régnera égal à peu près sur toute l'Europe, on les verra s'en aller porter les trésors jusque chez les radjahs indiens. Avant d'organiser les armées de terre et de mer du roi de Danemark, le comte de Saint-Germain avait été ministre du roi de France, et c'était faute de pouvoir s'entendre avec Mme de

Pompadour qu'il avait passé du service de Louis XV à celui de Frédéric V. Pour faire face aux énormes dépenses occasionnées par ce nouvel état de choses, le gouvernement danois dut partout lever des impôts extraordinaires, et bientôt même, cette mesure ne suffisant plus, on le vit dans la nécessité de s'adresser à l'opulente ville de Hambourg pour un emprunt d'un million d'écus. Le sénat toutefois fit la sourde oreille, et, comme les armées n'ont été inventées qu'à cette fin de procurer aux gouvernemens un moyen d'enlever par la force ce qu'on se refusait à leur donner de bonne grâce, dix mille hommes de vaillantes troupes apparurent le 16 juin devant la cité marchande, sous la conduite du prince Émile de Holstein-Augustenbourg, et soudain l'ouïe fut rendue par miracle aux sérénissimes banquiers, qui s'exécutèrent fort galamment.

On comprendra cependant qu'une telle situation eût de quoi semer l'alarme dans le voisinage; Lubeck n'était point rassurée, tant s'en faut. Sans doute les Danois n'avaient point encore visité la ville; mais le comte de Saint-Germain campait à peu de distance, et tout donnait à supposer que le besoin de couper les communications avec la Russie amènerait un jour ou l'autre l'occupation. Grande était donc la perplexité de l'aréopage lubeckois, ne voulant pour rien au monde se compromettre aux yeux du roi de Prusse, qu'il ne fallait pas avoir pour ennemi, et porté néanmoins à se concilier de son mieux les ménagemens du gouvernement danois et du comte de Saint-Germain.

Chasot avait son rôle tout tracé. Gouverneur militaire de la ville, il pourvut habilement à la défense, et tout en faisant ce que lui commandait son métier de soldat, il sut pourtant s'arranger de manière à éviter de la part de l'armée danoise une agression qui, en dépit de la plus héroïque résistance, n'aurait pu tourner qu'à la ruine entière de Lubeck. Le comte de Saint-Germain et lui se connaissaient de longue date. Entre Français, gens d'épée et de qualité, il y a toujours moyen de s'entendre; tous deux étaient du même monde et parlaient la même langue. Il y eut donc mutuel accord pour ajourner la collision. Notez qu'on était alors dans l'été de 1762, et que de bien graves événemens se préparaient à Pétersbourg. Le 9 juillet, l'empereur Pierre III, détrôné par son épouse Catherine, était conduit à la résidence de Krasnoe-Selo, où huit jours après il rendait l'âme. Dès lors, toute cause d'inimitié disparaissait entre la Russie et le Danemark, et la jeune souveraine, coupant court aux excentricités du défunt monarque, ordonnait à ses troupes d'évacuer sur-le-champ l'Allemagne. En même temps l'armée danoise quittait les plaines du Mecklembourg, et le comte de Saint-Germain n'était pas plus tôt de retour à Copenhague, qu'il faisait envoyer à Chasot,

par le roi son maître, le titre de lieutenant-général. Impossible, on en conviendra, d'agir d'ennemi à ennemi avec une plus grande courtoisie. C'est pour le coup que Frédéric aurait eu raison de s'écrier :

> Heureux Chasot, que la nature
> Daigna partager de son mieux!

Tout au rebours de ces caractères malencontreux à qui tous les partis jettent la pierre, il n'entendait monter à ses oreilles que des actions de grâces, et c'était une rage d'avoir été sauvé par lui. Le sénat de Lubeck lui votait d'enthousiasme des remercîmens et des dotations, et le roi de Danemark le nommait lieutenant-général! Quelle admirable occasion de se faire peindre! Il en usa d'autant plus commodément, qu'il avait encore sous la main son beau-père; je dis encore, parce qu'à ce moment le vieux Torelli s'apprêtait à quitter l'Allemagne pour se rendre à Pétersbourg, où l'appelait l'impératrice Catherine, déjà occupée à recruter de par le monde cette phalange d'artistes, de poètes et de philosophes, qui faisait vers cette époque l'indispensable ornement des cours du Nord. Il n'importe : avant de s'éloigner, maître Stefano ne voulut rien oublier de ce qui pouvait recommander un jour son glorieux gendre aux yeux de la postérité. Il peignit Chasot dans tout l'éclat de sa chevalerie, le harnais sur la poitrine et l'épaule droite négligemment drapée d'un manteau de velours cramoisi; à ses côtés repose son casque, où semble s'appuyer sa main, d'un modelé et d'une blancheur aristocratiques qui se révèlent sous la transparence de ses riches manchettes de dentelle. Ses cheveux bouclés ont un œil de poudre, et son visage, un peu haut en couleur, où les traces de l'âge ne s'accusent que par le complet épanouissement de la virilité, son visage porte, à près de cinquante ans, je ne sais quelle expression d'audace et de martiale galanterie; on dirait même que sa bouche, légèrement entr'ouverte, sourit encore au souvenir des beaux jours de Rheinsberg, dont l'heureuse insouciance ne l'a du reste jamais abandonné. A son cou brille l'ordre pour le mérite, et à cet illustre signe, non moins qu'à la dragonne *argent et sable* de son épée, vous reconnaissez le soldat du grand Frédéric, le lieutenant-colonel au fameux régiment de Baireuth.

Cependant vingt-cinq ans environ, *grande mortalis ævi spatium*, s'étaient écoulés depuis que les deux anciens compagnons d'armes ne s'étaient revus. Que d'événemens arrivés pendant ce temps! Et dans l'entourage du roi que de changemens survenus! Combien d'aimables et spirituelles figures de connaissance qui peuplaient jadis ce petit salon de Potsdam, et qu'il fallait, hélas! s'attendre à ne plus retrouver qu'en peinture! « Une chose qui n'est

presque arrivée qu'à moi est que j'ai perdu tous mes amis de cœur et mes anciennes connaissances; ce sont des plaies dont le cœur saigne longtemps, que la philosophie apaise, mais que sa main ne saurait guérir. » Ainsi écrivait à la duchesse de Gotha le monarque sexagénaire autour de qui la mort frappait à coups redoublés. Son frère, le prince Auguste-Guillaume, sa chère sœur de Baireuth, d'Argens, Fouqué, la comtesse Camas qu'il appelle dans ses lettres *ma bonne maman*, partout des pertes douloureuses dont le souvenir assombrissait un présent que le triste cortége des infirmités commençait à rendre bien maussade! Il y en avait pourtant dans le nombre qu'on prenait sur un ton moins lugubre, celle du baron de Poellnitz, par exemple, qui lui faisait écrire à Voltaire (13 août 1775) : « Le vieux Poellnitz est mort comme il a vécu, c'est-à-dire en friponnant encore la veille de son décès; personne ne le regrette que ses créanciers! » Autre affliction, bien cruellement ressentie: lui aussi, ce vieux grognon de Quantz était parti pour le grand voyage! Lui aussi, le bourru compère, il était allé jouer de la flûte chez les ombres.

Pour charmer l'ennui de la route,
Quantz jouait de la flûte en passant l'Achéron;
— Ramez donc, dit-il à Caron;
Que faites-vous? — J'écoute!

Et Caron, avec tous les égards imaginables, l'avait déposé sur le sombre bord, lui le virtuose indispensable, la vie et l'âme des concerts du roi, qui jamais n'avait voulu entendre parler d'un autre accompagnateur. Cet honnête homme de Quanz trépassé, plus de musique en ce bas monde! Frédéric le Grand avait perdu le goût de la flûte, ses dents pouvaient choir maintenant, et ses mains trembler.

Qu'on pense quelle émotion dut être celle de ce roi chagrin et goutteux, quand on lui vint dire que Chasot demandait à le voir, Chasot, l'hôte des jours heureux, le commensal de Rheinsberg, le dernier survivant de cette héroïque table ronde! Sans doute le chevalier avait plus d'un tort sur la conscience, et Frédéric, qui n'oubliait rien, sentit au premier aspect se réveiller d'anciennes rancunes; mais comment opposer de mauvais griefs à la joie si pure de l'heure présente? Frédéric n'était pas homme à bouder contre son cœur; il se dérida tout aussitôt à la vue de ce visage ami qui lui rappelait ses meilleurs temps. « Le bruit public vous a déjà sans doute appris avec quelle bonté et distinction je suis traité journellement de sa majesté prussienne, mon ancien, digne et gracieux maître; les bonnes intentions du sénat de Lubeck à son égard lui ont été exacte-

ment rendues, et je crois que Lubeck dans le besoin trouvera dans ce juste et sage monarque un protecteur dont nous pourrons nous glorifier. » On voit par ce passage d'une lettre adressée au sénateur Krohn (3 janvier 1780) que Chasot venant à Berlin y devait régler certaines questions pendantes entre *sa majesté prussienne*, *son digne et gracieux maître*, et la sérénissime république lubeckoise, sa troisième patrie, dont il embrassait les intérêts avec l'ardeur la plus méritoire, se faisant une sorte de point d'honneur de célébrer ses moindres avantages (1).

La mission du sénat n'était cependant ici que le prétexte. Chasot avait deux fils qu'il voulait absolument placer dans l'armée. Ce plan, dès longtemps caressé, l'ancien lieutenant-colonel aux dragons de Baireuth s'était vu forcé d'y renoncer lors de sa rupture avec Frédéric, et, faute de mieux, avait pris le parti de se retourner du côté du roi de France, qui tout de suite avait admis les deux jeunes gens en qualité de capitaines au Royal-Allemand. Singulières mœurs de ce temps, où pour les fils d'un gentilhomme français l'armée française pouvait n'être qu'un pis-aller, et où deux jeunes gens, brevetés par Louis XVI du titre de capitaines, regardaient comme un objet digne d'ambition l'exercice du même emploi sous les drapeaux prussiens! Que cette opinion fût celle de Frédéric, passe encore; aussi le vieux caporal agit-il en conséquence : « Si vos fils sont placés au service de France, je vous conseille de les y laisser, car vous n'ignorez pas qu'il est impossible de les agréger en arrivant ici comme capitaines de cavalerie dans mon armée! » Mais Chasot, profitant de la bonne intimité rétablie, revenait à la charge, sans trop avancer cependant, car Frédéric, toujours intraitable sur l'hiérarchie et la discipline, répondait aux sollicitations de plus en plus pressantes par des argumens d'une autorité décourageante. Aux lieu et place du chevalier, plus d'un se fût désisté; mais Chasot n'abandonnait point aisément son idée, et si depuis que ses deux fils étaient au monde, il avait nourri et dorloté celle-là, tout ce qu'il voyait et retrouvait à son retour à Berlin ne faisait que l'y

(1) « Avant-hier, en dînant avec sa majesté, j'ai eu une dispute avec le comte de Finckenstein, premier ministre d'état, qui prétend que les harengs fumés de Hollande sont les meilleurs, et moi je suis du sentiment que ceux fumés à Lubeck, surtout les petits, valent mieux. Il fut décidé de les comparer et goûter en même temps. Je supplie donc le sénat de m'aider à terminer cette affaire avec honneur et d'envoyer deux petites boîtes de ces deux sortes de harengs fumés, l'une au roi, l'autre à son excellence le comte de Finckenstein. Cette bagatelle, venant avec une aussi bonne occasion, ne peut être que très agréable et produira un très bon effet. » — Et ailleurs : « J'ai reçu, cher sénateur, les deux boîtes avec les *bretlings* qu'on a trouvés excellens, et pour lesquels sa majesté et le comte de Finckenstein m'ont chargé de faire à la bonne ville de Lubeck leurs remercîmens. »

attacher davantage. L'accueil si cordial du roi, l'empressement de ses vieux camarades, et jusqu'au spectacle de ces glorieux régimens dont il pouvait se dire en les saluant *et quorum pars magna fui*, que de sujets d'émotion et d'enthousiasme! Le passé revivait sous ses yeux; que serait-ce lorsque dans cette brave armée, à laquelle par tant de liens il tenait encore, figureraient deux jeunes officiers de son nom et de son sang! Décidément le roi ne pouvait lui refuser sa demande; s'entêter d'avantage, c'était vouloir payer de la plus noire ingratitude toute une vie de services et de dévouement. D'ailleurs, qu'à cela ne tînt, à ces règlemens si cruellement inexorables, on se résignerait à faire une concession, et de capitaines qu'on était, on accepterait au besoin de devenir simples lieutenans. Contre une pareille proposition, Frédéric n'avait rien à objecter, et comme il ne demandait en somme qu'à obliger son ami en sauvant les apparences, il se laissa le plus galamment du monde forcer la main, et signa les patentes de ces deux jeunes gens dont l'aîné avait à peine dix-neuf ans.

Chasot tenait enfin ce qu'il voulait, et s'en retourna à Lubeck le cœur plein de reconnaissance pour son ancien maître, qui, de son côté, bénissait le sort de lui avoir rendu son vieil Achate, de telle façon que tous les deux, en se quittant, furent fort étonnés de se retrouver après tant d'années d'absence et de rancune si fermement attachés l'un à l'autre. On prétend que lorsque notre mémoire s'affaiblit, c'est surtout à l'endroit des événemens de la veille, et que, devenue incapable de retenir le moindre fait nouveau, elle continue à planer à distance; la même chose doit pouvoir se dire de notre cœur, où, passé un certain âge, rien ne vit plus que ce qui survit. Pour Frédéric surtout, morose, attristé, cacochyme, ce retour aux heureux souvenirs d'autrefois avait été bien salutaire. « Le roi, écrivait Chasot de Potsdam (25 décembre 1780), le roi, qui ne s'est point mis à table depuis le 8, m'a fait appeler toutes les après-dînées et ne m'a congédié qu'à huit heures et demie pour se mettre au lit. » Bonnes et franches bavettes qu'on taillait à plein drap dans le passé : quand on en avait fini avec la bataille de Mollwitz, on passait à celle de Collin, puis par quelque agréable transition on arrivait aux belles années de Rheinsberg, et que sais-je? aux galantes médianoches de Berlin chez cette folle de Barbarina, dont la gracieuse image vous sourit encore aujourd'hui dans cette chambre du château royal, à côté du portrait de Chasot. Que d'heureux instans ainsi gagnés sur la goutte et le sombre ennui! Quatre ans plus tard (1er janvier 1784), le roi, envoyant à Chasot ses vœux de nouvel an : « J'espère, lui dit-il, que l'éloignement ne vous empêchera pas de venir me voir cette année, ce qui me fera plaisir. » Et il termine par

ce trait d'une affectueuse mélancolie : « Si nous ne nous revoyons bientôt, nous ne nous reverrons jamais ! »

Ils se revirent pourtant, et à peu de jours de là, car Chasot fit toute diligence pour arriver à Berlin le 24, jour anniversaire de la naissance du roi. Frédéric avait alors soixante-douze ans accomplis, et Chasot soixante-huit. Depuis que les deux amis ne s'étaient vus, les infirmités du roi avaient pris un caractère de plus en plus alarmant. On n'a qu'à consulter les lettres qu'il écrivait vers cette époque pour être édifié sur son état; une entre autres à d'Alembert nous en donne le bulletin détaillé : « A l'égard de ma santé, vous devez présumer naturellement que je me ressens des infirmités de l'âge. Tantôt la goutte, tantôt la sciatique, tantôt quelque fièvre éphémère s'amusent aux dépens de mon existence et me préparent à quitter l'étui usé de mon âme. Il semble que la nature veuille nous dégoûter de la vie par le moyen des infirmités dont elle nous accable sur la fin de nos jours. » Chasot, tout au rebours, conservait la plus triomphante apparence, et sa constitution robuste et inaltérée lui permettait de prolonger sur le tard certaines joviales accoutumances. Aussi par ce côté ne tarda-t-il pas à déplaire. Fût-on trois fois l'ami d'un grand monarque, on doit se bien garder d'avoir l'estomac bon quand il l'a lui-même très mauvais, et Chasot ne se contentait pas de l'avoir bon, il l'avait généreux, commode, excellent, d'une puissance, d'une capacité presque insolentes pour Frédéric, fort adonné de sa personne au goût des plaisirs de la table, et désormais condamné à la plus odieuse abstinence. « Chasot est venu ici de Lubeck, écrit-il au prince Henri (2 février 1784); il ne parle que de mangeaille, de vins de Champagne, du Rhin, de Madère, de Hongrie, etc. » Un roi peut pardonner à son meilleur ami bien des lâchetés et des trahisons, mais il ne lui pardonnera jamais de se mieux porter que lui.

Pendant l'hiver de 1785 à 1786, les forces du roi allèrent toujours s'affaiblissant, et bientôt l'hydropisie se déclara. Une toux sèche, jointe à de violentes angoisses de poitrine, lui ôtait la nuit toute espèce de sommeil. Vinrent les manœuvres du printemps : pour la première fois, il n'y parut pas. Ainsi mai et juin s'écoulèrent dans le travail, les douleurs et les misères d'une organisation qui s'effondre. Vers les premiers jours de juillet, un rayon de mieux se laissant voir, l'envie le prit de faire une promenade sur son fidèle et intrépide cheval blanc : on sella *Condé*; c'était le 4 juillet 1786. Au bout de trois quarts d'heure, il fallut revenir, livide, épuisé, la sueur froide sur les tempes, et dans un état tel que ceux qui l'assistèrent à sa descente ne retrouvèrent plus en lui un malade, mais un moribond qui venait de courir sa dernière étape. Chaque

après-midi, on le poussait dans son fauteuil roulant sur la terrasse de Sans-Souci, et là morne, pensif, enveloppé d'une loque militaire, il se chauffait longuement au soleil. Au milieu de cet affaissement général, son œil gardait pourtant encore toute sa lumière, — son grand œil bleu si vigilant, si mobile, si plein d'intelligence, d'électricité, de malice, — propre au commandement et au sarcasme, l'œil d'un général en chef et d'un *philosophe* dans le sens tout négatif que le XVIIIe siècle donne à ce mot. Sur cette dernière étincelle, la mort n'allait pas tarder à souffler. Le 16 août amena les signes précurseurs de la catastrophe. Dès le matin, lorsque le lieutenant-général de Rohdich, commandant de Potsdam, entra pour prendre le mot d'ordre, il trouva le roi sans mouvement, incapable d'articuler une parole. Toutefois, durant le jour, la conscience revint à l'illustre malade, et vers minuit sa langue parut se délier. Ce n'était qu'un court répit avant l'effort; quelques instans encore, et, le suprême accès se déclarant, Frédéric expirait vers trois heures.

Huit ans plus tôt, le philosophe de Sans-Souci, recevant la nouvelle de la mort de Voltaire, s'empressait de donner une larme pieuse à la mémoire de son ancien chambellan, et dictait à Darget, séance tenante, l'*éloge* qui fut lu à l'académie de Berlin le 26 novembre 1778. Chasot fit de même lorsqu'il apprit dans sa *comfortable* retraite de Lubeck la fin de son royal ami. Les premiers pleurs essuyés, l'idée à son tour le prit d'écrire non point, grâce à Dieu, des éloges académiques, mais d'honnêtes mémoires, où revivent tant bien que mal les personnages et les événemens de son temps: c'est à ce métier qu'il employa les onze années pendant lesquelles il lui fut donné de survivre à son gracieux maître, dont, soit dit en passant, il paraît préférer de beaucoup la langue à celle de Saint-Simon, travers d'ailleurs fort concevable chez un Français qui avait passé sa vie à guerroyer sous les drapeaux de la Prusse. *Chasot, c'est le matador de ma jeunesse,* disait jadis de lui Frédéric, et ce matador de sa jeunesse fut aussi le dernier des Romains, le dernier d'entre les héros de cette garde du corps philosophique dont le roi vécut entouré. Le conquérant de la Silésie en effet ne quittait un camp que pour entrer dans l'autre, et si volontiers on se le représente à la manœuvre, penché sur son grand cheval blanc, dont il tient les rênes de la main droite, tandis que dans les doigts de la gauche il porte à son nez les restes d'une prise dont il vient de renifler la moitié, — impossible de ne pas se le figurer en même temps au milieu de sa table ronde, allant et venant dans ce petit salon de Potsdam, où tant de beaux esprits accouraient de tous les coins du monde. Pour homme de lettres, il l'était d'enfance, et poète aussi, et musicien : resterait à se demander dans quelles con-

ditions. « Vous croyez peut-être que le grand Frédéric aime la musique, disait un jour Sébastien Bach au compositeur Graun. Erreur, mon cher; il n'aime que la flûte, et si vous vous imaginiez qu'il aime la flûte, vous vous tromperiez encore, car il n'aime que *sa* flûte. » J'en pourrais dire autant de ses goûts littéraires et philosophiques, dans lesquels entraient pour beaucoup certaines satisfactions d'amour-propre qu'il se plaisait à se donner vis-à-vis de l'Europe. Une personne d'un rare esprit, la vieille Mme de Rocoules, qui fut sa gouvernante pendant sa première jeunesse, n'avait du reste rien négligé pour lui inculquer cette prédilection pour la langue française. « Vous verrez que mon petit prince sera un de nos plus grands auteurs, » s'écriait-elle un jour en montrant à Charles Duhan, autre Français de l'entourage pédagogique, je ne sais quelles mauvaises rimes échappées à l'inspiration du jeune lieutenant-colonel de seize ans. Voyez pourtant ce que sont les prophéties! Tandis que l'excellente dame croyait entrevoir là *un grand auteur*, le propre père de Frédéric, ce praticien grognon et pédantesque qui ne connut jamais d'autres délices en ce monde que l'école de peloton, Frédéric-Guillaume grommelait amèrement en faisant allusion au double dilettantisme de son fils : « Voilà un joueur de flûte et un poète qui va me gâter toute ma besogne! » Les deux oracles se trompaient sans doute, mais surtout Frédéric-Guillaume, car si l'auteur de l'*Épître sur la modération dans l'amour*, pas plus que l'auteur des *Mémoires pour servir à l'Histoire de mon temps*, ne fut et ne sera jamais, quoi qu'on fasse, ni un grand poète, ni un écrivain remarquable, force est bien aussi de reconnaître qu'en fait d'administration, de politique et de guerre, l'homme qui a ravi la Silésie à l'Autriche, lutté sept ans contre une coalition européenne, et fini après tant de combats et de vicissitudes par laisser en mourant un royaume de six millions d'âmes, un trésor de 70 millions de thalers, et une armée de deux cent trente mille soldats, cet homme-là n'a gâté la besogne de personne, pas même de son glorieux père.

Dans cette histoire un peu intime de Frédéric le Grand, de quelque côté que vous regardiez, sur les champs de bataille ou dans le petit cercle académique, vous trouverez Chasot. Il était, lui aussi, des deux camps. Un tableau de Cunningham, qui représente Frédéric revenant à cheval du champ de manœuvre, nous montre sur le second plan, confondue parmi les officiers d'ordonnance du roi, l'élégante et chevaleresque figure du brave major Chasot. Et ce héros des belles journées de Mollwitz et de Hohenfriedberg, ce personnage que vous avez partout rencontré où il y avait des coups d'épée à échanger, vous n'ouvrez pas un volume de correspondances du temps sans l'y voir faire belle mine au milieu des savans et gens

de lettres dont il recherche la compagnie, quitte à les traiter parfois de *pékins* comme il lui arriva pour Voltaire (1). C'est à cette bonne fortune que Chasot devra de ne pas mourir, à ce titre qu'il méritait d'avoir sa place dans cette histoire anecdotique, je dirai presque épistolaire, qui côtoie l'autre. Il eut entre tous l'amitié de Frédéric; là fut sa gloire et souvent aussi son tourment. « La Mettrie, dans ses préfaces, vante son extrême félicité d'être auprès d'un grand roi qui lui lit quelquefois ses vers, mais en secret il pleure avec moi. » Ainsi parle Voltaire, qui devait se connaître en semblables tribulations. Chasot eut à les subir comme tant d'autres, et s'il ne pleura pas, mainte fois il eut à quitter la place. Les potentats de l'espèce de Frédéric et de Napoléon exercent sur le génie et le talent une irrésistible attraction, par cela seul qu'ils savent les reconnaître, et que pour le génie comme pour le talent être reconnu par qui de droit est le premier besoin. Aussi les gens qui veulent de la considération et de la renommée n'ont-ils qu'à gagner dans le commerce de ces maîtres du monde; mais quel désappointement inénarrable les attend le jour où il leur arrive de se croire autorisés à compter sur un sentiment quelconque d'humanité de la part de ces sublimes protecteurs! Les héros comme Frédéric et Napoléon savent reconnaître le mérite, mais ils ne savent ni l'aimer ni l'admirer, car l'admirer, ce serait lui élever une sorte de trône auprès du leur, et jamais ils n'y consentiraient. De là ce refroidissement graduel des grands esprits qui les avaient d'abord fréquentés avec ardeur, de là les colériques soubresauts de Voltaire, l'exil volontaire de d'Alembert, et dans une sphère moins relevée, les transports indignés de la Mara et la mauvaise humeur de Chasot, qui lui aussi eut ses jours d'hypocondrie. « La place n'était pas tenable. » C'est ce qu'ils disaient tous : fuir cet horrible Sans-Souci comme la peste, ne plus entendre l'odieux roulement de ce fauteuil qu'on approche de la cheminée, ne plus avoir devant les yeux l'impatientante figure de ce caporal grognon et cacochyme! Et ils n'avaient pas plus tôt quitté Potsdam que le mal du pays les prenait, et qu'il leur fallait y revenir, car l'homme égoïste qui régnait là était au demeurant grand et fort, et s'il tyrannisait son monde et le persécutait par boutades, il possédait seul, entre tous les monarques de son époque, le secret de savoir reconnaître la valeur des gens.

HENRI BLAZE DE BURY.

(1) Voltaire, lettres à Mme Denis.

LA

LITTÉRATURE DU PRÉSENT

EN ALLEMAGNE

Il n'est pas facile de porter un jugement exact sur la situation des lettres allemandes. Jamais peut-être la confusion n'a été plus grande dans le domaine de l'imagination et de la critique. Beaucoup de talens, beaucoup de forces dispersées, une activité souvent intéressante, une élévation assez sensible du niveau général, mais nul lien, nulle communauté d'efforts, en un mot ni maîtres ni écoles, voilà l'aspect que nous offre à première vue le mouvement littéraire de l'Allemagne. A vrai dire, c'est le chaos. Est-ce un chaos fécond? n'est-ce qu'une agitation stérile? Voilà pour nous toute la question, et c'est parce que cette question intéresse la vie intellectuelle de notre temps que nous continuons de suivre avec sollicitude le développement des lettres germaniques.

Certes, si l'on n'interroge que les sévères travaux de l'intelligence, histoire, philosophie, érudition, critique théologique, philologie comparée, l'Allemagne est toujours un vivant foyer d'études. Les universités sont aussi actives que jamais, les académies font des publications importantes, les congrès de philologues, qui chaque année se transportent de ville en ville, entretiennent dans l'armée des savans l'ardeur et la discipline, ou provoquent, au bénéfice de tous, des discussions d'une portée considérable. Il y a là ce qui manque dans un autre domaine, des chefs de corps et des groupes distincts. Est-il nécessaire de citer MM. Jacob et Wilhelm Grimm, qui continuent avec tant de zèle et de succès ce dictionnaire monumental où se

retrouve en détail toute l'histoire de la langue de Goethe? Faut-il rappeler que M. Fichte, à la tête d'un groupe d'esprits dévoués, poursuit courageusement les adversaires du spiritualisme sur le terrain de la médecine et des sciences naturelles, tandis que MM. Ritter et Brandis maintiennent les traditions de l'histoire de la philosophie, et gardent, si je puis ainsi parler, le temple des antiques doctrines? Ai-je besoin de remettre en lumière cette vaillante école d'historiens, les Mommsen, les Sybel, les Häusser, qui détrônent en ce moment l'école studieuse, subtile, intelligente, mais trop froide et trop diplomatique, de M. Léopold Ranke? Ferai-je le dénombrement des orientalistes, des hellénistes, des germanistes? Quiconque veut élever son esprit, étendre ses vues, acquérir maintes idées fécondes, sous la condition de les rectifier à la française, peut aller moissonner dans ce pays, et n'en reviendra pas sans avoir lié sa gerbe; mais nous sommes de ceux qui croient que ces sévères travaux ne représentent pas toute la littérature. Si l'Allemagne n'était qu'un couvent de bénédictins, les œuvres scientifiques dont elle est justement fière finiraient par subir une déchéance inévitable. Qu'est-ce qui entretient le mouvement de la philosophie, de la théologie elle-même? Quelle séve les anime et leur fait porter de nouveaux fruits? C'est la vie morale de la nation, ce sont les besoins de son cœur et les aspirations de son esprit. S'il n'y avait pas à côté de la légion des savans une armée de laïques, c'est-à-dire un peuple qui vit, qui travaille, qui fait ou subit les événemens, qui en souffre ou s'en réjouit, qui a ses heures de tristesse, de découragement, de réveil généreux, d'action enfin ou publique ou privée, la philosophie et la théologie, condamnées à se nourrir d'abstractions, ne seraient bientôt plus que des exercices d'école. Les plus grands philosophes ont beau emporter notre esprit dans les sphères supérieures, ils sont le produit du temps et de la société qui les a vus naître. Chacun d'eux à sa manière exprime la vie morale du peuple auquel il appartient. Or cette vie d'un peuple, cette conscience d'un pays a bien des façons de se manifester; la plus vive et la plus fidèle, c'est la littérature d'imagination : poésie, roman, théâtre, toutes ces œuvres que le pédant dédaigne, mais dont l'historien sait la valeur, sont les confidentes de la pensée générale. Je veux savoir ce qu'elles nous révèlent aujourd'hui. Si même elles n'ont rien de précis à nous dire, si elles ne nous présentent qu'une image de désordre et de chaos, signaler ce chaos, tâcher d'en faire la description, d'en caractériser les symptômes, ce sera l'obliger peut-être à se connaître lui-même et à dégager enfin les élémens inconnus qu'il renferme. Dans le tableau que nous essayons de tracer, des écrivains d'une valeur très inégale doivent nécessairement trouver place. Un des caractères de

la crise que traverse aujourd'hui la littérature de nos voisins, c'est précisément que tout y est confondu. Plus d'une fois néanmoins il est arrivé à la littérature germanique de se perdre tout à coup, et de se retrouver ensuite pleine de vigueur et d'élan. Un des caractères heureux de cette crise, c'est l'effort même que tente l'Allemagne pour revenir à une situation meilleure, et qu'on voit se reproduire avec trop de persistance, dans des directions trop variées, pour douter d'une prochaine guérison.

I.

Commençons par la poésie, la poésie pure, celle qui chantait tant de suaves *lieder*, il y a vingt-cinq ans, dans les vallées de la Souabe et de la Thuringe. Il reste encore plus d'un souvenir de ces partitions printanières : Uhland et Rückert sont toujours là ; mais soit que l'inspiration ait cessé de les visiter, soit qu'ils se sentent isolés au milieu des générations nouvelles, on n'entend plus leur voix. Ce sont toujours des noms aimés, ce ne sont plus des chefs qui aient action et autorité sur la foule tumultueuse des survenans. Heureux du moins les poètes illustres qui n'ont pas compromis leur gloire! Ce silence où ils s'enferment, et même l'espèce d'abandon qui en est la suite, ne coûtent rien à leur dignité. Calmes et graves sous leurs cheveux blanchis, ils peuvent se dire : « Nous avons accompli notre tâche; aux nouveau-venus de prendre la parole, et voyons s'ils vaudront leurs pères. »

Si ces nouveau-venus ne donnent pas des successeurs aux Uhland et aux Rückert, aux Justinus Kerner et aux Anastasius Grün, ce n'est pas la bonne volonté qui leur manque. On ne se plaindra pas que l'étude de la poésie soit abandonnée en Allemagne, que le matérialisme envahisse tout, que l'industrie et la spéculation détournent les jeunes esprits de la recherche de l'idéal : l'armée des poètes, je veux dire des candidats à la poésie, va grossissant de jour en jour. Il y a une phrase moqueuse de Pline sur ces années d'abondance où les faiseurs de vers, on ne sait pourquoi, pullulent tout à coup : *Magnum proventum poetarum annus hic attulit*. En Allemagne, depuis quelque temps, ces années exceptionnelles sont les années communes. Ce que j'admire en vérité, c'est qu'il y ait des critiques uniquement occupés à dépouiller tous les mois cette interminable correspondance en strophes et en rimes. J'ai vu à Augsbourg un spectacle qui m'a vivement frappé : cinq écrivains, cinq publicistes, gens d'esprit et de savoir, sont réunis dans un ancien couvent de carmélites, et passent leur vie à lire des dépêches, des lettres, des études, qui leur arrivent chaque jour de tous les

points du globe : long travail, mais quel intérêt il présente! Cette correspondance, c'est la vie, c'est le mouvement de l'humanité, c'est le monde enfin, le vaste, vaste monde, *the wide, wide world*, comme dit le romancier anglais. La ville est déserte; nul travail d'idées, aucun de ces mouvemens d'opinion dont le journal est l'organe; qu'importe? De Londres et de Paris, de Rome et de Saint-Pétersbourg, de Berlin et de Vienne, de New-York et de Washington, de l'Amérique du Sud et du fond de l'extrême Orient, tous les matins, cent lettres viennent les trouver dans leur solitude, et le tableau de la grande association humaine se déroule à leurs yeux. Quand je les voyais, ces laborieux cénobites, si calmes au milieu de l'agitation des intérêts et des idées, lisant, comparant, faisant des extraits, et donnant ainsi jour par jour un des plus curieux recueils d'informations qui existent, je ne pensais plus à leur isolement, j'oubliais les ennuis de leur tâche; volontiers je leur eusse porté envie. Mais qu'on se figure les critiques obligés de dépouiller minutieusement de mois en mois la correspondance poétique de la Prusse et de l'Autriche, de la Bavière et de la Saxe, de tous les royaumes, de tous les duchés et de toutes les villes libres de l'Allemagne : voilà ceux qu'il faut plaindre, voilà les malheureux qui accomplissent un travail sans relâche au milieu d'un isolement glacial. Goethe avait dit, à propos de certaines poésies intimes, que tout journal poétique composé par le premier venu offrirait une lecture attachante, pourvu qu'il fût écrit naïvement, avec franchise et simplicité. Hélas! combien de rêveurs, d'un bout à l'autre des contrées germaniques, ont pris à la lettre ces paroles du maître! Que de pauvres âmes, sans avoir vécu, ont eu la prétention de raconter leur vie! Chacun a révélé ses sentimens, ses ennuis, ses souffrances, ses désirs, et ainsi se multiplient chaque année encore de puériles confidences que des plumes trop scrupuleuses enregistrent avec une régularité exemplaire.

Tant pis pour les critiques, dira-t-on; ils n'ont pas le droit de se plaindre. Que ne se taisent-ils? Pourquoi n'emploient-ils pas leur zèle à de plus sérieuses études? Tant qu'ils prêteront l'oreille à ces chansons, le concert n'est pas près de finir. — Eh! sans doute, c'est là qu'est le mal; mais comment le leur persuader? Les critiques dont je parle sont gens débonnaires et confians. Les uns sont touchés de cette persistance d'illusions chez les innombrables chanteurs; les autres, se souvenant des paroles de Goethe, espèrent toujours trouver un poète dans cette fourmilière : tous d'ailleurs savent que ces vers ont été écrits pour eux, que ces volumes sont à leur adresse, et que si le *Recensent* ne les lisait pas, personne n'y toucherait. Si un seul d'entre eux, modifiant le chiffre de Mirabeau, s'écriait :

« Silence aux cinq cents voix ! » il passerait infailliblement pour une âme féroce. Ajoutez que souvent aussi les critiques commentent et lisent les vers à charge de revanche. Peut-on demander, par exemple, à M. Hermann Marggraff de ne pas multiplier des comptes-rendus interminables sur des versificateurs insipides, quand lui-même, écrivain honnête, correct, appliqué, laisse là un beau jour son travail habituel, et sans vocation, sans nécessité,

Sans qu'un commandement exprès du roi lui vienne,

se met à publier son volume de vers? Laissons donc M. Hermann Marggraff et ses collaborateurs, laissons M. Rodolphe Gottschall, M. Thaddaeus Lau, M. Henneberger, et bien d'autres, laissons presque tous les recueils littéraires, le *Morgenblatt* aussi bien que l'*Europa*, et le *Literarisches Centralblatt* lui-même comme le *Deutsches Musaeum*, continuer patiemment leur nécrologe; ce sont les vivans que nous cherchons.

Nous serions heureux surtout de saluer quelque talent inconnu. Un talent qui surgit, un écrivain original qui se révèle, ce sont ces premières fleurs d'avril qui annoncent le rajeunissement de la terre. Toute âme d'artiste a une certaine façon particulière de considérer le monde, le monde moral comme le monde matériel. Quand un esprit qui s'ouvre en face de ce grand spectacle exprime spontanément dans une langue fraîche et vigoureuse les impressions qu'il a ressenties, il semble qu'un jour inattendu éclaire la création. Il y a longtemps que les lettres européennes n'ont éprouvé ces saines émotions du renouveau. Parmi tous les chanteurs de mélodies que l'Allemagne a vus naître en ces dernières années, le seul peut-être qui ait fait entendre quelques accens originaux est M. Louis Pfau, esprit juvénile, imagination ardente, qui manie la langue poétique avec une dextérité singulière (1). Le caractère de son recueil, simplement intitulé *Poésies*, c'est une sorte de turbulence impétueuse et voluptueuse. Vous connaissez les vers d'Alfred de Musset :

Oh! dans cette saison de verdeur et de force
Où la chaude jeunesse, arbre à la rude écorce,
Couvre tout de son ombre, horizon et chemin,
Heureux, heureux celui qui frappe de la main
Le col d'un étalon rétif...

Achevez cette citation de *Don Paez*, et vous aurez un résumé assez complet des inspirations de M. Louis Pfau. Ne croyez pas cependant qu'il imite le poète parisien. Forme et pensée, dans ses vers, tout est bien à lui. Ses maîtres, ce seraient plutôt les anciens héros

(1) *Gedichte* von Ludwig Pfau; 1 vol. Stuttgart 1858.

de la *Burschenschaft* ou quelques-uns des docteurs de la jeune école hégélienne. Pauvres maîtres et pauvres doctrines; mais M. Pfau relève tout cela par la sincérité du sentiment, par la vigueur de l'expression. Ce qui a charmé ses lecteurs, qu'il le sache bien, ce n'est pas l'âpreté de son naturalisme, c'est son enthousiasme, même appliqué à faux, c'est l'essor d'un esprit qui veut agir et vivre. Au milieu de l'affaissement général, quand on voit la jeunesse elle-même indifférente à ce qui faisait jadis battre les cœurs, on n'a pas le courage de condamner trop sévèrement ces juvéniles incartades. « L'année a perdu son printemps, » disait l'orateur athénien. Une journée de printemps, fût-elle orageuse et troublée, vaut mieux que les glaces de l'hiver. Le jour où M. Pfau réservera pour des doctrines meilleures la poétique inspiration qui le possède, où il chantera l'amour, la patrie, la philosophie, la liberté, toutes les grandes passions du cœur et de l'esprit, au lieu de chanter la fougue des sens et les voiles déchirés des vierges, le jour enfin où il écrira pour des hommes, je crois que l'Allemagne du XIXe siècle pourra compter un poète de plus.

En face des ardentes poésies de M. Pfau, nous aurions voulu signaler d'autres symptômes; les poètes religieux ne manquent pas en Allemagne. Depuis le moyen âge jusqu'à nos jours, de Walther de Vogelweide jusqu'à Stolberg et Novalis, l'inspiration chrétienne tient une grande place dans la poésie germanique. La réforme, loin d'arrêter ce courant, en a rafraîchi et multiplié les sources. Ces voix du passé vibrent encore, et tout récemment un des hommes qui connaissent le mieux la vieille Allemagne, un érudit qui excelle à traduire en poète les chants du moyen âge, le traducteur des *Niebelungen*, du *Heldenbuch*, du *Parceval*, M. Charles Simrock, donnait sous ce titre, *la Harpe allemande de Sion* (1), un recueil très bien composé des poésies religieuses du XIIe et du XIIIe siècle. Les poètes mystiques et tendres que traduit si bien M. Simrock ont-ils aujourd'hui des successeurs? Il y a des poètes piétistes, des poètes méthodistes; un poète vraiment religieux, je le cherche en vain. Je n'appelle pas un poète religieux celui qui chante pour une petite église, celui qu'une communauté porte aux nues et que la communauté voisine ne connaît pas. La voix du poète religieux doit être semblable aux sons de l'orgue; suave ou sévère, humble ou sublime, elle chante pour toutes les âmes. Je veux aussi que, pour produire une action vraiment religieuse, le poète ne s'en tienne pas toujours aux mêmes sujets, qu'il ait vécu, qu'il ait pris part à toutes les émotions de l'humanité; le jour où il exprimera les aspirations reli-

(1) *Deutsche Sions Harfe*, von Karl Simrock; Elberfeld 1857.

gieuses de notre cœur après avoir chanté les autres sentimens naturels, combien sa voix sera plus pénétrante et sa prédication plus efficace! Les poètes qu'a rassemblés M. Simrock, Walther de Vogelweide, Gottfried de Strasbourg, Conrad de Wurzbourg, sont en cela d'excellens modèles : ils n'écrivaient pas leurs hymnes pour un couvent, mais pour l'Allemagne chrétienne; ils se gardaient bien aussi de répéter des litanies sans fin : ils célébraient le printemps, la guerre, la patrie, et de même qu'au milieu d'une vie active l'âme se recueille et s'élève à Dieu, de même au milieu de leurs chants éclatent par instans des strophes religieuses. Voilà les poètes qui parlent dignement du ciel, et qui savent y conduire les âmes; quant à ceux qui chantent pour telle petite coterie, pour les piétistes de Berlin, pour les ultramontains de Munich, pour les abonnés de la *Gazette de la Croix* ou des *Feuilles historiques et politiques*, plus ils accumulent de vers sur les dogmes chrétiens et les vertus théologales, moins il m'est possible de croire à l'efficacité de leur inspiration. Cet avis s'adresse à la plupart des poètes catholiques ou protestans qui ont paru dans ces dernières années. Si l'un d'entre eux, M. Julius Sturm, cœur chrétien et libéral, glorifie l'Évangile dans la langue du XIXe siècle, combien d'autres ne font que propager l'esprit de secte!

Les nouveau-venus ne brillent guère; revenons à des écrivains dont la place est déjà faite, et qui essaient de l'agrandir encore. Les poètes les plus distingués que nous présente aujourd'hui la littérature allemande sont ceux dont les débuts remontent à une quinzaine d'années. En voici plusieurs qui ne veulent pas se laisser oublier : M. Hermann Lingg, M. Maurice Hartmann, M. Paul Heyse, M. Emmanuel Geibel, M. Frédéric Bodenstedt. Ce qui les distingue de la foule, c'est le souci de la forme, le culte de l'art, le goût des traditions littéraires de leur pays, uni à la recherche empressée des choses nouvelles. Y a-t-il chez eux quelque grande inspiration qui puisse saisir vivement les intelligences et rendre à la poésie une légitime action? Je ne le pense pas. Ils charment les lettrés, les délicats, les esprits fins et curieux; la nation les connaît peu, la conscience publique ne vibre pas à leurs accens. Même dans cette Allemagne contemplative, il faut des voix plus fortes pour vaincre l'indifférence et dominer les préoccupations matérielles. On a beaucoup parlé des poésies de M. Hermann Lingg (1). Un souffle épique anime par instans ses strophes inspirées; l'auteur parcourt à grands pas l'histoire depuis les temps antiques jusqu'aux siècles modernes, et dessine à larges traits d'énergiques ébauches qui rappellent les

(1) *Gedichte* von Hermann Lingg; 1 vol., 3e édition; Stuttgart et Augsbourg 1857.

fresques de M. Kaulbach au nouveau musée de Berlin. Par malheur, ce ne sont que des fragmens. On dirait que M. Lingg avait conçu d'abord quelque grand poème sur les destinées du genre humain, et que l'haleine lui a manqué. Les fragmens sont beaux; mais où est la pensée qui devait relier entre elles ces pages décousues? La Grèce ouvre le chœur des nations, annonçant au monde la fin des vieilles ténèbres, l'avénement de la lumière, l'enthousiasme de la beauté éternelle et de l'éternelle vérité. Tout à coup éclate le chant de guerre d'Alexandre, qui se réveille du sein des voluptés de Babylone et se dispose à partir pour la conquête de l'Inde. Tournez la page, vous assisterez à l'entrée triomphale de César, au milieu des acclamations des Romains. Plus loin, c'est la prêtresse d'Orient, transportée dans la Rome des empereurs, qui enseigne ses mystères à la populace. Voici encore Attila qui paraît, puis les Normands, puis la peste noire, puis Timour et ses Tartares, puis la Sainte-Wehme, et cette étrange galerie se termine par le chant de victoire de Lépante et la glorification de don Juan d'Autriche. Je demande encore une fois quel est le sens de ces ébauches. M. Hermann Lingg a trop de talent pour se résigner à des œuvres aussi incomplètes. Les autres cycles qui composent son recueil présentent les mêmes beautés et les mêmes défauts : vigueur du style, grandeur des images, et avec cela incohérence des sentimens et des idées. Il est certain qu'il y a là un poète; pourquoi ce poète ne dit-il pas son secret? pourquoi s'arrête-t-il à la moitié de son chant? pourquoi n'est-il pas en mesure de subir l'épreuve décisive d'une traduction française? Dans l'affaissement général de l'imagination germanique, les vigoureux accens de M. Lingg ont étonné les esprits; si l'on traduisait une seule de ces pièces si vantées au-delà du Rhin, on ne donnerait, j'en suis sûr, qu'une médiocre idée du poète.

M. Hermann Lingg appartient au groupe des poètes de la Bavière, à ce groupe gracieux et fin où brillent MM. Emmanuel Geibel, M. Paul Heyse et M. Frédéric Bodenstedt. Je regrette d'autant plus qu'il n'ait pas donné un libre essor à son imagination; il aurait peut-être introduit quelque élément nouveau dans une réunion d'hommes de talent qui semblent assez disposés à s'endormir. Artistes soigneux, écrivains élégans et purs, MM. Geibel et Heyse ne s'inquiètent pas assez des préoccupations morales de leur époque. Dans ces vers si habilement ciselés, dans ces subtiles études psychologiques, rien de vivant ne s'adresse aux hommes de notre siècle. On dirait que le temps où nous sommes est une espèce d'âge d'or, que le seul devoir du poète soit de cueillir les fleurs de l'art, qu'il n'y ait point de conseils à donner, point de douleurs à consoler, aucune fonction virile à remplir. M. Geibel avait contracté cepen-

dant d'impérieuses obligations envers l'Allemagne : nul poète n'a été accueilli avec autant de bienveillance; son premier recueil de poésies, publié il y a une quinzaine d'années, a déjà eu quarante-cinq éditions! Je ne sais si Uhland lui-même a jamais eu pareil succès. Ce qui avait charmé le lecteur dans les vers de M. Emmanuel Geibel, c'était la pureté des sentimens, la noblesse de la forme, des promesses encore plus que des résultats, mais des promesses juvéniles, que l'Allemagne entière encourageait avec confiance. Aujourd'hui M. Geibel publie, après bien des années, son second recueil de poésies (1), et certes l'occasion était belle pour payer enfin sa dette. Avec quel bonheur on eût entendu cette voix harmonieuse relever les âmes et encourager les esprits! Un poète, un vrai poète, qui, par la colère ou l'enthousiasme, réveillerait aujourd'hui les consciences, quelle nouveauté ce serait pour l'Allemagne! M. Geibel n'a pas eu cette ambition; il emploie son rare talent de style à des frivolités. Rien, excepté la forme, n'assigne une date à ces strophes; elles auraient pu être écrites il y a cent ans, un poète élégant et banal pourra les recommencer dans un siècle. Même remarque à faire sur les poésies de M. Paul Heyse. Prendre un conte de Boccace, l'arranger et le rectifier savamment, introduire dans le récit maintes études psychologiques, lutter de précision et de grâce avec la prose du narrateur italien, ce peut être là un excellent exercice de style; ce n'est pas l'œuvre d'un écrivain qui se trouve placé, avec trois ou quatre autres, au premier rang de sa génération. Lorsqu'on lit *la Fiancée de Chypre* de M. Paul Heyse, on souffre de voir un jeune maître qui veut toujours rester disciple et qui n'ose pas oser (2). M. Bodenstedt au moins ne s'en tient pas aux œuvres du passé; s'il se résigne trop aisément au rôle de traducteur, ce sont des poètes contemporains qu'il traduit, et ses vaillantes investigations sont des conquêtes. Il avait traduit Pouchkine et Lermontof, il nous donne aujourd'hui un recueil de chants russes, la belle ode de Derjavine *à Dieu*, et les vives chansons du poète populaire Koltzov (3). A ces révélations de la poésie des steppes, il mêle ses émotions personnelles : je voudrais qu'il le fît plus hardiment. M. Bodenstedt est une nature pleine de séve; son inspiration est libérale et réfléchie : il a voyagé. Après avoir vu la Russie, la France, l'Orient, enfermé aujourd'hui dans sa studieuse retraite, il peut mettre à profit les trésors qu'il a recueillis au grand soleil; il ne lui manque plus qu'une seule chose, c'est

(1) *Neue Gedichte* von Emanuel Geibel; 1 vol. Stuttgart 1857.

(2) *Die Braut von Cypern. Novelle in Versen,* von Paul Heyse; *mit einem lyrischen Anhang*; 1 vol. Stuttgart 1856.

(3) *Aus der Heimat und Fremde. Neue Gedichte* von Friedrich Bodenstedt; 1 vol. Berlin 1857.

d'avoir confiance en lui-même, et pour ainsi dire de ne pas retenir son souffle. Tous enfin, M. Geibel et M. Heyse comme M. Bodenstedt, je voudrais les voir appliquer à de plus grands sujets cet art du style qu'ils ont si habilement perfectionné. Il y a des gens qui réclament toujours la liberté de pensée à la condition de ne pas en faire usage : à quoi bon avoir délié la langue poétique de l'Allemagne, si cette langue n'a rien à dire? Aimez votre siècle, étudiez-le, vivez de sa vie, soyez de moitié dans ses douleurs et dans ses joies, inspirez-vous enfin de la conscience générale, et bientôt votre gracieux esquif, échoué aujourd'hui sur la rive, sera soulevé par le courant.

La mesure, en toute chose, est difficile à garder. A côté des écrivains qui n'osent pas assez, il y a ceux qui osent trop, ou plutôt qui osent mal. A l'époque où la politique fit irruption dans la poésie, où les stances et les strophes traduisaient les discussions du journal, voilà déjà une vingtaine d'années, un esprit ardent, M. Robert Prutz, était un de ceux qui faisaient le plus de bruit dans ce singulier concert. Il maniait la langue des vers avec une dextérité rare, mais son inspiration sentait la rhétorique, et des voix amies l'invitèrent à ne pas confondre la déclamation et la poésie. On lui conseilla même de se consacrer sans partage à ses travaux d'histoire. C'était un critique en effet, et un critique d'une véritable valeur, instruit, éloquent, préoccupé des questions morales, et enseignant le patriotisme en même temps que l'histoire littéraire de l'Allemagne. Les succès qu'il a obtenus dans sa chaire de l'université de Halle ont montré que l'enseignement et la critique étaient la voie naturelle de son talent. On a de lui des travaux pleins de recherches et d'idées, une histoire de la presse, une série de leçons sur le théâtre allemand, une étude excellente et presque classique sur un des plus curieux épisodes littéraires du XVIIIe siècle; tout récemment enfin, il donnait une traduction du poète danois Holberg avec des études critiques et des notes qui doublent le prix de son travail. Si de temps à autre M. Prutz publiait des contes, des romans, ces accidens-là ne tiraient pas à conséquence, et le public n'y faisait guère attention. Aujourd'hui M. Prutz reparaît avec un recueil de poésies, et ces poésies sont telles qu'il est impossible de les passer sous silence (1). Si l'auteur a voulu échapper à l'indifférence par le scandale, il n'a que trop bien réussi. Son volume a été, dans les derniers mois de 1858, l'événement littéraire de l'Allemagne. Est-ce donc aux passions politiques que le poète a demandé son succès? Non, certes; à l'âge où il aurait pu chanter l'enthousiasme

(1) *Aus der Heimat. Neue Gedichte*, von Robert Prutz; 1 vol. Leipzig 1858.

et les joies de l'adolescence, M. Robert Prutz mettait en rimes des improvisations démocratiques. Maintenant que sa voix est plus mâle, son expérience plus riche, maintenant qu'il sait parler à la jeunesse et qu'il pourrait lui enseigner, en publiciste sinon en poète, le culte de la patrie, le dévouement à l'humanité, la foi aux choses divines, il se met à célébrer sur tous les tons l'exaltation de l'amour sensuel. Voici en deux mots le sujet du *canzoniere* de M. Prutz. Le poète, à l'âge où le cœur s'ouvre, a aimé une jeune fille qui est devenue la femme de son rival. Quinze ans se sont écoulés; la jeune femme est veuve, elle n'a jamais aimé son mari, elle est restée fidèle à celui qu'elle n'a pas épousé, et, libre désormais, elle vient se donner à lui. Le poète s'était marié de son côté, il l'est encore; qu'importe? Il oublie tout pour tenir dans ses bras la femme qu'il aimait à vingt ans, et que sa mauvaise destinée lui a prise. — C'est peut-être un symbole, me disais-je en lisant les premières pages, c'est le symbole de la jeunesse qui refleurit dans une âme bien née. Cette femme qu'il a perdue et qu'il retrouve, c'est l'idéal, la poésie, l'enthousiasme, maintes croyances altérées au premier contact du monde, et qui s'épanouissent plus vigoureuses dans la seconde saison de la vie morale. — Nullement; le poète lui-même repousse cette explication. « Sache-le bien, ô censeur morose, les baisers dont je parle sont des baisers ardens et donnés à pleine bouche. Tout cela est vrai, ce sont des peintures réelles... » Et le voilà qui déshabille sa maîtresse. — Mais est-on bien sûr qu'il s'agisse du poète lui-même? Ne serait-ce point un thème, une situation qu'il veut peindre avec la liberté permise à l'artiste? Un poète peut bien décrire la passion dans ses emportemens et ses misères, sans qu'on l'accuse de faire publiquement sa confession. Celui-ci a inventé un sujet, assez cynique sans doute, mais qui ne convient pas mal à un certain monde: il a eu peut-être l'ambition d'être traduit en français, et il a pensé qu'il trouverait bon accueil auprès des admirateurs de *Fanny*. C'est pour cela qu'il analyse si longuement le plaisir de la possession, c'est pour cela qu'il décrit avec tant de complaisance... — Point de détails, je vous prie, car, vous avez beau faire, il s'agit bien du poète, et de la femme qu'il a aimée autrefois, et de celle qui porte aujourd'hui son nom. « Les femmes des poètes, dit cavalièrement M. Prutz, doivent supporter bien des choses, bien des infractions à la morale commune. » Et il compare l'impétuosité de sa passion à l'essor de l'aigle qui va regarder le soleil. « Quand je reviendrai de ces régions brûlantes, je jetterai, — il parle à sa femme, — je jetterai en souriant dans ton sein les strophes dorées de mes chansons. »

Si le poème de M. Prutz n'était qu'un incident isolé, il suffirait de le siffler en passant. Il y a là, ce me semble, quelque chose de

plus, et ce n'est pas l'auteur tout seul qui est responsable de son œuvre. Quand un homme grave peut écrire de pareils vers, quand il les voit accueillis par la critique avec indulgence et par le public sans trop d'étonnement, ce n'est plus un incident, c'est un symptôme. Les vers de M. Prutz accusent l'engourdissement des esprits. N'y a-t-il donc que le scandale qui puisse ramener aujourd'hui l'attention aux œuvres de la poésie? Ce qui me frappe douloureusement ici, c'est l'imitation d'une certaine littérature parisienne, et si l'imitation est involontaire, le mal est plus grave encore. M. Prutz ne se lassait pas autrefois de rappeler les écrivains aux traditions germaniques : dans ses études sur Voss et Burger comme dans ses leçons sur le théâtre, il enseignait avant tout le culte de la patrie, la fidélité au génie national. Puisqu'il n'hésite pas à se donner un démenti si manifeste, il faut qu'il redoute bien peu la vigilance de l'opinion publique.

Insouciance de l'opinion, insouciance des écrivains, c'est là malheureusement le caractère que je retrouve à chaque pas dans le domaine des lettres proprement dites. Il semble qu'il y ait une rupture entre la société allemande et les écrivains d'imagination. La littérature n'a plus de prise sur la société, la société n'a plus d'action sur ceux qui prétendent la peindre. Aussi point de règle pour l'artiste, point d'avertissemens pour la fantaisie qui s'égare; la littérature, sans principes, sans frein, se laisse aller à la dérive, et s'il paraît une œuvre bien inspirée, on dirait que le hasard l'a produite. Chose étrange et douloureuse, les meilleures poésies allemandes de ces dernières années ont été composées loin de l'Allemagne. Tandis que M. Robert Prutz, en pleine université, au milieu des étudians du nord et du midi, en face de l'Allemagne brune et de l'Allemagne blonde, comme disait, il y a vingt ans, le tribun littéraire Ludolph Wienbarg, — tandis que M. Prutz oublie le monde qui l'entoure et semble rivaliser avec nos romanciers réalistes, — un vrai poète, M. Maurice Hartmann, exilé du pays qu'il honore, compose à Paris un recueil de chants d'où s'exhalent les suaves parfums de sa terre natale. Le livre a pour titre le nom d'une fleur qui croît en toute saison, fleur d'avril, fleur de janvier, et le nom allemand de cette plante, *Zeitlose*, indique en effet qu'elle est affranchie de l'influence du temps (1). Le poète a-t-il voulu dire que les fleurs de son imagination défiaient aussi les glaces de l'hiver? L'hiver qu'il brave, c'est l'état présent des lettres germaniques. Malgré l'engourdissement général, il chantera gaiement comme aux heures printanières; gaiement? non. Il y a une tristesse voilée sous la grâce de ses strophes :

(1) *Zeitlose. Gedichte*, von Moritz Hartmann; 1 vol. Brunswick 1858.

j'ai voulu dire seulement qu'il avait gardé confiance et espoir. « Malgré maintes choses qui se sont brisées pour ne se relever jamais, malgré tous les malheurs qui m'ont frappé, je t'aime cordialement, ô vie! Comme on reste suspendu au cou de la femme bien-aimée, ainsi je suis attaché à toi, attaché d'âme et de corps. On t'appelle une énigme, une question mystérieuse; on dit que tu és une mer, et que jamais une barque joyeuse ne peut atteindre tes rivages; moi, je t'ai toujours vue claire, brillante, lumineuse, comme les yeux où j'ai lu mon bonheur. Ils disent avec effroi : La vie est un combat! Sois bénie pour cela même, et, dussé-je recevoir cent blessures, je dirais encore : Sois bénie! Un combat! ah! raison de plus pour ne pas s'engourdir. Mieux vaut être un ouvrier sur la terre qu'un Achille au milieu des ombres. » On sent cet amour de la vie dans les chants de M. Maurice Hartmann; la langue qu'il parle est souple, vivace, et dans les sujets les plus simples, il porte une fraîcheur d'inspiration qui sera salutaire à plus d'un. Voici d'abord des récits, tantôt brillans, tantôt légèrement ironiques, et qui rappellent çà et là le *Romancero* d'Henri Heine, puis des souvenirs de voyage, des pages écrites sous le ciel de l'Orient, maints tableaux d'une vie errante à laquelle les émotions n'ont pas manqué. La fleur du recueil, ce sont trois pièces intitulées simplement *Symphonies*. M. Hartmann a dédié son livre à une femme du monde, qui, sans nulle prétention, par le seul prestige de la grâce, est devenue en quelque sorte une reine poétique dans la société viennoise. Si on lui disait qu'elle ressemble à Mme Récamier, elle s'en effraierait comme d'un rôle à remplir. Son influence est calme, et d'autant plus pénétrante qu'elle s'ignore. Cette influence candide, si naïvement exercée, si doucement subie par maints esprits d'élite, M. Hartmann a voulu la décrire, et il a composé les *Symphonies*. Ce sont des hymnes à la douceur, à la beauté, à ce don merveilleux de charmer les âmes et de répandre la sérénité autour de soi. Rien de plus pur, rien de plus intimement tendre que cette dévotion à la grâce, et rien d'efféminé cependant : à la mâle douceur du langage, je reconnais le vaillant poète de *la Coupe et l'Épée*. C'est ainsi que le talent se transforme et ne cesse pas de rester fidèle à lui-même. M. Maurice Hartmann est l'un des plus dignes assurément parmi les héritiers des maîtres; remercions-le aujourd'hui de ne pas désespérer. Cette inspiration toujours fraîche, ce sentiment si pur des vertus nationales, indiquent bien ce qu'on peut attendre encore de la poésie allemande, et ce qui lui reste de séve originale en dépit des énervantes influences du présent.

Je pourrais citer d'autres noms; j'ai signalé les principaux représentans de la poésie, ceux qu'on a lus, ceux qui seraient en mesure

d'intéresser la foule. Ce qui manque à cette littérature, c'est bien moins le talent, après tout, que le talent bien dirigé. Ceux-ci sont timides et ne chantent qu'à demi-voix; ceux-là, obéissant au premier caprice, oublient les principes de toute leur vie. On sent enfin que la tradition ne les guide plus, que la conscience publique ne les soutient pas, et il faut même qu'une voix s'élève du dehors pour leur faire entendre quelques accens du génie national.

II.

Les écrivains qui produisent leur pensée sous la forme du roman sont-ils mieux inspirés que les poètes lyriques? Là aussi nous rencontrons bien des ouvriers sans mission; le roman est devenu, comme la poésie lyrique, une sorte de chaire où chacun monte à son tour, et souvent même tous à la fois, pour faire des confidences à la foule; mais la foule passe et n'écoute guère. A qui prêter l'oreille au milieu de ce bourdonnement? Il y a le roman rêvé par l'étudiant amoureux, le roman conté par le voyageur qui revient de l'Australie, le roman imaginé par l'érudit dans la poussière de sa bibliothèque, le roman du philosophe, le roman du politique, le roman du piétiste. La chose la plus rare, c'est le roman du romancier, je veux dire de l'homme qui a vécu, observé, et qui, armé de principes sûrs, aime à peindre le tableau du monde.

On peut signaler néanmoins quelques chefs d'école; M. Berthold Auerbach, qui obtint de si légitimes succès, il y a quinze ans, avec ses *Histoires de Village dans la Forêt-Noire*, est décidément le roi de son domaine. Si c'est une marque de force pour le talent que de se préparer des successeurs, on ne refusera pas à M. Auerbach la vigueur et la fécondité. Un esprit original, M. Otto Ludwig, vient de le suivre sur ce terrain des études populaires; il a fait pour les vallées de la Thuringe ce que l'auteur d'*Ivon le Séminariste* et du *Maître d'École de Lauterbach* a fait pour les villages du Schwarzwald (1). Un autre conteur, venu de la Suisse allemande, M. Gottfried Keller, a donné un roman d'un titre bizarre, *le Vert Henri* (*der Grüne Heinrich*), et un recueil de récits, *les Gens de Seldwyla*, où brillent de véritables inspirations poétiques. M. Ludwig est vigoureux et pénétrant, M. Gottfried Keller est tendre et passionné; ni l'un ni l'autre, à mon avis, n'enlève le sceptre à M. Berthold Auerbach, car ce qui relève ces tableaux de l'existence rustique, ce n'est pas seulement la précision des détails et la vérité des figures, c'est l'idéale inspiration du peintre. La philosophie morale de M. Ber-

(1) *Thuringer Naturen, Charakter-und Sittenbilder in Erzaehlungen*, von Otto Ludwig; 1 vol. Francfort 1857.

thold Auerbach, sa sympathie vraiment humaine, l'optimisme confiant qui le soutient au milieu de ses plus sévères peintures, tout cela donne à ses récits une valeur inestimable. Cette inspiration du conteur est surtout manifeste au moment où M. Auerbach achève de publier l'édition complète de ses œuvres. Cette publication sera doublement bien venue, si elle annonce chez l'ingénieux romancier l'intention de commencer une carrière nouvelle. C'est un grand point de s'arrêter à temps et de ne pas épuiser une veine heureuse. Les paysans de la Forêt-Noire et de la Thuringe, ceux que M. Gottfried Keller met en scène, tous ceux que peignent aussi M. Adalbert Stifter, M. Melchior Meyr, et tant d'autres écrivains à la suite, attirés par le succès de Berthold Auerbach et de Jérémie Gotthelf, ces paysans étudiés avec un soin si curieux sont-ils donc les seuls personnages dont les destinées puissent nous émouvoir? Un critique éminent, M. Julien Schmidt, rappelait à ce propos ces vers de Goethe : « N'as-tu donc pas vu la bonne société? Ton livre ne nous montre que des saltimbanques et des gens du peuple. — La bonne société? Oui, je l'ai vue; on l'appelle la bonne société, parce qu'elle ne fournit pas le moindre texte pour la moindre composition poétique. » Les vers de Goethe étaient une réponse aux censeurs de *Wilhelm Meister*. Au siècle de Goethe en effet, il n'y avait que deux classes de la société qui offrissent au poète des types originaux : c'était le haut et le bas de l'échelle, les grands seigneurs et les vagabonds. Effacée, indécise, sans vices ni vertus, la bourgeoisie semblait ne pas exister. Aujourd'hui au contraire, — ainsi continue le critique, — c'est la bourgeoisie qui est tout, ou plutôt il n'y a plus de castes, le tiers-état est devenu la nation, et c'est la vie de cette nation qu'il faut peindre. Ces conseils de M. Julien Schmidt, il appartient à M. Auerbach de se les appliquer courageusement. Qu'il publie encore ses almanachs populaires (1), puisqu'il sait parler la langue du peuple, et que le peuple l'écoute volontiers; qu'il y insère de nouvelles histoires de village, comme il l'a fait récemment, rien de mieux : ce n'est pas là pourtant que doit se borner son ambition. Un véritable artiste est tenu de se renouveler sans cesse. M. Auerbach a trop de séve pour emprisonner ainsi son imagination.

Il faut le redire une fois pour toutes : cette veine est épuisée. Lorsque l'Allemagne, vers 1840, accueillit avec tant de faveur ces peintures de la vie rustique, on était las des romans de *high life*, on voulait échapper aux salons de M. de Sternberg, et ces parfums des

(1) *Berthold Auerbachs deutscher Familien-Kalender*, 1858. — *Deutscher Volks-Kalender*, 1859; Stuttgart, chez Cotta.

sillons, comme une bouffée de printemps, rafraîchirent les intelligences. Aujourd'hui ce qui fut un remède devient un mal : on avait cherché d'abord le naturel, on finit maintenant par l'affectation et le parti-pris. Un homme dont on ne peut nier l'activité aventureuse, M. Charles Gutzkow, a compris ce que demandait vaguement l'instinct public : il a voulu se mesurer avec les grands sujets. Dans *le Magicien de Rome*, il reprend l'œuvre commencée, il y a cinq ans, avec *les Chevaliers de l'esprit :* vaste tableau des agitations et des espérances de l'Allemagne, tentative louable, mais dont j'ai constaté le succès médiocre en essayant de l'expliquer. Ardeur, persévérance, voilà ce qui manque aux principaux représentans de l'imagination germanique. Ils sont rares, les écrivains qui savent concentrer leurs forces. Le talent s'éparpille en petites œuvres, très fines parfois, mais trop peu fécondées par la méditation. Deux conteurs que nous avons déjà rencontrés parmi les poètes, M. Paul Heyse et M. Maurice Hartmann, viennent de publier des recueils où brillent des qualités exquises. Les *Nouvelles* (1) de M. Paul Heyse sont de remarquables études d'après les maîtres italiens; on y sent un homme amoureux de Boccace et de Machiavel, qui essaie de greffer les fleurs du midi sur les bruyères d'Allemagne. Il corrige ce qu'il imite; son style est net, brillant, son inspiration est chaste autant que passionnée. J'ai lu avec un vif plaisir les *Récits d'un Conteur errant* (2), par M. Maurice Hartmann. Le poète de *la Coupe et l'Épée* excelle à symboliser dans un tableau rapide les impressions des lieux qu'il a visités. Du Languedoc au Bosphore et du Rhône au Danube, il a recueilli maintes indications et les a transformées bientôt en de vivantes peintures. *Guillaume l'aveugle, les Cheveux d'or, Gloria, la Robe de Nessus, une Histoire hindo-germanique, Miss Ellen, les Histoires orientales-occidentales*, ce sont là autant de modèles, si l'on ne demande à une narration qu'une touche légère et fine. Je crois que M. Maurice Hartmann peut donner plus et mieux.

Tandis que les plus ingénieux artistes se résignent à des sujets sans portée, le domaine qui leur appartient de droit, l'histoire, la politique, le tableau de la société contemporaine, est envahi par des écrivains sans mission. Parmi tant de romans qui se proposent de peindre le XIXe siècle, et qui n'en donnent que des caricatures, en voici un qui suffit pour caractériser les autres. Nous sommes dans le désert du Sahara; le cheik Atjem, chef des Tuaregs, vient d'exterminer les Beni-Azzi, implacables ennemis de sa race; un seul homme a échappé au massacre, c'est un certain Zerga, qui jure de

(1) *Novellen*, von Paul Heyse.
(2) *Erzaehlungen eines Unstaeten*, von Moritz Hartmann; 2 vol. Berlin 1858.

venger ses frères, et qui en effet, après avoir tué Atjem, enlève son fils Titulan et sa fille Alita. L'auteur, qui a vu le désert et qui prétend ne donner ici qu'un très fidèle résumé de ses notes de voyage, consacre tout un volume à ces scènes de tuerie. Le roman nous transporte ensuite à Naples et à Rome; les enfans du cheik Atjem, arrachés à la vengeance de Zerga, ont passé aux mains d'un gentilhomme espagnol qui les a fait élever avec un soin paternel. L'histoire du Sahara et l'histoire de l'Italie vont ainsi être mêlées de la plus étrange façon; le fils du cheik deviendra jésuite, ce jésuite jouera un rôle dans la révolution romaine; le roi de Naples et M. Delcaretto, le pape Pie IX, le comte Rossi, le chef populaire Cicervacchio, le prince Ruspoli, Mazzini, bien d'autres encore, seront associés aux aventures des enfans d'Atjem. *Rome et le Sahara*, tel est le titre de cette fantasmagorie (1). Assurément ce n'est pas sur de telles œuvres qu'il faut juger l'imagination allemande; puisqu'il y a cependant toute une classe de romans de cette nature, il faut bien en signaler au moins un. L'auteur de celui-ci a beau porter un nom inconnu, il n'est pas absolument sans valeur. Il est évident qu'il a vu de près les révolutions italiennes de 1848, et quand il se borne à retracer des souvenirs au lieu de se livrer à ses combinaisons de mélodrame, il excite parfois l'intérêt. Quelle que soit d'ailleurs l'absurdité d'une telle composition, il s'est trouvé des critiques pour la discuter. Sans exagérer ces épisodes de l'histoire littéraire contemporaine, il convient peut-être de ne pas les dissimuler tout à fait.

On doit répéter à plusieurs écrivains, romanciers ou poètes : Soyez plus hardis, ayez confiance en vous, osez peindre l'homme et la société de votre époque. Combien d'autres à qui il faudrait dire : Soyez modestes ! Soyez modestes, c'est-à-dire, si l'imagination vous manque et que vous vouliez absolument écrire un roman, appuyez-vous sur l'histoire, sur la biographie, ou bien inspirez-vous de vos souvenirs de voyage. C'est ce qu'a fait M. Heribert Rau lorsqu'il a composé l'estimable roman dont le héros est Mozart (2). Le roman est devenu ainsi pour certaines intelligences studieuses une sorte d'appendice à l'histoire de la littérature et de l'art; Milton, Schiller, d'autres encore, ont trouvé dans ces derniers temps de libres biographes qui ont essayé de les replacer au milieu des hommes et des choses de leur siècle. C'est là un genre inférieur sans doute, mais qui exige pourtant bien des qualités : une connaissance précise du sujet, de la sagacité, de la mesure, et qui, traité avec talent, peut rendre

(1) *Rom und Sahara*, von Hans Wachenhusen; 4 vol. Berlin 1858.

(2) *Mozart. Ein Künstlerleben. Culturhistorischer Roman*, von Heribert Rau; 6 vol. Francfort 1858.

des services. Le *Mozart* de M. Héribert Rau, pour ne citer qu'une seule de ces œuvres, n'est pas une composition irréprochable : il y a des puérilités, des vulgarités; il y a aussi d'excellentes parties, et l'impression dernière en définitive n'est pas défavorable. Le chef des écrivains qui mettent en récits et en drames leurs observations de voyageur, c'est l'intrépide M. Gerstaecker, le romancier du Grand-Océan. Il y a quelques années, M. Gerstaecker avait donné une série de tableaux très émouvans sur les pionniers de l'Arkansas, les pirates du Mississipi et les chercheurs d'or de San-Francisco; il s'empare aujourd'hui de la Polynésie et aborde en vainqueur dans la Nouvelle-Hollande. Aux îles Sandwich, aux îles Marquises, sur les côtes de l'Australie, M. Gerstaecker trouve des romans, comme un peintre trouverait des paysages et des costumes. Ses derniers récits, *les Deux forçats, roman australien,* et *Tahiti, roman de la mer du Sud* (1), sont bien l'œuvre d'un homme qui sait agir et voir. Je lui conseille seulement de ne pas trop mêler d'aventures romanesques à ses observations de voyageur et d'historien. Plus ces observations seront nettes, plus elles seront précieuses. L'auteur de *Tahiti* n'a pas la plume de Bernardin de Saint-Pierre; ce qu'on cherche dans ses récits, qu'il le sache bien, ce sont des documens, et non des idylles. Les plus curieuses pages de son roman de *Tahiti*, ce sont les descriptions de l'île, les tableaux de mœurs, la reine Pomaré avec sa cour, la lutte de l'influence française et des missionnaires anglicans, les intrigues de Pritchard, maintes scènes d'histoire contemporaine qui paraissent appréciées d'une façon assez impartiale par un témoin bien informé. Le portrait de la reine Pomaré ou plutôt de la reine Aimata (l'autre nom est un sobriquet) est dessiné avec une précision piquante. L'auteur n'a pas craint de mettre en scène tous les personnages qui ont joué un rôle dans ces événemens, l'amiral Dupetit-Thouars, le missionnaire Rowe, Mme Bélard, femme du consul américain, et cette liberté d'allures ne lui messied pas.

Les succès de M. Gerstaecker ont encouragé d'autres écrivains à mettre aussi en roman leur voyage en Amérique. C'est un fait à signaler que l'Amérique n'excite plus comme autrefois l'enthousiasme des écrivains allemands. Il n'y a pas bien longtemps que l'Allemagne accueillait avec enthousiasme les mâles peintures de M. Charles Sealsfield; la démocratie américaine, glorifiée par l'auteur de *Nathan*, apparaissait aux imaginations les plus graves comme l'idéal d'une société virile. Tandis que des milliers d'émigrans partaient

(1) *Die beiden Sträflinge. Australischer Roman,* 3 vol. Leipzig 1857. — *Tahiti, Roman aus der Sudsee,* von Friedrich Gerstaecker; 4 vol. Leipzig 1857.

chaque année pour la Virginie et l'Arkansas, combien d'intelligences émigraient aussi, entraînées par les romanciers et les poètes! Aujourd'hui le désenchantement a commencé; l'expérience a dessillé bien des yeux. De sévères publicistes, M. Baumann, M. Franz Loher, M. Moritz Busch, tout récemment encore M. Julius Froebel, ont révélé d'étranges misères dans cet *Eldorado*. Voici un romancier qui vient compléter l'œuvre des publicistes. Le dernier prestige poétique des États-Unis, c'était la beauté des solitudes, la grandeur des forêts vierges, la lutte de l'homme contre la nature, l'exaltation des sentimens virils en présence de périls de toute sorte. Comme le *squatter* Nathan, le héros de Charles Sealsfield, est majestueux dans sa rudesse! M. d'Halfern, l'auteur du *Squire* (1), a vu les forêts vierges et la vie des hommes de l'ouest; il peint ce qu'il a vu: des aventuriers, des bandits, de lâches hypocrites, des crimes commis au grand soleil, de pauvres Indiens assassinés par les prétendus pionniers de la civilisation, et de temps à autre, seul correctif à ces infamies, la justice sommaire de la foule d'après la loi de Lynch. Si ces tableaux doivent arrêter ou détourner le torrent de l'émigration allemande, ni l'Allemagne ni l'Amérique ne s'en plaindront. Quant à la littérature, elle n'a presque rien à voir en des travaux de cette espèce. Le roman de M. d'Halfern est une œuvre sans art; la sincérité, voilà le mérite de ce livre, et le mérite serait bien plus grand, si l'auteur s'était mis dans le cas d'être plus sincère encore. Quand on a de telles révélations à faire, on n'écrit pas un roman, mais un récit de voyage.

Les romans des voyageurs nous ont conduit hors de l'Allemagne. Revenons à Berlin et à Vienne, et cherchons encore s'il n'y a pas quelque symptôme nouveau, quelque signe de rajeunissement à mettre en lumière. On a beaucoup parlé d'une œuvre mystérieusement publiée sous ce titre : *Amour allemand*. C'est un récit sans nom d'auteur, un récit très court, écrit avec soin, avec trop de soin peut-être, et un peu prétentieux dans sa simplicité (2). Dans une des principautés de l'Allemagne, le fils d'un bourgeois de la ville devient le compagnon de jeux des enfans du prince, et bientôt le voilà qui se prend d'amour pour l'une des jeunes princesses. D'amour? Le mot ne convient guère : c'est une tendresse enfantine, mêlée de pieuses rêveries, d'extases naïves, et qui vous transporte par instans dans le monde des somnambules. Il y a là, l'auteur l'affirme, des souvenirs personnels. Que nous importe? S'il est permis à l'homme de raconter ses histoires d'enfant, il faut qu'il les ra-

(1) *Der Squire. Ein Bild aus der Hinterwaeldern Nord-Amerikas*, von A. von Halfern; 2 vol. Hambourg 1857.

(2) *Deutsche Liebe. Aus den Papieren eines Fremdlings*, Leipzig 1857.

conte en homme. Ce récit n'est que l'écho d'un soupir, l'ombre d'une ombre, et quand on a lu ces gracieuses pages, on se demande ce que l'auteur s'est proposé. Le temps des rêves et du somnambulisme est passé; on ne persuadera pas aux générations nouvelles que le génie de l'Allemagne est là. A l'*Amour allemand* du conteur anonyme j'oppose les *Rêves allemands* de M. Louis Steub (1). Voilà une œuvre piquante, originale, non pas toujours réussie comme on le voudrait, mais hardiment *osée*. Le roman satirique, humoristique, est à peu près inconnu chez nos voisins, ou du moins les œuvres de ce genre, consultées seulement par les historiens littéraires, ont laissé peu de traces dans le souvenir du pays. M. Louis Steub a essayé d'écrire un roman satirique dont le but est de harceler l'Allemagne, de lui rappeler amèrement ce qu'elle a voulu, ce qu'elle a rêvé en politique, et ce qu'elle est impuissante à réaliser. Nous voici encore dans une petite principauté, et c'est aussi de songes enfantins qu'il s'agit : seulement nos jeunes songeurs ne sont pas amoureux de la fille du prince, ils sont amoureux de la patrie allemande. Enivrés de leurs lectures d'histoire, des écoliers rétablissent en imagination la grande Allemagne du saint-empire, l'Allemagne des Othon et des Hohenstaufen. Ils jouent aux soldats, aux chevaliers; ils partent pour maintes expéditions avec les empereurs souabes. Plus tard, les écoliers deviennent des hommes, les jeux se transforment en passions viriles, et les rêveurs allemands veulent reconstruire l'Allemagne. Le contraste de leurs prétentions et du petit théâtre où elles s'agitent produit une impression douloureuse et comique. Ne cherchez pas sur la carte les deux principautés où M. Steub a placé son roman : Schnufflingen, Schnauzlingen, voilà les états rivaux que les patriotes germaniques s'apprêtent à bouleverser de fond en comble pour accomplir les grandes choses qu'ils ont rêvées. Rien de plus divertissant que cette tempête dans un verre d'eau. La lutte des deux cabinets, l'échange des notes diplomatiques, les manifestes des journaux officiels, l'attitude importante des fonctionnaires, l'air effaré des bourgeois, et au milieu de ces caricatures, trois francs étourdis essayant de mettre le feu à des poudrières qui n'existent pas, ce sont là autant de tableaux excellens où se déploie la verve humoristique du conteur. Malheureusement l'unité manque à cette peinture : à côté des scènes bouffonnes, il y a des scènes d'un ton tout différent, et l'esprit du lecteur, un peu déconcerté par ces disparates, ne sait plus s'il assiste à une allégorie satirique ou à une tragédie. Pour mêler ainsi le rire et les larmes, les bouffonneries et le sang, il faut plus d'art que n'en a montré M. Steub. N'importe,

(1) *Deutsche Träume. Roman* von Ludwig Steub; 1 vol. Brunswick 1858.

il y a là des idées, de l'audace, un sentiment élevé des devoirs de l'écrivain, un vif désir d'émouvoir la foule, au lieu de se résigner comme tant d'autres à l'amusement des oisifs.

III.

C'est au théâtre surtout que le poète devrait se préoccuper de l'enseignement, de l'émotion féconde, et non pas du simple divertissement des esprits. Si le roman de nos jours obéit peu à ces hautes inspirations, s'il n'en offre du moins que de rares et imparfaits témoignages, le théâtre, j'en ai peur, sera plus stérile encore. Il y a longtemps que la poésie dramatique est la partie faible des lettres allemandes. Depuis le succès du *Gladiateur de Ravenne*, aucun drame important ne s'est produit sur la scène. M. Halm avait prouvé cependant que, malgré l'absence d'un foyer commun, malgré la dispersion des théâtres, malgré l'indifférence du public et le découragement des poètes, il est possible encore de vaincre tant d'obstacles et de passionner l'Allemagne entière. Que nous offre le théâtre de ces dernières années? Une tragédie de M. Brachvogel, l'auteur de ce drame de *Narcisse* dont nous avons raconté ici les extravagances. *Adalbert de Babanberg*, c'est la tragédie en question (1), atteste chez M. Brachvogel un progrès assez marqué; il s'en faut bien cependant que l'Allemagne puisse saluer en lui un émule de M. Frédéric Halm. Son style, moins boursouflé que dans *Narcisse*, est toujours déclamatoire. Si l'effet en est moins choquant cette fois, c'est que le manque de mesure et de justesse ne devait pas être aussi sensible dans le sujet traité par le poète. L'auteur de *Narcisse* prétendait peindre la France du XVIIIe siècle sous le règne de Mme de Pompadour; l'auteur d'*Adalbert de Babanberg* nous transporte dans la période la plus sombre du moyen âge. La scène est au Xe siècle; un seigneur féodal dédaigné par la fille du duc de Saxe entre dans les ordres et devient bientôt évêque, afin d'accomplir plus aisément ses projets de vengeance sous le manteau de la religion. C'est la théorie que le don Juan de Molière explique si bien à Sganarelle. La peinture de cette tartuferie en des âges barbares dépassait les forces de l'auteur : il a écrit, non pas une tragédie, comme il l'annonce, mais un honnête mélodrame, tout plein de crimes et de vertus. Son évêque est un scélérat qui, par la ruse et la violence, fait périr les plus nobles enfans de l'Allemagne. Peut-être, sur tous ces cadavres, s'élèverait-il jusqu'au trône du saint-empire, si une vieille fée carlovingienne, une vieille princesse de quatre-vingts ans, la

(1) *Adalbert von Babanberg. Ein Trauerspiel*, von A. E. Brachvogel, Leipzig 1858.

mère du duc Adalbert, pour venger son fils assassiné, ne perçait le cœur de l'évêque avec le fuseau de sa quenouille. La vénérable Baban, qui de sa tremblante main a frappé le monstre, fait ressortir elle-même ce contraste, où se trouve sans doute la moralité de la pièce. Décidément, ce ne sera pas M. Brachvogel qui régénérera la scène allemande : il faut d'autres quenouilles et d'autres fuseaux que ceux-là pour filer des jours de gloire au théâtre de Schiller et de Goethe.

Il y a toujours en Allemagne deux littératures dramatiques, comme il y a deux sortes de théâtres : d'un côté les théâtres de Berlin, de Vienne, de Munich, de Weimar, de Francfort, etc.; de l'autre un théâtre unique, mais immense, le théâtre des *spectacles dans un fauteuil*. Ce dernier est toujours le plus richement approvisionné. Les drames représentés sur la scène sont peu nombreux; les drames qu'on ne joue pas et qu'on ne lit guère sont innombrables. Cette persistance des écrivains, ces appels incessans au public, cette foi dans l'apparition prochaine d'un messie dramatique, foi naïve, entretenue par les théories de certains critiques, et qui a déjà suscité toute une légion de prétendans, ce sont là des traits que nous avons déjà signalés à plusieurs reprises dans la littérature de nos voisins. La situation n'a pas changé : même ardeur des poètes, même abondance de tragédies et de drames. Il est possible qu'il y ait dans tout cela des efforts heureux, des idées, de l'invention, du style; mais comment se reconnaître au milieu de cette cohue d'œuvres qui s'accumulent autour de nous et que l'épreuve de la scène n'a pas classées? J'ai lu non sans plaisir un drame historique sur Charles-Quint : l'auteur, M. Freese, a conçu son sujet avec force; le dernier acte surtout, qui explique philosophiquement les doutes, les angoisses morales de l'empereur au moment de son abdication, semble promettre un poète. Dans *les Deux Cagliostro*, drame en cinq actes de M. Robert Giseke (1), on retrouve un sujet qui a toujours attiré l'imagination allemande; Goethe l'a porté sur la scène, Schiller en a fait un roman; Carlyle, le disciple de Goethe et le biographe de Schiller, y a consacré des pages étincelantes. Ces souvenirs ont médiocrement inspiré M. Giseke, et ce drame qui devait peindre l'illuminisme de l'Allemagne à la veille de 89, ce drame où les rose-croix et les aventuriers, les mystiques et les charlatans, confrontés, mis aux prises, devaient représenter la fièvre des esprits en cette étrange période, ce drame enfin qui pouvait être plein de mouvement, plein d'idées, n'est qu'une œuvre sans âme et sans vie. On trouverait mieux, n'en doutons pas, en cherchant avec soin.

(1) *Die beiden Cagliostro, Drama in fünf Acten*, von Robert Giseke; Leipzig 1857.

Est-ce bien à nous cependant de faire ces voyages de découvertes? Notre tâche est plus simple : nous ne prétendons pas révéler à nos voisins des richesses qu'ils ignoreraient eux-mêmes; nous voulons connaître l'Allemagne et les divers mouvemens d'idées qui s'y produisent. Les œuvres dont nous avons l'habitude de parler ici ont déjà été jugées au-delà du Rhin; ces jugemens, qui sont des symptômes, nous intéressent quelquefois autant que les œuvres elles-mêmes. Laissons donc les critiques allemands séparer le grain de la paille : quand ils auront fini de vanner, ils diront ce qu'ils pensent de la moisson.

Ces critiques, je dis les plus confians, succomberaient eux-mêmes à la tâche, si de temps à autre des alliés inattendus ne leur prêtaient main-forte. Le roi de Bavière, il y a un an, leur est venu en aide fort à propos. Un concours de poésie dramatique a été ouvert par ses ordres; une commission, composée de trois littérateurs éminens, s'est mise à l'œuvre, et, après dix mois d'un travail sans relâche, le jury a prononcé son verdict. On pense bien que tous les auteurs de drames et de tragédies, assurés d'avoir enfin des lecteurs, n'ont pas manqué d'envoyer leurs manuscrits au tribunal de Munich. Drames gardés en portefeuille, tragédies improvisées, tout est venu à la fois. Le choix des sujets était libre, on s'en est bien aperçu. Les trois membres de la commission ont pu voir l'histoire universelle se dérouler sous leurs yeux dans une série de tableaux en cinq actes et en vers. Nommons ces courageux citoyens : c'était un critique et historien littéraire d'un rare mérite, M. Adolphe de Schack, connu par une histoire savante et enthousiaste du théâtre espagnol; le poète Emmanuel Geibel, dont nous parlions tout à l'heure, et M. de Sybel, historien artiste, à qui l'on doit d'excellentes pages sur la révolution française. Il n'y eut pas moins de cent treize manuscrits envoyés au concours. Parmi ces tragédies, il y en avait vingt-deux sur l'Allemagne, dix-neuf sur des sujets antiques, quatre sur les Juifs, trois sur les Arabes, sept sur les Byzantins et les Grecs modernes, sept sur l'Espagne, six sur la France, quatre sur l'Italie, quatre sur les Slaves et les Magyars, deux sur les Scandinaves, deux sur la Suisse, une sur l'Angleterre, etc. Appius Claudius avait inspiré trois poètes; Lucrèce, Agis et Cléomène, Catilina, Alboin et Rosamonde, Siegfried et Brunhilde, Conradin de Souabe, avaient eu l'honneur d'être choisis par deux des dramaturges. Les trois juges, dans leur rapport, exposent scrupuleusement cette statistique; c'est comme dans les distributions de prix : Catilina, déjà nommé; Appius Claudius, nommé pour la troisième fois. Mais quoi! tant de héros, tant de personnages de tous les temps et de tous les pays! Quoi! cent treize tragédies à

lire, à comparer, à peser dans une même balance, et trois hommes seulement pour une pareille tâche! Que vouliez-vous qu'ils fissent contre cinq cent soixante-cinq actes? Comme le jeune Horace, ils divisèrent l'ennemi. Après un premier triage, qui occupa les mois d'août, de septembre et d'octobre 1857, — le rapport des triumvirs est si scrupuleusement rédigé que de semaine en semaine on peut suivre leur travail, — il ne resta que dix-neuf tragédies entre lesquelles s'établit le débat. On commençait à respirer un peu. Un second assaut amena un second triage; neuf poètes seulement restèrent debout. Bientôt le chiffre se réduisit à quatre, puis à deux. Les deux drames qui survivaient à tant de morts étaient empruntés à l'histoire de l'antiquité; l'un s'appelait *les Sabines*, l'autre *la Veuve d'Agis*. Avant de prononcer le jugement suprême, il fallait soumettre les deux œuvres à l'épreuve de la scène. Les rôles furent distribués aux acteurs du théâtre royal de Munich; les commissaires eux-mêmes, en l'absence des auteurs, surveillèrent les répétitions, et la représentation publique eut lieu le 20 et le 28 mai 1858. Voilà certes un concours mené à bonne fin avec un scrupule et une libéralité exemplaires. Des experts de tous ordres étaient appelés en consultation : après les lecteurs les comédiens, après les comédiens le public. Enfin le tribunal rendit son arrêt : *les Sabines* avaient remporté le prix. C'était le 3 août 1857 que le jury s'était constitué; dans sa dernière séance, le 30 mai 1858, on décacheta les noms des vainqueurs. L'auteur des *Sabines* était M. Paul Heyse; *la Veuve d'Agis*, qui avait longtemps balancé la victoire, était l'œuvre de M. Guillaume Jordan.

Nous ne défendons pas au lecteur de sourire en voyant l'empressement des poètes, le scrupule des juges, la confiante bonhomie de ceux qui ont ouvert et surveillé ce concours. Souriez donc, si vous voulez, mais à une condition : c'est que vous reconnaîtrez ici un sentiment vrai de l'état de la poésie dramatique. Je ne sais pas si de tels concours produiront des chefs-d'œuvre, mais je sais qu'en les instituant on a proclamé l'insuffisance du théâtre allemand contemporain. J'aurais désiré qu'on fît plus encore. Ce n'est pas assez de provoquer les poètes et de les classer, il faut leur donner des conseils. Or le premier conseil à leur donner est celui-ci : Soyez de votre temps. Les vrais poètes sont des confidens et des consolateurs; soit que vous peigniez la société de nos jours, soit que vous mettiez en scène les événemens passés, n'oubliez pas que vous vous adressez aux hommes du XIXe siècle. Au lieu de donner cette statistique minutieuse sur les sujets traités par les concurrens, pourquoi M. de Schack, M. Geibel et M. de Sybel n'ont-ils pas caractérisé les inspirations diverses que révélaient tous ces poèmes? Pourquoi n'ont-ils

pas dit : Trente-cinq écrivains, dans la légion des cent treize, ont obéi à des tendances frivoles, vingt-cinq à des prétentions abstraites; il en faut ranger quinze parmi les pédans, quinze autres parmi les dilettantes; deux ou trois sont des rêveurs égoïstes, des artistes épris de la forme et oublieux de leur temps? Après cette mémorable expérience, ils auraient pu parler en maîtres et rappeler l'art dramatique au sentiment de sa mission.

IV.

Pour moi, si je résume les impressions laissées dans mon esprit par les œuvres que je viens de parcourir, poésies, romans, œuvres de théâtre, je suis surtout frappé de voir une espèce de scission s'établir de plus en plus entre la littérature et la conscience publique. Il y a bien longtemps qu'une œuvre littéraire n'a ému l'Allemagne : je parle de ces émotions généreuses qui unissent tout à coup des milliers de cœurs, et du nord au midi font naître des pensées semblables chez les enfans d'une même race. Les livres d'imagination se succèdent; on les lit ou on ne les lit pas, peu importe. Ce sont objets d'amusement, curiosités passagères. Vainement l'écrivain a-t-il déployé dans son œuvre des qualités brillantes; pourquoi s'intéresserait-on à des écrits tout personnels où l'élite du pays ne retrouve aucune des pensées qui l'occupent? Si vous ne partagez ni mes tristesses ni mes espérances, en vérité vous n'avez rien à me dire, et je perds mon temps à vous écouter. Voltaire exprime vivement cette idée dans *la Princesse de Babylone*. La princesse, qui du fond de l'Asie poursuit son cher amant à travers les contrées occidentales, se trouve arrêtée tout à coup dans un port de Hollande. Elle avait nolisé deux vaisseaux pour se rendre à Londres avec sa suite, tout était prêt, on allait partir quand un vent violent s'élève, et durant une semaine empêche les navires de démarrer. Afin de tromper son ennui pendant ce siècle de huit jours, la princesse, dit l'auteur, « fit acheter chez Max-Michel Rey tous les contes que l'on avait écrits chez les Ausoniens et chez les Welches... Elle espérait qu'elle trouverait dans ces histoires quelque aventure qui ressemblerait à la sienne et qui charmerait sa douleur. Irla lisait, le Phénix disait son avis, et la princesse ne trouvait rien dans *la Paysanne parvenue*, ni dans *le Sofa*, ni dans *les Quatre Facardins*, qui eût le moindre rapport à ses aventures; elle interrompait à tout moment la lecture pour demander de quel côté venait le vent. » Goethe, qui comprenait si bien Voltaire, aurait pu voir là un symbole. La princesse, c'est l'Allemagne; l'amant qu'elle cherche et qui la fuit, c'est le progrès politique, le sentiment de la vie active, la constitution de

l'unité nationale; le port où elle se trouve forcée de rester immobile, c'est la situation qui lui est faite depuis les secousses de 1848, situation tranquille, mais qui engourdirait les âmes, si une salutaire inquiétude n'en combattait l'influence. Enfin *la Paysanne parvenue* et *les Quatre Facardins*, c'est le marivaudage de sa littérature actuelle. L'Allemagne, d'un air distrait, écoute un instant ses conteurs et ses poètes, puis elle demande de quel côté souffle le vent.

Si quelques écrivains, plus avisés que les autres, semblent avoir compris ce triste état des lettres germaniques, ils proposent d'étranges moyens pour y remédier. Il y a près d'un siècle, après le premier essor de la révolution littéraire, après les premières victoires de Klopstock et de Lessing, il y avait eu comme un temps d'arrêt dans le mouvement des esprits. Wieland avait la parole, et l'élégance apprêtée, l'éclat superficiel de ses écrits faisaient un peu oublier les inspirations du génie national. Une réaction énergique était devenue nécessaire; elle éclata bientôt. De juvéniles intelligences entreprirent de relever hardiment l'inspiration germanique en face du dilettantisme de Wieland : c'est le groupe fameux des poètes de Goettingue, Hoelty, Voss, Burger, Hahn, les deux Miller et les deux comtes de Stolberg. Cette conspiration poétique avait presque les allures d'une société secrète. Le 12 septembre 1772, six d'entre eux se réunissent dans une forêt de chênes, et prêtent serment à l'amitié, à la poésie, à la vertu; la société était fondée. « Tous les sentimens nobles, dit très bien M. Gervinus, étaient vivans dans leur âme, souvent d'une manière touchante, souvent avec une exaltation à demi comique... Klopstock était leur saint; ils vénéraient en lui l'homme, le philosophe, le chrétien, l'Allemand et le poète. Ils célébraient religieusement l'anniversaire de sa naissance. En 1773, ce fut dans une chambre; sur le fauteuil du poète, qui était demeuré vide, on voyait ses œuvres chargées de couronnes, et au-dessous du fauteuil gisait par terre un des ouvrages de Wieland, *Idris*, avec ses feuillets lacérés. On le déchira encore pour allumer les pipes; on but du vin du Rhin avec des toasts à Klopstock, à Luther, à Hermann, à la société de Goettingue, à Herder et à Goethe. En 1774, la fête eut lieu à la belle étoile. » — « Nous allâmes, dit Hahn, sous le chêne à l'ombre duquel nous avions prêté notre serment, afin d'en cueillir quelques rameaux; nous appelâmes trois fois Klopstock notre père; un frémissement soudain agita le chêne de la cime jusqu'au tronc, et les branches s'inclinant enveloppèrent nos têtes... » Cette conspiration poétique, ces sermens de germanisme prononcés sous les chênes, tous ces souvenirs de Goettingue reviennent à l'esprit des Allemands chaque fois qu'il faut prendre un élan vigoureux et se soustraire à une influence énervante. Un ar-

dent écrivain, M. Kruger, voyant bien quelle maladie de langueur frappait l'imagination de son pays, a renouvelé à sa manière l'exemple des poètes de Goettingue. Établi à Hambourg, il a fondé une société littéraire, la *Société des jeunes Germains*, dont la mission est de réveiller, s'il se peut, les fils endormis de Schiller et de Goethe. Je ne sais si les conjurés ont prononcé des vœux, s'ils se sont réunis sous les chênes d'Arminius, et si les branches séculaires ont répondu en frémissant à leurs appels; je ne sais s'ils ont allumé leurs pipes avec les feuillets lacérés des romans d'hier. Ce qui est certain, c'est qu'ils ont senti le mal de la littérature contemporaine, et qu'ils voudraient bien le guérir.

Excellent désir, mais insuffisant; l'enfer est pavé de bonnes intentions. M. Kruger était-il préparé à la tâche qu'il se donne aujourd'hui? Nullement, et ceux qui se rappellent ses précédens travaux ont dû être fort surpris de cette levée d'armes. M. Kruger est cet orientaliste qui crut trouver dans les poétiques récits du *Shah-Nameh* les documens certains d'une histoire antédiluvienne. Le titre seul de son livre révèle une assurance incomparable : *Histoire primitive de la race indo-germanique. La Conquête de la Haute-Asie, de l'Égypte et de la Grèce par les Indo-Germains.* Ainsi une époque tout entière, une époque antérieure à l'histoire et que l'érudition peut seulement soupçonner, était retrouvée en détail, expliquée de point en point, racontée sans hésitation avec la série des dates. L'auteur avait fait cette petite découverte par des procédés à lui connus, en interprétant avec génie les traditions de la poésie persane. C'était exactement le contre-pied du scepticisme de Niebuhr. Niebuhr, disséquant le récit de Tite-Live, y avait vu des fragmens d'anciens poèmes; M. Kruger prenait un poème persan et y découvrait les primitives annales de la race âryenne. La science allemande, si accoutumée qu'elle soit aux témérités de l'exégèse, fut stupéfaite d'une telle audace. Il est permis, je pense, à la critique littéraire d'éprouver aussi quelque surprise, quand elle voit M. Kruger arriver tout à coup du fond des âges mythiques pour faire la leçon au XIXe siècle. — Le seul moyen de salut pour l'imagination allemande, s'écrie M. Kruger, c'est d'étudier l'Orient, l'antique Orient, le berceau de notre race; étudions surtout le *Shah-Nameh*, et une nouvelle période s'ouvrira pour les imaginations rajeunies (1). — Admirable promesse! Il y a longtemps que les poètes de l'Allemagne ont les yeux tournés vers l'Orient;

(1) L'organisation et le but de l'école poétique des *Jeunes Germains* sont exposés dans une brochure dont voici le titre : *Die Junggermanische Schule. Ziel und Grundsätze derselben dargelegt von ihr selbst*, 2e édition; Altona 1859, in-8°. Les *Jeunes Germains* publient un recueil, *les Feuilles du Nord* (*Nordische Blaetter*), qui paraît à Hambourg sous la direction de MM. F. J. Kruger et Willibald Wulff.

depuis Herder et Goethe, c'est là un des courans de la poésie germanique, et un courant qui ne s'interrompt pas. Qu'a fait Rückert depuis trente ans? Qu'ont fait M. Daumer et M. Bodenstedt? Il y a deux ans, un écrivain très estimable, M. Gruppe, publiait sur Firdousi tout un poème en sept chants. Récemment encore, M. Adolphe de Schack, l'un des trois juges du concours de Munich, traduisait en beaux vers plusieurs fragmens du *Shah-Nameh*, et donnait sous ce titre : *Voix du Gange*, de merveilleux échos des poèmes hindous (1). Les écrivains qui se livrent à ces études savent très bien que ce ne sont que des études. Si l'imitation du *Shah-Nameh* pouvait faire jaillir des sources de poésie, la littérature d'imagination en Allemagne n'en serait pas où elle est. Il est singulier qu'on renouvelle avec fracas la société des poètes de Goettingue, société toute germanique, tout inspirée de l'enthousiasme national, et qu'on arrive à cette conclusion : imiter le *Shah-Nameh* ou mourir. Il est plus singulier encore que ces disciples des vieux Persans s'appellent les *Jeunes Germains*.

J'ai parlé de ce groupe de poètes qui essaya de réagir, vers 1772, contre l'affaissement de l'imagination allemande; il y a un autre épisode célèbre, et amené par des causes analogues, dans l'histoire de la poésie au-delà du Rhin : c'est le recueil des *Xénies*, publié par Goethe et Schiller. Vingt-cinq ans après l'insurrection des enthousiastes de Goettingue, le mal qu'ils avaient voulu combattre sévissait de nouveau; l'indifférence publique favorisait la littérature banale, et l'art sérieux était menacé. Ce fut alors que l'auteur d'*Iphigénie* et l'auteur de *Don Carlos* firent pleuvoir sur les écrivains de leur temps une véritable grêle d'épigrammes. On a voulu renouveler de nos jours la franc-maçonnerie des poètes de Goettingue; on a essayé aussi de reproduire les *Xénies* de Schiller et de Goethe. L'auteur de cette tentative a intitulé son recueil : *Voyage d'Henri Heine aux enfers* (2). Henri Heine est mort et descendu aux enfers; de temps à autre cependant, l'auteur d'*Atta-Troll*, avec la permission du diable, vient voir ce qui se passe sur le *theatrum mundi*, dans le foyer des artistes. « L'Allemagne, dit-il, n'est guère intéressante en ce moment; j'y suis allé toutefois, attiré par un bruit qui s'était répandu jusqu'au pays de Satan, bien plus loin encore, jusque chez les Parisiens eux-mêmes. On parlait d'un art nouveau découvert en Allemagne. Drame de l'avenir, peinture de l'avenir, musique de l'avenir, ces mots retentissaient sans cesse à mes oreilles. Je voulus me réchauffer à ce nouveau soleil de poésie. Dieu! qu'il faisait froid! J'en grelotte encore. » Et le pauvre Henri Heine, en grelot-

(1) *Epische Dichtungen aus dem Firdusi, — Stimmen vom Ganges*, von Adolf Friedrich von Schack; Berlin 1857.

(2) *Hoellenfahrt von Heinrich Heine*, Hanovre 1857.

tant, raconte ce qu'il a vu dans son pays. C'est une revue satirique de toute la littérature allemande contemporaine. Philosophes, historiens, poètes et romanciers,

Auteurs, commentateurs,
Rimeurs, compilateurs, chansonneurs, traducteurs,

chacun y est marqué d'un trait mordant. L'esprit ne manque pas dans ces pages légères. L'auteur, — M. Wolfgang Müller, assure-t-on, — imite habilement le style d'Henri Heine. C'est bien cette strophe de quatre vers, leste, fringante, avec une extrême simplicité de langage. Ce qu'on cherche en vain, c'est l'imagination de celui qui a composé *Atta-Troll* et *Germania*. Dans ses satires littéraires, Henri Heine est toujours poète; M. Wolfgang Müller croit qu'il suffit d'être méchant. Lorsque Schiller et Goethe perçaient de leurs flèches Nicolaï et ses disciples, ils faisaient ce que fit Boileau vers 1660; ils dispersaient les représentans de la routine et frayaient la route à un art original. Quel est l'idéal de M. Wolfgang Müller? Où sont les poètes auxquels il fraie la route? Comment enfin cette longue satire servira-t-elle la cause des lettres?

Imitation de la société poétique de Goettingue, imitation des *Xénies* de Schiller et de Goethe, toutes ces tentatives, si incomplètes qu'elles soient, indiquent bien le sentiment d'une situation mauvaise. Il suffirait sans doute d'un grand poète, d'une grande et riche imagination pour arracher l'esprit allemand à ses langueurs. Puisque ce poète ne paraît pas, c'est à la critique au moins de remplir son devoir avec courage. Quand je parle des langueurs de l'Allemagne, je ne veux pas dire que le talent y soit rare, je dis seulement que ce talent s'éparpille en petites choses, que les ressources littéraires du pays sont gaspillées, et qu'aucune inspiration commune ne soutient l'écrivain. Tandis que l'histoire, la théologie, la critique conquérante, en un mot la haute littérature d'université passionne encore les intelligences et suscite maintes écoles, la *belle littérature*, comme disent les Allemands, n'a plus qu'un public de hasard. Instruites par les universités, accoutumées aux œuvres de la science, les générations nouvelles sont de plus en plus exigeantes pour les ouvrages de l'esprit. Si vous ne vous efforcez de les satisfaire, on verra se former deux camps, la science d'une part, la littérature de l'autre : une science sublime, qui, n'étant plus tempérée par la pratique des lettres, ira se perdre dans les abstractions; une littérature frivole, qui, n'étant plus nourrie par la science, tombera dans la décrépitude. Entre la science et l'imagination, l'alliance est nécessaire, et c'est le devoir de la critique de rappeler sans cesse les esprits à l'observation de ces principes.

Ce devoir, la critique le remplit-elle? Il y a deux sortes de cri-

tique en Allemagne, celle qui s'occupe seulement d'éclairer l'histoire du passé, et celle qui, portant plus haut son ambition, essaie de diriger l'esprit public. La première n'a pas cessé de produire des œuvres excellentes; la seconde, il faut bien le dire, présente un fâcheux spectacle. La seule chose qui fasse la dignité de la critique, la passion du beau, semble éteinte chez la plupart des juges littéraires. Ceux-ci jugent par métier, et comme ils croient que l'exactitude leur tiendra lieu de principes, ils dressent des catalogues où les œuvres d'élite et les productions vulgaires sont confondues pêle-mêle. Ceux-là, qui tiennent à se faire des amis, ont des sourires pour tout le monde : ils appliquent d'invariables formules de louange aux esprits les plus différens; dans le tableau qu'ils tracent de la société intellectuelle de leur pays, tous les écrivains ont même visage et même costume. En voici d'autres qui ont de la finesse, et qui, au besoin, ne manqueraient pas de franchise. — Pourquoi, se disent-ils, donner une opinion réfléchie sur des œuvres que le temps n'épargnera pas? Le public est fatigué de la poésie, et ce n'est pas nous qui réveillerons son attention. — Il y a en un mot les critiques sans goût, les critiques sans courage, et ceux qui n'ont plus foi dans leur œuvre.

Goethe, pendant sa longue carrière, a eu plus d'une fois l'occasion de signaler dans la littérature de son pays une situation semblable à celle que nous venons de décrire; il la caractérise d'un mot et l'appelle le dilettantisme. Or, frappé de voir le dilettantisme se produire autour de lui sous maintes formes, il l'observe, il l'étudie, comme il étudiait toute chose, avec une impartialité magistrale. Qu'est-ce que le dilettantisme? D'où vient le mot italien *dilettante?* Pourquoi ne se trouve-t-il pas dans les anciens dictionnaires, par exemple dans le dictionnaire *della Crusca?* Quelle en est la signification exacte? A quels symptômes reconnaît-on cette façon de comprendre l'art? Quels en sont les traits distinctifs, les allures, les habitudes, les produits? Quels rapports et quelles différences entre le dilettante et l'artiste? Quels sont les caractères particuliers du dilettantisme dans la peinture, dans l'architecture, dans la musique, dans la poésie lyrique et dramatique, dans l'art du comédien et jusque dans celui de la danse? Le dilettantisme n'a-t-il pas rendu des services? Ne cause-t-il pas de grands dommages? Quels services? quels dommages? Et enfin après cette enquête si précise, après cette espèce d'histoire naturelle du dilettantisme, le grave maître conclut par ces paroles terribles : « Tous les dilettantes sont des plagiaires. Ils énervent, ils anéantissent tout ce qui est original, soit dans l'expression, soit dans la pensée; oui, ils l'énervent et l'anéantissent en le répétant, en l'imitant, en le faisant servir à raccommoder leurs guenilles. C'est ainsi que la langue se remplit peu à peu de phrases et

de formules pillées, qui n'ont plus de sens, et l'on peut lire des livres entiers très bien écrits, qui ne contiennent absolument rien. Bref, tout ce qu'il y a de vraiment beau et bon dans la poésie est profané, prostitué, déshonoré, quand le dilettantisme prend la place de l'art. »

Voilà un rude langage, et bien que l'auteur de *Wilhelm Meister* l'adresse seulement aux prétendus poètes de son temps, je crois que les critiques de nos jours doivent en faire leur profit. C'est le dilettantisme, en effet, qui perd les critiques aussi bien que les poètes. Il n'y a pas de critique sans une sincère passion du beau. S'il vous suffit d'enregistrer toutes les œuvres qui se produisent, si vous craignez de distribuer franchement le blâme et l'éloge, si vous n'avez pas confiance dans l'efficacité de votre tâche, vous êtes un dilettante et vous attirez sur vous la sentence de Goethe.

Quels sont les représentans de la critique depuis quelques années? Il y en a trois surtout qui, soit d'une façon directe, soit par l'entremise de leurs lieutenans, ont la prétention de juger le mouvement continu de la littérature allemande : c'est M. Hermann Marggraff, M. Gustave Kühne et M. Robert Prutz. M. Hermann Marggraff est rédacteur en chef des *Blætter für litterarische Unterhaltung;* M. Gustave Kühne dirige l'*Europa*, et M. Prutz le *Deutsches Museum*. Nous croyons qu'on embarrasserait beaucoup M. Marggraff si on lui demandait quels principes il désire faire triompher. Il s'était signalé, voilà vingt ans déjà, par un livre très vivement écrit qui promettait un critique (1). C'était un manifeste où la franchise du langage égalait l'enthousiasme littéraire. L'auteur se posait cette question : que ferait Lessing au XIXe siècle? et, s'inspirant de ce grand souvenir, il se jetait vaillamment au milieu des luttes de l'esprit. Il voulait surtout que la littérature eût un rôle actif dans le monde; l'esprit de frivolité, frivolité légère ou frivolité pédantesque, était à ses yeux la plaie de l'époque, et il appelait une littérature qui sortît, pour ainsi dire, du cœur de la nation. Nous venons de relire ces pages généreuses, et nous en avons ressenti une impression salutaire. Bien que les réflexions du critique ne s'appliquent pas de tout point à la situation présente, que de traits nous pourrions lui emprunter! Il faut signaler surtout un tableau hardiment coloré du journalisme littéraire, comparé à un immense marais où pullulent des milliers d'insectes. Il est impossible de décrire avec plus de force la stagnation des esprits. L'envahissement de la médiocrité, le déluge des productions vulgaires, tout cela est peint de main de maître, et ce n'est pas un esprit chagrin qui parle ainsi, c'est un homme dévoué

(1) *Deutschland's jüngste Litteratur-und Culturepoche. Characteristiken*, von Hermann Marggraff; Leipzig 1839.

à l'art, plein de sympathie pour ses confrères, et qui loue; avec excès souvent, ce qui lui paraît le fruit d'une inspiration virile. Hélas! les rôles ont bien changé; ces eaux marécageuses dont il faisait une peinture si vive, M. Marggraff y navigue pesamment aujourd'hui. Il s'est fait l'analyste patient des œuvres sans initiative et sans vie qu'il maudissait naguère. Ne lui demandez pas de choisir: il accueille tout, l'excellent et le médiocre, avec une banale indifférence. De temps à autre il élève plus hardiment la voix, son ancienne ardeur se réveille: vains efforts! l'atmosphère du marais étouffe bien vite cette flamme légère, et nous retombons dans les ténèbres.

Nous ne voudrions pas blesser M. Hermann Marggraff en lui appliquant les images dont il se servait autrefois. M. Marggraff est un écrivain loyal, qui aimait les lettres, qui honorait sa profession et voulait la faire respecter. Nous le prions de s'interroger lui-même et de répondre à cette question : pourquoi les exigences généreuses de sa critique se sont-elles changées en une complaisance insipide? Est-ce découragement et ennui? est-ce absence de principes ou manque de liberté? On peut adresser la même demande aux rédacteurs de l'*Europa* et du *Deutsches Museum*. M. Gustave Kühne est un esprit judicieux et fin, M. Robert Prutz est une intelligence ardente; l'un et l'autre, ils ont pris part aux batailles littéraires qui ont suivi 1830, et l'on voyait que l'art d'écrire n'était pas pour eux une profession frivole. Pourquoi, lorsqu'ils disposent d'organes qui pourraient exercer une influence sérieuse, font-ils de la critique une causerie insignifiante? Quand ils parlent des productions nouvelles, ils font leur tâche comme l'artisan son métier : on dirait en vérité qu'ils tiennent un bureau d'enregistrement pour quelque grand commerce de librairie. Leurs comptes-rendus sont écrits avec élégance; vous n'y trouverez presque jamais une passion généreuse, le sentiment d'une cause à défendre, d'une victoire à gagner. M. Prutz signalait récemment le triste état des lettres, et il s'en consolait aussitôt par un motif bien inattendu sous la plume d'un écrivain. « Tant mieux! disait M. Prutz. Si les lettres ont perdu en considération, c'est que le peuple allemand s'occupe de choses plus importantes. L'affaiblissement de l'esprit littéraire prouve que nous sommes mieux préparés pour l'action. » Quand de telles opinions se produisent, on voit assez quel est le désarroi de la critique. Nous n'insisterions pas de la sorte, s'il n'y avait point là de vrais talens dont le découragement nous attriste. Chaque fois que M. Hermann Marggraff, M. Gustave Kühne, M. Robert Prutz, détournent leur attention des lettres contemporaines pour s'occuper du passé, on sent qu'ils redeviennent libres; d'excellens travaux d'histoire littéraire ne peuvent remplacer cependant la vive et ferme discussion des œuvres du présent.

Il y avait un homme qui ne craignait pas de dire son avis, et qui s'était ménagé toute liberté à cet égard. M. Julien Schmidt est un esprit austère, tranchant, résolu, un de ces écrivains nés pour avertir leur temps et parler à la conscience publique. Armé d'une clairvoyance impitoyable, il excellait à découvrir les vices littéraires de ses contemporains. Il y avait en lui plusieurs des qualités de Gustave Planche, le sens critique, la netteté du style, la probité courageuse. Il a publié une histoire des lettres allemandes au XIXe siècle qui a rendu de grands services, et qui restera, je n'en doute pas, comme un modèle de littérature militante. Ceux-là mêmes qui ne sauraient souscrire à tous les jugemens qu'il a prononcés sont obligés d'en reconnaître l'inspiration virile. Pourquoi donc M. Julien Schmidt s'est-il retiré du champ de bataille? Est-ce la médiocrité des romanciers et des poètes qui a découragé son ardeur? Croit-il que le silence et le dédain soient seuls de mise aujourd'hui? Le plus grand plaisir de la critique assurément, c'est de discuter des œuvres vivantes, de renverser de faux systèmes, d'éclairer d'audacieux esprits qui s'égarent. Si le dilettantisme de nos jours ne la provoque guère à de pareilles luttes, ce n'est pourtant pas le talent qui fait défaut; le mal qu'il est urgent de combattre, c'est l'emploi superficiel de ce talent, c'est l'efféminatiion et la langueur des écrivains. Gustave Planche, que M. Schmidt savait apprécier et dont il a déploré la mort en termes bien sentis, a rempli cette tâche jusqu'au dernier jour, c'est-à-dire à une époque où son esprit exigeant et altier ne manquait pas de prétextes pour garder le silence. Lessing il y a un siècle, Louis Boerne il y a quarante ans, ont traversé aussi de mauvais jours, et l'idée ne leur est pas venue de déserter leur poste. On s'occupe beaucoup de Lessing en ce moment; M. de Maltzahn a publié une édition de ses œuvres, plus complète encore que la belle édition de Lachmann; M. Adolphe Stahr vient de lui consacrer un travail conçu dans un excellent esprit; tous les hommes qui ont qualité pour diriger l'esprit littéraire de leur temps devraient relire chaque matin une page du grand critique. Fatigué de sa prédication d'autrefois, M. Schmidt s'est livré à des travaux d'un autre ordre; l'histoire du passé le dédommage du présent. S'il a tracé un tableau de la littérature française bien inférieur à son tableau de la littérature allemande, et que déparent même des erreurs graves, il a publié l'an dernier sur l'historien Jean de Müller une série d'études aussi remarquables par la nouveauté des faits que par l'élévation des idées. Le recueil dont la direction lui est confiée, *le Messager de la Frontière*, contient depuis quelque temps des travaux historiques et politiques animés du plus sérieux intérêt. Disons-le cependant à M. Schmidt, quel que soit le mérite de son travail sur Jean de Müller, quel que soit l'intérêt des pages po-

litiques signées de son nom, sa vocation véritable, c'est la critique littéraire, la critique militante. L'heure est-elle bien choisie pour y renoncer?

Ce dédain de M. Schmidt après tout, ce n'est pas un signe d'indifférence, c'est la marque d'une généreuse colère. Il y a donc partout un sentiment très vif de la crise qui tourmente la littérature allemande. Si nous nous sommes donné la tâche de rassembler ces œuvres si diverses, c'est afin de mieux mettre en relief les symptômes de malaise et de mécontentement qui se produisent de toutes parts. Isolés, ces symptômes n'ont pas assez d'importance pour frapper les esprits; réunis, ils montrent que l'Allemagne n'ignore pas son mal, et nous pouvons y voir le gage d'une guérison prochaine. Le concours théâtral de Munich, la fondation de l'école des *Jeunes Germains*, l'imitation des *Xénies* de Goethe et de Schiller, toutes ces tentatives, bonnes ou mauvaises, n'indiquent-elles pas le désir de mettre fin à une situation funeste? Parmi ces symptômes du réveil des lettres, il faut signaler surtout l'inspiration qui anime presque tous les travaux d'histoire littéraire. Tandis que les critiques s'endorment ou ne protestent que par leur silence, d'excellens esprits continuent à enseigner leur époque en lui racontant les destinées intellectuelles de l'Allemagne au XVIIIe siècle. Sans cesser d'être impartiale et désintéressée, l'histoire littéraire a pris dans ces derniers temps un caractère de prosélytisme auquel nous sommes heureux de rendre hommage. Ce n'est plus pour satisfaire une curiosité frivole, c'est pour entretenir la foi et l'ardeur des intelligences que l'on commente aujourd'hui les chefs-d'œuvre du passé. La *Biographie de Goethe* par M. Schaefer, la *Vie de Schiller* par M. Palleske, comme le *Lessing* de M. Stahr et le *Jean de Müller* de M. J. Schmidt, contiennent, sous forme détournée, bien des reproches et des admonitions. L'histoire littéraire comprend tous les services qu'elle peut rendre; placée entre l'imagination et la science, elle a un pied dans les deux camps. Elle peut les rapprocher au profit de l'un et de l'autre. Si l'Allemagne lui doit de connaître le mal dont elle souffre, elle lui devra peut-être aussi d'en guérir.

On nous demandera sans doute à quelles causes nous attribuons nous-même la situation que nous venons de décrire. Ces causes peuvent être résumées sous trois chefs : rupture entre le public sérieux et la littérature d'imagination; — dilettantisme des écrivains, facilité superficielle, habitude de travailler sans foi et sans amour; — enfin loquacité banale ou silencieux dédain de la critique. Faut-il ajouter à ces causes particulières une cause plus générale? Rejetterons-nous la faute des lettres sur l'état politique de l'Allemagne? Nous admettons difficilement de telles excuses; les peuples sont toujours responsables de la littérature qu'ils approuvent ou qu'ils

subissent. Cette justification d'ailleurs serait impossible aujourd'hui. D'heureux événemens se sont accomplis dans le pays qui marche à la tête des états germaniques. « Depuis dix ans, s'écriait M. Julien Schmidt à la fin du mois de décembre 1858, depuis dix ans, voici la première nuit de Noël où le peuple allemand peut enfin saluer une nouvelle année avec une foi virile et une joyeuse espérance. Jamais le lien qui unit la Prusse au reste de l'Allemagne n'a été aussi visible que dans ces derniers mois. Avec quelle vivacité d'impressions l'heureuse nouvelle a été accueillie par les états voisins! Partout, chez l'immense majorité des Allemands, la même émotion, le même jugement sur nos affaires publiques, partout le même espoir et la même allégresse. Nous étions sur la pente rapide qui mène aux révolutions. Et le danger était grand, car nous commencions à perdre la plus sûre garantie qui ait été donnée aux peuples comme aux individus contre les outrages de la brutalité, je veux dire la conscience de nous-mêmes. Elle manquait déjà, cette conscience, à l'armée, à l'administration, à la bourgeoisie, surtout à la noblesse. Les meilleurs d'entre nous couraient le risque de tomber dans un découragement inerte; la foule s'était enfermée en murmurant dans l'égoïste souci des intérêts les plus vulgaires; nous ressemblions tous à des vieillards... Le nouveau ministère nous a sauvés de la mort. »

Le grand fait que M. Julien Schmidt annonce en ces termes enthousiastes, c'est la transformation de la Prusse au mois de novembre 1858, l'avénement du frère du roi à la régence, la retraite d'une camarilla détestée, la nomination d'un ministère libéral et résolu à mettre sincèrement en pratique le régime constitutionnel. Puisque l'état général de l'Allemagne, toujours dominé plus ou moins par la situation politique de Berlin, a pu fournir un prétexte d'inertie à des esprits pusillanimes, le réveil de la Prusse ne sera-t-il pas un signal de rénovation intellectuelle? Nous aimons à le croire, et notre dernier mot sera une parole d'encouragement et d'espérance. Ce n'est pas une intention dénigrante qui nous a dicté ces pages; notre sévérité au contraire atteste nos sympathies. Si les nations européennes au XIXe siècle sont encore divisées par les questions politiques, les lettres doivent les unir; la sainte-alliance qu'a célébrée le poète a surtout pour ministres les représentans de la pensée. Chacun des peuples qui forment cette grande association libérale a le droit de dire à son voisin : « Dormez-vous? veillez-vous? » car chacun d'eux cherche à se compléter par l'étude des littératures étrangères, et quand son espérance est déçue, l'avertissement qu'il formule n'est pas un blâme hostile : c'est le cri de la sentinelle au sein de la nuit.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

LA

NATIONALITÉ ROUMAINE

D'APRÈS

LES CHANTS POPULAIRES

Ballades de la Roumanie, recueillies (Iassy, première et deuxième parties, 1852 et 1853) et traduites (Paris 1855) par Basile Alexandri.

Depuis le commencement du siècle, la nation roumaine est, avec la nation grecque, celle qui dans l'Europe orientale a manifesté sa pensée sous les formes les plus diverses. Une telle renaissance est un fait bien digne de préoccuper quiconque s'intéresse au développement intellectuel des nations néo-latines; mais ici une première question se présente. Cette renaissance de la poésie roumaine n'avait-elle pas été précédée par des essais vraiment originaux de poètes inconnus qui conservèrent dans l'âme des multitudes un sentiment très vif de la nationalité et l'espoir légitime de la voir triompher des obstacles de toute espèce qui paralysaient son réveil? Chez les Hellènes, la grande insurrection nationale de 1821 n'a été sauvée que par le dévouement généreusement obstiné de la foule (1); en Servie, les pâtres intrépides qui s'étaient levés avec Tserni-George se gardèrent bien d'approuver les concessions périlleuses auxquelles se laissaient aller leurs chefs. La poésie nationale avait ainsi préparé d'une part et de l'autre un noble élan. Les Roumains ont-ils été moins heureux que les Grecs et les Serbes? Répondre à cette ques-

(1) Voyez la *Revue* du 1er mars 1858.

tion, ce serait peut-être, en montrant les vraies origines de la nationalité roumaine, éclairer un sujet dont l'à-propos devient de plus en plus manifeste. Parmi les Roumains, aux plus mauvais temps de leur histoire, l'énergique montagnard des Karpathes, en chantant les exploits des Mircéa, des Hunyad (1), des Étienne le Grand et des Michel le Brave, résistait aux tentatives les plus habiles de l'étranger. Profondément convaincu que la race à laquelle il appartient n'est inférieure à aucune autre, qu'il est même supérieur aux peuples voisins, les Autrichiens, les Russes et les Turcs, par l'illustration de ses origines et la haute antiquité de sa civilisation, le paysan répondait avec fierté à ceux qui lui parlaient de l'asservissement prochain de son pays : « Je suis sans peur, car je suis Roumain. » Fils de la cité éternelle, il continuait de croire, même sous le poids des invasions, que le Roumain ne périt pas, *Romanu nu pere*. En effet, l'histoire tout entière démontre que, si l'on peut vaincre les descendans de la vieille louve, on ne parvient jamais à les absorber (2). Même au-delà du Danube, dans les vallées les plus reculées de la péninsule orientale, les pâtres roumains ne se confondent ni avec les Bulgares, ni avec les Turcs, ni avec les Grecs, et quand un de ces rudes pasteurs rencontre un Moldave ou un Valaque, il lui donne sans hésiter ce beau nom de *frate* (frère), qui est resté tellement latin, que la prononciation seule est une protestation en faveur de la nationalité roumaine.

Des tendances nationales aussi fortement prononcées ne pouvaient manquer de laisser leur trace dans les documens poétiques les plus anciens. Il faut étudier ces documens : les Slaves, les Latins, les Hellènes, comptent en effet parmi leurs poètes inconnus de véritables historiens. Ces historiens sont en partie connus de l'Europe savante. On sait que la Grèce moderne revit tout entière dans les chants publiés par M. Spiridion Zambélios. La belliqueuse race des Serbes peut être étudiée dans les poèmes vraiment épiques édités par MM. Vuk Stéphanovitch Karajich et Siméon Milutinovitch. Avant la publication entreprise par un poète moldave, M. Basile Alexandri, on eût en vain cherché en Roumanie un ouvrage analogue aux recueils de MM. Zambélios et Karajich. M. Alexandri consacra plusieurs années à recueillir les chants populaires de son pays, dont l'originalité et l'importance l'avaient depuis longtemps frappé. Il parcourut à pied les plaines fertiles et les vallons solitaires des principautés, consultant les vieillards des villages, visitant les localités

(1) M. Cogalniceano, *Histoire de la Dacie*, a mis hors de doute l'origine roumaine de ce héros.

(2) *Nolumus magyarisari*, disaient les Roumains de Transylvanie dans leur dernière lutte.

où s'était conservée la mémoire de quelque *brigand* fameux, prêtant une oreille attentive aux chansons des pâtres et des jeunes filles. La première série des ballades populaires de la Roumanie, fruit de ces patientes recherches, parut à Iassy en 1852, et la seconde en 1853. Malheureusement M. Alexandri n'a encore mis au jour qu'une partie des poèmes que le temps travaille activement à faire disparaître, et dont il ne restera bientôt que des lambeaux épars. Hâtons-nous, à l'aide de ces précieux documens, de restituer quelques-unes des pages les moins connues de l'histoire roumaine, et de montrer ainsi le lien étroit établi par les mœurs entre le présent et le passé de la Moldo-Valachie.

I.

Le psautier du métropolitain Dosithée, œuvre essentiellement populaire publiée sous les règnes de Grégoire Ghika II et d'Étienne Petricieu, se terminait par ces vers :

« La race de la terre moldave, d'où rayonne-t-elle? — D'Italie, que tout homme le croie. — Flaccus d'abord, puis Trajan, ont amené ici — les ancêtres des heureux habitans de ces pays. — Ils en ont fixé les limites. — Par les signes qui existent, on peut le voir. — Trajan, de la souche de ce peuple, a rempli — la terre roumaine, l'Ardialie (1) et la Moldavie. — Les preuves en sont debout; on les voit par lui faites. — La tour Sévérine se maintient depuis longtemps (2). »

Qu'on ne s'imagine pas que ces détails historiques fussent inintelligibles pour les masses. Lorsque Dosithée, en traduisant les psaumes, nommait Dieu *l'empereur qui n'a point d'égal*, il n'était que l'écho de la poésie populaire, qui ne connaît pas de qualification plus élevée que celle qui a été portée par Trajan. Le peuple a même presque divinisé le vainqueur de Décébale et des Daces intrépides. Non content de perpétuer son souvenir dans les rochers escarpés, dans les plaines nombreuses qui portent son nom (*pratul Trajanului*, — *campul Trajanului*), il lui a donné une sorte d'autorité sur les phénomènes célestes. C'est ainsi que la voie lactée est devenue *le chemin de Trajan*, et que pendant l'orage on s'imagine entendre le guerrier terrible qui précipita sur la Dacie les légions indomptables de la ville éternelle. De même que Romulus, le fondateur de Rome, idéalisé par l'apothéose, est resté aux yeux de la foule le Romain par excellence, ainsi Trajan a été considéré par l'imagina-

(1) La Transylvanie.

(2) La tour de Sévérin n'a point été bâtie par Trajan, comme le croit le poète d'après Procope, mais par Sévérinus, gouverneur de la Mésie sous l'empereur Philippe.

tion de la multitude comme le Moïse, comme le père de la grande famille roumaine, dont tous les membres se donnent pour cette raison le beau nom de frère. Il est vrai qu'à la place d'une nation exterminée il a établi un nouveau peuple (1).

Le merveilleux que présente le type de Trajan, créé par la poésie légendaire, se retrouve aussi dans l'existence du restaurateur de la nationalité roumaine, Radu-Negru (Rodolphe le Noir, 1241-1265), premier *domnu* (prince, de *dominus*) de Valachie. Ce prince appartenait à la glorieuse dynastie des Bassaraba, qui s'éteignit vers le milieu du XVIIe siècle. Après d'interminables invasions qui avaient failli anéantir la nationalité roumaine, après que les Wisigoths, les Huns, les Gépides, les Avares, les Magyars, etc., eurent ravagé la fertile vallée du Danube, Radu, qui régnait à Fogaras, fuyant à la fois et la persécution catholique et le fanatisme des hordes de Batou-Khan, passa les Karpathes (1241), et s'établit à Campu-Lungu. On trouve encore dans l'église de cette ville un portrait de Radu. Le voïvode de la *t'era romanesca*, la tête couverte d'un diadème, est vêtu d'un long habit brodé en or et en argent, avec un pardessus garni d'une sombre fourrure. Son visage, fortement accentué, est très brun, ses moustaches et ses cheveux sont noirs. Le caractère impérieux que lui attribuent les ballades est complétement conforme à cet extérieur sévère. Romulus punissant de mort un frère qui franchit l'enceinte consacrée n'est guère plus impitoyable que le *domnu* (2) qui donne des instructions pour bâtir le monastère d'Argis :

« Or vous, mes maçons, — mes maîtres maçons, — jour et nuit en hâte — mettez-vous à l'œuvre — afin de bâtir, — d'élever ici — un beau monastère — sans pareil au monde. — Vous aurez richesses — et rangs de boyards, — ou si non! par Dieu! — je vous fais murer, — murer tout vivans — dans les fondemens (3)! »

Élever un monastère *sans pareil au monde* n'était pas une tâche facile au XIIIe siècle, époque où de splendides abbayes couvraient toute l'Europe; mais le restaurateur des villes romaines écroulées et des monumens détruits par les Barbares trouva dans l'architecte Manoli un puissant et glorieux auxiliaire. La poésie populaire est ici profondément historique dans son esprit, sinon dans les détails.

(1) Il établit à la place des Daces « des troupes infinies d'hommes; » *infinitas copias hominum* (Eutrope, *Adrien*). Il s'agit donc non de quelques colons, mais d'un peuple entier.

(2) Cette qualification est bien plus nationale que le mot *hospodar*, qui est la traduction slave.

(3) *Ballades et Chants populaires*, traduction française (Paris 1855), XIII, *le Monastère d'Argis*.

Manoli (Manuel, de *manus*) est un idéal comme Romulus, Numa et Homère, qui personnifient à Rome et en Grèce la force, la loi et la poésie. Aussi ne faut-il pas s'étonner des difficultés qu'il rencontre quand il veut exécuter les ordres de Radu. Toutefois la puissance d'organisation dont Radu était l'agent prédestiné finit par triompher des forces indomptées de la barbarie. Les murailles construites par les Romains furent relevées comme par enchantement. Pinum (Pitesti), Thyanus (Bucharest), Tiriscum (Tirgoviste), redevinrent des cités. L'église d'Argis, souvenir glorieux de cette renaissance, est encore l'orgueil d'un peuple qui conserve, sous une forme profondément symbolique, la mémoire des obstacles de toute espèce dont il a dû triompher.

Les premiers vers du *Monastère d'Argis* éveillent dans l'âme la pensée de ces obstacles. Lorsque le prince Radu interroge sur la situation du *mur délaissé* un jeune berger joueur de *doïnas* (1), le berger répond avec une sorte de terreur qu'en voyant ce mur, ses chiens se sont élancés *en hurlant à mort*. Loin d'être effrayé de ce récit, le *domnu* se sent disposé à lutter pour accomplir son œuvre contre les puissances de la terre et de l'enfer. Sans manifester aucune hésitation, il se met en marche, *va droit au mur* et ordonne aux maçons de travailler immédiatement. Ceux-ci s'empressent d'obéir; mais chaque nuit l'ouvrage du jour s'écroule. Le poète, en laissant ignorer à quelle cause il faut attribuer ce prodige, augmente l'impression qu'il produit. Il nous fait comprendre la vague terreur qu'un pays longtemps ravagé et comme frappé par la colère du ciel doit inspirer à ceux qui s'efforcent de le rendre à la civilisation et pour ainsi dire à la vie; il nous donne une idée de l'effroi instinctif que laisse après elle la barbarie trop longtemps triomphante. L'antique croyance de l'Orient aux avertissemens donnés en songe fournit à la poésie populaire un moyen d'avancer l'action. Manoli, le maître-maçon, s'endort découragé. Alors une *voix du ciel*, — cette voix dont parlent si souvent les écrits des rabbins et même les livres saints, — lui annonce que le travail des ouvriers ne réussira que lorsqu'ils auront muré dans l'édifice la première femme qui viendra le matin apporter des vivres à l'un d'entre eux. Les neuf maîtres-maçons s'engagent par serment à satisfaire ainsi la puissance ennemie qui rend leurs efforts inutiles. C'est en effet une opinion fort répandue en Roumanie qu'aucun édifice ne peut subsister sans que la fondation en soit accompagnée de l'immolation d'une personne qui se transforme en *stahié*, une ombre qui devient

(1) Les *doïnas* (*doïne*) sont de petites pièces de vers qui se chantent sur un ton lent et plaintif.

comme l'âme de cet édifice. Encore aujourd'hui les maçons placent dans les fondemens des maisons qu'ils bâtissent de longs roseaux qui leur ont servi à mesurer l'ombre de quelque passant. Ce passant doit, en vertu de cette opération magique, mourir au bout de quarante jours et être métamorphosé en *stahié*.

Cependant les maîtres-maçons, après avoir prêté leur serment, s'endormirent. Le lendemain, à peine l'aurore avait-elle brillé au sommet des Karpathes, que Manoli grimpait sur son échafaudage pour promener au loin ses regards sur les rives de l'Argis, qui roule des paillettes d'or. Tout à coup il aperçoit Flora, sa jeune épouse, digne par sa beauté de porter le doux nom de la déesse des fleurs. A cette vue, saisi d'épouvante, il tombe à genoux, il lève les mains au ciel, il conjure l'Éternel, dans une inexprimable angoisse, de sauver sa compagne bien-aimée. Dieu, — et ce n'est pas un des traits les moins touchans de la ballade, — Dieu prodigue les miracles pour arrêter Flora. Les pluies inondent la plaine, puis un vent furieux tord les platanes et dépouille les sapins; mais la jeune Roumaine n'est pas effrayée de ces convulsions de la nature, son amour semble plus fort que la volonté même de Dieu : elle avance, elle avance toujours, et les impitoyables maçons « éprouvent à sa vue un frisson de joie. » Quant à Manoli, ce Régulus valaque, cet esclave du serment, il dissimule sa profonde douleur, il essaie de faire croire à Flora qu'il s'agit d'une simple plaisanterie : « car nous voulons rire, — pour rire, te murer. » Rassurée par ces paroles, la jeune femme « rit de bon cœur, » tandis que son mari, « fidèle à son rêve, » se met au travail en soupirant; mais Flora, effrayée de sa tristesse, le conjure de cesser « ce jeu fatal. » Manoli écoute ses prières dans un morne silence, et la muraille monte avec rapidité jusqu'aux genoux, jusqu'aux hanches, jusqu'au sein de l'infortunée!

« Manoli, Manol, — ô maître Manol! — assez de ce jeu, — car je vais être mère. — Manoli, Manol, — ô maître Manol! — le mur se resserre — et tue mon enfant! »

Ainsi s'exprime la pauvre Flora; mais ses plaintes pathétiques ne peuvent rien contre le destin. Bientôt elle disparaît, et on entend à peine sa voix « gémir dans le mur. »

« Depuis lors église et couvent, — demeurés fermes sur leur base, — jettent le passant dans l'extase (1). »

La croyance qui sert de fond à cette ballade est populaire dans toute la péninsule orientale, c'est-à-dire depuis les Karpathes jusqu'à la mer qui baigne la Grèce, car on la retrouve chez les Serbes

(1) Ces derniers vers sont d'un poète contemporain, M. C. Bolliac.

et chez les Hellènes. On peut la considérer comme une application de cette foi en l'efficacité du sacrifice qui est la base de toutes les religions de la nature, et que le christianisme a sanctionnée. Roumains, Grecs et Serbes n'ont-ils pas raison de proclamer que les nations comme les individus ne grandissent que par le dévouement et par l'abnégation? Manoli livrant aux exigences de la destinée tout ce qu'il a de plus cher n'est-il pas une figure expressive de ce peuple roumain qui, placé aux avant-postes de l'Europe chrétienne, a versé pour la sauver de la barbarie musulmane le plus pur de son sang? S'il est devenu maintenant comme une ombre de lui-même, n'est-ce point qu'il s'est vu au xve siècle obligé par la défection de ses voisins de subir la suzeraineté de l'islamisme? Mais avant de succomber sous les coups de ses ennemis, qui pourtant n'ont jamais pu la réduire en servitude, la Roumanie devait avoir des jours glorieux. Dans ces combats mémorables, les soldats de la Valachie ont joué un rôle énergique, et ce n'est pas sans raison que le plus célèbre de ses poètes contemporains, M. Héliade, a vanté leurs exploits :

« Mircéa a rassemblé ses phalanges guerrières, sa voix a retenti, et Mourad vaincu se retire humilié! La Roumanie est libre des Karpathes à l'Ister, et le Danube, témoin de cette lutte glorieuse, a cru voir les Romains renaître sur ses bords.

« Ici flottent les étendards libres et victorieux de Michel, le brave des braves. Sur ses pas triomphans accourent ces guerriers, vrais enfans du Capitole. Buzesco sème l'épouvante parmi les Tartares; à ses pieds, l'orgueilleux khan mord la poussière. Kalophiresco marche sur ses traces et cueille dans les champs de l'honneur ses plus beaux lauriers.

« L'autel s'écroule sous des coups redoublés; mais, s'armant de la croix, signe du triomphe, Farkas ranime le courage de l'armée, et devient le bras vengeur que Dieu même soutient. L'aigle roumaine prend son vol au-delà de ces monts qui lui restent soumis, et rien ne borne plus son vol impérieux. »

Il ne faut pas chercher en général dans la poésie populaire des souvenirs très précis; cependant on y trouve un admirable sentiment de la réalité. Les peuples que les Roumains ont dû combattre sont caractérisés avec une vérité que l'historien lui-même pourrait envier. Les terribles pasteurs au teint jaune, que les steppes de l'Asie septentrionale ont vomis sur l'Europe et qui l'ont fait trembler au temps d'Attila, de Batou-Khan, fils de Gengis-Khan, et de Timour-Leng, ont causé des maux infinis avant et après l'arrivée des Turcs, qui appartiennent, comme eux et les Magyars, à la famille ougro-tatare ou touranienne. S'ils ont inquiété la France au siècle de Louis IX, la France, que son éloignement et ses res-

sources militaires semblaient mettre à l'abri de leur fureur, on peut s'imaginer quelle épouvante répandaient dans l'Europe orientale « ces fils du diable et de la sorcière, » ces farouches nomades qui voulaient « rendre au monde sa beauté primitive » en le transformant en un désert, et qui construisaient des pyramides avec cent mille têtes coupées! Attila, le fléau de Dieu, son fils Ellah, les *kagans* (chefs) des Avares, firent successivement des vallées que protégent les Karpathes leur séjour favori. A la tête des Magyars, peuple touranien comme les Huns et les Avares, Almus conquit au xe siècle la partie des états d'Attila nommée « pâturages des Roumains; » Tuhutun, son lieutenant, soumit l'Ardialie; Batou, un des successeurs du Mongol Gengis-Khan, après avoir vaincu les Russes, franchit le Dniester et s'établit en Moldavie, où la ville de Botosani rappelle son séjour. Même après la fondation des principautés, les Tatars, tout-puissans en Russie et en Crimée, firent courir à la nationalité roumaine de perpétuels dangers.

« Là-haut sur le plateau du Dniester, au bord de l'horizon et près de la source Yalpéou (1), là où les *zmeïnes* (2) vont accoucher, là où les lionnes vont se désaltérer, là où les *zernines* (3) se rassemblent, on aperçoit une multitude et encore une multitude de tentes de toute grandeur.

« Au centre, il s'en élève une, la plus haute, la plus belle de toutes. Sa forme est ronde, et elle est tendue de châles de Perse de couleur orange. Elle est liée avec des cordons de soie blanche à des poteaux d'argent. On dirait une tente impériale.

« Quel est l'habitant de cette tente splendide, l'habitant et le maître? C'est Ghiraï, le vieux khan, dont la ceinture est ornée d'un riche *kanjar*. De nombreux Tatars l'entourent, des Tatars aux yeux ronds et petits comme les trous d'un crible; ils restent tous agenouillés sur un tapis à la laine frisée. »

Ce début, plein de vie, nous transporte dans la Moldavie du xve siècle, le siècle d'Étienne le Grand, époque véritablement extraordinaire, où la Roumanie semblait voir l'Orient tout entier acharné à sa perte. Infidèles et catholiques s'entendaient fort bien alors contre les Moldaves *schismatiques*. L'armée d'Alexandre le Bon fut écrasée en 1431 par les Polonais et les Tatars réunis. Dans l'intervalle qui s'écoula entre ce désastre et la victoire de Pasta, où Alexandre II anéantit l'armée polonaise, la Moldavie fut exposée à une de ces *razzias* dont parle la ballade intitulée *le Roumain Groué Grozovan*. Cette ballade nous montre dans les guerriers moldaves l'énergie indomptable qui fait comprendre les quarante victoires du

(1) Rivière de la Bessarabie.

(2) Femelles des *zméi*, dragons, monstres fantastiques. Les *zméi* ont donné leur nom à la grande ville roumaine de Zmeïl.

(3) Monstres femelles analogues aux *zméines*.

grand Étienne. Non loin de la tente du khan de Crimée, sous le chêne du Trépassé, un Roumain est enchaîné. Deux Tatars le torturent, deux autres se préparent à l'empaler, et cependant Groué chante « comme s'il allait à une messe. » Les femmes des Tatars, les épouses des *mirzas* (nobles), se précipitent dans la tente de Ghiraï en demandant la mort du « fameux vaillant » qui a changé en désert une partie de leur pays. Disposé à venger ses sujets, « le grand Ghiraï » tire son *kanjar* et interroge le guerrier moldave, qui répond en se moquant de sa colère :

« Holà hé! vieux khan, laisse ton *kanjar* à sa place, car je suis un fils de Roumain, et je me ris d'un païen tel que toi. Tu me demandes si j'ai donné la mort à beaucoup de Tatars. Qu'il y ait ou qu'il n'y ait plus pardon pour moi, n'importe, je te dirai la vérité. Écoute. »

Après avoir énuméré ses exploits avec une verve vraiment guerrière, Groué déclare qu'il est prêt à mourir, mais qu'il « veut confesser ses péchés, » car, dit-il ironiquement, « je suis bien criminel, bien chargé de péchés! J'ai séduit ta propre sœur, et j'ai tué ta mère, et j'ai massacré ton jeune frère, et j'ai brûlé vif ton vieux père. » Ghiraï consent à envoyer le Moldave auprès d'un prêtre chrétien qui « chante des psaumes nuit et jour dans l'intérieur d'un monastère; » mais Groué se précipite sur son escorte, fait le signe de la croix, saisit une hache, disperse les *mirzas* et leurs gens, puis il pénètre dans l'écurie du khan, où il s'empare d'un « cheval qui n'a jamais vu la lumière du jour depuis que sa mère l'a mis au monde (1). » Monté sur ce « poulain de quatre ans, » il s'élance à l'entrée de la tente du khan, et défie ses coursiers et ses cavaliers. Les Tatars volent à sa poursuite sur le steppe, couvert d'herbes sauvages et d'ivraie, sans pouvoir atteindre le cheval noir, qui dévore l'espace et hennit avec fierté. Tout à coup, au moment où les « païens » sont dispersés dans la plaine sans limites, Groué se retourne, « se précipite comme un ouragan dans un champ de blé, » atteint les Tatars les uns après les autres, et les moissonne avec son glaive comme des gerbes d'épis mûrs. Après cet exploit, le héros moldave quitte le Boudjiak (2) et revient en Moldavie, « pareil au soleil, qui répand à la fois la lumière et la chaleur, car il fit beaucoup de bien en ce monde, afin de racheter son âme. »

L'islamisme, que les Tatars européens finirent par embrasser tous, amena aux bords du Danube des races encore plus hideuses que la race jaune. Lorsqu'une partie de l'Afrique se fut rangée sous

(1) Allusion à un préjugé populaire des Roumains. Tout cheval, pour devenir bon, doit être élevé trois ans dans les ténèbres.

(2) Partie basse de la Bessarabie.

l'étendard de Mahomet, on vit apparaître jusque sur les rives du vieil Ister des représentans de la famille éthiopienne. L'horreur que les nègres inspirèrent aux fils du Latium est exprimée avec une singulière énergie dans la dramatique ballade de *Kira*. Sept bateaux et sept chaloupes sont arrivés dans le port de Braïla. Leur maître est « un Africain noir et hideux, au crâne couvert d'écailles de poisson (1), aux lèvres rouges et épaisses, aux yeux à fleur de tête et aux dents éraillées. » Cet étrange Othello est frappé de la beauté de Kira, et il lui parle ainsi : « O Kira, Kiraline, fleur de jardin, fée enchanteresse, viens avec moi; je te soignerai tendrement et te donnerai de belles robes lamées d'argent qui dessineront ta jolie taille, et de grandes *paftalés* (agrafes) de perles fines et de petites *paftalés* faites d'*irmiliks* (monnaie turque) d'or. » Kira ayant répondu en riant qu'aucune alliance n'est possible entre les corbeaux et les hirondelles, l'ardeur de ces passions africaines que Shakspeare a si bien exprimées décida le nègre couvert d'écailles à ne rien ménager. Il enleva Kira, la jeta dans un de ses caïques, et se mit à descendre le fleuve pour gagner la Turquie; mais les frères de la jeune Roumaine, les « brigands de Braïla, » gagnèrent le caïque à la nage, précipitèrent l'infidèle dans les flots, et malgré les protestations d'innocence que Kira opposait à leurs reproches, la condamnèrent, comme complice du nègre, au plus cruel supplice. Afin qu'elle pût être changée en négresse, ils décidèrent qu'elle serait brûlée vive. Le poète, après avoir décrit d'une manière vigoureuse la mort tragique de la pauvre Kira, raconte que « les serpens du Danube » jetèrent au vent les cendres de leur sœur en s'écriant : « Ossemens chargés de péchés, poudre des ossemens, puisse la terre vous engloutir à jamais! Puissent les vents vous porter dans un désert nu et sans bornes, par-delà neuf océans immenses et par-delà neuf immenses continens! » Cette scène lugubre est empreinte de l'âpre génie de l'Ancien Testament, et de l'horreur qu'il inspire pour les races dégradées ou perverties par le paganisme. Moïse comme Samuel, le législateur comme le prophète du peuple élu, auraient approuvé assurément la conduite des frères de Kira. Il suffit de rappeler l'extermination des Chananéens et le supplice d'Agag. Ces opinions ont en Orient de profondes racines. Les purs adorateurs d'Ormuzd avaient une haine incurable pour la race jaune du Touran glacé; les sectateurs du brahmanisme, les Aryas, favorisés du ciel, abhorraient les autochthones barbares de l'Inde primitive; les Israélites se rappelaient que la malédiction de Noé pèse sur la tête des fils de Chanaan.

(1) Cette expression mythologique est destinée à peindre la chevelure crépue, souvent enduite de graisse et luisante, des nègres.

Les Latins ne pouvaient porter dans leurs conflits avec les Magyars les mêmes sentimens que dans la lutte contre la barbarie asiatique ou africaine. Quoique appartenant, comme les Turcs, à la famille touranienne, les Magyars sont devenus complétement européens par la profession de la foi chrétienne et par leur établissement parmi les peuples indo-germaniques. La Roumanie a eu avec eux de fréquens rapports, et leur a même donné le plus illustre de leurs chefs, le grand Hunyad, dont l'origine valaque n'est plus contestable. Toutefois, avant leur conversion au christianisme, ils ont été de dangereux voisins, et se sont au xe siècle emparés d'une province tout entière, la Transylvanie. Depuis qu'ils sont devenus catholiques romains, leur zèle persécuteur les a plus d'une fois décidés à franchir les Karpathes. Il ne faut donc pas s'étonner de les voir classés par la poésie populaire des Roumains au nombre de leurs adversaires acharnés. Les Valaques pouvaient-ils oublier qu'ils avaient eu à repousser au XIVe siècle une formidable invasion magyare? Jean Ier Bassaraba (1324-1340) anéantit l'armée de Charles-Robert, qui périt lui-même dans « cette vallée de la mort » où les Valaques l'avaient attiré. *Mihou* et *la Colline de Bourtchel* renferment de brèves réminiscences de ces luttes de la nationalité roumaine contre ces « braves aux larges nuques, — braves sans salaire! — portant grands shakos — et de longues tresses — tombant sur leur dos. »

Étienne le Grand, *domnu* de Moldavie, eut la destinée singulière d'être appelé à combattre tous les peuples voisins de la *t'era romanesca*. La vie de cet homme extraordinaire ne fut qu'une longue bataille contre des adversaires qui semblaient se succéder dans l'arène. Étienne IV monta sur le trône de Bogdan (1) à une époque critique (1436). Depuis la mort d'Alexandre le Bon, ce Louis IX de la Moldavie, le pays était livré aux discordes civiles. Mahomet II, qui venait d'entrer à Constantinople (1453), menaçait de franchir le Danube et ensuite les Karpathes, et de détrôner le césar de Vienne après avoir renversé l'empereur d'Orient. Valaques et Moldaves étaient déplorablement désunis, — c'est la plaie des nations méridionales, — et disposés à se combattre plutôt qu'à s'entr'aider. Les Polonais n'avaient aucune sympathie pour les sujets d'Étienne, qu'ils accusaient d'avoir un esprit intraitable, et ne leur avaient point pardonné la sanglante défaite de Pasta (1450). Polonais et Magyars prétendaient transformer les Moldaves en vassaux obéissans. Toutes les armes étaient bonnes aux yeux des ennemis de la Moldavie; mais Étienne savait tenir tête à tous les genres d'atta-

(1) Fondateur de la principauté à la fin du XIIIe siècle, 1292.

ques. Il pensait, comme les Romains ses ancêtres, que « pour combattre un ennemi, la ruse et la force sont également bonnes. » De petite taille, ainsi qu'Alexandre de Macédoine, Guillaume le Conquérant et Napoléon, il était actif et infatigable. Sa sobriété était remarquable, même en Orient. Quoique porté à la colère, il savait dissimuler mieux que personne. Impétueux dans l'attaque, il était calme et résigné dans les revers. Convaincu qu'il fallait frapper de terreur des voisins impitoyables, il versait leur sang par torrens, et luttait de représailles avec les musulmans eux-mêmes. Après la triple victoire qu'il remporta à Leipnitz sur les Tatars, il fit décapiter Carsik, fils de leur khan Maniak, et empaler les ambassadeurs du khan, qui réclamaient avec arrogance le jeune prince prisonnier. Lorsqu'il eut écrasé les Ottomans à la bataille du Burlatu, il jeûna pendant quarante jours et ordonna qu'on empalât ses prisonniers. Le roi de Pologne Jean-Albert s'étant jeté sur la Moldavie avec une armée de quatre-vingt mille hommes, composée de Polonais, de Galiciens et de Russes, Étienne tailla en pièces cette armée dans la forêt de Cosmine, attela ses vingt mille prisonniers à des charrues, leur fit labourer et ensemencer les champs qu'on a depuis nommés la Forêt-Rouge, parce qu'elle était née dans le sang des vaincus. Les rigueurs d'Étienne n'empêchent point la poésie populaire de présenter le vainqueur de Vasloui et de Romano comme le prince chrétien par excellence. Qu'on se rappelle les idées qui dominaient au moyen âge. Les croisés s'enivrèrent de carnage à la prise de Jérusalem; même au XVIIe siècle, les guerres ordonnées par Louis XIV, — M. Michelet l'a prouvé, — avaient un caractère atroce: il suffit de citer l'incendie du Palatinat. Gardons-nous donc de reprocher au plus grand homme de la Roumanie, à cet Étienne qui fut à la fois un législateur, un diplomate et un héros, d'avoir eu les défauts de son temps. En le peignant avec des traits vraiment épiques, la poésie populaire des Roumains lui a conservé sa véritable physionomie.

Le *domnu*, suivi d'un immense cortége, se dirige à cheval vers l'église de Vasloui :

« Par un beau jour de grande fête — se levait un soleil radieux — qui répandait la joie dans le monde — et le couvrait d'un voile d'or. — Les cloches sonnaient à grandes volées; — les clochers tremblaient sur leurs bases. — Les étalons, couverts d'écume, — mordaient leur frein d'impatience. — Les drapeaux se dressaient dans l'air, — puis s'inclinaient respectueusement; — c'est que soudain venait d'apparaître, — brillant comme un second soleil, — le prince Étienne le glorieux, — le prince de Moldavie l'invincible! »

Arrivé près de l'entrée du temple, il entend la voix d'un laboureur

qui excite son attelage : *Haye, ho, hay, ho, boourean* (1)! Saisi par les *pantziri*, le laboureur est amené dans la ville et interrogé par le prince. « Sois sans peur, pauvre Roumain; — dis-nous quel est ton nom. — Je suis sans peur, car je suis Roumain. » Après avoir dit son nom et sa profession, Choïman Bourtchel ajoute avec la mâle énergie d'un vétéran que le malheur n'a pas abattu :

« Avant d'être ce que je suis... un laboureur, — j'avais un superbe étalon — et une massue formidable — hérissée de gros clous pointus, — laquelle, quand je la brandissais, — écrasait huit ennemis à la fois — et laissait de larges vides dans leurs rangs. — Hélas! au temps où j'étais encore — un homme valide pour la guerre, — j'ai abattu bien des ennemis; — mon bras a brisé bien des têtes, — et de Tatars et de Lithuaniens, — et de Hongrois orgueilleux. — Mais au combat de Resboeni — la massue s'échappa de ma main — sous le coup d'un sabre païen. — Hélas! elle ne tomba pas seule à terre, — ma main aussi tomba avec elle — à côté du païen qui tomba. — Depuis lors je ne sais plus que devenir, — car je suis resté pauvre et invalide; — je n'ai ni maison, ni charrue, — ni jeunes bœufs à mettre au joug. — Vainement j'ai prié et encore prié — tous les riches habitans du village — de me prêter une charrue pour une heure, — afin de labourer un coin de terrain. — Pendant six jours, je les ai suppliés — sans qu'ils fissent attention à moi. — Alors, prince, j'ai quitté le village — et suis allé trouver mon frère; — il m'a prêté sa charrue aujourd'hui, — et j'ai commencé aujourd'hui mon labour, — car l'homme pauvre n'a pas sa place au soleil; — il n'a point, hélas! de jours de fête, — mais rien que des jours de labeur! »

Je ne sais si je me trompe, mais il me semble qu'on trouve peu de morceaux dans les chants populaires de l'Europe orientale comparables au discours de ce Bélisaire roumain, de ce vieux soldat mutilé pour la patrie et oublié dans la misère. Avec quelle noble fierté il rappelle son ancienne valeur et son dévouement à la *t'era romanesca!* Comme il mêle habilement ce nom glorieux de Resboeni, justement cher au cœur d'Étienne, au récit de ses services, mettant en quelque sorte son sort sous la protection d'un souvenir dont le prince a le droit d'être fier! Quelle simplicité mâle dans la narration de son infortune! La réponse d'Étienne n'est pas d'une moindre beauté. Il veut récompenser le vétéran tout en lui donnant encore l'occasion de servir la patrie; il veut que sa destinée soit unie à celle de son prince, et qu'il veille pour lui à la frontière, constamment menacée. Bourtchel a perdu son bras en combattant pour la terre roumaine; il lui consacrera ce qui lui reste de forces et de facultés. La colline qu'il vient de labourer lui appartiendra avec six bœufs et

(1) C'est le cri que les paysans roumains adressent aux bœufs et aux chevaux pour les exciter au travail.

une charrue d'Étienne. Une seule charge lui est imposée. — Tu te posteras, dit le *domnu*, au sommet du coteau :

« En sentinelle vigilante, — et à la vue des hordes de Tatars — qui envahiraient le pays, — tu crieras de toute la force de ta voix : — « Alerte! Étienne, aux frontières! — Alerte! voici l'ennemi!... » — A ta voix, à ton cri de guerre, — je me lancerai comme un *zméou*, — et du Tatar sur la terre moldave — il ne restera pas même de traces. »

Un des écrivains les plus distingués de la Moldavie, M. Negruzzi, a aussi cherché un sujet de poème dans cette invasion magyare de 1486, qui se termina par la glorieuse journée de Romano. Il a célébré dans Movila un autre Roumain, qui a dû la faveur d'Étienne à une intrépidité exceptionnelle. A peine Étienne avait-il écrasé l'armée ottomane à la bataille de la Vallée-Blanche qu'il fut obligé de se tourner contre le général magyar Kraïot, qu'il atteignit dans la plaine de Romano (6 mars 1486). Les premiers feux du précoce printemps de la Roumanie resplendissaient sur la brillante armée moldave. Le *vornik* (maire et préfet) Boldur était à la tête de l'infanterie, le *paharnik* (échanson) Costa commandait la cavalerie; les troupes étaient animées d'une belliqueuse ardeur. Les *trabanti* (hallebardiers), aux longs cheveux tressés et pendant jusqu'aux reins, brandissaient leurs armes; les *séiméni* (archers), vêtus d'une courte jaquette, agitaient leur longue massue. Le soleil faisait étinceler les arquebuses des *armasi* (fusiliers), les casques ailés des *pantziri* (gendarmes), et les cottes de mailles dont étaient couverts, ainsi que leurs chevaux, les redoutables *lefedgi* (dragons). La multitude des *mosneni* (propriétaires non nobles) s'avançait sous les ordres des boyards revêtus d'habits brodés d'or, de dolmans aux riches fourrures, et dont le large cimeterre sortait du fourreau en velours rouge. Étienne était à cheval au milieu des pages et des *aprodi* (hérauts) à qui était confié le drapeau qui porte le « signe formidable, » la tête du taureau des Karpathes, l'antique Urus adoré par les Daces.

« Le vieil étendard de la Moldavie flotte devant lui. — A ses côtés se dresse le vétéran de toute l'armée, — le *hetman* Arbure, qui en main porte cette terrible masse — qu'il lançait jadis comme un enfant une balle, — et qu'aujourd'hui le bras le plus robuste pourrait à peine remuer; — d'autre arme, il n'en a point, il n'en a pas voulu, — car il aime à écraser son ennemi d'un seul coup. »

Lorsque les deux chefs ont harangué leurs troupes, le *boutchoum* (trompe en bois de cerisier) donne aux Roumains le signal de l'attaque. La mêlée est affreuse. Kraïot cherche Étienne, tandis que le prince moldave est avide du sang de Kraïot.

« De son bras intrépide, Étienne se fait jour à travers les ennemis, — et de leur sang versé la terre rougit autour de lui. — D'une balle atteint, son cheval — écume, chancelle, tombe, pousse un dernier hennissement et meurt. — Étienne est tombé avec lui. — « Mes pages, s'écrie-t-il, ne vous rendez pas, serrez-vous autour de moi. » — Kraïot, qui a vu sa chute, crie de son côté : « Compagnons, victoire! — L'ennemi est tombé, il est mort; — mettez la main dessus, jetez-le aux corbeaux, qu'ils trouvent aussi — à se réjouir quand nous assouvissons notre vengeance! »

A ce cri : « Enfans, ne vous rendez pas! » Purice, un des *aprodi* d'Étienne, met pied à terre, relève le *domnu* et lui présente son cheval; mais ce cheval étant très grand et Étienne très petit, Purice se met à genoux : « Seigneur (*domnule*), dit-il, permets-moi de te servir de taupinière, » et, plaçant le pied d'Étienne sur son épaule, il l'aide à monter en selle. « Taupinière! répond Étienne avec la gaieté latine; tu seras *movila* (colline)! » Après la bataille, le prince, rentré à Suciava, sa capitale, fit venir Aprod Purice. « Purice, lui dit-il, tu m'as servi de taupinière, tu porteras désormais le nom de Movila; tu m'as prêté ton cheval, je te donne cinq terres; tu m'as apporté la tête de Kraïot, je te fais grand *armas* (maître d'armes, chef de l'artillerie et des fusiliers), et je t'accorde la main de la fille du brave *pârcalab* (maire) de Romano que les Magyars nous ont tué. » Cent ans plus tard, un descendant de Purice, Jérémie Movila Ier (1595-1600), montait sur le trône d'Étienne le Grand.

Après la mort du vainqueur de Romano, les Moldaves, environnés d'ennemis, furent forcés d'accepter sous Bogdan V (1504-1517) la suzeraineté des Turcs. Bogdan se montre dans les ballades aussi résolu que son père; pourtant dans le chant populaire qui porte son nom il est éclipsé par le glorieux prince Étienne, le héros invincible, assis sur un trône doré au milieu d'une vaste salle pleine de boyards, de guerriers, *hetmans* et *vestiars*, «aussi riches qu'ils étaient braves.» L'humiliation que le successeur du héros fut obligé de subir est symbolisée par son alliance avec « la fille du riche Litéan, qui a abjuré sa religion. » Le « renégat, ravi au fond de l'âme, » caressant « sa vieille moustache avec satisfaction, » n'est-il pas le type de ces chrétiens apostats qui virent avec joie les soldats de l'invincible Étienne subir la suzeraineté des padishahs?

Cependant la période de vassalité, trop décriée, eut ses héros et ses martyrs. Dans la ballade intitulée *Codréan*, la poésie populaire nous montre en traits saisissans l'impression que faisait sur le peuple la suzeraineté des Turcs dès l'origine même de cette suzeraineté. Quatre-vingt-dix ans après l'avénement du grand Étienne (1546), Élie II (Iliech-Voda) montait sur le trône des *domni* de la Moldavie, et déjà les inconvéniens de la vassalité ne pouvaient être

dissimulés. Sans doute les traités conclus avec les padishahs avaient en principe sauvegardé tous les droits essentiels des Roumains. Mircéa 1er, qui signa le premier traité avec les Ottomans, n'était pas homme à faire des concessions excessives. Étienne mourant reconnut lui-même la nécessité pour les Moldaves d'un arrangement pareil à celui que les Valaques avaient accepté. Les Roumains conservaient leurs droits civils et religieux : ils élisaient leurs princes, ils pouvaient même interdire l'exercice du mahométisme sur leur territoire; mais l'histoire des protectorats est toujours et partout la même. Si le protégé est fort, il se fatigue d'être vassal; s'il est faible, il finit par se transformer en sujet plus ou moins docile. Assurément jamais le croissant, qui a si tristement brillé sur les murs d'Athènes, de Belgrade et de Moscou, n'a eu la gloire de remplacer la croix, signe auguste de la liberté du monde, sur les tours de Bucharest et de Iassy. Toutefois nos suzerains s'habituèrent à s'immiscer dans nos affaires à mesure que l'esprit militaire s'affaiblissait parmi les « fils du Capitole. »

Codréan nous fait assister au début de ces envahissemens. Le Turc ne parle pas encore en maître : il nomme le *domnu* mon prince, mon seigneur, il se jette à ses genoux pour obtenir la grâce qu'il sollicite; mais déjà Codréan « le brave brigand, » Codréan « l'homme intelligent et expérimenté, » peut s'exprimer ainsi : « O mon prince, n'ajoute pas foi aux paroles perfides des étrangers! » Le poète, organe des sympathies et des rancunes populaires, préfère évidemment les *brigands* aux envoyés de Stamboul et même aux princes, quand ils leur obéissent servilement. Le *brigand*, qui fait ici son apparition pour la première fois dans les ballades roumaines, ne saurait être confondu avec les malfaiteurs de l'Italie ou de l'Espagne. Il est évidemment le frère du klephte hellénique et du *haïdouk* des Serbes et des Bulgares. Assurément il ne professe pas un grand respect pour la loi, parce que rien ne lui paraît légitime quand une volonté étrangère peut influer plus ou moins puissamment, comme cela arrivait en Roumanie, sur les décisions des chefs de l'état, ou quand la loi n'est plus que l'expression des caprices des pachas, comme cela avait lieu en Grèce ou en Servie. Aussi, loin de rougir de la lutte qu'il soutient contre le pouvoir, le *brigand*, qui se donne à lui-même le nom de *brave*, et à qui le prince lui-même ne refuse pas ce titre, Codréan, saisi par la *potira* et mené à Iassy, « où règne Iliech-Voda, » Codréan n'éprouve-t-il aucun embarras à répondre au *domnu :*

« Altesse princière (*domnule, maria ta*), je jure, par le nom de la sainte Vierge, que je n'ai pas tué de chrétiens depuis que je parcours le pays en brave. Quand je faisais rencontre d'un chrétien, je partageais avec lui en

frère : s'il possédait deux chevaux, j'en prenais un pour moi et lui laissais l'autre; s'il possédait dix piastres, j'en prenais cinq et lui en laissais cinq. Quand je rencontrais un pauvre, je cachais ma hache et remplissais ma main d'or pour le donner au malheureux; — mais lorsque j'apercevais un Turc, oh! alors, je ne pouvais résister au désir de lui trancher la tête et de la jeter en proie aux corbeaux! »

Boujor, autre type de *brigand* moldave, n'est pas traité par la poésie populaire avec moins de bienveillance que Codréan. L'auteur de la remarquable ballade qui porte son nom le met aux prises, non pas précisément avec les Turcs, mais avec les instrumens trop dociles de la puissance suzeraine, avec ces *ciocoï* (pieds-plats) qui ont servi et trahi tour à tour tous les adversaires de la nationalité roumaine, et qui se sont consolés de la haine et du mépris qu'ils inspiraient aux âmes honnêtes avec l'argent et les décorations de l'étranger. On comprend sans peine que le peuple ne les plaignait guère, lorsque quelque *brave*, tel que Boujor aux cheveux roux, mettait la main sur un argent aussi mal acquis. Aussi tous font-ils à Boujor l'accueil le plus cordial. Les jeunes filles lui donnent des baisers qui « leur font perdre la raison. » Les juges du *divan* l'ayant interrogé, il montre la même assurance que Codréan.

« Stefanitza, brigand fameux, as-tu fait mourir beaucoup de chrétiens?

« — Je n'ai jamais commis de meurtre, mais j'ai rossé bien des *ciocoï!*

« — Boujor, brigand fameux, avoue franchement où tu as caché tes richesses, si tu veux sauver tes jours.

« — Je les ai enfouies au pied des arbres pour que les pauvres puissent les découvrir et s'acheter des vaches et des bœufs de labour. »

Cette sollicitude de Boujor pour la misère de la multitude lui assure toutes les sympathies de la foule. Lorsqu'il est envoyé à la potence et qu'il monte l'échelle, « noir sentier des morts, » tous « les pauvres se désolent et pleurent amèrement, » comme s'ils avaient perdu un protecteur.

Mihou est peint avec la même complaisance, évidemment à cause de la bravoure qu'il montre contre les Magyars. Les poètes populaires sont indulgens pour ceux qui conservent, même dans une vie désordonnée, l'amour de la patrie et la haine du joug étranger.

« Sur le mont Barbat, — par un chemin creux, — chemine en chantant — le jeune Mihou, — beau, fier comme un paon, — vrai paon des forêts, — vrai chef de brigands. — Il s'en va chantant, — jouant du *kobouz* (1), — d'un *kobouz* en os, — au chant mélodieux. »

Tout en parcourant les bois sur son *mourgouchor* (2), Mihou

(1) Flûte.

(2) Diminutif de *mourgo*, cheval bai.

tombe sur une bande de brigands, « tous Hongrois de cœur, » commandés par Ianock, le vieux Magyar à la barbe hérissée et au cœur d'acier. Sans s'effrayer de leur nombre, Mihou le Moldave les charme d'abord par « un chant fier et beau, un vrai chant de brave. » Il provoque ensuite Ianock à la lutte, le soulève, le jette à terre et lui tranche la tête; puis, se tournant vers les « autres Hongrois » frappés d'épouvante : « Vous, les valeureux, dit-il, — vous, les Haramins! — celui de vous qui — pourra soulever — ma lourde massue, — lourde comme elle est, — et ma carabine, — lourde comme elle est, — et toutes mes armes, — lourdes comme elles sont, — que celui-là vienne — pour fraterniser, — et faire avec moi — le métier de brave — dans les bois profonds! » — Tous les Hongrois ayant échoué, « Mihou le vainqueur, — de son petit doigt — soulève les armes — et reprend sa route. »

Les Roumains de la Transylvanie étaient restés libres jusqu'au xe siècle. Vaincus par les fils d'Attila à Gyula, ils furent soumis au servage par les Magyars et par les Szeklers (1). Ces deux peuples belliqueux s'habituèrent à traiter les descendans des colonies romaines comme une race inférieure. Lors même qu'ils eurent paru abdiquer leur nationalité en se donnant à l'Autriche, ils continuèrent d'exciter le ressentiment des Roumains par leur intolérable orgueil. A la fin du XVIIIe siècle, à l'époque où la France allait être régénérée par sa mémorable révolution, en 1784, un paysan nommé Horâ osa méditer la délivrance de sa race. Ce pâtre illettré voulait réunir en un seul corps les membres déchirés de la vieille Roumanie. Après avoir satisfait aux colères séculaires de ses compatriotes par de terribles exécutions, il prit le titre significatif d'empereur de la Dacie. Le « césar de Vienne » vit d'abord avec une joie secrète l'humiliation des fiers Magyars; mais, lorsque Horâ ne craignit pas d'avouer l'étendue de ses projets, Autrichiens et Magyars se réunirent contre les paysans roumains, et le 28 février 1785 Horâ et Clasca, son lieutenant, expiraient sur la roue. On voit encore dans quelques chaumières transylvaines le portrait de « l'empereur de la Dacie » avec cette mélancolique inscription : *Hora be si hodineste, — t'era plange si plateste* (2).

Notre siècle réservait un vengeur aux insurgés de 1784. Abraham Ianko, le « roi des montagnes, » fils d'un riche paysan, avait d'abord été destiné à l'église. Reçu avocat, il se retira parmi les montagnards, afin de réveiller parmi eux le sentiment national. M. Papiu Ilarianu, l'historien des *Roumains de la Haute-Dacie*, a raconté

(1) Autre peuplade touranienne qui a précédé les Magyars en Transylvanie.

(2) « Horâ boit et se repose (maintenant). — La patrie gémit et paie. »

comment il profita des événemens de 1848 pour lever contre les Magyars l'étendard tricolore. Soixante mille Roumains, armés de haches et de faux, se rassemblèrent à Blajium, au « champ de la liberté. » Après cette réunion solennelle, Ianko, persuadé que la lutte était imminente, se retrancha dans ses montagnes natales, près d'Abrud-Banya. Bientôt le « pays des mines » devint le centre d'une insurrection nationale. En vain le célèbre Bem, après avoir repoussé les Autrichiens et les Russes, après avoir soumis aux Magyars la Transylvanie entière, essaya-t-il de forcer Ianko dans la retraite où il bravait l'ennemi, partout triomphant. Le major Hatvany, envoyé contre lui avec trois mille hommes, fut complétement battu. Dans une seconde affaire, deux mille de ces cavaliers dont les Magyars sont avec raison si fiers restèrent, sauf quatre-vingts, sur le champ de bataille. Kemeny Forkos ne fut pas plus heureux que Hatvany. Ianko harcelait ses troupes, et ne lui laissait pas une heure de repos. Lorsque les Roumains, pareils à l'avalanche, descendirent de leurs montagnes, l'air menaçant et la pique en avant, on eût cru voir les légionnaires de Rome se précipitant sur les farouches soldats d'Attila. On sait par quelles fautes les Magyars succombèrent. Lorsque l'intervention russe, conséquence naturelle de ces fautes et d'une haine insensée contre les Roumains et les Slaves du sud, eut amené leur défaite, Ianko, qui croyait à la reconnaissance des empereurs apostoliques, réclama en vain ces institutions nationales pour lesquelles il avait combattu. L'Autriche lui offrit ironiquement des décorations et des récompenses. Le « roi des montagnes, » indigné d'une pareille déloyauté, se retira dans les solitudes, théâtre de ses triomphes, en protestant contre l'astucieuse politique dont il ne s'était point assez défié.

J'ai cru devoir insister sur ces faits pour démontrer que nos poètes populaires n'ont pas tort d'attribuer à la nation roumaine, considérée dans son ensemble, un esprit militaire qui n'attend que des circonstances favorables pour se réveiller dans les parties de la Roumanie où il semble le plus endormi. S'il a fallu quatre siècles aux Hellènes pour se préparer aux immortels combats de 1821, faut-il s'étonner des hésitations et des fautes d'un peuple qui renaît à peine à la vie politique?

II.

Les chants populaires de la Roumanie ne contiennent pas seulement une curieuse appréciation de l'histoire des populations roumaines : on y trouve encore une peinture très exacte du caractère et des tendances des Latins du Danube.

Dans les *piesmas* de la Servie, l'amitié paraît plus forte que l'amour même. Ce trait révèle un peuple très susceptible de sacrifier toutes ses divisions et toutes ses convoitises aux nécessités d'une lutte contre l'ennemi commun. Les ballades roumaines prouvent que les habitudes latines l'emporteront toujours dans les principautés unies sur les traditions des autres races. Cependant on retrouve en Roumanie, comme chez les Hellènes et chez les Slaves du sud, les frères d'adoption, les ἀδελφοποιοί des Grecs. Les contes et les ballades font souvent mention des « frères en croix » ou « frères de la croix, » qui contractaient par une cérémonie mystérieuse l'obligation de se sacrifier les uns pour les autres. L'essentiel de cette cérémonie était le mélange du sang, qui s'opérait à l'aide d'incisions en forme de croix pratiquées sur le bras droit. La ballade intitulée *Balaurul* (le serpent) fait allusion à cet usage. Deux Roumains deviennent frères en croix après la mort d'un monstre, « grand serpent aux écailles vertes, » qui essayait de dévorer un « jeune brave. » L'apparition du dragon, ce symbole par excellence du mal et du péché, et sa défaite après un périlleux combat, n'indiquent-elles pas que les frères en croix se proposaient un but plus élevé que la défense des intérêts individuels? Pourtant rien n'atteste que chez les Roumains l'esprit d'association ait joué le rôle considérable que lui ont toujours assigné les Grecs. Ceux-ci ont admirablement compris que leur résurrection nationale devait être préparée par une vaste organisation, devenue célèbre sous le nom d'*Hétérie* (Ἑταιρία). Tout porte à croire que, si l'intrépide Ianko avait eu la prévoyance de Rhigas le Libérateur, l'Autriche eût été forcée, après la défaite des Magyars, de faire au « roi des montagnes » et à ses soldats des concessions considérables. Les défenseurs de la Roumanie, toujours pris au dépourvu, ont nécessairement succombé dans l'isolement, et, ne trouvant pas dans les montagnards des Karpathes ces klephtes indomptés spontanément organisés par un énergique esprit d'association, ce pays n'a jamais eu au moment des invasions le noyau d'une armée disposée à braver tous les dangers. Codréan et Boujor étaient des exceptions, et n'avaient pas même, à ce qu'il semble, pris les armes pour échapper à l'oppression, tandis que les klephtes helléniques formaient, comme les *haïdouks* chez les Serbes, des bataillons indociles si l'on veut, mais d'une intrépidité exceptionnelle, et animés d'une haine héréditaire contre la domination étrangère.

Si la poésie populaire des Roumains est inférieure aux *piesmas* quand il s'agit de peindre l'amitié, elle leur est fort supérieure toutes les fois qu'il est question de décrire les enivremens de l'amour. Dignes fils de l'ardente Italie, qui a consacré à décrire cette passion la plus grande partie de ses chefs-d'œuvre poétiques, les Roumains

parlent avec un enthousiasme souvent dithyrambique de la beauté des « femmes latines à la taille svelte. » La poésie populaire, vive et sincère expression du sentiment national, nous entretient sans cesse des Roumaines, pareilles « à la fleur du muguet, » pour qui l'on épuise toutes les formules que peut suggérer l'admiration. Ces « tourterelles chéries, » ces vierges « aux cheveux dorés, » ces « fées enchanteresses, » aussi « belles que des impératrices, blanches et ravissantes comme des lis d'argent, » dont les lèvres paraissent « semblables à une fleur rose, » sont les femmes les plus respectées de l'Europe orientale. On a déjà ici même remarqué avec raison que la condition des Roumaines est très supérieure à celle que les mœurs ont faite aux femmes en Servie, en Bulgarie, dans la Tsernagora, etc. « La femme, dit M. H. Desprez, au lieu d'être esclave ou séquestrée, règne au foyer roumain; elle en fait librement les honneurs. Le mari ne songe nullement à la cacher aux regards curieux et charmés du visiteur inconnu, et comme elle sait la puissance pénétrante des femmes de sa race, elle manque rarement de paraître pour recueillir d'humbles hommages (1). »

Cette *puissance pénétrante* explique l'amour que la Roumaine inspire, et dont les ballades nous donnent une juste idée. Cet amour n'est point calme comme parmi les Germains; c'est une passion hardie et obstinée. Dans les ballades intitulées *Bogdan* et *la Fille du Kadi*, non-seulement l'amour est assez fort pour triompher de tous les obstacles, mais il ne se préoccupe pas même de la différence des religions, qui élevait autrefois entre les diverses fractions du genre humain des barrières complétement infranchissables. Bogdan, « jeune prince à la taille fine et élancée, » avoue à son père, à l'impitoyable adversaire de l'islam, que « la fiancée de son âme » est fille d'un renégat. Mais qu'importe? « elle a ravi ses yeux, elle est vive comme un oiseau et douce comme une fleur. » Ces motifs paraissent si forts au terrible « Stéfan-Voïvoda, » qu'il accorde avec son consentement de riches présens de noce. Le renégat, moins tolérant que le *domnu* de Moldavie, ordonne de fermer les portes de son manoir dès qu'il aperçoit Bogdan et son cortége; mais l'impétueux jeune homme « fait prendre un élan superbe » à son coursier et franchit les murailles du château. Après être sorti avec le même bonheur de plusieurs autres épreuves, il s'empare de sa fiancée, « couvre ses beaux yeux de baisers ardens, » et, la déposant sur « les coussins d'un riche *radvan* » (ancienne voiture), il part avec elle, accompagné « d'une foule d'autres voitures chargées de belles dames, de vrais jardins remplis de fleurs. »

(1) *Revue des Deux Mondes* du 1er juin 1848.

Jovitza, ayant vu la fille du kadi, la nièce du sultan, et en étant devenu amoureux, prend « un poulain, un jeune *zméou*, » et se met en route pour la rejoindre. Arrivé à la porte d'un « jardin plein de fleurs qui souriaient aux *cadines* (dames turques) et de cadines qui souriaient aux fleurs, » Jovitza demande une fleur « afin de soulager son âme. » La fille du kadi, « rougissant à sa voix, » lui en fait porter trois par une de ses compagnes, « une jeune adolescente aux tresses blondes; » mais Jovitza, tout en serrant sur son cœur ces gages d'amour, n'est pas complétement satisfait. « Toi, la fille du kadi, la nièce du sultan, dit-il, viens m'apporter une fleur, viens me la donner de ta propre main, afin de soulager mon âme. » La belle Turque, ne pouvant résister à cette prière, choisit un œillet, et tandis qu'elle le présente à Jovitza, celui-ci se penche sur sa selle, enlève la jeune fille « comme une plume légère, » la place devant lui sur son cheval, et s'élance fièrement avec sa précieuse conquête.

Cette impétuosité dans la passion éclate avec beaucoup plus d'ardeur dans la ballade *Soarele si Luna* (le soleil et la lune). L'amour inspire à Bogdan et à Jovitza une assez grande indifférence en matière de religion; dans *Soarele*, cette indifférence se transforme en révolte, révolte d'autant plus caractéristique qu'elle a pour théâtre le ciel lui-même, le séjour de la paix éternelle. Le Soleil, personnifié comme au temps du paganisme, le Φοῖβος Ἀπόλλων du divin Homère, n'ayant trouvé aucune femme digne de lui, aucune qui égalât en beauté sa sœur Hélène, « la belle Hélène aux longs cheveux dorés, » lui déclare qu'il est décidé à l'épouser. Hélène lui ayant répondu que « c'est péché, énorme péché, » le Soleil monte vers le trône de « l'empereur qui n'a pas d'égal, » pour lui faire part de sa résolution. Le « seigneur Dieu, » l'ayant écouté en silence, le mène dans l'enfer et dans le paradis; puis il lui dit avec sévérité :

« — Soleil, Soleil radieux, — toi qui es pur de tout péché, — tu as visité le paradis, — tu as parcouru l'enfer; — choisis toi-même entre les deux!

« Mais le Soleil répondit gaiement : — Je choisis l'enfer de mon vivant, — pourvu que je ne sois plus seul, — mais que je vive avec ma sœur Hélène, — Hélène aux longs cheveux dorés. »

Malgré les prodiges que l'Éternel opère pour empêcher cette union coupable, le Soleil s'obstine dans sa révolte. Dieu alors change Hélène en Lune, et les condamne l'un et l'autre « à se suivre des yeux dans l'espace sans pouvoir jamais se rencontrer. » Ne dirait-on pas que le chantre des *Métamorphoses*, relégué au milieu des Gètes, leur a enseigné par quel moyen la Divinité punit les passions criminelles, et que le souvenir de ses discours s'est conservé dans la contrée où il a

vécu exilé? Cette conjecture n'est pas aussi invraisemblable qu'elle le paraît au premier coup d'œil, car la mémoire d'Ovide était restée vivante dans l'imagination du peuple roumain. Lui-même ne nous raconte-t-il point qu'il avait appris à parler comme les Gètes et les Sarmates? Les Roumains de la Bessarabie nomment encore le lac de Cetatea-Alba (ou d'Ackermann) le lac d'Ovide (*lacul Ovidului*). Une ancienne tradition rapporte qu'il est venu des bords du Tibre un homme extraordinaire, qui avait la douceur d'un enfant et la bonté d'un père, que cet homme soupirait sans cesse et parlait quelquefois seul; mais quand il adressait la parole à quelqu'un, le miel semblait couler de ses lèvres.

Le Coucou et la Tourterelle (*Cucul si Turturica*) paraît aussi une idée empruntée aux *Métamorphoses;* mais ici la transformation est volontaire, comme lorsque Jupiter se change en taureau et en cygne pour séduire Europe et Léda. Cette transformation ne fait-elle pas comprendre mieux que tous les discours la puissance d'un amour sans frein, qui ne redoute aucun abaissement pour triompher d'un cœur insensible? Sans s'insurger, ainsi que le Soleil, contre les lois de Dieu, le *coucou* termine son discours à sa « tourterelle chérie » par un trait qui n'indique pas une bien grande orthodoxie, et qui prouve assez qu'à ses yeux l'amour terrestre est bien supérieur à l'amour divin. Quelle différence entre cette ballade et la *piesma* qui nous montre le tsar Lazare abandonnant le trône, la vie et sa chère Militza pour obéir à la voix du ciel!

Cette différence entre le génie mystique des Slaves du sud et l'esprit des Latins du Danube, dignes héritiers de cette Rome qui subordonna constamment la religion à la politique, n'est sans doute pas nettement exposée dans la poésie populaire des Roumains. Cependant l'auteur d'une ballade intitulée *le Pauvre Serbe* (*Serb sarac*) a entrevu la profonde diversité qui existe entre les deux races, du moins dans l'expression de certaines passions. Le Serbe dont ce chant gracieux nous raconte l'aventure est en effet beaucoup moins dominé par les mouvemens impétueux de la sensibilité que Bogdan, Jovitza et le Soleil. *Le Pauvre Serbe* a été évidemment composé à une époque où les fils des vaincus de Kossovo avaient courbé la tête sous le joug ottoman, joug très lourd pour eux, car ils n'avaient pas, comme les Roumains, accepté une suzeraineté qui laissait la nationalité intacte; ils avaient subi tous les inconvéniens de la conquête musulmane. Malgré ce triste état de choses, le jeune Serbe, « pauvre, Dieu sait comme! » conserve le goût des vêtemens splendides qui caractérise sa race. « Ses chausses sont de drap écarlate à cinq ducats l'aune; sa chemise est de soie; ses pieds sont chaussés de sandales festonnées dont chaque feston vaut un ducat, chaque bande une piastre

et chaque courroie un para. » Le cheval qu'il monte est « magnifique. » C'est un cheval du Boudjiak (Bessarabie), et quand ce « brave rejeton des *zméi* hennit, la ville des sultans en retentit tout entière. » La nièce du *padishah*, « fille du khan des Tatares, » entend derrière une fenêtre grillée du *séraï* la voix du Serbe, et elle lui dit:

« Enfant de Serbe pauvre, tu es beau et tu me plais. Approche de la fenêtre; je veux te donner de ma main autant d'*uzluks* (1) qu'il t'en faudra pour soigner comme il faut ton cheval et le ferrer avec des fers en argent, propices pour la course, car sais-tu? frère, chez nous c'est aujourd'hui mercredi et demain jeudi. Demain les Osmanlis doivent se rendre à la plaine de Haïdar-Pacha pour lutter ensemble à la bague, et le khan mon père a résolu d'accorder ma main au vainqueur. »

Le jeudi, les Ottomans arrivent deux à deux à l'endroit désigné pour la lutte. Le sultan à cheval y préside à l'abri d'une tente verte et en caressant sa barbe noire. Les coursiers s'agitent comme les « ailes d'un faucon royal. » Bientôt deux cavaliers devancent tous leurs rivaux. Le premier est un « nègre aux lèvres épaisses et à la tête couverte d'écailles de poisson; » le second est le pauvre Serbe sur son cheval bai du Boudjiak. En vain le nègre a-t-il recours à la ruse pour conserver son avantage : le Serbe, indigné de sa fourberie, l'assomme de « sa main puissante, » enlève la bague et la porte au sultan.

Pour résumer tout ce que j'ai dit de l'influence exercée par l'amour sur les populations roumaines, je ne saurais mieux faire que de citer l'énergique conclusion du *Voile et l'Anneau*. Un fils de roi avait pris pour compagne une « gentille Roumaine, » une simple paysanne. Le roi, indigné de cette mésalliance, fit noyer la jeune fille dans un étang. Lorsque le prince, « beau comme le sapin des forêts au sommet des montagnes, » apprit cette funeste nouvelle, il envoya son cheval à son père et se précipita dans l'étang, « où l'on trouva les deux enfans couchés sur le sable » et les bras entrelacés. Le roi leur ayant fait faire de magnifiques funérailles, du tombeau du prince sortit un sapin et du tombeau de l'épouse surgit un cep de vigne, dont les rameaux flexibles grimpèrent le long des murs de l'église pour aller, le même jour, entourer les branches du sapin. « Dieu! seigneur Dieu! ajoute le poète, frappe de ta foudre vengeresse quiconque brise les liens qui unissent ensemble deux jeunes cœurs. »

L'amour maternel et l'amour filial sont exprimés d'une manière moins pathétique dans les chants des Roumains que dans ceux de la Grèce moderne. Cependant on trouve dans *Miorita*, un des chefs-

(1) Monnaie turque.

d'œuvre de la poésie roumaine, un bel exemple de la tendresse d'un fils pour sa mère et un tableau frappant des angoisses maternelles : — Une petite brebis de Birsa (1) avertit un berger des plaines de la Moldava que ses deux compagnons, un Hongrois et un Vrantchien, ont formé le projet de le tuer. Le berger donne ses instructions à « la gentille brebis : »

« Si tu apercevais jamais, si tu rencontrais une pauvre vieille mère à la ceinture de laine, versant des larmes et courant à travers champs, et demandant et disant à tous :

« Qui de vous a connu, qui a vu un jeune et beau berger, dont la taille svelte passerait par une bague ? Il a le visage blanc comme l'écume du lait ; sa moustache est pareille à l'épi des blés ; ses cheveux sont comme la plume du corbeau, et ses yeux comme la mûre des champs ;

« Alors, ma petite brebis, prends pitié de sa douleur et dis-lui simplement que j'ai épousé la fille d'un roi (la mort) dans une contrée belle comme l'entrée du paradis. »

Cette charmante ballade révèle chez le peuple roumain une sensibilité profonde qui ne s'épuise pas dans les manifestations impétueuses des passions ou dans les affections de famille. Pour les Latins du Danube, l'hospitalité s'exerce aussi bien envers les animaux qu'envers les hommes. La cigogne qui s'est perchée sur le toit du paysan, l'hirondelle qui a construit son nid à l'abri de sa fenêtre, le serpent qui vient se réchauffer à son foyer (*serpe di casa*), deviennent des êtres sacrés. Accessibles comme tous les Latins aux émotions qui agissent sur leur sensibilité, les Roumains ne seraient pas de véritables fils de l'Italie, s'ils ne se rendaient point compte du pouvoir de la musique. Il est impossible d'en exprimer la puissance avec plus d'enthousiasme que leurs poètes populaires. Dans *Miorita*, le berger recommande à la petite brebis de placer au chevet de sa tombe « une petite flûte de hêtre aux accens d'amour, une petite flûte de sureau aux notes passionnées, et quand le vent soufflera à travers les tuyaux, il en tirera des sons plaintifs, et soudain mes brebis se rassembleront autour de ma tombe et pleureront avec des larmes de sang. » Le chantre de *Mihou* s'exprime avec plus d'énergie encore, puisque les astres eux-mêmes subissent l'influence de l'harmonie :

« Et voilà, voilà — que Mihou soudain — commence en ce lieu — à dire avec feu, — commence doucement — à dire avec âme — un chant émouvant, — de telle beauté, — que les monts en résonnent, — les aigles accou-

(1) Village de Transylvanie. On nomme « brebis de Birsa » celle qui marche en tête du troupeau. Voilà pourquoi elle joue dans la ballade le premier rôle.

rent, — les pins se balancent, — les feuilles murmurent, — les étoiles brillent — et arrêtent leur course »

Comme toutes les nations néo-latines, sans avoir des instincts religieux bien décidés, la nation roumaine tient pourtant en général à ses traditions plus ou moins mythologiques. La majorité du peuple, qui est restée aussi illettrée que dans les autres pays latins, conserve précieusement la foi aux vieilles légendes transmises par les ancêtres. La plupart de ces légendes sont essentiellement roumaines; d'autres, comme la croyance aux vampires, viennent des nations voisines. La peste, « vieille édentée, bête venimeuse, » est, cela se comprend, plus détestée par le paysan roumain que les plus méchantes fées. Personnifiée dans les chants grecs, elle a sa place dans le panthéon hindou à côté des autres créations du génie chimérique de l'Inde. Divinisé aux bords du Gange comme une puissance malfaisante, le choléra est dans les légendes roumaines une femme âgée et hideuse, « ayant la peau collée sur les os, et portant des serpens entrelacés dans ses cheveux en désordre. » L'horrible apparition marche avec la rapidité de la foudre, l'herbe se flétrit sous ses pas, les hommes tombent morts à sa vue, et les plantes épineuses poussent sur ses traces. Elle possède « les armes de l'enfer, » trois faux invisibles qui fauchent les hommes « par centaines et milliers. » Elle a pour cheval le coursier de Satan, qui ne s'arrête jamais dans son vol et qui jamais ne se fatigue. Lorsqu'elle entoure de ses bras décharnés le corps d'un mortel, lorsqu'elle colle ses lèvres livides sur ses lèvres, elle aspire ses jours dans un baiser et disparaît en ricanant. On reconnaît dans cette image l'idée favorite des Roumains, qui considèrent la mort comme « la fiancée du monde. » Les expressions métaphoriques sont dans le génie des Latins orientaux, qui disent d'un homme qui s'irrite : « Il devient Danube, » et d'une belle personne, qu'elle est « un fragment du soleil. »

Les loups-garous, effroi des paysans français, ne sont pas moins redoutés en Roumanie. Il y a d'autres esprits malfaisans, les *stafii*, qui s'établissent dans les ruines. On est obligé d'aller les servir dans leur retraite avec une ponctualité fort gênante. Malheur à celui qui néglige ces dangereux voisins et qui oublie de leur porter le samedi soir l'eau nécessaire à leurs ablutions! Les *strigoï* (vampires), dont il est question dans la ballade de *Kira*, sont encore plus à craindre. Le bénédictin dom Calmet a montré, dans un curieux ouvrage (1) où la science s'allie à la crédulité, que cette superstition est répandue dans toute l'Europe orientale, aussi bien chez les Serbes catholiques et chez les Magyars que parmi les Hel-

(1) *Traité de l'apparition des esprits, vampires*, etc.

lènes et parmi les Roumains. Il est vraisemblable qu'elle se rattache aux religions que le christianisme a remplacées à l'est de notre continent, et qu'on a encore si peu étudiées. En effet, si nous avons des détails de toute espèce sur le polythéisme gréco-romain, il n'en est pas de même du culte des anciens Slaves. La religion des Daces est encore moins connue. Une croyance analogue au druidisme, apportée sur les rives du Danube par les colonies celtiques, s'était mêlée à l'ancien fétichisme (1) et à des traditions pélasgiques et persanes (2). L'imagination populaire a conservé de vagues souvenirs de ces époques lointaines. Une foule de légendes sont répandues parmi les paysans sur Baba Dokia, qui paraît avoir été le génie protecteur de la Dacie. Il est impossible qu'il ne se soit pas conservé, soit dans les contes, soit dans les ballades, beaucoup de débris de ces dogmes antiques, dont une étude plus approfondie des légendes roumaines finira sans aucun doute par constater la véritable origine.

Quelle idée peut-on se faire en définitive de la nationalité roumaine d'après les chants populaires? Le peuple apparaît au premier coup d'œil comme partagé en deux fractions par la configuration même du pays, les montagnards et les gens de la plaine. Qui ne sait la différence tranchée qui a existé longtemps en Écosse entre les *lowlands* (basses terres) et les *highlands* (hautes terres)? En Suisse, cette différence est aussi marquée qu'au moyen âge. Dans les gorges alpestres des cantons catholiques vivent de rudes pasteurs qui ne ressemblent ni par la religion, ni par les idées, ni par les goûts, aux citadins de Berne, de Zurich, de Bâle ou de Lausanne. Partout la montagne est essentiellement stationnaire et conservatrice. Les *highlanders* se sont battus sous les drapeaux des Stuarts, les petits cantons de la Suisse sous les étendards du *Sonderbund;* les Tyroliens sont en Autriche le plus ferme appui de l'ultramontanisme et de la monarchie absolue. La Roumanie ne présente pas heureusement cette scission profonde dans l'âme de la patrie. Entre le montagnard et l'homme de la plaine, il y a unité de croyances religieuses et politiques. Seulement la diversité des usages est fort grande. L'habitant des Karpathes n'a point encore subi l'influence des mœurs françaises, et tous les touristes qui croient s'être fait une juste idée de la physionomie de la nation en parcourant les rues de Giurgevo, de Galati ou de Iassy (3), ressemblent assez à ces voyageurs qui

(1) Caractérisé par le culte du bœuf Urus, dont l'image se trouve sur le revers de plusieurs médailles daces.

(2) M. César Bolliac a découvert en 1846 un bas-relief représentant un sacrifice à Mithra, le médiateur du culte des mages. Les personnages portent le costume des Daces de la colonne trajane. D'après M. Cogalniceano, *Histoire de la Dacie,* Zamolxis, le législateur pythagoricien des Daces, aurait été aussi divinisé avec le temps.

(3) Ces trois villes rappellent trois grands peuples. Giurgevo doit son nom moderne

s'imaginent que les Bretons, les *huttiers* vendéens (1) et les Basques ressemblent aux Parisiens.

Le pays présente des contrastes non moins dignes d'intérêt. La plaine du sud est une contrée qui n'a de remarquable que ses « fleurs nouvellement écloses » et sa prodigieuse fertilité; la montagne, « belle comme l'entrée du paradis, » offre à l'observateur une multitude de sites admirables qui rivalisent avec les paysages les plus renommés du Tyrol, de la Suisse et de l'Écosse. Le versant méridional des Karpathes unit les magnifiques richesses de la nature alpestre aux produits du midi. Là vivent au milieu de scènes sublimes les descendans de ces Roumains qui ont restauré à Campu-Lungu leur nationalité un moment étouffée par les invasions des Barbares, couverts du large *kojok*, coiffés de la *couchma* en peau d'agneau. Dans ces belles vallées s'est conservé pur le type de la race roumaine : les longs cheveux, « pareils à la plume du corbeau, » la « fine moustache, » les « yeux doux comme le fruit de la mûre, » le regard assuré, les épais sourcils, la barbe noire et les allures robustes. Le costume de ces dignes fils de la Roumanie est celui des prisonniers daces représentés sur la colonne trajane. Les ustensiles dont ils se servent, leurs armes, leurs instrumens de musique, ont le même caractère primitif. Ils portent dans une *ploska*, gourde en bois enrichie de sculptures peintes de diverses couleurs, les vins généreux de Kotnar, de Cruce, de Dragachani, de Soccola ou d'Odobesti. Les soldats du « roi des montagnes » Ianko avaient remplacé par la pique et par la faux le *yatagan*, « la massue grossière, hérissée de gros clous pointus, » et le *paloche* (épée à deux tranchans). Le *boutchoum*, qui donnait autrefois le signal du combat, est encore l'instrument favori des pasteurs des Alpes bastarniques, et la puissance des sons qu'ils en tirent est si grande que lorsque le chef des bergers de Chalga, prisonnier du capitan Caracatouche et de ses *haïdouks*, tira de son sein un *boutchoum* doré et se mit à en jouer, « les vallées en retentirent, les feuilles en frissonnèrent, les flots du Danube en bouillonnèrent, et les poissons parurent à la surface. »

Ces chants populaires, qui contiennent tant de renseignemens précieux sur les Roumains des anciens temps, renferment aussi plus d'une indication relative à la femme. L'humble paysanne et l'épouse du *domnu*, la vierge et la mère y paraissent tour à tour avec leur véritable physionomie. Canta, « la jolie cabaretière, » Canta, « qui a de grands yeux provocans, » est sans doute un type vulgaire,

à un fort bâti par les Italiens de Gênes, Galati est la ville des Galates ou Gaulois, Iassy garde son nom latin (*Iassiorum municipium*).

(1) Voyez, dans la *Revue* du 15 juillet 1850, *les Huttiers et les Cabaniers du marais*, par M. Émile Souvestre.

mais que le poète décrit avec une réserve pleine de goût. Anitza, qui exerce la même profession à Focsani, « sur la frontière, » et qui est moins idéalisée, est probablement plus conforme à la réalité. Sans doute les poètes roumains, aussi portés à l'ironie que les maîtres de la « gaie science, » les troubadours de la France méridionale, n'épargnent point aux vierges du Danube et des Karpathes le reproche d'inconstance. Le *Paunasul codrilor* (paon des forêts) nous parle d'une « jeune fille blonde aux cheveux dorés, » qui, aimée d'un « brave à la figure jeune et fière, » l'abandonne à la suite d'une lutte avec « le paon des forêts, le brave des braves, » et s'éloigne avec le vainqueur dans la solitude des bois. Mais les femmes seules se laissent-elles éblouir par le succès? Les hommes ne sont-ils pas aussi disposés qu'elles à trouver légitime tout ce qui réussit, et à prodiguer les noms les plus beaux aux triomphes de la ruse et de la violence? Il est certaines circonstances d'ailleurs où les femmes roumaines ont lutté de courage avec les soldats d'Étienne et de Michel. Dans *Chalga*, la vieille grand'mère a été avertie par les sons du *boutchoum* du danger que courent les troupeaux de la famille, enlevés par les *haïdouks :*

« Holà, les enfans! holà, les serviteurs! Alerte! cria-t-elle, arrachez-vous aux douceurs du sommeil, et préparez vite un cheval; mettez-lui une selle d'homme, car je veux le monter en brave.

« Elle dit, sauta à cheval, et se dirigea rapidement vers le Danube, sa bouche jetait de longs cris de guerre, et sa main brandissait un *bourdougan* (1) formidable.

« Les *haïdouks* l'entendirent venir de loin, et prirent soudain la fuite; il leur semblait n'avoir pas assez d'espace devant eux... »

Une autre ballade, *Soarele si Luna*, peint avec exactitude la splendeur qui environnait les femmes roumaines dans les hautes conditions sociales. Lorsque le Soleil ordonne les apprêts de la noce, il orne le front d'Hélène « avec les fils d'or des fiancées; » il place sur sa tête « une couronne royale; » il la revêt d'une « robe diaphane brodée de perles fines. » L'auteur de *Serb Sarac* ne craint pas d'affirmer que les noces des hauts seigneurs et des braves guerriers doivent durer un mois. La ballade de *Bogdan* nous parle de beaux présens de noce et de fêtes splendides célébrées à l'occasion de son mariage. Sans être aussi magnifiques, les noces de notre temps ont conservé, même parmi les paysans, un caractère vraiment poétique, et il n'est pas difficile d'y retrouver plus d'un usage de la ville éternelle.

Les chants populaires qu'on vient d'analyser constatent donc avec

(1) Massue en fer ou masse d'armes.

une pleine évidence la glorieuse origine des Roumains. Il devient d'autant plus important de les étudier que l'ère des ballades naïves, des créations spontanées de la muse populaire, semble close en Roumanie. Aux rustiques rapsodes ont succédé les poètes lettrés. A Bucharest, à Iassy, à Galati, à Giurgevo, à Braïla, une nouvelle génération, plus curieuse de la correction littéraire que de la verve primitive du moyen âge, répète les vers des Héliade, des Alexandri, des Bolliac, des Assaki, des Bolintineano, des Alexandresco, des Rosetti, des Cretziano, des Donici, des Negruzzi, etc.; c'est à peine si les *kolinde* (espèce de noëls) appellent un moment l'attention de ces grandes cités sur les bardes des vieux temps.

La poésie des lettrés ne se contenta pas de supplanter dans beaucoup d'endroits la poésie populaire, elle en attaqua les idées fondamentales. De même que Cervantès avait opposé aux romans chevaleresques, qui perpétuaient les idées du moyen âge, un admirable roman satirique, un prêtre transylvain, Cichendela, s'est servi de la poésie pour discréditer les légendes. *Strigoï* (vampires), *zméï* (dragons), *vêrcolaci* (serpens qui dévorent la lune en temps d'éclipse), ont trouvé en lui un adversaire armé de ce bon sens railleur qui désespérait l'excellent don Quichotte. Vaincue dans les villes, la poésie populaire se maintient encore parmi les montagnards des Karpathes. Là, j'ai retrouvé les antiques croyances et les mœurs originales du passé. J'ai conservé un vif souvenir d'une excursion aux sources de la Jalomitza, qui naît dans les Karpathes de Valachie, se dirige vers le sud, et, après avoir reçu le Telagen et la Prahova, va se jeter dans le Danube, vis-à-vis d'Hirsowa. Comme la grand'mère dont parle la ballade de Chalga, je montais « en brave » le cheval d'un *dorobantz* (gendarme). L'imagination toute remplie des récits de nos bardes, je songeais à l'existence aventureuse des Boujor, des Tunsul et des Groza. Les jeunes Roumaines que je rencontrais renouvelaient par leurs chants tous ces souvenirs d'une époque déjà bien éloignée. En les écoutant, je croyais entendre Anitza qui versait du vin à Boujor dans une *vedritza* (mesure d'environ vingt litres), ou la belle « blonde aux cheveux dorés » qui suivait sur la montagne « le paon des forêts, brave, à la figure jeune et fière, » ou encore Canta, « la jolie Canta, » dont Codréan louait « les grands yeux provocans. » Une fois que nous eûmes dépassé Ploïesti, caché dans ses jardins et dans ses massifs d'arbres fruitiers, il me semblait que je rencontrais toutes les héroïnes de nos ballades. A Telega, combien j'aimais à voir les jeunes filles revenir le soir à la fontaine pour y remplir leur *donitza* (vase en bois) en répétant quelque refrain national! C'était la Roumanie primitive, la Roumanie des héros et des poètes, qui ressuscitait devant moi. Je me rappelais en

même temps ces autres élus de la poésie populaire, ces vaillans *outlaws*, tels que les Boujor, les Basile, qui ont trouvé encore des émules même dans ces derniers temps. Le *Scaunu hot' Ilor* (chaire des voleurs), qui fut si souvent le théâtre de leurs conciliabules, est une clairière qui s'étend à l'angle d'une montagne entre Telega et Slani. De la terrasse, ainsi formée par la nature, Boujor et ses héritiers pouvaient surveiller tous les mouvemens de la *potira* (maréchaussée), et pour les y atteindre, il fallait user de quelque moyen merveilleux, comme ces balles d'argent que l'*arnaute* Léonti mit dans son tromblon pour tirer sur Codréan, invulnérable aux projectiles ordinaires.

Cependant les mœurs sauvages dont on retrouve encore les traces dans les chants populaires et dans la mémoire des montagnards ne seront bientôt plus qu'un souvenir. La civilisation occidentale rayonne des rives du Danube jusqu'aux plus lointaines vallées des Karpathes; mais cette civilisation n'a-t-elle pas elle-même ses périls, qu'un esprit vraiment prévoyant ne saurait envisager sans quelque souci? Il s'en faut qu'en Occident triomphent partout la justice, la liberté, la tolérance, une religion éclairée et ce progrès véritable, enfant légitime du travail, de la science, des habitudes réglées, du développement des facultés les plus élevées de l'âme. Les Roumains peuvent déjà constater parmi les Occidentaux bien des faits qu'il est impossible de mettre d'accord, bien des tendances dénuées de la plus vulgaire logique, bien des idées qui se contredisent d'une manière déplorable. Ne leur importe-t-il pas souverainement d'étudier avec une attention persévérante, avec une vigilance défiante les croyances et les institutions qu'on leur propose si souvent comme une règle infaillible? De vastes états, qui paient ordinairement au prix des plus grands sacrifices l'influence qu'ils exercent dans le monde, ne sont pas assurément destinés à servir de modèles à un pays dont l'avenir est nécessairement modeste, et dont les prétentions sont limitées par sa situation et par ses ressources. Quels que soient donc les exemples que la Roumanie veuille choisir en Occident, elle n'oubliera jamais que tout développement durable doit se rattacher au glorieux passé de la patrie, que les improvisations politiques sont condamnées d'avance à une précoce décadence, et que les petits peuples environnés de puissans voisins ne doivent confier leurs destinées qu'à des hommes dont les lumières, l'indépendance et le patriotisme ne sauraient être un moment contestés.

DORA D'ISTRIA.

UNE VIE

D'ÉMIGRÉ ITALIEN

I. *Ricordo d' una Vita italiana*, scritto da Massimo d'Azeglio. — II. *Diario dell' Assedio di Navarino*, memorie di Giacinto Collegno. — III. *Diario di un Viaggio in Spagna nel* 1823, etc.

Les annales entières de l'Italie sont attristées et assombries par les proscriptions. Sans remonter, comme le digne comte Balbo, jusqu'à Coriolan et à Camille, depuis que Dante, avec la sublime amertume de son génie, a décrit cette poignante douleur de quitter ce qu'on aime le plus, — *tu lascerai ogni cosa diletta*, — de manger le pain d'autrui et de gravir l'escalier de la maison étrangère, que de générations de bannis se sont succédé! L'exil est une sorte de tradition nationale au-delà des Alpes; l'expatriation volontaire ou forcée est un élément de la politique. Ce qui n'est en d'autres pays qu'un fait exceptionnel et douloureux apparaît comme une fatalité normale et permanente en Italie. Dans ce siècle même, il y a déjà plusieurs générations de proscrits. Chaque révolution, chaque mouvement imperceptible produit, pour ainsi dire, son alluvion d'émigration qui se répand de toutes parts, et ajoute à cette masse flottante de bannis dispersés dans le monde. Les gouvernemens croient travailler à leur propre tranquillité par ces épurations périodiques, en rejetant hors de la patrie natale des hommes qu'ils redoutent, dont ils suspectent la fidélité ou l'opinion; ils ne font que déplacer le péril. Ils ouvrent de nouvelles blessures et suscitent des haines irréconciliables. Ils avaient des mécontens peut-être inoffensifs, et ces mécontens, aigris, irrités, deviennent des soldats de tous les

complots, prêts à rentrer avec effraction dans leur pays à la première occasion; tout au moins s'en vont-ils, semblables à leurs aïeux les guelfes et les gibelins, exciter les inimitiés du monde contre les pouvoirs dont ils ont essuyé les rigueurs.

Ainsi se forme cette Italie errante et proscrite qui est partout aujourd'hui, et qui, sans être absolument une nouveauté, est un des phénomènes les plus extraordinaires de ce temps. Rossi lui-même, avec sa vie aventureuse illustrée par le talent, glorieusement couronnée par une fin héroïque, Rossi ne fut-il pas le type le plus élevé de l'exilé italien moderne, assez prodigieusement habile pour conquérir en France le droit de s'imposer à ceux qui l'avaient proscrit? Quant aux autres émigrés de l'Italie, où ne sont-ils pas aujourd'hui? Il y en a dans l'Inde et en Amérique; il y a des soldats et des prêtres, des nobles et des artisans, des écrivains et des industriels. Ils sont de toutes les classes et ils viennent de tous les pays de la péninsule, — si ce n'est du Piémont, devenu lui-même terre de refuge, terre libre désormais. Une des plus curieuses histoires serait celle de tous ces bannis, de tous ces vaincus, tribu nomade et embarrassante où les esprits honnêtes sont trop souvent confondus avec les conspirateurs vulgaires, et ont à redouter cet autre supplice que Dante leur prédisait de son temps : « Le poids le plus insupportable pour toi, ce sera la société mauvaise et désunie avec laquelle tu tomberas dans la vallée de l'exil. Cette société, pleine d'ingratitude, de déraison et d'impiété, se tournera contre toi... » Chaque révolution, disais-je, a eu son alluvion d'émigration. Comptez en effet depuis le commencement de ce siècle : 1815 eut des exilés, et 1821 fit aussi des victimes en plus grand nombre. Les mouvemens qui suivirent 1830 multipliaient encore les bannis, et après les amnisties de 1846 et 1847 les révolutions dernières sont venues rouvrir l'ère fatale des grandes fuites et des expatriations. Ne voyez-vous pas aujourd'hui même un épisode de cette cruelle histoire dans ce convoi d'exilés napolitains expédiés vers l'Amérique, et faisant un suprême effort en pleine mer pour regagner les côtes d'Europe?

Ces expatriés de toutes les époques ne furent pas cependant ou ne sont pas tous des coupables. Il y a sans doute des natures violentes que l'exil pervertit. Qui ne sait aussi que parmi tous ces réfugiés, qui se sont succédé dans la proscription, il y en eut souvent qui auraient pu être la force et l'orgueil d'une Italie moins violemment organisée, qui représentaient l'élite, la fleur d'une génération? C'est de cette élite d'une génération décimée par l'exil qu'était un Italien mort ces dernières années à Turin, le général Giacinto Provana de Collegno, — un émigré du temps où le Piémont avait des

émigrés, — un homme qui avait été tour à tour officier dans nos armées et dans l'armée sarde, l'un des fauteurs de la révolution piémontaise de 1821, proscrit, soldat volontaire au service de l'Espagne constitutionnelle de 1823 et de l'indépendance grecque, professeur de sciences en France, puis enfin général, sénateur et conseiller de la couronne à Turin après 1848. M. de Collegno, qu'on a vu un moment représenter la Sardaigne à Paris en 1852, avait donc été émigré, lui aussi, et émigré pendant plus de vingt ans, allant d'un pays à l'autre, parcourant l'Europe, attendant sans cesse l'heure de rentrer dans sa patrie; mais il avait traversé cette épreuve avec une dignité fière et en esprit supérieur, sans laisser s'altérer une intégrité morale native; il n'avait puisé dans l'exil qu'une expérience plus mûre, une singulière connaissance des hommes et des choses, un sentiment plus raisonné et moins exempt d'illusion de tous les devoirs patriotiques, si bien qu'au bout de sa carrière il a été sans effort l'honneur et le conseil du Piémont; il a offert à l'Italie ce qui lui manque peut-être bien plus que le talent, — un caractère, — un caractère moral élevé uni à une grande finesse d'esprit. Dans cet homme de bien une extrême sagesse pratique se combinait avec une confiance inépuisable en l'avenir. Ainsi le peint M. Massimo d'Azeglio dans quelques pages émues qu'il lui a consacrées sous ce titre : *Souvenir d'une Vie italienne*. Ce n'est rien peut-être qu'une existence humaine perdue dans un siècle, au milieu du fracas des événemens; mais quand cette existence a eu pour mobile invariable une pensée patriotique, lorsque, sans avoir rien de romanesque, elle reflète toutes les vicissitudes d'un temps, elle a son intérêt. C'est là, après tout, la vie de ce gentilhomme piémontais qui commençait sa carrière dans nos armées, au milieu des flammes de Moscou, et qui la terminait récemment dans une gracieuse retraite du Lac-Majeur, à Baveno, après avoir représenté dans tout ce qu'elle avait de viril et d'élevé une génération qui disparaît peu à peu.

Une vie italienne! a dit M. Massimo d'Azeglio; non pas une vie bruyante et pleine de complots, mais une vie noblement conduite par un homme fait pour traverser avec aisance des situations qui auraient pu facilement devenir des aventures. M. de Collegno était né en 1794. A dix-huit ans, après avoir été dans les écoles militaires françaises, il avait fait la campagne de Russie comme lieutenant d'artillerie, et même, dans cette fatale retraite, il était tombé entre les mains des Cosaques, auxquels il n'échappa que par un miracle de hardiesse, la nuit, demi-nu et un pied gelé. Les événemens de 1814 le trouvaient capitaine d'artillerie, chevalier de la Légion d'honneur, et le rendaient à sa patrie natale, le Piémont, qui depuis dix ans avait disparu dans l'empire. Ces événemens, qu'on n'a jamais assez

interrogés dans leurs rapports avec l'état des opinions au-delà des Alpes, eurent un effet singulier : le sentiment italien, qu'on s'était efforcé de soulever contre Napoléon, survivait tout entier et enflammait les âmes; il se répandait dans la jeunesse, et en s'alliant à l'esprit libéral il allait devenir le mobile de la révolution piémontaise de 1821. De toutes les révolutions de ce temps, il n'en est pas peut-être qui ait eu un caractère moins révolutionnaire. La constitution espagnole qu'on lui donna pour drapeau n'était que l'expression bien infidèle de la pensée de ce mouvement, qui était avant tout une insurrection de nationalité servie par des instincts libéraux.

Qui faisait cette révolution? C'étaient des militaires de grande naissance : le marquis de Saint-Marsan était colonel des dragons de la reine et fils du ministre des affaires étrangères; le comte de Santa-Rosa, le plus actif promoteur de l'entreprise, était major d'infanterie et sous-adjudant-général; le comte Lisio était capitaine de chevau-légers; M. de Collegno était major d'artillerie et écuyer du prince de Carignan. Tous étaient dévoués au roi Victor-Emmanuel Ier et à la maison de Savoie. Pas un seul n'avait une autre pensée que celle d'arrêter un absolutisme qui compromettait le Piémont et de se tourner contre l'Autriche, qui commençait dès lors cette série d'empiétemens devenus aujourd'hui un des problèmes de la politique européenne. Et ces étranges conjurés avaient, on le sait, pour premier complice un prince du sang, Charles-Albert de Savoie-Carignan. M. Victor Cousin, dans son éloquente biographie de Santa-Rosà (1), raconte qu'après avoir lu le récit de la révolution piémontaise, il disait partout à ses amis : « Il y avait un homme à Turin. » Il y avait plus d'un homme à Turin; il y avait notamment Collegno, jeune homme d'un caractère sûr et d'une audace calme. M. de Collegno, qu'on eût fort surpris quelques années auparavant si on lui avait dit qu'il avait une autre patrie que la France, était désormais tout Italien par l'esprit et par le cœur. Comme écuyer de Charles-Albert, il avait le secret des entraînemens, des velléités et des perplexités de ce malheureux prince, qu'il s'efforçait d'entretenir dans ses aspirations patriotiques.

Ce mouvement dura trente jours, et au réveil de ce songe de quelques esprits généreux, que restait-il? Douze mille Autrichiens campaient dans les villes et les places fortes du Piémont. Le roi Charles-Félix revenait à Turin plus absolu que jamais. Le prince de Carignan était à demi banni et menacé par l'Autriche dans ses droits à la couronne. Les autres conjurés, Santa-Rosa, Collegno, Saint-Marsan, Lisio, étaient condamnés à mort; ils étaient déjà partis pour l'exil, en expiation d'un rêve de patriotisme prématuré. La destinée

(1) Voyez la *Revue* du 1er mars 1840.

humaine a pourtant quelquefois des jeux bizarres. Laissez s'écouler trente années. Lorsque Charles-Albert, monté au trône et accablé sous le désastre de Novare, quittait le Piémont en proscrit volontaire, qui rencontrait-il sur son passage? quel était son dernier compagnon de route au moment où il franchissait la frontière du pont du Var? C'était le fils d'un de ces conjurés de 1821, le comte Théodore de Santa-Rosa, alors intendant-général de Nice, aujourd'hui secrétaire-général du ministère de l'intérieur à Turin. Et bientôt après, lorsque le sénat piémontais envoyait une députation pour rendre un suprême hommage à ce prince vaincu dans son humble retraite de Porto, qui comptait au premier rang parmi ces derniers courtisans du malheur? C'était M. de Collegno, qui offrit au roi de partager son exil. Charles-Albert fut ému de cette offre, par laquelle il se sentait en quelque sorte amnistié d'avoir laissé se prolonger pour son ancien écuyer un exil qu'il aurait pu faire cesser plus tôt depuis qu'il était monté au trône. Il n'accepta point ce témoignage de dévouement, ne voulant associer personne à son sacrifice; mais, montrant M. de Collegno à ceux qui venaient le visiter, il leur disait : « Voici un ami qui m'est fidèle depuis trente-deux ans. » Dans la pensée de ces deux hommes, du roi et de l'ancien serviteur, ces deux dates de 1821 et de 1849 semblaient se confondre; tout le reste était effacé.

Rêve d'une régénération libérale pour le Piémont, espoir d'une guerre nationale contre l'Autriche, chances d'une vie d'honneur sous le drapeau, tout s'évanouissait à la fois en 1821 pour ces jeunes officiers, qui se retrouvaient le lendemain proscrits et incertains de l'avenir. C'étaient d'ailleurs des hommes d'une nature singulièrement différente. Santa-Rosa avait plus d'intelligence politique, plus de puissance d'action et d'initiative; il eût été sans nul doute un habile et énergique ministre dans un état constitutionnel régulier. M. de Collegno était un esprit plus fin, d'une sagacité pénétrante et élevée, d'un jugement qui ne se laissait point tromper. Ce n'était pas un émigré vulgaire. Jeté hors de son pays dans la force de la jeunesse, doué d'instincts supérieurs et façonné par la vie militaire, il n'avait aucun goût pour les conspirations et les menées occultes; mais il se sentait prêt à mettre son épée au service de toutes les causes qui avaient alors pour elles une apparence de libéralisme ou de revendication généreuse, et ici commence cette odyssée d'un proscrit qui se sent attiré dans le tourbillon des événemens, moitié par ce besoin d'activité inhérent à la jeunesse, moitié par une certaine curiosité d'intelligence. Ce n'était pas seulement un soldat qui partait successivement pour l'Espagne et pour la Grèce, c'était aussi un observateur, et même quelquefois un observateur sans pitié pour la cause que l'exilé allait servir de son épée. Cette partie de sa vie,

M. de Collegno n'a laissé à nul autre le soin de la dévoiler; il l'a retracée lui-même dans des pages mises récemment au jour sous le titre de *Journal d'un Voyage en Espagne en* 1823 et *Journal du Siége de Navarin*, deux fragmens, deux petits livres qui pourraient aussi bien s'appeler *Journal des pérégrinations et des désabusemens d'un émigré*. M. de Collegno n'a point évidemment des prétentions d'écrivain; il raconte seulement comme un galant homme qui décrit jour par jour ses impressions avec sincérité, qui voit les choses et les hommes non sous le prisme de couleurs artificielles, mais tels qu'ils sont, et qui laisse percer dans ses récits je ne sais quel mélange d'imagination et d'ironie, d'élévation morale et de causticité indépendante. Ce soldat, qui a été formé à la rude école de la grande armée, a un sentiment très fin des contrastes de la vie, des ridicules humains aussi bien que des nuances locales des mœurs et des beautés naturelles.

Rien n'est plus curieux à distance que ces impressions d'un émigré, souvenirs d'un temps évanoui avec tous ses bruits et ses rêves, rapides peintures retracées en courant par un homme que la fortune des révolutions jetait dans des mêlées où il jouait sa vie avec un dédain sans faste. M. de Collegno arrive en Espagne par le Portugal, croyant aller se battre sérieusement pour la liberté, et bientôt il en vient à ne plus se méprendre sur toute cette agitation constitutionnelle de la Péninsule, qui n'était imposante que de loin. Il voit une révolution impuissante, un gouvernement sans nerf, des partis qui se querellent, un pays à peu près étranger aux querelles des partis, des réfugiés accourus de tous côtés comme à un rendez-vous de bataille, le sentiment national en défiance contre ces auxiliaires suspects, puis enfin beaucoup de bruit et nul préparatif militaire sérieux contre l'expédition française menaçante. M. de Collegno avait eu déjà le temps de se familiariser avec ce monde des émigrés qu'il allait rencontrer en Espagne, et qu'il retrouvait dès son débarquement à Lisbonne sous les formes les plus diverses ou les plus bizarres : un Français négociant des emprunts remboursables par la France régénérée, un Grec envoyé par l'insurrection hellénique, un Italien cherchant partout des soldats, tous faiseurs de projets politiques et occupés à sauver l'Europe. « L'Italien, ajoute M. de Collegno, est le plus hardi dans ses spéculations politiques; je l'ai trouvé aujourd'hui plein d'espérance. Dans ces deux ans d'émigration, me disait-il, je n'ai cessé de travailler pour notre pays... Hume est mon ami, et il m'a promis de proposer au parlement anglais une loi qui autorise en Irlande l'enrôlement pour l'extérieur. Voilà maintenant mon projet : j'écris à Londres pour qu'on mette aussitôt la main à cette loi d'enrôlement. Le commerce italien de Lisbonne me fournit

les navires pour aller chercher en Irlande dix mille recrues, — l'Espagne et le Portugal payant, bien entendu, les frais de l'expédition. Hier nous nous sommes entendus avec l'envoyé grec qui est ici pour que ces dix mille hommes soient transportés en Grèce. En peu de mois, ils auront chassé les Turcs, et alors Grecs et Irlandais reviennent débarquer dans les Calabres, où ils ne rencontreront aucune résistance. — Dieu bon! et tous ces faiseurs de projets boivent, mangent, dorment comme feraient des hommes qui auraient la fleur de leur bon sens! »

L'exilé piémontais, on le voit, jugeait sans faiblesse ses chers Italiens. Cette émigration italienne d'Espagne, il la dépeint un peu plus tard sous des traits qui n'ont point, hélas! absolument vieilli. « Les Italiens, qui sont au nombre de cinq, écrit-il de la Corogne, sont divisés en partis qui paraissent se haïr autant que les guelfes et les gibelins. Les uns, — ils sont deux à peine, — veulent que les peuples s'unissent tous pour résister à l'alliance des gouvernemens absolus, et ils forment corps avec le détachement français. Les autres, trois, soutiennent que toute ligue avec l'étranger fut toujours funeste à l'Italie. Ils ont la bannière italienne, — un la porte, et deux la suivent, — et ils refusent de reconnaître le commandant français... *Italiam! Italiam!* » On avait offert à Collegno, dès son arrivée, de se mettre à la tête d'un corps italien; il se hâta de décliner le commandement de ce corps, qui se composait de vingt hommes, et qui aurait probablement commencé par ne pas lui obéir. Il n'était pas du reste personnellement plus heureux avec les Espagnols. Un jour, à Madrid, il allait voir un député, et lui exprimait le désir de prendre du service dans l'armée espagnole en cas de guerre; ce député l'encourageait extrêmement, et pour mieux l'encourager sans doute, il lui annonçait que les cortès venaient de voter une loi qui autorisait l'enrôlement des étrangers, et leur promettait de l'avancement jusqu'au grade de sergent. L'émigré piémontais eut une certaine peine à faire comprendre au député qu'ayant servi comme officier dans deux armées de quelque réputation, il ne pouvait pas être sergent dans l'armée espagnole. Que lui restait-il à faire désormais? Il n'avait plus qu'à servir en volontaire indépendant et libre selon les hasards de la lutte, et comme le seul point où il y eût un péril était la frontière de France, il se rendit sur la Bidassoa, d'autant plus que là était le seul homme en qui il eût foi sans partager sa confiance : c'est celui qu'il désigne sous le nom de Ranieri, et qui n'était autre que le colonel Fabvier, auquel l'unissait une étroite amitié. Le cœur et l'esprit libres d'illusions, Collegno ne marchait pas moins, par point d'honneur, parce qu'il voulait aller jusqu'au bout. Il ne pouvait voir qu'une véritable chimère dans l'espoir que nourrissait encore le colonel Fabvier de séduire l'armée du duc

d'Angoulême par une exhibition de vieux drapeaux, et de la gagner au libéralisme; mais en même temps il considérait comme une lâcheté une fuite sans résistance et sans combat.

C'est ainsi que Collegno se trouvait sur les bords de la Bidassoa au mois d'avril 1823, témoin et acteur dans cet engagement qui fut à un certain point de vue l'épisode le plus sérieux de l'expédition d'Espagne, et qui était dans tous les cas un combat bien inégal entre une armée régulière et une poignée de réfugiés de tous les pays, poussés, comme le disait Carrel, à se faire mitrailler encore une fois pour une cause qu'ils croyaient être celle du libéralisme européen. La veille encore, tous ces émigrés, dont le plus âgé n'avait pas trente ans, étaient réunis à Irun après leur repas, et ils dissertaient sur les théories platoniciennes, sur l'école spiritualiste et l'immortalité de l'âme. « Il se sera dit bien des folies, ajoute Collegno; mais c'étaient des folies généreuses, si elles n'étaient rien de plus. Beny disait particulièrement que comme preuve de l'immatérialité de l'âme, de la présence d'un souffle divin dans l'homme, il lui suffisait de cette rencontre de nous tous réunis ici pour soutenir un principe dont le triomphe ne devait nous procurer aucun avantage matériel d'aucune sorte, tandis que pour ce principe nous avions quitté notre patrie, et nous étions prêts à donner notre vie. » Le lendemain, quelques-uns de ceux qui parlaient ainsi étaient tués aux bords de la Bidassoa, beaucoup étaient blessés. La petite troupe des réfugiés était réduite à une soixantaine d'hommes. « Il était prouvé que l'armée française ne voulait pas nous reconnaître pour frères et amis, » dit Collegno, qui lui-même était resté intrépidement au milieu du feu jusqu'au bout, à côté du colonel Fabvier. Tout était fini par une effusion de sang inutile. Et maintenant voulez-vous voir un petit épilogue de ce drame retracé avec une certaine amertume ironique par l'émigré piémontais : « Ce matin, écrit-il de La Corogne peu de jours après, on célébrait une messe pour nos morts de la Bidassoa. Les autorités et le public avaient été invités; mais les dames ici, à ce qu'il semble, n'aiment les étrangers que vivans : les hommes ne les aiment ni vivans ni morts. Aux obsèques de nos pauvres compagnons il n'y avait que ceux qui les avaient vus mourir. » Et le jeune émigré piémontais se consolait un peu en allant s'asseoir à l'entrée du port de La Corogne, sur les dernières marches de la tour d'Hercule, contemplant sans se lasser l'Océan, dont les flots venaient mourir à ses pieds.

C'était une première expérience pour un proscrit tel que M. de Collegno, ce n'était pas la dernière. Il ne fut pas plus heureux en Grèce; il y trouva même une amertume de plus. Santa-Rosa, avec qui il était lié d'une intime et sérieuse amitié, fortifiée par le malheur, n'avait pas voulu aller en Espagne, où il ne voyait rien de

net, rien qui répondît à ses opinions et à ses principes. La cause de l'indépendance grecque était mieux faite pour séduire un Italien. Santa-Rosa se jeta dans cette entreprise avec l'énergie d'un homme ardent, à qui l'exil et l'inaction pesaient, et qui sentait d'ailleurs chaque jour le sol de l'Europe se dérober sous ses pieds. « Quand on a une âme forte, disait-il, il faut agir, écrire et mourir. » La Grèce devait aussi avoir plus d'attraits que l'Espagne pour Collegno, et les deux proscrits, facilement gagnés à cette cause nouvelle, quittèrent l'Angleterre le 5 novembre 1824, à bord de la *Little Sally*, emportant ostensiblement du moins les plus magnifiques promesses des envoyés helléniques à Londres. Un mois après, ils étaient à Napoli di Romanie. Ici encore cependant qu'arriva-t-il? Le gouvernement grec reçut avec froideur les deux émigrés piémontais; il recula et eut peur de se servir de deux hommes qui s'étaient mis en rébellion contre la sainte-alliance. Santa-Rosa, impatient et déçu, était réduit à servir en soldat, à prendre l'habit du pallikare, et à s'aller faire tuer dans un combat obscur, à la défense de l'île de Sphactérie. Quant à Collegno, il allait s'enfermer à Navarin, où, moins par une délégation du pouvoir que par la force des choses, il se trouvait être une sorte de commandant du génie inavoué, et pourtant réel, dans la citadelle assiégée par Ibrahim-Pacha. C'est l'histoire de cette défense de trente jours que Collegno raconte dans son *Diario dell'assedio di Navarino*, et ces pages volantes d'un exilé ont je ne sais quelle grâce ingénieuse et attachante. Lorsque Collegno raconte la marche sur Navarin, il ne s'arrête pas précisément à décrire l'infanterie commandée par l'évêque de Modon; il se laisse attirer par tout ce qu'il voit dans la campagne grecque; l'officier disparaît, et l'homme parle. « Dans la vallée, après Choris, dit-il, est une petite maison à moitié détruite sur le bord d'un ruisseau, et un peu après nous trouvons une belle cascade qui fait encore tourner la roue d'un moulin. Il y a de la mélancolie à voir la nature obéissant à l'impulsion qui lui a été donnée, même après la disparition des hommes qui ont cherché à utiliser cette force. Qui sait depuis combien de temps cette roue continue à tourner inutilement? Je ne sais comment cette roue me remet en mémoire la sphère de Jean-Paul Richter, qui tourne et tourne sans cesse sur un cadran où les heures ne sont pas marquées. »

Une fois dans la citadelle assiégée cependant, le nouveau commandant du génie veut faire quelque chose; il prépare un rapport pour démontrer la nécessité de certains travaux de défense, et ici commence à se révéler la situation réelle d'un officier européen au milieu des Grecs. Le rapport de Collegno est lu dans une assemblée de généraux, et chaque article éveille une indescriptible hilarité. Quand on en vient à la proposition de faire des terre-pleins pour

protéger les batteries, alors ce n'est plus de l'hilarité, c'est de l'indignation parmi les assistans. « Les Grecs, s'écrient-ils tous d'une seule voix, ne sont pas des esclaves. Si le commandant du génie veut des manœuvres, qu'il aille chercher des Égyptiens : ceux-là travailleront. » Et l'assemblée se dissout ainsi. « Ce n'est pas ma faute, ajoute le président de cet étrange conseil de guerre; vous voyez, ils ne vous comprennent pas. » Le fait est que le commandant du génie de Navarin était un étranger pour les Grecs, comme Santa-Rosa mourant à l'île de Sphactérie était un étranger. Souvent Collegno peut entendre de singuliers propos sur lui et sur son héroïque compagnon : « Que viennent faire ici ces Francs? dit-on; ce n'est point leur pays; ils n'ont ni famille, ni rien de cher à défendre, et pourtant ils partagent nos dangers. — C'est l'amour de la gloire qui les conduit ici, » reprend un autre d'un air de grand docteur. Nul ne se dit qu'il peut y avoir pour ces exilés une passion plus noble, celle d'un dévouement plus désintéressé à une cause juste. Parfois aussi durant ce siége surviennent des scènes d'un joli comique décrites d'un trait vif et avec une sincérité spontanée d'observation qui ne laisse pas d'être piquante. Voici ce qui arrive un jour pendant un combat naval livré devant Navarin : « Tandis que les flottes combattaient, raconte Collegno, j'étais à les regarder armé de ma lunette au milieu d'un groupe de généraux et d'officiers supérieurs. Mon voisin me demande ma lunette, et je la lui cède de bonne grâce; je la laisse passer de main en main, puis, quand je la redemande au bout d'un quart d'heure, elle avait disparu. Depuis que je suis en Grèce, c'est la première chose qu'il m'arrive de perdre ainsi. Si je l'avais confiée à un montagnard, à un berger, j'ai la pleine confiance qu'il me l'aurait remise; mais dans ce groupe il n'y avait que des officiers supérieurs! » On voit percer ici l'impression réelle de Collegno, qui avait une haute et sérieuse idée du peuple grec et une médiocre opinion de ses chefs.

La vie d'un exilé est souvent pleine de rencontres bizarres, et la fortune des révolutions a des combinaisons aussi étranges qu'imprévues. Lorsque la citadelle de Navarin ne peut plus tenir et qu'il faut se résigner à entrer en négociations avec Ibrahim-Pacha, en présence de qui va se trouver tout à coup Collegno? C'est d'abord un Polonais, le colonel Schultz, qui en 1821 a sauvé Santa-Rosa dans sa fuite à Savone, et qui lui-même, obligé de s'enfuir, est allé prendre du service dans l'armée du vice-roi d'Égypte. « La liberté, dit Schultz, la liberté pour laquelle je combattais depuis trente ans dans tous les pays, me laissait sans pain. A mon âge, il était impossible de choisir d'autres occupations; on vint m'offrir de passer au service de Méhémet-Ali : que pouvais-je faire?... Et en parlant

ainsi, deux larmes, deux larmes amères, tombaient des yeux de ce vétéran de la liberté, qui avait honte de servir l'oppresseur de la Grèce. » Ce n'est pas tout. Lorsque Navarin doit être définitivement rendu, Collegno, en sa qualité de commandant du génie, se trouve avoir à remettre la forteresse à un gros Turc qui vient vers lui en l'interpellant par son nom, et qui n'est autre qu'un colonel napolitain, Romei, exilé de 1820 et passé également au service de Méhémet-Ali. « De cette façon, dit Collegno, un major piémontais condamné à mort en 1821 pour amour de la cause italienne avait à remettre à un colonel napolitain, condamné à mort vers la même époque et pour le même motif, une forteresse qu'il venait de défendre contre lui! » D'autres officiers piémontais, condamnés aussi à la suite des événemens de 1821, se trouvaient dans l'armée égyptienne et venaient saluer Collegno; mais celui-ci les recevait froidement et avec cette hauteur qui n'est souvent qu'un signe de supériorité morale, car à ses yeux « des officiers qui étaient ou qui tout au moins s'étaient dits libéraux, et qui servaient contre les Grecs, combattant pour de l'argent contre leurs principes, ne pouvaient plus être considérés comme des amis. » Là est tout l'homme dans son intégrité et sa fierté native.

Un vieux Polonais transformé en Turc, un colonel napolitain, lieutenant d'Ibrahim-Pacha, un major piémontais défendant Navarin, des Français aussi dans les deux camps, que d'événemens supposaient ces étranges rencontres! Combien de choses avaient dû s'accomplir pour que Collegno et Fabvier pussent se retrouver encore une fois dans un jardin de Calamatta ou dans les solitudes de l'Arcadie, s'entretenant de leurs aventures, de la Grèce et de l'Europe! C'est là en effet le propre des temps comme les nôtres d'être merveilleusement favorables à tous ces jeux de la fortune, de les rendre même possibles. Les révolutions publiques ont d'inévitables retentissemens dans la vie privée et produisent mille révolutions particulières, qui se prolongent dans les destinées individuelles en ondulations infinies. Il est des momens où une sorte d'inquiétude ardente, née des grandes commotions, précipite les hommes dans toutes les aventures, partout où est l'inconnu et le danger, qui est souvent l'attrait des cœurs troublés aussi bien que des cœurs virils. Et ce ne sont pas seulement les révolutions générales qui produisent ces mouvemens d'où naît l'imprévu des rencontres et des combinaisons accidentelles; il suffit quelquefois d'une de ces révolutions intimes qui s'accomplissent dans le mystère, d'une crise de l'âme, d'une déception violente; tout se mêle, et le monde continue à marcher. Collegno, je le disais, a un sentiment rare et fin de tous ces contrastes et de tous ces accidens de la vie humaine; il les décrit en philosophe involontaire qui observe et qui passe.

« Le prince Mavrocordato, dit-il quelque part dans son *journal*, m'a fait prier à dîner. Il y avait parmi les convives des officiers de la marine anglaise du *Sparowhack*, des officiers de la marine française de la *Daphné*, des membres du gouvernement et du corps législatif, des philhellènes. De ma place je distinguais deux bâtimens sardes qui étaient entrés dans le port de Napoli depuis une heure, et qui avaient déployé au grand mât leur bannière nationale: je ne pouvais détacher mes yeux de cette bannière, ni m'arracher aux pensées que cette vue réveillait en moi. Pendant ce temps, une musique militaire jouait la valse dite de la reine de Prusse, et mon voisin ému soupira en disant: « Quels souvenirs me rappelle cette valse! » Puis il resta muet comme moi à la vue de ma bannière azurée qui flottait dans le port. Au moment où fut servi le vin de Champagne, mon voisin, qui était un Allemand philhellène, se secoua et me porta un toast en disant : « A votre prochain retour dans votre patrie! au jour où cette bannière sera encore la vôtre! » Je lui répondis par cet autre toast : « A celle avec qui vous avez dansé la valse de la reine de Prusse! Puissiez-vous la revoir bientôt! — Ah! non, jamais! reprit-il avec un soupir comprimé où se révélait un regret profond. » Il se tut un instant, puis il poursuivit: « J'avais ou du moins je croyais avoir des motifs de me plaindre d'elle, et je la laissai pour venir en Grèce; mais au bout d'un an je me persuadai qu'elle était nécessaire à ma vie, et je voulus la revoir. Retourné en Europe, j'accourus à Weimar et je ne la trouvai plus! Elle avait épousé un officier prussien, et elle demeurait avec lui à Coblentz. Je descendis aussitôt le Rhin jusqu'à Coblentz, et j'arrivai le soir d'un gala. Je la revis à ce gala, je dansai encore une fois avec elle cette valse qu'on jouait tout à l'heure, et le lendemain je quittai Coblentz, me dirigeant vers Gênes. Là je m'embarquai pour la Grèce, et de la Grèce je ne partirai plus. » Et voilà le troisième philhellène qui, s'étant ouvert à moi des motifs qui l'ont conduit en Grèce, m'a avoué qu'il avait été conduit ici par un amour malheureux! Fabvier lui-même serait-il ici sans un motif de cette nature? Mme de Staël dit à propos du suicide de Werther, si je ne me trompe : « N'est-il donc pas quelque part quelque noble cause à laquelle puisse se consacrer ce malheureux qui s'ôte la vie avec désespoir? » Pour beaucoup de philhellènes cette *noble cause* est la Grèce! »

Juste et fine observation de tout ce mouvement de la vie et d'une des plus saisissantes particularités morales de notre temps! Appréciation ingénieuse, et qui n'est pas moins vraie, du rôle de ces causes exceptionnelles qui deviennent en certains momens la dernière ressource de toutes les activités et de toutes les inquiétudes! Quant à M. de Collegno, il était allé en Grèce, poussé sans doute par le besoin de secouer par l'action le poids de l'exil, et aussi parce qu'il croyait être utile à une nation sœur ou mère de l'Italie. Il s'était trompé: il n'avait excité que des ombrages; il avait été réduit à un rôle inavoué et équivoque; il avait perdu plus d'une illusion sur les Grecs, et il avait dépensé un an de sa vie. Lorsqu'il voulut repartir, il se trouva, par je ne sais quelle étrange coïncidence, reprendre passage sur le même navire, la *Little Sally*, qui l'avait

porté en Grèce; mais cette fois Santa-Rosa n'était plus là. « Au moment où je montais à bord, dit-il, le second du navire m'a demandé s'il était vrai que mon ami eût été tué. Je ne puis dire l'impression que m'a causée cette question en ce lieu et en cet instant. Bientôt tout se tait; on n'entend plus que le pas du capitaine sur le pont et le murmure des ondes du golfe fatiguées par le bâtiment. Il y a quelque chose de solennel dans un départ en mer, surtout quand le silence de la nuit porte à la méditation. — Je retourne aujourd'hui vers la civilisation! » Collegno ne voulut pas même devoir aux Grecs le prix de son premier passage, et il le fit remettre aux députés helléniques en ajoutant ces fermes paroles : « Dans le cas où le gouvernement grec aurait eu de graves motifs pour ne pas nous employer, la franchise de notre conduite et le désintéressement de nos offres lui faisaient un devoir de nous le dire ouvertement. S'il eût agi ainsi, il ne porterait pas la responsabilité de la mort du comte de Santa-Rosa, lequel, indigné à bon droit de se voir ainsi traité, est allé combattre comme simple soldat, et a livré sa vie pour une cause qui n'était pas celle de sa patrie, pour une nation qui, dans la solennité funèbre célébrée en l'honneur des morts pour la défense de l'île de Sphactérie, n'a pas daigné prononcer son nom parmi les noms de ceux dont elle déplorait la perte. »

C'était la seconde et la dernière expérience de ce genre pour l'émigré piémontais. Évidemment Collegno quittait la Grèce avec un fier sentiment de dignité blessée; il n'avait plus les illusions qu'il avait encore à son départ pour l'Orient, même après l'épreuve qu'il avait faite en Espagne. Ce serait cependant une singulière erreur de penser que ces déceptions eussent refroidi son âme et altéré ses convictions. Il croyait toujours aux causes justes, aux droits de la liberté et de l'indépendance; il aimait la Grèce elle-même. Seulement il avait vécu et pratiqué les hommes; il avait vu de près de quoi se composent souvent les affaires humaines; en un mot, il avait l'expérience, et ce mélange d'une grande finesse pratique de jugement et d'une conviction morale supérieure à tous les mécomptes est peut-être le côté le plus curieux de son caractère. Si M. de Collegno eût été un émigré vulgaire, il eût trouvé sans doute encore plus d'un champ de bataille, plus d'une cause nouvelle à défendre; mais il sentit que désormais il ne devait plus son épée qu'à sa patrie seule, et que, s'il ne pouvait pour le moment servir l'Italie comme soldat, il pouvait la servir encore d'une autre façon, par le travail, par l'étude, par la dignité de sa vie et de ses actions. Il comprit, comme le dit M. d'Azeglio, qu'il y avait du mérite à faire peu quand il n'était pas possible de faire beaucoup, et que c'était quelque chose de traverser sans se laisser atteindre les ingrates et obscures épreuves de l'exil. Alors commença pour M. de Collegno toute une vie

nouvelle. Ne pouvant plus être soldat, il chercha le genre de travail d'esprit le mieux fait pour lui convenir. Il choisit d'abord la botanique, qu'il alla étudier avec M. de Candolle, auprès de qui il était allé habiter à Genève. L'activité du botaniste explorateur, les courses dans les montagnes et dans les vallées plaisaient encore à ses habitudes militaires. Après avoir étudié la botanique avec M. de Candolle, qui l'avait associé à ses travaux, il se mit à faire de la géologie avec M. Élie de Beaumont, à Paris, où il avait fini par venir se fixer. Cet homme, qui avait été de la retraite de Russie, qui avait vécu dans l'intimité des princes, se fit écolier; il prit ses grades, jusqu'aux plus élevés, dans l'université, et il devint pendant quelques années professeur de géologie et doyen de la faculté des sciences de Bordeaux. M. de Collegno a laissé des travaux scientifiques précieux et estimés sur les élémens de la géologie, sur les terrains des Alpes lombardes, sur la carte géologique de l'Italie, sur l'action destructive de la mer dans nos landes. C'est ainsi qu'il fit honorer ce titre d'émigré, le plus lourd à porter peut-être, car il est sans compensation et sans gloire.

C'est qu'en effet Collegno, par son origine, par ses instincts, par la supériorité de son esprit, n'était nullement de la race des émigrés vulgaires. Il était l'un des premiers dans ce groupe de l'exil qui a longtemps représenté les idées d'indépendance et de libéralisme modéré, et auquel se rattachait un autre Italien, le comte Pietro Ferretti d'Ancône, dont M. Massimo d'Azeglio esquissait aussi récemment la biographie. Esprit positif et sensé, Ferretti n'avait point été soldat comme Collegno; mais, comme lui et plus que lui, il avait connu les plus dures vicissitudes de l'exil. Un jour, à Marseille, pressé par une nécessité extrême, il avait été obligé pour vivre de tenir une petite boutique en plein vent. « Mais, lui disait M. d'Azeglio, n'aurais-tu pas pu trouver mieux? Si seulement tu t'étais fait connaître!... — Mon ami, répondait-il avec une sorte de bonhomie, je voulais me tirer d'affaire comme homme et non comme comte Pietro Ferretti, et tu vois que je réussis. Quelque temps après, j'eus la fortune un peu meilleure d'entrer le dernier des derniers dans une maison de commerce. Quant à la dignité du grade, la promotion était peu sensible. J'étais chargé d'aller porter de l'argent en paiement, de faire les commissions et de tenir le bureau en ordre. Le matin, j'allais à la maison qu'habitait le négociant pour chercher la clé, et la mère, une bonne vieille, sais-tu comment elle me donnait cette clé? Elle entr'ouvrait un peu la porte, et elle me la jetait sur le palier de l'escalier... J'allais au magasin, je mettais tout en ordre, et peu à peu je vis qu'on était content de moi. Il arriva alors qu'un des employés qui tenait la correspondance italienne tomba malade et mourut. Le chef de la maison m'appela dans son

cabinet et me demanda si je me sentais capable d'écrire des lettres en italien. — Eh! je crois que oui, répondis-je. Ainsi je fus mis à la correspondance, et quand on découvrit que je savais écrire, je fus promu et je devins employé!... » Ferretti croyait être plus fidèle à sa dignité en ne demandant l'indépendance qu'au travail, même à un travail vulgaire. Dans un ordre différent, avec des aptitudes diverses, Ferretti, Collegno, sont des hommes d'une même trempe de caractère, et représentent cette génération libérale d'autrefois, dont la vie a été interrompue par un orage et s'est passée en grande partie dans l'émigration. Le premier devait être plus tard appelé à Rome pour seconder son frère le cardinal Ferretti, chargé du ministère par Pie IX en 1847, et c'est lui qui travaillait particulièrement à l'union douanière des états italiens. Le jour devait venir aussi où l'émigré piémontais pourrait rentrer dans son pays après vingt-cinq années d'exil.

Quand vint enfin ce jour, qui n'était après tout que la réalisation du rêve de 1821, de l'alliance entre l'idée d'indépendance nationale et l'idée constitutionnelle, M. de Collegno fut et dut être un des principaux citoyens du Piémont. Rentré à Turin en 1848, il prit place dans le sénat, qui venait d'être formé, et il reçut aussitôt le grade de lieutenant-général. Un moment il remplit une mission militaire à Milan, pendant la lutte entre les Piémontais et les Autrichiens, et peu après il figurait comme ministre de la guerre à côté de MM. Casati, Pareto, Gioia, Paleocapa, dans un cabinet qui représentait le royaume de la Haute-Italie. Il ne fut pas étonné, je pense, de la courte durée de ce cabinet, et si Charles-Albert eut un instant l'idée de le charger de la formation d'un nouveau ministère, cette idée n'eut aucune suite. Hors du pouvoir comme au pouvoir, M. de Collegno n'appartenait pas moins désormais tout entier au Piémont constitutionnel, dont il fut plus d'une fois le conseil écouté. Dans ces conditions nouvelles, il se montrait ce qu'il était réellement, un homme d'un sens droit, d'une résolution calme, d'un esprit mûri par l'expérience des choses. Il s'intéressait à tous les événemens qui se déroulaient chaque jour sous ses yeux, à ce mouvement où s'agitaient les destinées de l'Italie, et sans colère ni malveillance pour des politiques qui dépassaient la mesure de la sienne, il se contentait d'être le juge indulgent et ironique de bien des opinions vaines et futiles. Il était trop clairvoyant pour que les retours de fortune pussent le prendre à l'improviste, et il avait le cœur trop ferme pour livrer ses convictions à la merci d'une défaite. « Il espéra modérément quand la plupart espéraient trop, dit M. d'Azeglio; et quand ceux-ci étaient prêts à désespérer de tout, il conservait dans le cœur persistante et vive l'antique foi. » Il était de ceux qui, après une espérance perdue, disent : *Recommençons!* Un seul fait

durant ces années troubla un instant son jugement et son âme : ce fut l'assassinat de Rossi, avec qui il était lié intimement. Balbo assurait que, dans l'histoire contemporaine de l'Italie, il y avait trois pages qu'il voudrait pouvoir arracher. Une de ces pages était le meurtre de Rossi; les deux autres étaient l'assaut odieux livré par la démagogie au roi Charles-Albert à Milan, et l'insurrection de Gênes après Novare, tentative qui pouvait livrer l'indépendance piémontaise à l'Autriche et ajourner indéfiniment le succès du régime constitutionnel à Turin. M. de Collegno pensait de même. Il se sentait atteint par le meurtre de Rossi dans ses affections personnelles les plus chères et dans tous ses instincts de patriote; il se révoltait à la seule pensée que l'opinion européenne égarée pût envelopper la cause libérale de l'Italie dans une funeste solidarité avec de tels crimes. Depuis ce moment, dit M. d'Azeglio, « il suivit sa voie comme auparavant, mais d'un cœur plus triste et avec une espérance moins vive. »

Nul d'ailleurs n'était moins prompt que M. de Collegno à rechercher les dignités et les avantages d'un régime où il était fait pour figurer au premier rang. On fut obligé de lui faire un devoir de venir représenter le Piémont à Paris en 1852, et le dernier effort imposé à sa santé déjà déclinante fut le commandement militaire de Gênes au moment où l'armée piémontaise allait prendre part à la guerre d'Orient. Dès lors une maladie dont il était atteint depuis quelques années s'aggravait peu à peu, et il allait bientôt s'éteindre à Baveno, près du Lac-Majeur, au mois de septembre 1856. Même dans le temps où il était devenu un homme politique, et où sa santé déclinait déjà, M. de Collegno avait conservé le goût des courses géologiques, et une de ses dernières excursions dans les Alpes italiennes devint pour lui l'occasion d'une aventure singulière qui le remettait tout à coup en présence de sa jeunesse. Un jour de septembre, M. de Collegno se trouvait avec sa femme et un ami dans les vallées qui conduisent aux pieds du Mont-Rosa. On gravit les Alpes jusqu'à une assez grande hauteur. Les nuages s'épaississaient et le froid devenait intense. On ne distinguait plus ni végétation ni trace d'habitation humaine. Le guide aperçut seulement une hutte, et les voyageurs se disposaient à entrer, lorsqu'à leur grande surprise ils se trouvèrent en face d'un vieux berger demeuré seul sur ces sommets avec quelques brebis, tandis que les autres troupeaux étaient descendus dans la plaine. On alluma du feu, et pendant qu'on préparait un repas, M. de Collegno se mit à interroger le vieux berger sur son étrange existence. « Je suis ici, dit le berger, tous les ans depuis la Saint-Joseph jusqu'à la Saint-Michel; je garde quatre-vingt-dix brebis et deux chè-

vres. Je ne sais jamais l'heure du jour ni le jour du mois; mais je n'ai pas été toujours ici : je suis allé à Turin, moi aussi, et j'ai été soldat. — Et quand avez-vous été soldat? demanda M. de Collegno avec intérêt. — Oh! il y a longtemps, en 1814, et j'étais canonnier. — Et dans quelle compagnie? — Dans la première. — Et qui était votre capitaine? — Oh! c'était un bon capitaine, celui-là, qui aimait ses soldats! Attendez, je n'ai pas oublié son nom, c'était Collegno.» M. de Collegno ne put dire un mot, tant il était ému, mais il prit la main du vieux soldat et la serra fortement. «Eh bien! reprit-il après un instant, ne le reconnaissez-vous pas, votre capitaine? Il est ici devant vous, mais aujourd'hui il est général. » Le vieux berger se leva aussitôt, mit son bonnet à la main, regarda fixement son vieux capitaine, et fondit en larmes. Puis ces deux hommes se mirent à parler de leurs campagnes et de leur vie d'autrefois. Bientôt cependant les voyageurs durent redescendre la montagne, et le vieux berger, debout sur la porte de sa hutte, les suivait du regard, moitié riant, moitié pleurant, et répétant toujours : « Qui m'aurait dit que j'aurais revu mon vieux capitaine? » M. de Collegno était plus ému d'une telle scène que de tout ce qui pourrait tenter une ambition vulgaire.

Ce n'est rien, je le disais, qu'une vie humaine perdue dans le bruit d'un siècle. Des existences comme celle de Collegno ou de Ferretti ont cependant cet intérêt supérieur, qu'elles contiennent en quelque sorte le problème des destinées de la péninsule. L'Italie est fondée dans ses douloureuses et permanentes protestations contre le joug étranger; elle a le droit de revendiquer à toute heure sa nationalité. N'est-il pas vrai aussi que la guerre, même une guerre heureuse, ne résout que la moitié du problème, et qu'il reste toujours une autre question, celle de savoir comment s'opérera la régénération morale et intérieure de la péninsule? Il y a bien des genres de libéralisme : il en est un, merveilleux inventeur de recettes impossibles et de procédés chimériques d'émancipation; il en est un autre qui consiste dans tout ce qui rectifie les idées, fortifie les caractères, assainit les mœurs, et prépare l'Italie à rester maîtresse d'elle-même après avoir conquis son indépendance. C'est cette autre partie du problème que résolvent des vies comme celle de M. de Collegno, et qu'on ne saurait oublier même dans les heures de crise, surtout dans ces heures, afin que la justice des revendications ne devienne jamais un piége pour cette terre à qui les grands souvenirs n'interdisent pas heureusement les grands espoirs.

CHARLES DE MAZADE.

DES

RÉFORMES ÉLECTORALES

EN ANGLETERRE

I. *Parliamentary Government considered with a reference to reform of Parliament*, an Essay, by Earl Grey 1858. — II. *Lord Brougham's Speech on Parliamentary reform, in the house of Lords*, 1857.

La France, il faut le reconnaître, lors même qu'elle n'avait pas encore eu de liberté politique régulièrement garantie, en a toujours plus ou moins parlé. Le raisonnement était pour elle une institution naturelle, qui, sous la forme religieuse, historique, littéraire, avait son jour, son heure, et exerçait une influence inégalement tolérée à l'intérieur, mais puissante au dehors. Cette influence agissait selon l'à-propos de la controverse, la situation, le talent de l'écrivain, et en proportion aussi de cette vérité absolue qui réside dans les choses mêmes, et devient parfois irrésistible, si peu qu'elle se montre.

C'est ainsi que la France, si considérable au XVIIe siècle par ses armes et sa diplomatie, prit encore, dans le siècle suivant, une grande part aux événemens et à la marche générale de l'Europe, malgré l'inaction et la stérilité de son propre gouvernement. L'esprit de la nation suppléait au double inconvénient du pouvoir absolu et du défaut de lumières et de hardiesse dans le maniement de ce périlleux pouvoir. Par là s'explique comment la France, tout en manquant d'une politique ferme et suivie, avait par ses idées et par ses livres tant de crédit au loin. Elle aidait les autres peuples à tirer de leurs propres lois des conséquences nouvelles, et les poussait vers

un avenir qu'elle-même ne se proposait pas encore. Elle jetait un principe de liberté dans la monarchie, toute militaire alors, de la Prusse; elle rendait l'*autocratie* de Naples modérée, protectrice pour les talens, favorable aux innovations et à cette philanthropie dont brillent les écrits de Filangieri; elle forçait indirectement la domination allemande à donner pour un temps au Milanais, par la généreuse tutelle du comte de Firmian, le régime administratif le plus bienfaisant et le plus éclairé qu'on ait jamais vu en pays conquis. Enfin elle concourait à faire mieux sentir à l'Angleterre elle-même tout l'avantage de ses formes politiques, et elle la préparait à se délivrer graduellement des restes d'oppression religieuse dont whigs et tories avaient contracté la trop longue habitude.

L'*Esprit des Lois*, publié il y a aujourd'hui cent dix ans, à Genève, à Paris et à Londres, dans la même année, et lu aussitôt dans notre langue par tous les hommes éclairés, parut pour l'Europe une leçon bien plus sensible, une autorité bien autrement efficace que les débats mêmes du parlement britannique, restreints encore dans leur publicité, et demeurés presque inconnus sur le continent. La constitution anglaise, cet amas laborieux de précédens féodaux et de libres usages, de priviléges et de droits inviolables, le tout vivifié par une habitude générale de discussion publique, par l'esprit tenace de la nation, et par cette procédure de liberté, sans laquelle les déclarations de principes sont peu de chose, c'était là d'abord, même au milieu du XVIIIe siècle, un spectacle peu compris et encore moins envié des autres peuples civilisés.

Un Français, homme de génie, venait porter pour tous l'ordre et l'évidence dans ce dédale d'une liberté étrangère, complexe, lointaine, non par les lieux, mais par la différence des esprits. Écartant ou simplifiant la subtilité technique des formes, il faisait ressortir et briller à tous les yeux le fonds de principes essentiel à une société judicieuse et libre, l'accord nécessaire de ces principes avec le bon sens et l'équité absolue. C'est ainsi que le onzième livre de l'*Esprit des Lois* était rempli d'un seul fait, l'analyse théorique et pratique du gouvernement anglais. Et par cette analyse seule l'auteur expliquait admirablement ce que c'est que la liberté, à quoi elle est bonne, et pourquoi elle doit être défendue; comment ce qu'on a appelé le pouvoir du peuple n'est pas la liberté du peuple, mais tout le contraire; comment il importe de ne pas réunir dans la même personne la puissance législative à la puissance exécutrice; comment la puissance de juger doit elle-même n'être pas immuable, mais souvent représentée par des personnes tirées du corps de la nation, et qui se renouvellent comme les accusés dont elles sont les juges.

La définition et les conséquences de ces divers principes, la manière dont ils se concilient, se fortifient et se limitent l'un l'autre,

leur concours à la puissance régulière de l'état et à la liberté du *sujet*, comme disait la vieille Angleterre, voilà le mémorable tableau que retraçait en 1748 Montesquieu, d'après un modèle vivant dès lors, et aujourd'hui bien grandi, sans être trop changé. On sait quel fut sur les Anglais eux-mêmes le grand effet du livre de Montesquieu. Ils estimèrent davantage une liberté si bien comprise et appréciée si haut par les publicistes d'un peuple rival; ils conçurent d'autant mieux, pour ainsi dire, la théorie de leur propre histoire et la philosophie de ce gouvernement légal, dont ils sentaient surtout les avantages immédiats et pratiques. Un de leurs plus spirituels hommes d'état, lord Chesterfield, rendit cet hommage public à notre illustre compatriote.

En se complaisant à décrire par mille traits caractéristiques le système et l'action du gouvernement britannique, Montesquieu avait ajouté, peut-être pour passeport de ses éloges : « Comme toutes les choses humaines ont une fin, l'état dont nous parlons perdra sa liberté, il périra. Rome, Lacédémone et Carthage ont bien péri. Il périra, lorsque la puissance législative sera plus corrompue que l'exécutrice. » Il insinuait même, quelques pages plus loin, que ce progrès de corruption commençait à se développer, et que les Anglais n'avaient pas la jouissance actuelle de toute la liberté établie par leurs lois. Cette impression était la conséquence inévitable du bruit que fait la liberté, quand elle est assez bien garantie pour se plaindre hautement de n'être pas encore plus forte. C'était aussi une des suites naturelles de la mauvaise renommée qu'avaient laissée le long ministère de Walpole et son art, disait-on, d'accroître et d'assurer par les abus mêmes de l'administration financière la docilité du parlement.

Se fondant sur cette hypothèse fort exagérée, la philosophie politique prévoyait donc pour l'Angleterre, et comme cause de sa destruction future, un mal tout simplement impossible, tant que la liberté existe dans un pays. De quelle manière en effet et par quel prodige la puissance législative pouvait-elle arriver, devant une presse libre, un jury indépendant et un public raisonneur, à cette corruption dernière et fatale? Était-ce par la situation dépendante et le mutisme complaisant des législateurs? Rien de moins vraisemblable. Toute chose se disait dans les deux chambres anglaises avec une grande et rude liberté, bien qu'on n'imprimât pas encore tous les matins dans les journaux ce qui s'était dit la nuit dans le parlement; mais sous cette réserve, dont la franchise intérieure du débat s'accroissait encore dans les véhémentes paroles d'un Pulteney ou de tel autre, la publicité, plus tardive, plus incomplète, n'était guère moins puissante pour l'esprit anglais. Reproduite avec des anagrammes, ou dans des cadres fictifs, renouvelée par les orateurs

eux-mêmes dans des *imprimés* et dans des comptes-rendus populaires, elle ne cessait d'entretenir ce sentiment de la vie politique, qui est la liberté même. Seulement, par la force des choses, le débat, étant réel et animé dans les chambres britanniques, ne pouvait manquer de retentir chaque jour davantage au dehors, et il devait parvenir graduellement à cette régulière, rapide et immense publicité, commencée depuis un siècle, et qui s'accroît sans terme, non pas seulement pour l'Angleterre, mais pour le monde entier, suppléé au silence des autres pays, et nous donne parfois de curieux détails sur nos propres affaires.

Placée devant un tel contrôle, organe et centre d'une telle publicité, la puissance législative, comme parle Montesquieu, n'est pas sans doute à l'abri de toute illusion, de toute erreur, de l'ascendant d'un parti politique, et parfois même du prestige passager d'un homme; mais comment serait-elle corrompue dans le sens matériel et vulgaire admis par l'illustre publiciste? Le seul danger pour elle serait de tomber jamais sous la pression illimitée d'une opinion extérieure, d'être entraînée par le flot démocratique, en un mot d'accepter la souveraineté de la foule, au lieu des influences de la raison, de la justice et de l'intérêt public.

C'est là en effet pour les assemblées représentatives une autre source de corruption possible, la domination par en bas, l'action des masses au lieu du gouvernement de l'intelligence, la force au lieu du droit, le nombre au lieu des lumières. Au temps où écrivait Montesquieu, ce dernier danger n'aurait pu apparaître que dans une perspective fort lointaine, et que l'expérience d'un passé historique encore récent devait rendre bien défavorable et bien suspecte. L'Angleterre se souvenait en effet des réformes électorales essayées durant la république et sous Cromwell. On avait fort accru le nombre des électeurs; mais comme le droit commun était sans cesse violé, et le pouvoir arbitraire des *majors-généraux* partout prédominant, il n'y avait eu ni élections libres, ni chambres régulières et durables. Quelques débris vivaces du vieux droit anglais avaient encore lutté çà et là contre le despotisme militaire; mais le nombre plus ou moins grand des électeurs, la part faite au *pauvre peuple*, comme disait le puissant dictateur, n'avait été de rien dans cette résistance. Quand le mouvement est violent et sans contrôle, il entraîne la foule et la précipite d'autant plus qu'elle est plus nombreuse.

Cependant un autre et moins grave abus, l'inconvénient du suffrage inégal et restreint, avait dû se produire et choquer davantage, à mesure que l'Angleterre s'était éloignée de la date de ses deux révolutions, et qu'elle étendait et affermissait sa laborieuse liberté. Dès le milieu du XVIIIe siècle, malgré quelques *bills* de ré-

paration et de précaution appliqués aux élections de la chambre basse, au choix des *chevaliers* de comté et des *commoners* représentant les villes, de grandes plaintes s'élevaient sur les vices et les anomalies de l'ancien système. On le trouvait avec raison chaque jour plus défectueux et plus contradictoire; on y signalait l'injustice et parfois le scandale de ces *bourgs-pourris*, tantôt sous la dépendance absolue de quelques riches propriétaires, tantôt formés d'un très petit nombre de très pauvres électeurs, qui vendaient leur voix au plus offrant. Ici l'élection était complétement fictive ou mercenaire : ailleurs elle était en apparence très démocratique et tumultuaire, mais également vénale, ou dominée par une seule influence.

A la vérité, quelques avantages semblaient attachés à ces abus mêmes et en sortaient victorieusement. L'extrême diversité, l'origine disparate de l'élection favorisaient l'avénement des mérites et des situations les plus dissemblables. Tel jeune homme de talent sans fortune, encore inconnu, et qui n'aurait pu payer, dans un système d'élection plus populaire, les frais de transport des électeurs au chef-lieu du vote, était nommé sur la recommandation de quelque grand propriétaire whig ou tory. Ailleurs au contraire, toujours à la faveur de ce principe du libre et complet examen, sans lequel le nombre des examinateurs importe peu, un candidat paraissait en personne devant un petit corps de *francs tenanciers*, de bourgeois établis, de commerçans indépendans. Là, par une solide discussion des intérêts du pays les plus accessibles pour eux, il s'assurait leur adhésion. Ou bien même, dans tel autre district fort différemment organisé, dans telle ville populeuse, dans tel grand quartier de la vieille Cité de Londres, un candidat, fût-il ministériel très connu ou même ministre récemment nommé, se présentait devant quelques milliers d'électeurs, en était très démocratiquement applaudi ou sifflé, et finissait souvent par remporter une laborieuse victoire, que les adversaires d'une réforme systématique et générale ne manquaient pas de citer comme un échantillon suffisant de la liberté britannique. On a vu de nos jours comment M. Canning lui-même, lorsqu'il n'était encore qu'un *conservateur* énergique autant que spirituel, avait souvent triomphé dans ces luttes, et dominé par sa parole la foule tumultueuse (1), que ses sarcasmes n'épargnaient pas.

Depuis bien des années cependant, la réforme électorale était demandée à grands cris, et par de bonnes raisons. Il avait fallu les prodigieux événemens de la fin du dernier siècle et des commencemens du nôtre pour la retarder si longtemps. C'était précisément un demi-siècle avant l'époque où elle devait triompher que le jeune

(1) *Swinish mob.*

William Pitt en avait proposé le principe à la chambre des communes, le 7 mai 1782, avec l'appui de Fox, alors ministre, et un concours assez nombreux d'adhérens divers. La motion, habilement soutenue, n'en avait pas moins été tout d'abord écartée par cette sage répugnance des Anglais à changer les anciennes lois, et Pitt était destiné à renouveler plusieurs fois la même tentative inutile, avant de s'en montrer, à son tour, l'adversaire inflexible.

Pour nous, ce changement de rôle dans un si grand esprit indique bien les deux faces de la question, et ce qu'elle avait, selon les temps, de diversement grave et complexe. S'agissait-il des années languissantes et des ministères vacillans qui suivirent la guerre d'Amérique, un jeune homme, né ministre de race et d'instinct, mais pas encore en fonction, un jeune politique plein de feu et d'audace, tel qu'était William Pitt, envoyé à la chambre des communes par le petit bourg d'Appleby, sur un mot de recommandation de son camarade d'université, le duc de Rutland, devait trouver pour lui-même ce mode de promotion bien précaire, et en juger sévèrement l'emploi dans d'autres applications moins heureuses. Avec cette rigueur de logique où se plaît la jeunesse, il n'avait pas de peine à démontrer les nombreuses incohérences, les extrêmes inégalités, les contradictions de tout genre, dont s'étaient chargées successivement les élections anglaises. Mais bientôt d'autres problèmes politiques et d'autres luttes pour sa propre élévation, pour le règlement de l'Inde, pour l'organisation de la régence, vinrent le distraire et employer ailleurs toute sa force.

Puis allaient venir, pour contre-poids et pour avertissement à l'esprit de réforme électorale en Angleterre, les réformes de la France et l'ébranlement de leurs secousses illimitées. Sans doute le zèle réformiste d'une partie des anciens whigs, de ce qu'on pouvait appeler les libéraux anglais, loin d'être découragé par cet exemple, dut y puiser d'abord une ardeur nouvelle : les pétitions se multipliaient, des associations ardentes se formaient; mais les appuis de la réforme n'étaient plus les mêmes, et le bon sens public n'était plus favorable à cette nouveauté, dont les conséquences étaient portées si loin dans un autre pays. Les excès de l'esprit de révolution en France tempéraient et intimidaient l'esprit de réforme en Angleterre. Les mots de *parlement annuel*, de *suffrage universel*, que faisaient retentir les correspondans britanniques des clubs français, frappaient de discrédit et de défiance tout projet, même de réforme judicieuse et modérée.

Le principe d'une *valeur de trois journées de travail* considérée comme suffisante pour conférer le droit électif, cette condition de l'activité civique précieusement recueillie par M. le vicomte de Cormenin et d'autres publicistes de nos jours, épouvantait le bon sens

britannique, et suscitait les plus fortes et les plus prévoyantes objections. Ce n'était pas seulement une grande section des whigs avec Burke à sa tête, et tout le parti religieux et philanthrope de Wilberforce, qui se séparaient hautement d'un pareil système de démocratie sans mesure, comme d'un danger permanent pour la *couronne*, l'*église* et la *propriété*. Fox lui-même cessait de réclamer une réforme électorale compromise par de tels exemples; des whigs très avancés la déclaraient menaçante pour la liberté, favorable à la domination d'un maître et à l'inertie des classes éclairées, sous la pression des masses. Ils rappelaient que les anciennes républiques, les états libres de la Grèce et de l'Italie, avaient péri par l'extension du droit de suffrage aux prolétaires, aux étrangers, aux affranchis. Et, se reportant à ces éloquens axiomes que Montesquieu avait tirés des exemples de leur propre pays, ils répétaient avec lui : « Le ciel n'est pas plus éloigné de la terre que l'esprit de liberté ne l'est de l'esprit d'extrême égalité. »

Ainsi notre extrême égalité de 1791 et des années suivantes fut pour un temps la meilleure réponse de l'aristocratie anglaise à tout projet de réforme parlementaire, et presque un argument pour l'immutabilité même des abus. Tel riche brasseur autrefois démocrate, telle corporation de *dissenters* autrefois mécontente, signaient des pétitions et tenaient des assemblées contre tout plan de réforme et d'élections publiques en la forme adoptée dans un royaume voisin. Devant cette disposition spontanée d'un grand nombre d'esprits et ces inquiétudes de la majorité du pays, accrues encore par les excès de quelques démagogues anglais et par les précautions que leur opposait le pouvoir, M. Pitt n'eut pas de peine à tenir assoupies pendant les épreuves diverses de son long ministère toutes ces questions de réforme électorale et d'épuration parlementaire, qu'il avait autrefois suscitées lui-même.

Ce qui secondait à merveille sur ce point sa politique résistante et stationnaire, ce n'était pas seulement le cours précipité et la contagion électrique des événemens de France; c'était aussi et surtout l'aspect du parlement britannique, la sage vigueur des résolutions, le ralliement des partis sous un intérêt de défense commune, le patriotisme enfin, jaloux, inquiet, excessif, mais fidèle encore à l'esprit de liberté. Devant un tel exemple, le même William Pitt, qui supposait autrefois le parlement trop défectueux dans son origine pour faire véritablement le bien du pays, le déclarait aujourd'hui indispensable dans sa forme actuelle pour tout défendre et tout sauver. Il jugeait avec raison en effet que l'indépendance de fortune, les traditions de races, l'orgueil du nom, l'ambition même, l'ardeur de parvenir, l'attachement au pouvoir, l'intérêt, le talent, toutes ces forces diverses, quand elles sont mises en jeu par la liberté du dé-

bat, sous le contrôle du public, forment une représentation véritable et puissante. Il demandait donc avec confiance à la chambre des communes non *réformée* ce qu'il trouvait réellement en elle, un appui éclairé autant que courageux, passionnant l'opinion pour une grande cause, mais n'essayant pas de l'assujettir, lui servant d'organe, mais ne prétendant pas la rendre insignifiante ou muette, combattant à sa tête sous le drapeau des lois du pays, et avec la ferme intention d'en maintenir intactes les garanties populaires.

Ainsi se passa le temps de ce premier et terrible conflit entre l'esprit de révolution illimitée, devenu bientôt l'esprit de conquête, et les institutions d'une monarchie représentative forte de ses libertés inviolables. Honneur soit rendu par l'histoire aux citoyens anglais membres du parlement, qui même alors tenaient surtout pour la liberté et revendiquaient sans cesse les droits individuels et publics, que la grandeur de la crise et bien des exemples étrangers pouvaient mettre en péril! Mais, et cela se conçoit sans peine, on ne pouvait sérieusement songer dans Westminster à la réforme électorale pendant qu'on défendait l'entrée de la Tamise contre la révolte d'une partie de la flotte britannique, et qu'on voyait, dans les classes les plus pauvres, la violence brutale et le *jacobinisme* du pillage prêts à remplacer toute autre expression des vœux populaires. Si la main d'un politique pouvait alors toucher à la constitution du parlement, ce devait être dans un intérêt non de théorie perfectionnée, mais de solidarité plus intime entre ces grandes îles d'Europe qui forment le *royaume-uni britannique*. Lier plus fortement l'Irlande à son impérieuse dominatrice, jeter cent membres irlandais dans la chambre des communes de la vieille Albion, accroître proportionnellement celle des lords, c'était là ce qu'un instinct de défense et d'avenir suggérait à M. Pitt; c'était toute la réforme parlementaire qu'il pouvait entreprendre et qu'il fit en 1800 avec autant de vigueur que d'à-propos. Rien de plus, on peut le croire, n'était à espérer de l'homme d'état qui n'était pas un législateur d'époques paisibles, mais un champion national dans la plus grande lutte des temps modernes.

Quand cette lutte reprit après la paix passagère d'Amiens, quand elle fut compliquée par les désastres et le prompt abattement des alliés de l'Angleterre, quand elle se ranima cependant, plus opiniâtre et plus vive, sans M. Pitt, mort à la peine, et qu'elle se soutint avec une impulsion croissante, même par des mains plus faibles, il fut moins que jamais question pour l'Angleterre de refaire à loisir son système électoral et de le constituer sur des bases réformées ou nouvelles. Avec lord Castlereagh et Canning unis ou divisés, sous les héritiers inférieurs d'un grand ministre, mais non sans l'autorité de son exemple et l'énergie d'un état puissant, qui se gouverne lui-

même tout à la fois par ses institutions et par les hommes qu'elles produisent et qu'elles renouvellent incessamment, l'Angleterre continua le terrible duel où elle était engagée au dehors, et où elle avait su se donner tant d'auxiliaires. Elle y trouvait, jusqu'au dénoûment et même après, une raison excellente de ne pas prendre une autre affaire sur ses bras, et ne pas s'imposer le fardeau d'une réforme intérieure, même la plus sensée. Elle voyait chaque jour que son parlement lui suffisait, même pour une bien rude et dispendieuse tâche, et elle n'était pas sûre de gagner au change. Ce qui manquait alors à la sincérité des élections anglaises, un autre principe plus vital encore, la liberté publique, y suppléait, et nulle forme électorale n'eût suppléé la liberté publique.

Les coalitions de 1814 et de 1815, la revendication violente du droit public européen, la charte donnée à la France, et les libertés qui devaient en être le passager, mais glorieux résultat, ne pouvaient manquer de réveiller partout bien des questions longtemps assoupies, sans être mortes, ni oubliées. Après la réduction des dépenses publiques, si lourdes pendant une si terrible guerre, la réforme électorale devint, avec l'émancipation des catholiques, le plus urgent problème de la monarchie constitutionnelle d'Angleterre. Et toutefois la solution réclamée à tant de titres, au nom des intérêts les plus divers, par les voix les plus autorisées et les plus énergiques, fut encore éludée, repoussée pendant seize années, tant les terribles échos de la révolution, de la propagande et de la conquête retentissaient encore, comme un motif ou un prétexte de défiance, contre l'extension théorique de la démocratie!

Probablement cette opiniâtre inquiétude de la tradition tory, même après sa victoire la plus populaire, se serait maintenue longtemps, et cette patience de l'esprit anglais à garder la forme qu'après tout il avait sentie puissante et tutélaire aurait duré bien des années encore, sans une catastrophe immense et voisine. La commotion soudaine et provoquée de 1830, cette foudroyante condamnation d'un coup d'état malheureux, mûrit et précipita pour l'Angleterre l'époque tant différée de sa réforme intérieure.

Après la charte française, ébranlée sans doute par sa rénovation même, mais en apparence raffermie sur des bases plus populaires, après notre abaissement du cens électoral et notre nouvelle organisation de royauté consentie et de puissance parlementaire considérablement augmentée, le gouvernement britannique, qui, de bonne heure et d'assez bonne grâce, adhérait à ce changement, pouvait difficilement se refuser lui-même, dans son intérieur, au progrès social de son peuple, à la suppression d'anciens abus si longtemps attaqués, et que rien n'excusait plus. Du moment qu'il gardait la paix, il devait faire la réforme.

Ce fut un beau spectacle, pour les amis de l'humanité et de la liberté, de voir dans cette question les derniers efforts, la dernière résistance de l'ancien esprit conservateur, puis sa reddition loyale et sa retraite momentanée. L'homme dont l'Angleterre avait le droit d'être fière, celui qui lui avait donné sur le champ de bataille de l'Europe une fortune inespérée, était au pouvoir comme l'arc-boutant et la dernière colonne du système de résistance immuable. Il avait pour auxiliaire et pour appui le plus remarquable champion de cette résistance sous la forme civile, un conservateur d'une autre origine et d'une autre date, l'habile et opiniâtre Robert Peel. De pareils hommes, appelés par la couronne comme un renfort suprême, ne voulaient, on le croira facilement, ni céder le pouvoir, ni proposer eux-mêmes la réforme, qu'ils avaient combattue. Une crise formidable semblait donc imminente entre deux principes contraires, entre deux forces inégales de nombre, mais l'une armée de la possession, et l'autre croissante et irritée. Que serait-il arrivé, s'il y avait eu sur le trône l'obstination d'un Charles Ier et au pied du trône l'audace altière et la passion d'un Strafford?... Mais les temps et les hommes étaient autres. Sitôt que, dans la chambre des communes, telle qu'elle existait encore, avec ses précédens et les abus aggravés de son ancien mode, l'esprit de réforme retentissant au dehors eut pénétré par contre-coup, sitôt qu'une majorité de vingt-neuf voix eut marqué son blâme du ministère par l'ajournement du bill de liste civile proposé pour Guillaume IV, les deux puissans ministres qu'avait laissés son prédécesseur sentirent que le terme était venu, et le lendemain, les deux chambres, la chambre des pairs, encore si opposée à la réforme, et la chambre des communes, nommée par l'ancienne loi et les anciens abus, mais dominée par l'évidence et l'opinion, apprenaient, non sans trouble, la dissolution du ministère et l'appel de lord Grey pour former un cabinet nouveau.

C'est qu'en effet la crise politique et sociale était alors impérieuse, irrésistible, et qu'elle offrait, sous des formes menaçantes, ce qui n'existe pas aujourd'hui, même dans un faible degré, et ce que la parole fervente et colorée de M. Bright, ou les rudesses démagogiques de quelques radicaux, ne peuvent ni simuler, ni reproduire. L'Angleterre était réellement debout, impatiente, inquiète, offensée dans ses instincts de bon sens et de fierté. Le duc de Wellington, en déclarant le système de représentation acquis alors à l'Angleterre le plus satisfaisant qu'il fût possible d'atteindre, et la législature actuelle la meilleure des législatures, n'avait fait que précipiter un mouvement déjà si rapide. En vain quelques théoriciens du pouvoir rappelaient avec raison tout ce qu'avait eu de patriotique, de progressif et de libéral l'action du débat public dans ce parle-

ment défectueux d'origine : on répondait de toutes parts qu'un nouveau service à rendre, qu'une dernière et bonne mesure de ce parlement, c'était de se réformer enfin, et de donner à la liberté pratique et au gouvernement du pays la base d'une représentation partout effective et sincère.

Il faut le dire encore, à l'appui de ce vœu si bien réfléchi apparaissaient de redoutables démonstrations, d'un caractère nouveau, même chez nos libres voisins. Ce n'étaient pas seulement d'innombrables pétitions de corporations et d'individus, de grandes assemblées populaires, c'étaient des *meetings* armés, où figuraient et manœuvraient, avant et après les discours des orateurs, plusieurs milliers de citoyens en appareil de guerre, et comme disposés à revendiquer un jour par la force ce qu'ils réclamaient encore au nom du droit, et par les formes de discussion et de liberté consacrées dans le pays.

L'exemple était terrible; la menace était trop forte, bien que contenue dans des limites qu'elle n'excéda point. L'épreuve avait besoin d'être abrégée, et lorsque lord Grey et lord John Russell, fidèles à leur vie passée et aux doctrines d'un grand parti politique, acceptèrent la mission de former un cabinet nouveau, d'accomplir la réforme électorale et de gouverner par elle, ils ne furent pas seulement des hommes de principes, conséquens avec eux-mêmes : ils furent de nobles et utiles citoyens; ils entrèrent avec courage dans une voie nouvelle qui, après tout, n'était pas excessive, puisqu'elle n'a pas, ce semble, compromis les destinées du pays, et qu'après vingt-huit ans d'épreuve on s'occupe de l'élargir encore, sauf à la rectifier sur quelques points.

Mais cela même explique la grande différence des deux époques, la profonde anomalie des deux situations, et partant des conséquences plus ou moins directes qu'elles entraînent. On n'a pas oublié, dans la diplomatie de l'Europe, la secousse de 1830 et les inquiétudes qui suivirent. On ferait un bien gros volume des prophéties menaçantes dont était accompagnée sur le continent, et même en Angleterre, l'inauguration d'une réforme qui augmentait de près d'un million la masse des électeurs du royaume-uni. Disons plus, les procédés par lesquels lutta et triompha cette réforme si combattue n'avaient pas été toujours, même de la part du ministère, prudens et modérés. La question engagée, il voulait vaincre à tout prix. L'agitation, même matérielle, à l'appui de son bill électoral ne lui déplaisait pas, ou du moins n'était pas blâmée par lui, et un illustre lettré, alors membre de la chambre des communes et du cabinet, n'hésitait pas à dire que la liberté de l'agitation était à la liberté de la presse ce que celle-ci avait été à l'emploi plus paisible et plus lent de l'écriture : proposition qui nous étonna, et nous pa-

raissait un peu vive pour un historien et pour un ministre. De là sans doute bien des craintes spécieuses et de fâcheux pronostics.

Savez-vous quel est le moment où ces craintes ont été démenties, et la portée de la réforme justement appréciée? C'est lorsque dix ans après ce bil de réforme si laborieusement débattu pendant deux sessions, voté par une chambre nouvelle, subi avec une résignation calculée par la pairie, on vit la force des choses, l'intérêt anglais bien compris, ramener au pouvoir Robert Peel et lord Aberdeen lui-même. C'était bien là que pouvait se reconnaître le génie même de la constitution anglaise, l'esprit de libre examen et de libre débat, et par suite l'ascendant inévitable du talent et des lumières. Robert Peel avait été non pas seulement le martyr, mais l'adversaire opiniâtre autant que mesuré du bill de réforme. Il en avait nié la nécessité, il en avait attaqué les applications étendues, il y avait signalé quelques contradictions et quelques insuffisances; puis, quand à force de rames et de bras le nouvel esquif fut à flot, il monta dessus en pilote habile, et dans le premier parlement *réformé*, telle fut sa vigoureuse et habile conduite, parfois son adhésion indépendante, plus souvent sa ferme et sage opposition, que dix ans après sa chute il revenait à la tête du ministère par droit de discussion, aux applaudissemens d'une nouvelle chambre des communes (30 août 1841).

Il y revenait pour cinq ans, et s'il dut tomber alors, sans la fatalité qui plus tard abrégea sa vie, on peut le croire, la vicissitude des incidens politiques, combinée avec la puissance du talent, l'eût relevé de nouveau sur le terrain du débat public, pour gouverner encore une fois par l'art habile de modifier à propos sa politique et de s'approprier ce qu'il vaut mieux corriger que combattre.

Une seconde preuve de cette même vérité et un nouvel argument à l'appui de la différence entre les deux réformes, c'est le ministère actuel de lord Derby, le nom même de cet homme d'état, les souvenirs de sa glorieuse carrière dans la chambre des communes, sa situation présente dans celle des lords. Le noble et brillant orateur du torysme modéré, celui qu'il y a vingt ans la chambre des communes admirait sous le nom de Stanley, aujourd'hui renouvelé pour elle avec tant d'éclat, lord Derby, fera maintenant à la chambre des lords ce que lord Grey entreprenait en 1831 et 1832. Il appuie le nouveau bill électoral. Est-il à croire qu'il trouvera les mêmes résistances que son devancier à cette première épreuve, qu'il suscitera les mêmes combats, qu'il aura besoin de recourir à des prophéties comminatoires, ou, ce qui serait pis encore, à une création nouvelle de pairs, à ce débordement qu'en 1832 lord Grey montrait à demi suspendu, et détournait cependant de toute sa force? Rien de pareil à l'horizon, rien de semblable entre les deux époques. En 1831, la réforme parlementaire du royaume-uni était une secousse encore

inconnue, une excitation immense, une révolution possible. En 1859 et en 1860, si elle ne se termine pas cette année, elle est une affaire, une rectification laborieuse, une matière de débats, un bill d'*applications* pratiques et de détails infinis, qu'on peut amender et sous-amender, sans catastrophe imminente pour l'état. Veuillez bien le remarquer en effet, rien de radical dans ce projet, ni dans l'addition même que propose lord Russell. Partout les cadres de l'ancienne loi, les divisions de bourgs et de comtés judicieusement maintenues appellent au *droit électoral*, non pas l'individu, à quelque titre que ce soit, mais le propriétaire, le co-associé à la propriété, le fermier, l'homme ayant une garantie de domicile et d'industrie, l'artisan même cautionné par son dépôt dans une caisse publique d'épargnes.

Nous ne rappelons pas ici des dispositions d'un tout autre ordre maintenues à l'égard de corporations savantes, et qui assurent la diversité en même temps qu'elles élèvent la source de l'élection; mais sur ce terrain des ramifications si nombreuses embrassées par le bill, bien que la *qualité* d'électeur soit rendue très accessible, nous remarquons qu'elle reste ce qu'elle doit être, intelligente et présumée responsable. Voilà le grand point. L'esprit des peuples libres de l'antiquité, moins abstrait et plus pratique parfois que le nôtre, attachait le droit électif non pas à la condition d'homme, mais à la présomption de volonté indépendante. Aristote établissait dans sa *Politique* que les hommes, même libres, qui dépendent de leur salaire du jour, les manœuvres, les artisans, ne doivent pas concourir à l'élection. « Il ne leur croyait pas, disait-il, des sentimens assez élevés, assez libéraux pour cela. » Cette théorie du philosophe peut étonner dans un pays où le gouvernement, provisoire il est vrai, croyait se recommander par l'adjonction sur sa liste du nom d'un simple ouvrier; mais le nouveau bill anglais, présenté par M. Disraeli, nous paraît fondé sur cette idée, que la condition d'homme ou même d'ouvrier ne suffit pas pour constituer le droit électoral, et qu'il est bon d'y joindre une garantie de propriété, d'établissement régulier, de science acquise et exercée, d'économie faite et assurée, quelque chose enfin qui caractérise l'homme intéressé à l'ordre social, et pouvant lui apporter une part de volonté intelligente et libre.

Lord Brougham, un des apôtres les plus véhémens de la grande réforme de 1832, disait en août 1857, au sujet de la nouvelle réforme déjà débattue : « Outre mes deux nobles amis, lord Ripon et lord Glenelg, absens aujourd'hui, je reste seul dans cette chambre de tous les auteurs du bill de 1832, sauf encore mon noble ami, en face de moi, qui est membre du gouvernement. » Remarquable exemple du renouvellement des institutions par la seule marche de la vie, sans les accidens qui le hâtent et qui les brisent! De toute

cette pairie anglaise, si résistante et si menacée en 1832, de tant de protestations et de discours qui retentissaient alors, il n'y avait plus, l'avant-dernier été, que quatre représentans, vingt-cinq années après le grand procès! Mais l'esprit et la pratique de la constitution subsistent. Le droit de discussion et d'examen est partout en Angleterre, s'exerce et se renouvelle sans cesse. Que s'agirait-il d'ajouter à ce droit, appliqué récemment avec tant de force et d'habile modération dans les deux chambres? L'appel d'une masse illimitée d'électeurs, leur répartition rigoureuse en districts numériquement égaux, le scrutin secret, comme seule garantie de l'indépendance de ces hommes qu'on déclare si capables et si dignes des droits politiques! C'est là précisément ce que repoussait le bill de 1832, qu'on prétend compléter sans doute, et non détruire. Il voulait élever un plus grand nombre de sujets britanniques à l'exercice du droit réclamé pour eux. Il maintenait le vote public comme une tradition des libertés anglaises. Il ne se proposait pas de substituer à quelques bourgs électoraux presque sans habitans des foules sans responsabilité, des masses inertes et muettes, au risque d'être un jour aveugles et furieuses, ou de ne représenter qu'un simulacre de peuple dont la volonté n'est pas mieux éclairée qu'elle n'est sûrement constatée.

La réforme permanente et toujours active de l'Angleterre, c'est la puissance légale du parlement, le libre examen par le pays, l'action perpétuelle de la presse, la garantie individuelle du citoyen, et, on peut le remarquer, tel est l'effet de ces premiers et heureux gages du bon état social que rien des passions violentes qui réclamaient, il y a trente ans, une réforme électorale nécessaire sur quelques points ne se reproduit aujourd'hui. Il n'y a plus, dans des proportions notables du moins, de *chartistes* et de radicaux extrêmes voulant un parlement annuel ou triennal, nommé par le suffrage universel. L'esprit de liberté, éclairé par le raisonnement et l'exemple, n'est pas moins contraire à semblable progrès que l'esprit d'ordre et de gouvernement légal. L'esprit de liberté peut ajouter quelques catégories, étendre quelques nombres, supprimer quelques incohérences dans le bill de 1832 : il n'en peut pas changer le caractère intelligent; il ne peut pas le submerger sous le seul et grossier principe de la force numérique. Ce serait pour le principe de liberté se renoncer, s'abdiquer soi-même. Aussi rien de tel ne sortira du parlement, dont l'Europe suit aujourd'hui avec tant d'intérêt et attend chaque jour les libres débats sur les plus graves questions du monde politique. Les nouveaux amendemens au système électoral du royaume-uni viendront à leur tour sans que personne en soit impatient ni effrayé, et ils ne troubleront ni l'Angleterre, ni l'Europe.

VILLEMAIN.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

14 mars 1859.

Au point de développement et de maturité où est arrivée la crise à laquelle l'Europe est en proie depuis le commencement de l'année, il ne nous est pas possible de cacher notre émotion. Avons-nous besoin de le déclarer? cette émotion n'est pas la crainte d'une guerre dans laquelle notre patrie serait obligée de s'engager, si la nécessité et la justice lui en étaient démontrées. Non; nous ne sommes pas de ceux qui déclinent systématiquement, pour les grandes nations, les pesans, mais glorieux devoirs de la guerre. Que le dilemme de la paix ou de la guerre s'agite devant l'Europe, si nous avons le droit de le regretter, nous n'en sommes point effrayés; mais ce qui nous préoccupe, c'est l'état de l'opinion en France tandis que se débat dans le monde en son nom et pour elle une question aussi vaste, aussi complexe, qui l'intéresse à un si haut degré dans le présent et dans l'avenir, dont la solution peut confirmer ou dénaturer la marche que la civilisation suit en Europe depuis quarante ans. Ce qui nous inquiète, c'est qu'elle soit si peu informée des raisons qui lui imposent aujourd'hui plutôt qu'hier, plutôt que demain, la solution de cet immense et redoutable problème. Ce qui nous afflige enfin, c'est qu'elle soit exposée à prendre un parti précipité et irrévocable sans qu'une enquête et une discussion publique, calme, attentive, réfléchie, aient pesé devant elle tous les motifs et toutes les conséquences de l'une et de l'autre conduite; c'est en un mot que l'opinion ne soit pas assez éclairée pour se prononcer sur une question qui sera peut-être pendant de longues années la plus grande affaire de la France avec cette autorité souveraine que personne cependant ne lui conteste. Hélas! nous avons eu mainte fois, depuis deux mois, le courage de parler avec un triste sourire de l'ignorance, des incertitudes et des inconséquences de l'opinion; nous en exprimons hautement notre repentir : ce n'était point l'ironie, c'était une patriotique sollicitude que devait inspirer un tel spectacle.

L'état de l'opinion en France relativement à la question de paix ou de guerre doit donc, suivant nous, être pour les esprits politiques l'objet de préoccupations sérieuses. Les grands militaires s'accordent à dire que la principale condition du succès à la guerre, c'est la préparation. Ils entendent par là la formation et l'instruction du personnel des armées et les grandes accumulations de matériel. La préparation n'importe pas moins à la bonne et nationale solution des problèmes politiques, une préparation toute morale, celle qui se fait par le travail des esprits et la balance des intérêts au sein de l'opinion publique : voilà, tout le prouve, la préparation qui fait trop défaut dans la crise actuelle. L'opinion témoigne pour la paix des préférences vagues, parce qu'il ne lui a pas été donné d'entrevoir les causes qui pourraient être des raisons précises de guerre. Elle n'a ni fermeté ni résolution, parce qu'elle n'a pu parvenir encore à aucune conclusion raisonnée. Elle ne sait pas conclure, parce qu'elle n'a été guidée jusqu'à ce jour par aucune discussion approfondie. Certes on lui a fait bien de l'honneur en l'appelant récemment la sixième des grandes puissances de l'Europe. Qu'est-ce qu'une puissance à laquelle manquent les lumières et l'initiative, et qui, au lieu de prendre des résolutions décisives, en est réduite à ne montrer que les impressions fugitives et décousues que laissent sur elle non pas même les faits vrais, mais ces folles, puériles et dangereuses contrefaçons de la vérité, ces ombres impalpables qui pullulent à l'état de rumeurs? Si cette fameuse sixième puissance existe en effet, ce n'est pas au sein de l'opinion qu'elle réside en ce moment; elle trône plutôt dans ces agences télégraphiques qui sont apparemment dans la confidence de tous les cabinets, qu'accueillent avec la même uniformité tous les journaux, et dont l'opinion reçoit les ridicules et incohérentes révélations avec une crédulité fiévreuse, mais aussi docile que le fil qui vibre passivement sous le courant électrique. Nous ne craindrons pas de dire que cet affolement de l'opinion est un embarras pour le gouvernement. Nous en trouvons l'aveu dans les récentes déclarations du *Moniteur* et dans un document plus élevé encore, nous voulons parler du discours prononcé par l'empereur à l'ouverture de la session. Ces manifestations officielles ne signalent-elles pas avec éclat le mal qu'elles ont justement voulu réparer? Pourquoi cet avertissement donné par *le Moniteur :* « Le public doit donc, en tout état de cause, se mettre en garde contre les inductions fondées sur le langage des journaux? » Pourquoi des plaintes si amères contre « ces vagues et absurdes rumeurs, » contre ces « accusations générales que la malveillance invente, que la crédulité colporte et que la sottise accepte? » Oui, il faut que le mal soit bien réel pour inspirer des protestations dont la vivacité forme un si remarquable contraste avec le calme et la gravité ordinaires du langage officiel; mais suffit-il d'indiquer le mal? n'est-il pas temps enfin d'en rechercher la vraie cause?

Ici nous nous séparerons peut-être du *Moniteur,* ou du moins nous irons probablement plus loin que lui. Le caractère de cette infirmité morale dont souffrent tous les esprits fiers, c'est l'inquiète crédulité de l'opinion, qui, dans sa curiosité passive, s'égare sur la foi des informations frelatées, et ne sait pas prendre un parti par elle-même; mais cet état de l'opinion est un effet et non une cause: il est la conséquence de l'extinction de l'esprit d'ini-

tiative dans la presse et de l'absence des discussions politiques. La raison publique se manifesterait avec une force et un éclat dignes de la France, et donnerait au gouvernement le frein ou l'appui qui lui serait nécessaire, si la presse française ne se bornait point à l'aveugle collection des faits que lui transmettent les bureaux de nouvelles, ou qu'elle glane dans les correspondances bavardes des feuilles étrangères, si elle abordait avec une libre et généreuse émulation la discussion des grandes affaires que les complications européennes suscitent aujourd'hui à la France. L'opinion serait-elle arrivée au désarroi où nous la voyons, si les journaux discutaient des systèmes au lieu de colporter des bruits? Pas de raison publique sans discussion active, assidue des intérêts publics : le redressement et l'affermissement de l'opinion sont à ce prix. Certes, quand il s'agit pour un gouvernement et pour un peuple de prendre un parti aussi grave que celui qui est aujourd'hui proposé à la France, lorsqu'il faut choisir entre la paix ou la guerre, nous oserons dire que ni un peuple ni un gouvernement n'ont le droit de décliner les conseils publics des citoyens les plus illustres ou les plus modestes, associés aux mêmes droits et aux mêmes devoirs par l'intérêt du pays. Les grandes voix que la France a plus d'une fois écoutées et applaudies, et qu'elle aimerait à consulter dans une crise de ses destinées, ne sont point éteintes, grâce à Dieu, mais elles se sont elles-mêmes condamnées au silence. Ces hommes illustres qu'il n'est point nécessaire de nommer, ou ces hommes modestes qui n'ont point de nom encore, ne cèdent-ils pas à un découragement extrême, et leur est-il permis de se taire indéfiniment? Nous ne le croyons pas pour notre compte; mais nous sommes forcés de reconnaître qu'ils rencontrent dans la législation de la presse l'excuse au moins de leur regrettable abstention. Nous ne serons que modérés en attribuant à cette législation, qu'il est permis à la France de regarder comme provisoire et susceptible de réforme, une grande part de la paralysie et des défaillances où sont tombés ensemble et les discussions politiques et l'esprit public. *Le Moniteur* a pris soin d'avertir les pays étrangers que la presse française n'est pas soumise à la censure et que l'administration n'a sur elle aucune action préventive; mais les écrivains en France ne peuvent oublier que la presse n'est pas régie par le droit commun, qu'il est impossible de fonder ou de transmettre un journal sans autorisation administrative, et que la pénalité des avertissemens, laquelle peut entraîner avec la suppression d'un journal la propriété qu'il représente, est appliquée par l'administration à des délits qu'elle définit elle-même, et qui ne sont ni caractérisés ni prévus par des lois positives. La pensée seule de ces conditions exceptionnelles qui régissent les journaux, quelle que soit la modération de l'administration dans l'usage qu'elle fait de ses prérogatives, éloigne de la presse un trop grand nombre d'esprits indépendans, et glace dans les journaux cette initiative courageuse et laborieuse qui est l'âme des discussions politiques. Lâchons le grand mot: si l'opinion publique n'est point en France à la hauteur des circonstances, si elle ne satisfait ni les partisans élevés de la paix, ni ceux qui croient à la nécessité et à la justice de la guerre, si l'esprit de la nation s'efface, si les grands intérêts qui sont en jeu et dont le conflit émeut l'Europe ne sont point débattus devant le pays avec l'abondance et la profondeur de vues,

avec la circonspection et le courage, avec la lucidité et la fermeté que nous devrions apporter dans une délibération si vaste, c'est que la France ne possède point une liberté suffisante de la presse.

On pardonnera, nous l'espérons, à des écrivains de revendiquer avec modération l'honneur de leur drapeau et la dignité de leur profession en un moment où il leur est permis de montrer avec orgueil dans cette liberté si injustement calomniée la sauvegarde des plus grands intérêts du pays. Nous ne sommes pas seulement frappés des avantages intérieurs qu'offrirait aujourd'hui une presse vraiment capable soit d'éclairer l'opinion, soit de donner un écho retentissant à ses vœux : elle rendrait d'infaillibles services à la bonne conduite des questions extérieures qui agitent l'Europe. La question italienne, nous avons eu plus d'une fois l'occasion de le rappeler, a été soulevée par le Piémont. Cette question, ce qui se passe chez nous depuis deux mois le prouve assez, a pris à l'improviste l'opinion française, et la surprise a été l'une des premières causes du peu de faveur que la politique piémontaise a trouvé en France. Une grande nation n'aime point à être compromise, sans être prévenue, dans les affaires d'une autre. Peut-être dans les mouvemens de sa politique M. de Cavour n'a-t-il pas assez tenu compte de l'opinion du grand public parmi nous. L'entreprise à laquelle le ministre de Victor-Emmanuel convie notre pays n'est pas de celles dont l'accomplissement heureux se puisse obtenir par le simple accord des cabinets. Quand une nation demande à une autre nation son concours contre une domination étrangère au nom des principes libéraux, l'accord mystérieux des gouvernemens ne suffit point : il faut entre les peuples une entière cordialité, une complète sympathie. Il faut qu'ils soient à l'unisson. En Piémont, dans un pays qui jouit de toutes les libertés de la tribune et de la presse, M. de Cavour a mis plusieurs années à mûrir ses plans et à les faire accepter par les populations qu'il gouverne. Comment lui, ministre d'un pays libre, accoutumé à agir sur l'opinion par la liberté, a-t-il pu croire que la France en un clin d'œil se monterait au niveau des ardeurs piémontaises pour une cause à laquelle elle n'est qu'indirectement intéressée, et qu'elle ne pourra servir qu'au prix d'incalculables sacrifices? A-t-il pu méconnaître la différence d'institutions qui sépare le Piémont de la France? Le Piémont a commencé par la liberté son audacieux travail d'indépendance italienne, et ce n'est que par la liberté que cette indépendance pourra être organisée le jour où elle sera conquise. Or que demande-t-il à la France? Il lui demande de venir faire pour l'Italie la conquête de libertés qu'elle s'est résignée à abdiquer momentanément. Ce contraste, nous dirions presque cette anomalie qui a frappé tout le monde en France, a-t-il pu échapper à un esprit aussi pénétrant? Nous avons peine à le croire. Si donc la question aujourd'hui engagée doit amener la France à prendre en main la cause du Piémont et de l'Italie, n'est-il pas évident que la principale condition de l'alliance fraternelle des deux peuples doit être le rapprochement de leurs institutions? Tout progrès accompli en ce moment en France vers la liberté nous servirait plus utilement encore peut-être dans nos relations avec les autres peuples. Il faut à notre époque que, dans ces luttes qui mettent les états aux prises, les sentimens des nations interviennent dès l'origine par des manifestations spontanées : c'est peut-

être le seul moyen de prévenir ces animosités irréfléchies et funestes qui ont trop souvent survécu autrefois aux guerres enfantées par la politique des cabinets, et dont les nations, réduites à l'état d'instrumens muets et passifs, ignoraient et les causes et la portée. Qu'a-t-on reproché, et quelquefois avec justice, aux anciens gouvernemens de la France? Nous pouvons l'avouer, car dans ce reproche et dans les jalousies qu'il entretient encore il y a un hommage persévérant rendu à la puissance de notre pays. On a longtemps reproché à nos anciens gouvernemens de vouloir exercer sur l'Europe une prépondérance orgueilleuse et d'aspirer à la monarchie universelle. Cette jalousie serait injuste aujourd'hui, nous en sommes convaincus; elle pourrait cependant se réveiller encore et soulever en Europe des passions nationales contre nos desseins les plus désintéressés : elle tomberait infailliblement devant la France associée par les franches démonstrations de la liberté aux mouvemens de la politique générale. Les peuples en effet ne peuvent plus avoir de nos jours ces passions de domination qui animaient autrefois les souverains absolus, et ils se savent incapables d'attenter, dans leur liberté et dans la pleine possession d'eux-mêmes, à leurs droits mutuels.

Tous les intérêts engagés dans la crise actuelle demandent donc que l'opinion soit promptement édifiée sur les résolutions que la France doit prendre par les discussions les plus complètes. Le moment est arrivé d'ailleurs où, sur la question italienne et l'alternative de paix ou de guerre qu'elle nous présente, il faut sortir de cette attente inquiète qui se repaît de bruits et de conjectures. Quoique incomplétement instruits de la nature exacte et des termes précis du litige où la France est entrée, nous en savons assez pour décider si, étant maîtresse de sa conduite, la France doit vider le différend par une pacifique transaction ou par les armes. Enfin les faits eux-mêmes en sont arrivés à un point de maturité qui va nous obliger à prendre l'un ou l'autre parti. D'un côté, la mission de lord Cowley à Vienne, qui à nos yeux représente le parti des solutions diplomatiques, est accomplie, et nous ne tarderons plus longtemps à en connaître les résultats positifs; de l'autre, le gouvernement piémontais, qui malheureusement dans la direction où il est entré depuis deux mois représente le parti de la guerre, redouble d'impatience, et peut nous compromettre et essayer de nous entraîner par un coup de tête désespéré. Pour nous-mêmes, pour l'Italie, pour l'Europe, sachons clairement et disons fermement ce que nous avons à faire.

La mission de lord Cowley est terminée. Le diplomate anglais a dû arriver hier à Londres. Sa mission, on le sait, était confidentielle, et par conséquent, en dépit des assertions que le télégraphe et les correspondances des journaux étrangers ont multipliées pendant quinze jours, personne n'a pu connaître avant ce moment la nature des ouvertures faites par l'Angleterre à l'Autriche, et l'accueil que cette démarche conciliante a reçu à Vienne. Lord Cowley ne pouvait même point, vis-à-vis du gouvernement français, dont il est l'ami éprouvé, sortir de la réserve que ses devoirs lui imposaient; avant d'en faire part à la France, il fallait qu'il eût rendu compte d'abord à son gouvernement des résultats de sa mission. Nous apprenons cependant par deux voies différentes que la tentative de lord Cowley a réussi. Nous sa-

vons en effet que le gouvernement anglais se montre satisfait de ce qu'il a obtenu à Vienne, et nous savons également que lord Cowley, en quittant l'Autriche, n'a pas laissé ignorer qu'il partait content et qu'il emportait de bons élémens pour la paix. Ainsi que nous le disions il y a quinze jours, l'objet de la mission de lord Cowley à Vienne ne pouvait être d'imposer ou d'obtenir une solution définitive et immédiate. Il allait préparer entre la France et l'Autriche le terrain d'une négociation honorable, chacune de ces puissances répugnant, dans l'état délicat de leurs rapports, à faire le premier pas. Tenant un fil à Paris, il est allé en saisir un autre à Vienne, et le gouvernement britannique va essayer, si l'on nous passe cette expression familière, d'en rapprocher et d'en nouer les deux bouts. Comment se fera la rencontre, et quel sera le nœud? Nous l'apprendrons sans doute avant peu. Le point important, c'est de savoir que le gouvernement anglais et son ambassadeur, tous deux si favorables à la fois à la paix et à l'alliance française, pensent nous avoir ouvert une voie de négociation honorable ; mais en même temps que le terrain diplomatique est déblayé devant nous, il ne faut pas méconnaître que le terrain de l'action, celui sur lequel peuvent se produire en Italie des incidens révolutionnaires et des collisions militaires, devient de jour en jour plus glissant et plus périlleux. Personne en Europe n'a pu, depuis trois mois, se méprendre sur la véritable tendance de la politique piémontaise. M. de Cavour, au lieu de conserver simplement l'attitude défensive qu'il avait prise au congrès de Paris, semble avoir cru que l'alliance de la France lui permettait de prétendre à l'affranchissement immédiat de l'Italie par la guerre. Ces protestations qu'il articulait, avec tant d'autorité suivant nous, contre les occupations militaires faites par l'Autriche au-delà de ses frontières, et contre les traités par lesquels l'Autriche garantissait l'impunité aux mauvais gouvernemens de l'Italie centrale, n'ont plus été dès lors l'objet exclusif de sa politique. Le redressement des griefs était invoqué pour atteindre un autre but; au lieu d'être la fin poursuivie, il devenait le moyen d'une rupture violente qui devait conduire à l'expulsion de l'Autriche de la Lombardie et à l'agrandissement du Piémont.

Nous voudrions nous tromper dans cette interprétation de la politique piémontaise : en tout cas, si elle est erronée, les débats diplomatiques qui vont s'ouvrir fourniront à M. de Cavour une occasion unique de la réfuter. Malheureusement ce que nous apprenons des dispositions de la cour de Turin nous porte à craindre que des négociations n'y soient vues d'un œil de dépit. La récente note du *Moniteur* qui a démenti le bruit des armemens attribués à la France, qui nous a révélé que nous n'étions unis au Piémont que par un traité d'alliance défensive, et qui nous a informés que l'examen des questions pendantes est entré dans la voie diplomatique, semble avoir produit un douloureux effet sur les impatiences piémontaises. L'on prête à la cour de Turin des mouvemens d'irritation non dissimulée et la pensée de résolutions extrêmes qui seraient plus désespérées encore qu'héroïques. Nous ne voulons point attacher une foi absolue aux lettres écrites au milieu de l'effervescence qui règne à Turin. Nous croyons que M. de Cavour jugera plus froidement sa situation, et saura mesurer l'étendue de sa responsabilité vis-à-vis de l'Europe. Toutes les nouvelles d'Italie sont unanimes à reconnaître

la discipline obéissante avec laquelle le parti du mouvement suit à Rome, dans les duchés, en Lombardie, l'impulsion de Turin : nous espérons fermement que le Piémont saura se servir de l'autorité latente qu'il a su prendre sur le parti libéral pour maintenir l'ordre, et ne pas laisser compromettre par des explosions violentes l'action de la diplomatie. Nous voyons même sous ce rapport un motif de confiance dans la promptitude avec laquelle le gouvernement piémontais a prorogé les chambres; il a voulu évidemment prévenir des interpellations intempestives et téméraires. Quoi qu'il en soit, il y a dans la situation un contraste qui doit tenir en éveil tous ceux qui peuvent quelque chose sur le cours des événemens. Les raisons d'espérer et de craindre se présentent à la fois avec un redoublement de force. Des négociations sont presque sûres, et des accidens violens sont possibles. Le dilemme de la paix ou de la guerre se concentre dans le même instant; nous sommes à l'intersection des deux voies. N'est-ce pas, nous le répétons, le moment pour la raison de prendre une résolution décisive, et pour l'action de se porter avec énergie du côté où la raison l'appelle?

Nous ne pouvons que présumer le point sur lequel les négociations seront dirigées. Il s'agit évidemment de soumettre à une calme révision, en présence de l'Europe, les traités particuliers qui permettent à l'Autriche d'intervenir militairement en faveur des gouvernemens établis dans les états de l'Italie centrale. Il nous paraît probable en effet que le cabinet de Vienne aura montré à lord Cowley, à l'endroit de ces traités, des dispositions plus conciliantes que celles dont témoignait la dépêche de M. de Buol au comte Appony qui a été récemment publiée. Cette dépêche remarquable par son argumentation savante est l'expression logique d'un principe politique répudié par la moitié au moins de l'Europe, le principe de la légitimité. Ce principe personnifie dans les maisons régnantes la souveraineté, et ne tient pas compte des droits des populations que ces maisons gouvernent; s'il était admis universellement, l'argumentation de M. de Buol serait inattaquable : la liberté des alliances et le droit de contracter tels traités qu'il lui plaît étant une prérogative essentielle de la souveraineté, il est aisé de faire découler de cette prérogative la faculté pour un souverain de stipuler pour lui le concours d'une puissance étrangère dans l'administration intérieure de ses états. La stipulation a beau être humiliante, la souveraineté a tous les droits, même celui de n'être point fière. Il y a vraiment plus de pédanterie que de bon sens pratique à s'obstiner de notre temps dans une telle dialectique. Nous l'avons dit, la moitié de l'Europe, — l'Angleterre et la France par exemple, — n'admet point ce principe de la légitimité qui efface les droits des peuples. A la légitimité, qui justifie les interventions étrangères dans les affaires intérieures des états, le libéralisme oppose le principe de non-intervention, sauvegarde des droits des peuples, auxquels il permet de régler dans leur indépendance leurs différends avec leurs souverains. Dans la pratique, quelle serait la conséquence du principe légitimiste et du principe libéral soutenus des deux côtés avec énergie? Si dans un état mal gouverné le peuple entre en lutte avec son souverain légitime, il peut arriver qu'un gouvernement de fait s'élève dans la lutte contre le gouvernement de droit. Si le gouvernement de droit a ses alliés, pourquoi le gouverne-

ment de fait n'aurait-il pas les siens? Les uns intervenant pour les princes et les autres pour les peuples, la guerre peut naître de cette double intervention étrangère dans les affaires d'un état. Or cette hypothèse peut se réaliser à tout moment en Italie. Sans parler de l'anomalie et du trouble qu'ont déjà produits dans le passé les interventions de la France et de l'Autriche dans les états du pape, qui ne voit qu'aujourd'hui, où il existe en Italie un état fondé sur le principe libéral, le Piémont, la collision dont nous parlons est un danger permanent pour la paix de l'Europe? Dans l'intérêt de la paix générale aussi bien que dans l'intérêt bien entendu des peuples et des gouvernemens italiens, il faut que l'Autriche abandonne ce droit d'intervention exclusive et universelle qu'elle s'est arrogé par ses traités particuliers, et que si l'intérêt de l'ordre exige pendant une période transitoire que les gouvernemens puissent compter sur l'appui d'une force étrangère, il soit pourvu à ce besoin par un arrangement impartial et arbitral qui ait le caractère d'une protection collective de l'Europe. Mais si lord Cowley est fondé à croire qu'il rapporte de Vienne de bons élémens, il n'y a plus à s'inquiéter des conséquences extrêmes de la thèse de M. de Buol. L'Autriche accepte le débat sur son principe d'intervention, et cette acceptation même annonce de sa part une sage renonciation aux excès de sa logique légitimiste.

Le terrain sur lequel portera la négociation est donc facile à discerner. Ce n'est pas tout : l'acceptation commune de ce terrain par la France et par l'Autriche et d'autres symptômes également significatifs indiquent que la question italienne ainsi posée serait dégagée des plus graves complications que l'on avait redoutées. Déjà il ressortait des explications données dans la chambre des communes que l'Angleterre se prononçait d'avance contre la perturbation des distributions territoriales réglées par les traités. En Allemagne, le même attachement à l'ordre territorial de l'Europe s'est révélé, sans doute sous une forme fâcheuse. Il est déplorable que les imprudences de cette partie de la presse qui a demandé la guerre pour dépouiller l'Autriche des possessions italiennes qu'elle tient des traités aient réveillé au sein des populations allemandes les vieilles passions de 1813. Des écrivains maladroits et chimériques ont commis une faute non moins lourde en mêlant à la discussion de ces grands intérêts la chimère des questions de races : ils ont voulu que la France, à titre de nation latine, aidât les Latins de la péninsule à chasser les Allemands du nord de l'Italie. Les Allemands, qui ne sont que trop sensibles à ces vagues et faux rapprochemens auxquels donnent lieu en politique les hasardeuses théories historiques qui roulent sur les questions de races, ont répondu à ces maladroites provocations par la résurrection du teutonisme au sein des masses, par d'intempérantes manifestations dans la presse et dans les assemblées des petits états de la confédération. Il est heureux que le ministère prussien ait donné au sentiment du respect des traités une expression plus réservée et par conséquent plus digne d'être prise en considération. Ainsi, dans la voie des négociations que l'Angleterre et la Prusse ont ouverte à la France et à l'Autriche, ces questions, qui étaient la guerre même, sont écartées; il ne s'agit plus de demander à une grande puissance des concessions qui ne peu-

vent être honorablement accordées qu'après des batailles. Le problème se resserre et la solution se laisse voir. Il n'y a plus à considérer alors que jusqu'à quel point il est possible de rendre indépendante de fait la portion de l'Italie qui l'est déjà en vertu des traités, et à commencer, en mettant fin à l'influence abusive et exclusive d'une puissance, une ère d'améliorations et de réformes intérieures au sein des gouvernemens et des populations de la péninsule.

A première vue, il est impossible que la guerre sorte d'une négociation ainsi limitée, si des deux côtés l'on veut sérieusement la paix, c'est-à-dire si l'on s'applique avec énergie à contenir dans les faits les élémens de trouble qui pourraient, par des explosions accidentelles, faire avorter les efforts de la diplomatie. Une pareille négociation mettrait en effet en présence les dissidences qui sont l'origine de la crise actuelle; elle instruirait le procès, et les deux parties seraient entendues; elle forcerait les antagonistes à s'expliquer avec précision et à gagner leur cause par la bonté des argumens et la modération sincère des prétentions. La transaction, on peut le dire, jaillirait toute seule de la conscience de l'Europe, et les puissances adverses ne feraient que s'honorer en y adhérant. Demander donc si une telle négociation peut, une fois entamée, aboutir à la guerre, c'est demander simplement si, parmi les puissances dont les prétentions se combattent aujourd'hui, il en est qui par système peuvent préférer la guerre à la paix! Nous ne rechercherons point si c'est le cas pour l'Autriche, car la perspective d'une guerre contre elle nous effraierait peu, lorsqu'elle se serait montrée intraitable; mais la chose vaut la peine d'être brièvement examinée pour la France et pour l'Italie.

Nous sommes convaincus à l'égard de la France de deux choses : premièrement, qu'elle est en mesure autant que jamais de faire la guerre avec une redoutable supériorité, si elle est provoquée dans son honneur et menacée dans son droit; secondement, qu'il n'y a point chez elle de parti de la guerre. Vainement nous dit-on que, parmi quelques officiers d'élite, le sentiment de notre supériorité militaire excite une tentation bien vive d'éprouver cette supériorité au profit de notre puissance et de notre gloire. Nous serions fâchés qu'un tel sentiment ne régnât point dans nos brillans états-majors. Cette fierté et cette émulation du métier, cette intelligence noblement passionnée des avantages que nous avons sur nos rivaux, ce feu sacré toujours brûlant, sont la condition même de la supériorité militaire qui fait notre sécurité et notre orgueil; mais la passion même intelligente du métier ne peut être assimilée à l'esprit politique, et ce sont les raisons politiques, et non les tentations et les ambitions professionnelles, qui doivent décider de la paix ou de la guerre. Il ne serait pas plus prudent que légitime de se prononcer arbitrairement pour la guerre, parce que la France a la meilleure armée de l'Europe, parce que ses soldats, élevés à la sévère et féconde école de l'Afrique, ont fait de si glorieuses preuves sous les murs de Sébastopol, parce que nos armes de précision nous donneraient un avantage irrésistible sur un ennemi qu'on ne suppose point aussi bien fourni que nous en fusils et en canons rayés, parce que nous avons de jeunes généraux pleins d'esprit et de vaillance, et qui ont donné leur mesure devant les armées russes et dans

les rudes campagnes de l'Algérie. Ce sont là sans doute des élémens magnifiques, mais l'état de civilisation où nous sommes n'admet point comme une considération décisive et prépondérante dans le débat des intérêts qui divisent les peuples la raison du plus fort et du plus brave. A cette énumération de nos forces, on ajoute, il est vrai, quelques idées générales et des réminiscences historiques; on parle des traités de 1815, on dit que c'est pour ne les avoir point biffés par des victoires que les gouvernemens précédens sont tombés. Mauvais rapprochemens: si l'on y regardait de plus près, on verrait au contraire que la chute des gouvernemens a été depuis soixante ans amenée en France par le soin excessif que chacun a mis à éviter les fautes qui avaient perdu ses devanciers. Et quant aux traités de 1815, quelle leçon plus terrible pourrions-nous invoquer contre les conséquences des guerres arbitraires et inutiles? Les raisons purement militaires données en faveur de la guerre ne supporteraient pas l'examen aujourd'hui, s'il était permis de balancer dans une discussion théorique et abstraite les avantages mutuels de la guerre et de la paix. Quarante années de liberté, de travail et de progrès économiques ont, grâce à Dieu, radicalement détruit les vieux et rétrogrades préjugés dont s'inspiraient les politiques belliqueuses du passé. L'on sait maintenant que la véritable force d'un peuple ne réside point dans quelques kilomètres violemment et passagèrement ajoutés ou enlevés à la bordure de son territoire; l'on sait que la puissance et la sécurité de l'agglomération française ne dépendent point d'une montagne ou d'un fleuve; l'on sait qu'un chemin de fer ajouté à nos voies de communication, que des mines ouvertes, des usines élevées sont des acquisitions bien plus fécondes et bien plus solides que la conquête d'une province; l'on sait enfin que si la France est jalouse d'exercer son influence sur le monde, la véritable influence, celle qui est fondée sur la sympathie, elle l'obtiendra toujours par sa prééminence intellectuelle, par la pacifique contagion de ses idées libérales, par le rayonnement de la philosophie, de la littérature et des arts, — rarement par la guerre, qui a excité contre elle tant d'animosités nationales, et qui lui a fait payer ses faveurs par de si cruelles représailles. A la question de paix ou de guerre posée théoriquement et abandonnée à ses préférences instinctives, la France, qui aspire à l'amélioration du sort de ses classes souffrantes par le travail et à son émancipation politique par la liberté, la France moderne en un mot répondra toujours : la paix! Elle croirait rétrograder, si elle voyait revenir l'ère de ces vieilles guerres du passé que commençait le caprice et que finissait le hasard.

En annonçant dans *le Moniteur* que la question italienne est entrée dans les voies diplomatiques, le gouvernement nous a montré une fois de plus qu'il n'entendait point se laisser aller sur cette fatale pente de la guerre arbitraire et systématique. Nous souhaitons qu'il puisse, par une résolution énergique, empêcher l'Italie de s'y précipiter. Nous ne devons pas en effet seconder seulement l'Italie dans ses efforts vers la liberté, nous devons la protéger aussi contre la témérité de ses entraînemens. C'est sur le Piémont qu'il faut amicalement veiller. L'engagement pris par M. de Buol dans sa dépêche au comte Appony, que le Piémont ne serait point attaqué par l'Autriche, est sans doute sérieux : c'est une parole donnée à l'Angleterre et,

par la publicité qu'elle a reçue, à l'Europe entière. Cependant, quoique cette parole enlève aux accumulations de troupes qui se font en Lombardie une partie de leur caractère comminatoire, l'attitude militaire de l'Autriche fournit un prétexte fâcheux aux agitations piémontaises. L'ouverture d'une négociation atténuerait du moins le motif des inquiétudes que le Piémont témoigne. Nous ne comprendrions pas, pour notre part, que le gouvernement sarde voulût mettre obstacle à l'ouverture de cette négociation, ou la traverser lorsqu'elle sera entamée. A ne considérer que les manifestations de la diplomatie sarde depuis trois ans, une pareille négociation n'est-elle pas un succès pour le Piémont? M. de Cavour avait signalé deux anomalies dangereuses dans la question italienne : l'occupation des États-Romains et les traités de l'Autriche avec les duchés, et c'est ce dernier grief qu'il faisait valoir encore avec habileté, le mois passé, et dans sa note circulaire et dans son discours au sénat. L'occupation des États-Romains va cesser, sur la demande du gouvernement pontifical; la question des duchés est à la veille d'être abordée par la diplomatie européenne. Diplomatiquement, le cabinet sarde remporte deux succès; est-ce le moment pour lui de redoubler de mauvaise humeur et d'impatience? Nous ne le pensons pas, et nous voulons mieux augurer de la perspicacité et du caractère de M. de Cavour. De bons conseils ont été donnés récemment au Piémont et à l'Italie par les amis les plus éprouvés que le libéralisme italien compte en Angleterre. On a averti les Italiens qu'ils poursuivaient une chimère, et qu'ils allaient peut-être au-devant de nouvelles infortunes en appelant des armées étrangères pour chasser l'étranger de la péninsule, et en voulant improviser par la guerre leur affranchissement; on leur a montré dans la paix, dans la réforme de leurs mauvais gouvernemens, à laquelle l'Europe est résolue de travailler, et dans la pratique des libertés dont jouit le Piémont, une route lente sans doute, mais sûre, vers la délivrance à laquelle ils aspirent. Ce conseil, que leur propre histoire leur donne depuis des siècles, sera-t-il efficace? Nous savons du moins qu'il a été entendu par quelques intelligences d'élite au sein de ce malheureux pays, et qu'il est conforme aux vœux d'Italiens distingués dont le patriotisme ne peut être mis en doute. Nous en avons sous les yeux une preuve intéressante. Un illustre professeur d'une université italienne, un savant dont le nom est européen, nous adresse des observations honnêtes et sensées sur les moyens qui devraient être employés, s'il en est temps encore, pour épargner à l'Italie la cruelle épreuve d'une guerre, et pour travailler à son émancipation progressive par la paix et par la liberté. « On commettrait une grande injustice, nous écrit-il, si l'on oubliait que la politique actuelle de la France en Italie n'est au fond que la continuation plus accélérée de la politique du gouvernement du roi Louis-Philippe, » et il rappelle à ce sujet, comme nous l'avons fait récemment nous-mêmes, la correspondance diplomatique de M. Rossi pendant son ambassade à Rome. Il rend hommage à l'énergie avec laquelle le Piémont a maintenu jusqu'à ce jour ses institutions, et il redoute que l'Autriche, avec ses traditions militaires et ses tendances opposées à la marche de la civilisation moderne, ne fasse point à temps les concessions et les transactions qui rendraient la tranquillité à l'Italie. La principale de ces transactions serait, suivant lui, l'abandon des traités particuliers arrachés par l'Autriche à la faiblesse des

princes. Il se rallie au sentiment des hommes d'état anglais, qui ne désespèrent pas de la paix, et dans l'hypothèse du succès de leurs efforts, il indique sur quels points devrait porter d'abord le travail pacifique de la diplomatie. C'est par les États-Romains qu'il faudrait commencer, et là l'élément de la réorganisation devrait être pris dans le rétablissement des institutions municipales, autrefois si vivaces en Italie. L'illustre Italien croit que la force qui serait nécessaire peut-être pendant les premiers temps pour contenir les élémens réactionnaires créés par les mauvais gouvernemens devrait être nationale, et empruntée aux armées de la Sardaigne et des Deux-Siciles. Dans cet ordre d'idées, le savant professeur voit « l'Italie, secondée par les grandes puissances, travailler elle-même, et surtout par l'usage de la liberté modérée de la presse, à sa réorganisation, et jeter les fondemens de l'agglomération politique nécessaire pour assurer son indépendance. » Quant à l'Autriche, rentrée dans les limites que lui assignent les traités généraux, elle devrait aviser aux moyens par lesquels, sans faire un sacrifice de dignité trop considérable, elle pourrait laisser la Lombardie et la Vénétie, qui pèsent d'un poids si lourd sur ses finances, et qui lui suscitent des embarras si graves, prendre enfin leur place naturelle au milieu des états libres et indépendans de l'Italie. Nous sommes heureux de pouvoir invoquer un témoignage aussi important en faveur des vœux et des espérances que nous a toujours inspirés la solution de la question italienne par la liberté et par la paix. Si la fatalité veut que ces espérances soient déjouées, que du moins l'Italie comme la France, par un nouvel effort de patience, laissent à l'Autriche la responsabilité terrible d'avoir seule rendu la guerre inévitable.

Devant la crise européenne que menace de provoquer la situation de l'Italie, les questions intérieures s'éclipsent au sein des états du continent. Il n'en est pas tout à fait ainsi en Angleterre. En même temps qu'il travaille par ses bons offices à prévenir une rupture entre la France et l'Autriche, le ministère anglais ne craint pas de jouer sa propre existence sur la réforme électorale. En présentant son bill de réforme, M. Disraeli a dit qu'une erreur dans la législation électorale, changeant d'une façon imprévue la base du gouvernement, pouvait entraîner des maux plus considérables et plus difficiles à réparer que les malheurs d'une guerre imprudemment entreprise et mal conduite. Cette observation toute britannique, car elle répond bien au sentiment de l'Angleterre, qui attache toujours plus d'importance à ses affaires intérieures qu'aux questions étrangères, n'en est pas moins juste dans son application générale. Le bill de réforme du cabinet Derby ne fera du moins courir de danger qu'au ministère ou à la chambre des communes, soit que le ministère voie son projet rejeté par la majorité, soit qu'à la suite d'un échec prévu il dissolve la chambre. Il n'est pas probable qu'aucun bill de réforme soit voté cette année, et il est certain que l'opinion publique en Angleterre n'est point encore pénétrée de l'urgence d'un pareil remaniement du gouvernement parlementaire. A la seconde lecture du bill, qui doit avoir lieu le 21, lord John Russell proposera un amendement qui condamne les deux principes les plus attaqués du projet développé par M. Disraeli. Il est vrai que le gouvernement fait mine de vouloir déjouer la manœuvre de lord John Russell en amendant son bill sur les points les plus contestés;

mais le cabinet de lord Derby dût-il même se trouver en minorité et recourir à l'expédient d'une dissolution, nous croyons que cette mesure n'aurait pas lieu immédiatement : la session serait continuée pendant deux mois encore pour l'expédition des affaires urgentes; les élections n'auraient pas lieu avant l'été, et par conséquent le ministère, même en admettant que l'épreuve électorale dût lui être défavorable, garderait le pouvoir plus longtemps qu'on ne le suppose. Cette considération n'est pas indifférente dans la situation actuelle de l'Europe. Il est encore un incident qu'on ne peut passer sous silence, car il vient avec un singulier à-propos donner à l'Angleterre le parlant spectacle des souffrances de l'Italie. Grâce à la tardive clémence du roi de Naples et à la maladresse avec laquelle le gouvernement napolitain a exécuté sa récente amnistie, l'infortuné Poërio et ses intéressans compagnons sont aujourd'hui les hôtes fêtés de l'Angleterre, et réveillent par leur présence les sympathies du peuple anglais pour la cause de la liberté italienne. Une souscription généreuse s'ouvre au profit de ces victimes du despotisme, et M. Gladstone enfin revenu à Londres, M. Gladstone, qui avait si éloquemment dénoncé à l'Europe les injustes traitemens infligés à M. Poërio, figure parmi les meneurs de cette manifestation nationale. Le séjour de M. Poërio et des exilés napolitains en Angleterre est, dans les circonstances présentes, une bonne fortune imprévue pour la cause italienne.

Les grandes perplexités de la politique, telle qu'elle apparaît aujourd'hui, ne nous font pas oublier qu'il est des pays modestement appliqués à tout un courant d'affaires embrassant une multitude d'intérêts pratiques. Les questions économiques, les questions de douane et de commerce, les questions coloniales, ont toujours une faveur particulière en Hollande, et sont l'objet permanent des discussions des états-généraux de La Haye. Les chemins de fer surtout occupent les Hollandais depuis quelque temps, et cela s'explique. Il y a plus de vingt-cinq ans que le premier projet d'une voie ferrée de quelque importance était mis à exécution. Cette ligne laborieusement ouverte était bientôt suivie d'une autre, et depuis ce moment le développement d'un système plus complet de communications entre les provinces et avec l'étranger n'a rencontré que des entraves, si bien que l'étendue des chemins de fer hollandais n'a point dépassé 260 kilomètres. Il en est résulté un fait très simple, c'est que le commerce de la Hollande, bien que toujours actif, ne s'est point proportionnellement développé autant que celui de la Belgique, qui a un réseau complet de voies ferrées. Ce n'est que depuis quelques années que la question s'est réveillée à La Haye, en présence de l'extension universelle des lignes de fer, et en quelque sorte sous le coup de la nécessité. Le gouvernement a donc tout d'abord présenté une loi autorisant la concession du chemin dit du nord-est: il laissait dans l'ombre la ligne du centre et du midi. La seconde chambre n'a fait qu'être l'écho de bien des plaintes en se montrant peu satisfaite des conditions proposées pour le chemin du nord-est, conditions considérées comme onéreuses pour l'état. La cause des lignes du centre et du midi a été aussi plaidée devant les états-généraux. Ce premier examen a tout au moins laissé voir une assez grande divergence de vues tant au sujet de la direction des lignes que des conditions mêmes de la concession. Le rapport fait dans la seconde chambre était sans doute dans ses conclusions favorable aux chemins de fer; en réalité, il mesurait assez peu libéra-

lement les sacrifices que l'état pouvait s'imposer, et cependant tous les hommes expérimentés s'accordent à reconnaître que sans ces sacrifices la construction des chemins de fer est à peu près impossible. Aussi l'opinion se prononce-t-elle chaque jour avec plus de netteté. Des pétitions, des écrits spéciaux, pressent tous les pouvoirs d'en venir à une solution de se mettre à l'œuvre, et de voter, s'il le faut, quelques millions plutôt que de laisser souffrir les intérêts du pays et de provoquer une lutte nuisible entre les grands centres de commerce et entre les diverses provinces. Le gouvernement paraît convaincu de cette nécessité d'une solution prompte, et il prépare, dit-on, de nouvelles propositions, qui vont être soumises aux états-généraux. La Hollande se piquera sans doute de regagner le temps qu'elle a perdu.

Les questions économiques et coloniales, disions-nous, sont l'objet d'une préférence et d'une préoccupation visibles en Hollande. En effet, la seconde chambre en est à discuter une réforme nouvelle des tarifs. Il y a peu de temps, c'étaient les affaires des colonies qui provoquaient un laborieux débat. Il s'agissait au premier abord d'une loi approuvant définitivement le boni colonial de 1856; par le fait, cette discussion prolongée réveillait toute sorte de questions d'un intérêt sérieux, celle du travail obligé ou libre aux Indes, celle du système de vente des produits coloniaux. MM. Stolte et van Hall ont défendu le système actuel, qui a jusqu'ici assuré de précieuses ressources à la métropole. MM. van Hoevell et Sloet se sont au contraire prononcés pour des réformes qui ont trouvé également un partisan dans un ancien gouverneur des Indes, M. Duymaer van Twist, — et le ministre des colonies, M. Rochussen enfin, a cherché dans ces débats un terme moyen qui serait évidemment l'idéal de la chambre en ces matières. Cette longue discussion a eu moins pour effet de faire triompher un système que de laisser voir des opinions et des tendances. La loi a été en définitive votée à l'unanimité. Ce dernier résultat n'était pas sans quelque signification politique en présence des attaques assez violentes dirigées depuis quelque temps contre le ministre, à la suite d'une mesure relative au régime commercial des Indes. Une ordonnance qui doit recevoir son exécution au mois de mai prochain a autorisé le gouverneur actuel, M. Pahud, à ouvrir au commerce universel un certain nombre de ports dans les possessions des Indes orientales. Le commerce hollandais s'est ému, surtout lorsqu'il a cru remarquer que l'industrie nationale allait se trouver dans des conditions d'infériorité vis-à-vis de l'industrie étrangère pour les certificats d'origine : un pétitionnement s'est organisé dans les grands centres de commerce. M. Rochussen, qui n'était pas d'ailleurs l'auteur de l'ordonnance, rendue par son prédécesseur M. Myer, n'a point hésité à provoquer un nouvel examen de la question, et cet examen conduira, selon toute apparence, à quelque tempérament. Le régime nouveau introduit dans les colonies n'est, à vrai dire, qu'une conséquence naturelle du système de liberté commerciale qui prévaut en Hollande comme en d'autres pays de l'Europe. Tous les esprits modérés partagent ces idées; on aurait voulu seulement une application plus mesurée, moins brusque, dans une situation où l'on peut déjà remarquer cette assez grave coïncidence de la diminution des importations de l'industrie hollandaise aux Indes et de l'accroissement des importations de l'industrie étrangère.

La Hollande enfin vient de signer une nouvelle convention avec l'empire

du Japon. Déjà, on le sait, son premier traité avait été signé en 1856, et ce traité, un an plus tard, s'était augmenté d'articles additionnels péniblement obtenus par le commissaire néerlandais, M. Donker Curtius. Une commission de la seconde chambre des états-généraux, ayant à examiner ces transactions, fut obligée de reconnaître qu'elles étaient loin de répondre aux besoins du commerce. Le gouvernement lui-même ne le méconnaissait pas; mais il croyait que c'était déjà quelque chose d'avoir amené le Japon dans une voie un peu plus large, et que les concessions obtenues devaient être considérées comme le commencement de concessions nouvelles. Il était si bien persuadé de l'insuffisance de ce qui avait été fait, qu'il songeait déjà à reprendre les tentatives près de l'empereur du Japon. Il négociait encore, et ces négociations ont conduit à un nouveau traité signé le 18 août 1858. La Hollande peut maintenant avoir un représentant diplomatique à Yedo. De nouveaux ports sont ouverts au commerce. Les Hollandais peuvent s'établir dans un certain nombre de villes et de ports; ils ont la faculté de posséder, de louer des terres, de construire des bâtimens, et même de s'instruire dans les sciences et les arts japonais, sous la direction de professeurs japonais. La Hollande contribue ainsi, par des moyens tout pacifiques, par la persuasion, à ouvrir peu à peu cet empire mystérieux, où le commerce, l'industrie et l'esprit de l'Occident pourront s'introduire lentement et progressivement.

E. FORCADE.

REVUE MUSICALE.

Enfin le Théâtre-Lyrique a cessé de vaincre sous la bannière de Mozart. Cent vingt représentations des *Noces de Figaro* n'ont pas épuisé la curiosité, je veux dire l'admiration du public pour un vieil opéra chanté par trois femmes de talent sans doute, mais dont on a beaucoup exagéré le mérite. Ce succès, qui a ému, on peut le dire, toute la France, et qui a réjoui le cœur des vrais fidèles, a fait aussi le désespoir de bien des gens. Les compositeurs en herbe, les marchands de bric-à-brac et de musique du progrès, les faiseurs d'élégies sur *le ruisseau, la prairie, les bois,...* les demi-dieux exilés à l'Institut qui ont les poches pleines d'opéras épiques sur *le siége de Troie, la prise de Babylone, l'incendie de Moscou,...* les chanteurs émérites, les directeurs dans l'embarras, les poètes avariés, etc;... tout ce monde rongeait son frein en maudissant la Providence, qui suscite les grands hommes et les chefs-d'œuvre immortels. Que de blasphèmes j'ai entendu proférer en cette circonstance! « Mozart est bien heureux, disait-on, d'avoir rencontré trois cantatrices aussi distinguées pour faire ressortir ses petites mélodies courtes comme le doigt, accompagnées d'une pâle instrumentation où il n'y a ni tambour, ni trompette, ni saxhorns, ni saxophones, — instrumens très différens qu'il ne faut pas confondre, à ce que veut bien nous apprendre un facétieux faiseur de symphonies qui, depuis trente ans, cherche un public. — Avec le concours de Mmes Carvalho, Vandenheuvel et Ugalde, quel compositeur moderne ne serait pas sûr d'un grand succès? » Ainsi parlait ce peuple impie de musiciens, d'auteurs et de chanteurs, lors-

que l'administration du Théâtre-Lyrique annonça une succession de relâches pour les répétitions de *la Fée Carabosse,* dont la première représentation a eu lieu le 28 février. C'est un opéra féerique, mais peu comique, en trois actes, précédé d'un prologue, illustré de beaux décors, rempli de ballerines, de fantasmagories et d'ennui, le tout accompagné d'un peu de musique, fruit des veilles laborieuses de M. Victor Massé, l'auteur ingénieux de *la Reine Topaze* et des *Noces de Jeannette.* Quand j'affirme sur ma tête qu'il y a peu de musique dans *la Fée Carabosse,* ce n'est pas qu'il y manque une mesure, et que, depuis le prologue sans ouverture jusqu'à la fin du troisième acte, on n'y chante beaucoup de chœurs, d'airs, de nocturnes, ornés à profusion de ce point d'orgue sur la *troisième note du ton* qu'on entend partout, à l'Opéra, à l'Opéra-Comique, à l'église autant que dans les concerts. Qui nous délivrera, grand Dieu! de cette formule odieuse qui nous obsède depuis vingt-cinq ans? Est-ce M. Gounod dans son *Faust,* ou bien Meyerbeer dans l'ouvrage qu'il prépare au théâtre de Monsigny et de Philidor? Nous leur votons d'avance d'humbles actions de grâce.

On ne discute pas des œuvres comme *la Fée Carabosse,* dont la fable, dépourvue d'intérêt, de gaieté et de tristesse, n'a inspiré au musicien qu'une partition froide, d'un style maniéré et sans consistance. S'il me fallait absolument dire quels sont les morceaux les plus saillans de ces trois actes, d'une mortelle longueur, je citerais les couplets de la *cognée,* avec la réponse du chœur, vieille donnée qui ne manque jamais son effet, une romance à deux voix, chantée par Daniel et Rosalinde, qui a de la grâce, et puis un autre nocturne. On ne peut pas s'imaginer ce qu'est Mme Ugalde dans *la Fée Carabosse!* Je renonce à qualifier comme il le faudrait les extravagances vocales qu'elle se permet avec une organe usé, un style et un goût à l'avenant. L'administration a commis presque un crime en permettant cette exposition regrettable. Je demande qu'on me reconduise aux *Trois Nicolas* de M. Clapisson.

L'Opéra, dont on ne parle guère, et à bien juste raison, vient de faire au public le cadeau qu'il lui destine tous les ans, d'un ouvrage en quatre actes au moins et plusieurs tableaux. En effet, la première représentation d'*Herculanum* a eu lieu le 4 mars devant un public nombreux et impatient de connaître le mérite d'une œuvre laborieuse dont l'enfantement a été accompagné de procès et de contestations de toute nature. Si l'on pouvait raconter tout ce qui se rattache à la collaboration du *scenario* d'*Herculanum,* on écrirait une page piquante des mœurs littéraires et politiques de ce temps-ci; mais force nous est de limiter le champ de nos investigations, et de ne dire que ce qui est avouable. L'idée première de l'opéra d'*Herculanum* était une vaste conception dramatico-lyrique ayant pour titre, je crois, *la Fin du Monde.* M. Félicien David avait porté son œuvre au Théâtre-Lyrique, où elle fut mise à l'étude et puis rejetée comme inexécutable. Accueilli par l'administration actuelle de l'Opéra, le poème dont M. Félicien David s'était inspiré a dû être largement modifié, et de remaniemens en remaniemens on en a fait le poème dramatique que nous apprécierons tout à l'heure. Mais sans être initié aux secrets de la collaboration, et sans pouvoir désigner quelles sont les transformations qui ont été imposées à l'idée première, j'ose affirmer que le cadre d'*Herculanum,* avec la catastrophe finale d'une pluie

de feu, ne s'écarte pas beaucoup du plan primitif qui avait inspiré le musicien. A vrai dire, M. Félicien David n'a eu jusqu'ici qu'une seule idée qu'on lui a préparée, comme une toile, sous différentes formes, mais à laquelle il est resté invariablement fidèle. Homme du midi, imagination colorée, âme douce et simple, plus propre à la contemplation qu'aux luttes de l'esprit et des passions, M. Félicien David a reçu des saint-simoniens, qu'il a pratiqués et qui ont protégé ses premiers pas, une sorte d'insufflation épique et cosmique où l'homme et la nature s'entremêlent et s'étreignent d'une manière assez intime. Cette idée, qui est celle du XIXe siècle, s'appelle le panthéisme en philosophie, et dans les arts elle porte le nom de pittoresque. Goethe l'a exprimée dans la poésie allemande; Hegel en a donné la formule philosophique; Beethoven et surtout Weber l'ont reproduite dans la symphonie et dans le drame fantastique et légendaire. C'est cette même idée, réduite à de moindres proportions, qui a inspiré à M. Félicien David *le Désert*, création délicieuse qui a fait sa renommée, et qu'il a reproduite, à peu de choses près, dans une espèce d'oratorio intitulé *Moïse*, puis dans *Christophe Colomb*, et même dans son opéra en trois actes, *la Perle du Brésil*. Je suis certain que si M. Félicien David consulte moins ce qu'il a prétendu faire que son instinct de musicien et de poète, il doit se dire au fond de l'âme : « La critique a raison. » Eh bien! la fable d'*Herculanum* n'est qu'un canevas grossier sous lequel on retrouve la même donnée. Écoutez plutôt.

Vers l'an 79 de l'ère chrétienne, sous le règne du divin Titus, une reine de l'Orient vint en Italie pour recevoir l'investiture de son royaume du chef de cette prétendue démocratie romaine, dont on voudrait nous faire envier le sort. On ne sait pourquoi Olympia, car tel est le nom de cette reine fatale, s'attarde si longtemps à Naples, et de quel droit elle y exerce la souveraine puissance. Son frère Nicanor, proconsul de la Grande-Grèce, l'entoure de respect et partage sa haine pour les chrétiens, qui commencent à troubler le repos légal des dieux établis. Deux de ces novateurs, Hélios et sa fiancée Lilia, sont conduits devant la reine par le peuple furieux, qui demande qu'on les immole. Non-seulement Olympia leur pardonne, mais elle s'éprend d'une belle passion pour le jeune Hélios, qui ne résiste guère, et finit par abjurer sa foi nouvelle pour les voluptés de l'ancien monde. D'un autre côté, le proconsul Nicanor éprouve un sentiment non moins impérieux et non moins imprévu pour la belle et chaste Lilia, qui ne succombe pas, elle, à la tentation de son persécuteur, car la foudre du ciel vient le frapper en pleine poitrine au moment où il croyait tenir sa proie. Il se passe à la suite de cette scène une transformation qu'on a de la peine à comprendre, même le livret à la main. Nicanor revient, comme on dit, sur l'eau ou sur la terre, mais sous la forme de Satan, ou plutôt c'est Satan lui-même qui prend la figure de feu Nicanor pour persécuter encore la pauvre Lilia, à qui il fait voir, dans une vision diabolique, son fiancé Hélios couché et chantant aux pieds d'Olympia. Je vous laisse à penser quel est le désespoir de la jeune chrétienne. Enfin, après tout un acte d'hésitation, de chants élégiaques et de voluptés faciles, que le néophyte Hélios a bien de la peine à quitter, il se décide cependant à aller retrouver sa fiancée au rendez-vous qu'elle lui a donné au commencement du premier acte. Il la retrouve, il implore son pardon, qu'elle lui accorde, et ils se réconcilient dans un élan

de pur amour. C'est la scène du quatrième acte de *la Favorite* retournée. Le ciel gronde, la terre tremble, et une pluie de feu vient tomber sur la ville d'Herculanum, sous laquelle périssent la reine Olympia, Satan et tous les païens, tandis que de l'autre côté de la scène Hélios et sa fiancée Lilia s'enlèvent vers le ciel avec les chrétiens qui les entourent. Telle est la donnée de ce prétendu drame que se disputent de si nombreux collaborateurs, longue et fastidieuse légende où l'on cherche vainement une touche virile qui décèle la connaissance des mœurs et des caractères que l'on prétend mettre en scène. J'avoue d'ailleurs que je suis un peu de l'avis du vieux Boileau, de ce pédant du XVIIe siècle, qui n'était pas poète, à ce qu'on assure: je n'aime pas qu'on abuse au théâtre des sujets religieux et qu'on y découpe les saintes Écritures en couplets galans. Sans invoquer d'autre autorité que celle du goût, qu'on pourrait définir la raison émue, il répugne de voir s'établir une trop grande promiscuité entre des choses d'ordre si différent et de voir apparaître sur une scène de baladins des personnages consacrés qui depuis dix-huit cents ans représentent l'idéal du monde civilisé. Certes je ne veux pas, selon la belle expression de Bacon, mettre des semelles de plomb à la fantaisie ni interdire à l'art aucun des grands sujets qui touchent aux profondeurs des âmes religieuses; mais il faut réussir alors comme Corneille dans *Polyeucte* et comme Racine dans *Athalie;* il faut procéder avec adresse comme l'ont fait Voltaire dans *Zaïre,* Rossini dans *Moïse,* Meyerbeer dans *Robert, les Huguenots* et *le Prophète.* En d'autres termes, pour traduire dans l'art la langue du christianisme, il faut ou la simplicité d'un enfant ou la sublimité du génie.

Il n'y a pas d'ouverture à l'opéra d'*Herculanum,* et cela est bien étonnant de la part de M. Félicien David. Une introduction symphonique de courte haleine, où l'on remarque une jolie phrase confiée aux violoncelles, précède le lever du rideau, qui laisse voir le péristyle du palais d'Olympia à Herculanum. Le premier chœur, que chantent les courtisans de la reine, — *Gloire, gloire à toi!* — est joli, bien accompagné, mais d'un style léger et de demi-caractère. La reine Olympia ayant demandé aux deux fiancés chrétiens qu'on a amenés devant elle de quel crime ils sont coupables, Hélios répond:

Dans une retraite profonde
Je vis, par un serment lié,
Et ne demande rien au monde
Que le bonheur d'être oublié.

La mélodie de cette espèce de cantique est un peu triste, et rappelle plutôt un de ces vieux noëls de village qu'elle ne donne l'idée de ces hymnes de l'église primitive dont saint Augustin parle avec tant d'enthousiasme dans ses *Confessions.* Après que Lilia a répété à son tour les paroles et le chant de son fiancé, le morceau se termine par un quatuor d'un effet harmonieux. Je remarque dans l'accompagnement de ce chant pieux et contristé un procédé qui est très familier à M. Félicien David, qu'il a employé dans presque tous les morceaux du *Désert,* dans *Christophe Colomb,* dans *la Perle du Brésil,* et que nous retrouverons bien souvent encore dans l'œuvre nouvelle. Ce procédé consiste dans un doux susurrement d'harmonie consonnante tombant, par accords plaqués, sur une note soutenue et persistante, qu'on

nomme dans les écoles une pédale inférieure. L'effet en est d'abord charmant, mais il amène bien vite la monotonie. Olympia, ayant congédié son frère Nicanor et tout ce peuple de satrapes, de princes et de rois tributaires dont elle était entourée, essaie de séduire le cœur et l'imagination d'Hélios, le jeune chrétien, en l'invitant à boire dans une coupe que lui présente l'esclave Locusta, au visage sinistre. Allons, dit la reine :

Bois ce vin que l'amour donne,

et elle chante une mélodie agréable, dont Mme Borghi-Mamo fait ressortir toute la morbidesse. Le mot *extase* surtout est relevé par une légère modulation pleine de grâce. Hélios, après avoir bu à longs traits dans la coupe enivrante, éprouve tout à coup une sorte de délire :

Dieu! quel monde nouveau! quel domaine splendide!

dont le musicien a fait une sorte de récitatif flottant et mesuré du plus heureux effet. On ne saurait trop louer aussi la grâce élégiaque de ce passage que chante Hélios vers la conclusion de ce duo de séduction :

Je veux aimer toujours dans l'air que tu respires,
Déesse de la volupté.

La longue et triste déclamation du prophète Magnus, qui vient troubler la fête de la reine par des menaces tirées textuellement de l'Apocalypse, et toute la scène compliquée qui s'ensuit n'étaient pas de nature à être comprises ni bien traitées par le talent de M. Félicien David. On remarque cependant à la conclusion de ce morceau d'ensemble, qui termine le premier acte, les éclats de rire de la cour païenne opposés aux objurgations furibondes du prophète de malheur; mais ce finale conviendrait mieux à un opéra-comique ou de genre qu'à la donnée épique d'*Herculanum*.

Le second acte, qui transporte la scène dans un site sauvage couvert de ruines, s'ouvre par un chœur de chrétiens qui ne manque pas de caractère. Nicanor, qui survient avec une troupe de soldats, reste seul avec Lilia, dont il cherche à séduire l'innocence. Le duo pour basse et soprano qui résulte de cette situation, assez semblable à celle du troisième acte de *Robert le Diable*, a de bonnes parties. Mme Gueymard chante fort bien, de sa voix pure et métallique, la phrase qui se trouve sous ces paroles :

Je venais, sur ces froides pierres,

qui est heureuse et suffisamment développée. Il y a dans ce duo mal dessiné et fort décousu un passage de la plus grande beauté : c'est la réponse de Nicanor cherchant à désabuser Lilia, qui croit apercevoir dans une clarté furtive la volonté du ciel :

Tes yeux sont abusés; non, rien ne se dévoile,
Dans la nuit je ne vois qu'une pâle clarté :
C'est le douteux rayon de la première étoile
Qui pour mon regard seul éclaire ta beauté.

Si tout l'opéra était écrit de ce style pathétique et tendre comme cette phrase admirable que M. Obin chante avec un véritable sentiment, M. Féli-

cien David aurait fait un chef-d'œuvre. Malheureusement la scène qui succède entre Lilia et Satan est d'une grande faiblesse et trahit la volonté du musicien, qu'on a induit en erreur sur les véritables forces de son talent.

Le troisième acte se passe tout entier en danses, en festins et en libations joyeuses. La reine Olympia, entourée de sa brillante cour, chante d'abord une hymne à la *blonde déesse*, dont la mélodie est sans doute gracieuse, mais un peu molle dans les contours et reproduisant des effets déjà entendus au premier acte. Les airs de ballet sont moins heureux qu'on n'avait le droit de l'attendre de M. Félicien David; mais le chœur des bacchantes a de la couleur, et j'aime ce cri d'*Évoé* jeté successivement par chaque voix sur une note persistante qu'emporte un rhythme aux ondulations voluptueuses. Ce que j'aime beaucoup moins et ce qui me paraît à peu près manqué, c'est la grande scène de contraste qui résulte de l'arrivée de Lilia au milieu de la cour voluptueuse d'Olympia, où elle vient chercher son fiancé Hélios, qu'elle trouve couronné de myrte et fort décontenancé. Une lutte s'engage alors entre les deux femmes ou plutôt entre les deux religions, celle de la volupté et la religion nouvelle du Calvaire, dont Lilia proclame les hautes vérités :

Je crois au Dieu que tout le ciel révère,
Au Dieu qui tient l'infini dans sa main!

Cette profession de foi, imitée de la Pauline de Corneille, n'a inspiré au musicien qu'une déclamation morbide et sans élévation, que l'ensemble confus dans lequel il l'encadre est loin de racheter. Ce sont probablement les amis et les collaborateurs de M. Félicien David qui l'ont engagé dans cette périlleuse aventure d'aborder un sujet qui dépasse de cent coudées la nature délicate de cet aimable talent. Voilà l'influence des billevesées des saint-simoniens.

Le quatrième acte, qui se passe dans l'*atrium* du palais d'Olympia, que représente un magnifique décor, commence par un chœur de démons et un air de Satan, qui, sans être bien nouveau, n'est pas dépourvu de vigueur. Vient ensuite le grand duo entre Hélios et Lilia, duo d'amour et de réconciliation, qui reproduit, nous l'avons déjà remarqué, la situation inverse du quatrième acte de *la Favorite*, puisqu'ici c'est la femme qui pardonne. Le duo a de belles parties, surtout la phrase très mélodique et très bien venue que chante avec beaucoup d'onction M. Roger :

Ange du ciel! oublie
Ce que la terre a fait!

J'avoue que je n'aime pas autant l'élan suprême des deux voix à l'unisson et que le public applaudit avec transport :

Divin séjour
Du pur amour,
Dieu fait éclore
Ton saint jour!

Ce cri séraphique s'élève sur un rhythme sautillant qui manque de noblesse, et qui est loin de l'admirable péroraison du duo de *la Favorite*.

Je crois avoir relevé avec soin toutes les parties saillantes de l'œuvre nou-

velle de M. Félicien David : le chœur du premier acte et la marche qui annonce l'entrée des princes tributaires, le chant plaintif des deux chrétiens, quelques passages du duo de la séduction entre la reine et Hélios et la strette du finale; au second acte, un chœur que chantent les chrétiens proscrits, et le duo entre Nicanor et Lilia; dans l'acte suivant, l'hymne à Vénus de la reine Olympia et le chœur des bacchantes; au quatrième acte, l'air de basse de Nicanor avec le chœur des démons et le grand duo entre les deux fiancés chrétiens. On peut dire que si le christianisme triomphe dans la fable grossière d'*Herculanum*, dans la musique de M. Félicien David c'est le principe contraire qui l'emporte. En effet, c'est par la grâce de certaines mélodies un peu vagues de contour, c'est par des chants élégiaques et d'heureuses combinaisons de voix, par une harmonie plus élégante que variée et par une douceur générale qui finit par alourdir la paupière, que se recommande la nouvelle partition de M. Félicien David; mais l'accent de la passion virile, le style élevé et soutenu qu'il aurait fallu pour faire ressortir les contrastes de caractère et de situation qu'il y avait à traiter, surtout à la fin du troisième acte; mais le grand art des développemens dramatiques et le coloris puissant de l'instrumentation ne se trouvent pas plus dans la partition d'*Herculanum* que dans les autres productions du charmant compositeur. Les réminiscences y sont même assez nombreuses, ainsi que les formules d'accompagnement renouvelées du *Désert* et de *Christophe Colomb*. J'ai même été étonné de trouver l'instrumentation de M. Félicien David aussi terne, aussi *grise* de ton, comme on le disait justement autour de moi, ne parvenant que rarement à saisir un dessin bien marqué qui s'impose à l'oreille et frappe l'imagination. Son orchestre murmure incessamment, bourdonne et n'exhale que des harmonies suaves dans la partie inférieure de l'échelle.

Malgré ces restrictions, que la critique est obligée de faire au nom de l'art et de la vérité, l'opéra d'*Herculanum*, dont le poème facile est de M. Méry, mérite l'intérêt des amateurs et aura un certain nombre de représentations brillantes. L'exécution d'ailleurs est aussi bonne que possible : Mme Borghi-Mamo fait valoir avec talent les parties délicates du rôle d'Olympia, qu'elle chanterait bien mieux encore si elle prononçait davantage. La belle voix de Mme Gueymard fait merveille dans le personnage de Lilia, qu'elle représente avec plus d'onction que d'intelligence, tandis que M. Roger supplée, dans le rôle d'Hélios, à l'organe qui trahit ses efforts par du goût, de l'adresse et du sentiment. M. Obin avec sa magnifique voix de basse est un superbe Nicanor. Les costumes et les décors surtout sont fort beaux. Je dois une réparation à Mlle Emma Livry, qui a pris de l'aplomb depuis ses débuts et qui danse à ravir pendant le divertissement du troisième acte.

Il y a une quinzaine d'années qu'un jeune homme inconnu donnait un concert dans la salle du Conservatoire pour y faire entendre, à ses frais, une composition vocale et instrumentale dont il était l'auteur : c'était M. Félicien David avec son ode-symphonie *le Désert*. J'assistais à cette séance et je fus témoin du succès prodigieux qu'obtint cette délicieuse rêverie musicale, qui fit la renommée du musicien. L'enthousiasme fut si grand et, disons-le, si disproportionné avec l'objet qui en était la cause, qu'on poussa l'extravagance jusqu'à comparer M. Félicien David à Mozart et à Haydn. Conseillé et exploité par d'indignes faiseurs, M. Félicien David passa

tour à tour de l'obscurité à l'apothéose et de l'apothéose à une réaction inévitable et non moins exagérée que ne l'avait été son succès. Nous fûmes plus équitable que ses admirateurs et ses adversaires, et dans une appréciation de l'ode-symphonie *le Désert*, nous croyons avoir fait la juste part aux qualités exquises, mais limitées, du talent de M. Félicien David; nous eûmes le courage alors, et nous l'aurons toujours en pareille circonstance, de recommander M. Félicien David à l'attention de la direction de l'Opéra, en disant qu'il y avait dans le nouveau compositeur une veine d'inspiration naturelle qu'il fallait se hâter de mettre en œuvre. Je me rappelle même que je donnais le conseil d'associer le talent pittoresque de M. Théophile Gautier à celui de M. Félicien David, dont il fallait ménager l'imagination délicate et guider l'inexpérience. Mais on sait que la critique, comme la pauvre Cassandre, n'est écoutée que de l'opinion publique, et qu'elle n'a aucune influence sur les grands esprits qui dirigent la destinée des théâtres lyriques de Paris. On a laissé pendant quinze ans M. Félicien David se morfondre dans la solitude et gaspiller sa verve sur une foule de sujets peu dignes de son talent. Enfin un homme d'esprit a été mis à la tête de l'administration de l'Opéra, qui s'est empressé de tendre une main secourable à l'auteur du *Désert*, de *Christophe Colomb* et de *la Perle du Brésil*. C'est à M. Royer que le public doit en effet de pouvoir applaudir les jolis morceaux de la partition d'*Herculanum*, qui, sans être un chef-d'œuvre, tiendra honorablement sa place dans le répertoire si peu varié de l'Opéra.

Il faut continuer et ne pas s'arrêter à ces essais. Si j'avais une influence quelconque sur la direction de l'Opéra, ce qu'à Dieu ne plaise! je pousserais l'audace jusqu'à prier M. Berlioz de me faire l'honneur de passer dans mon cabinet et je lui dirais : « Monsieur, les petits journaux qui vous sont dévoués, et aux yeux desquels vous passez depuis trente ans pour un grand compositeur, parlent tous avec enthousiasme d'un opéra en cinq actes, *le Siége de Troie*, dont vous avez fait les paroles et la musique, à l'instar de M. Richard Wagner, l'auteur fameux du *Lohengrin* et du *Tannhauser*. Eh bien! monsieur, je mets le théâtre de l'Opéra à votre disposition, et à moins que vous ne me demandiez de faire enfoncer les murs pour y faire pénétrer le fameux cheval de bois, nécessaire sans doute à l'illusion dramatique de votre sujet, je vous accorde autant de *saxophones*, de *saxhorns* et de *saxotromba* qu'il vous en faudra pour rendre les conceptions sublimes de votre pensée, sans que vous ayez le droit de m'accuser d'avoir jamais confondu des instrumens aussi différens, et dont je n'admire pas autant que vous l'introduction dans nos orchestres. Vous pourrez même y ajouter la trompette marine, sorte de monocorde qui remonte au XVIe siècle et qui fait les délices de ce brave M. Jourdain, et je vous assure, monsieur, que vous avez tort de vous moquer, comme vous l'avez fait dans une récente publication de haut goût, du public du Théâtre-Français quand il éclate de rire au nom de la trompette marine, ainsi nommée parce que le son que produisait cet instrument informe ressemblait au son rauque d'une conque marine. » Mais que M. Berlioz se rassure : je ne serai jamais qu'un philosophe amateur de belles choses, et je n'aurai jamais le pouvoir de faire exécuter son *Siége de Troie*.

P. SCUDO.

V. DE MARS.

né-
lus
ion
ua-
s le
om-
ant
elle
on-
r à
e et
Cas-
in-
ues
dre
de
tion
du
que
rti-
nent

nce
rais
non
dé-
and
, *le*
r de
Eh
oins
trer
e de
axo-
otre
ndu
l'in-
ette
ices
t de
naut
le la
tru-
que
elles
roie.